

NATIONS UNIES

37  
222

**RAPPORT ANNUEL  
DU SECRETAIRE GENERAL  
SUR L'ACTIVITE  
DE L'ORGANISATION**

**16 juin 1957 - 15 juin 1958**



**ASSEMBLEE GENERALE  
DOCUMENTS OFFICIELS : TREIZIEME SESSION  
SUPPLEMENT No 1 (A/3844)**

*New-York, 1958*

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# Table des matières

	<i>Pages</i>
AVANT-PROPOS .....	vii
I. — QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ	
1. Question du désarmement .....	1
2. Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.....	7
3. Effets des radiations ionisantes .....	7
4. Déclaration relative à la coexistence pacifique des Etats.....	9
5. Plainte de l'URSS intitulée "Adoption de mesures urgentes pour faire cesser les vols d'aéronefs militaires des Etats-Unis d'Améri- que, armés de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène, dans la direction des frontières de l'Union soviétique".....	9
6. Admission de nouveaux Membres .....	10
7. Question de Hongrie .....	11
8. Force d'urgence des Nations Unies .....	12
9. Canal de Suez .....	13
10. Question de Palestine .....	14
11. Assistance aux réfugiés de Palestine.....	16
12. Plainte concernant des menaces à la sécurité de la Syrie et à la paix internationale .....	19
13. Communications concernant l'Oman et Mascate.....	20
14. Plainte du Liban .....	20
15. Question de la frontière soudano-égyptienne.....	21
16. Question de Chypre .....	21
17. Question algérienne .....	23
18. Plaintes de la Tunisie et de la France.....	24
19. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine .....	26
20. Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la poli- tique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.....	26
21. Question Inde-Pakistan .....	27
22. Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale).....	28
23. Question de Corée .....	29

	<i>Pages</i>
24. Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies .....	32
25. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.....	32
26. Question d'amendements à apporter à la Charte en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité, le nombre des membres du Conseil économique et social et le nombre des membres de la Cour internationale de Justice.....	32
27. Notification concernant la République arabe unie .....	32
 II. — EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE	
A. — <i>Questions économiques et sociales</i>	
1. Etudes économiques .....	35
2. Développement économique des pays sous-développés.....	36
3. Développement de la coopération économique internationale....	39
4. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.....	39
5. Questions fiscales et financières .....	40
6. Coopération internationale en matière de cartographie.....	41
7. Transports et communications .....	41
8. Services de statistique des Nations Unies.....	42
9. Commissions économiques régionales .....	44
10. Droits de l'homme .....	50
11. Condition de la femme .....	52
12. Contrôle international des stupéfiants .....	53
13. Questions sociales .....	55
B. — <i>Assistance technique</i>	
1. Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique .....	59
2. Programme d'assistance technique des Nations Unies.....	61
3. Service international d'administrateurs .....	62
C. — <i>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i> .....	62
D. — <i>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>	64
E. — <i>Questions de coordination et relations avec les institutions spécialisées</i>	66
 III. — QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES	
A. — <i>Territoires sous tutelle</i>	
1. Fonctionnement du régime international de tutelle.....	69



2. Situation dans les territoires sous tutelle.....	69
1) Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale.....	69
2) Territoires sous tutelle d'Afrique orientale.....	71
3) Territoires sous tutelle du Pacifique .....	73
B. — <i>Territoires non autonomes</i>	
1. Communication de renseignements en vertu de l'Article 73, alinéa e, de la Charte.....	75
2. Examen des renseignements .....	75
3. Questions générales relatives à la communication de renseignements en vertu de l'Article 73, alinéa e, de la Charte.....	78
4. Question de la procédure de vote applicable, à l'Assemblée générale, aux questions relatives aux territoires non autonomes.	78
5. Rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes .....	79
6. Collaboration internationale en vue du progrès économique et social .....	79
C. — <i>Question du Sud-Ouest Africain</i> .....	80
IV. — QUESTIONS JURIDIQUES	
1. Cour internationale de Justice .....	81
2. Commission du droit international.....	87
3. Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.....	88
4. Question de la définition de l'agression et questions connexes.....	89
5. Traités et conventions multilatérales .....	90
6. Privilèges et immunités .....	91
7. Règlements intérieurs des organes des Nations Unies.....	92
8. Tribunal administratif des Nations Unies.....	92
9. Question de la revision de la Charte.....	93
V. — PROGRÈS DE LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC À L'ÉGARD DES NATIONS UNIES	95
VI. — QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES	
1. Conférences et services de documentation .....	99
2. Services généraux .....	100
3. Administration du personnel .....	101
4. Questions financières .....	102
5. Ecole internationale des Nations Unies et locaux pour les délégations.	103

# Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale mon treizième rapport annuel, qui a trait à l'activité de l'Organisation du 16 juin 1957 au 15 juin 1958.

L'exposé du rôle de l'Organisation dans les affaires mondiales, qui constitue l'introduction dudit rapport annuel, sera publié cette année sous la forme d'un additif au présent document et paraîtra à une date plus rapprochée de l'ouverture de la treizième session.



*Le Secrétaire général,*  
Dag HAMMARSKJÖLD

1er juillet 1958.

# Chapitre premier

## QUESTIONS POLITIQUES ET DE SECURITE

Le chapitre premier porte sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies, du 16 juin 1957 au 15 juin 1958, dans le domaine des questions politiques et de sécurité. Il expose les mesures prises par l'Assemblée générale tant en septembre, lors de la reprise de la onzième session, qu'à la douzième session, par le Conseil de sécurité et par le Secrétaire général, ainsi que par les divers comités, commissions et organismes chargés de s'occuper de questions politiques et de sécurité.

A sa douzième session, l'Assemblée générale a élu le Canada, le Japon et le Panama membres non permanents du Conseil de sécurité en remplacement de l'Australie, de Cuba et des Philippines dont le mandat a expiré le 31 décembre 1957. Du fait de ces élections, la composition du Conseil de sécurité est la suivante depuis le 1er janvier 1958: Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques (membres permanents); Canada, Colombie, Irak, Japon, Panama et Suède (membres non permanents).

La composition de la Commission du désarmement a été modifiée en conséquence; elle a en outre été élargie par l'adjonction de 14 Etats Membres qui, pour la première année, c'est-à-dire du 1er janvier 1958 au 1er janvier 1959, sont les suivants: Argentine, Australie, Belgique, Birmanie, Brésil, Egypte, Inde, Italie, Mexique, Norvège, Pologne, Tchécoslovaquie, Tunisie et Yougoslavie.

Les questions examinées par le Conseil de sécurité ont été traitées plus brièvement que les autres, les débats dont elles ont fait l'objet étant exposés plus en détail dans le *Rapport du Conseil de sécurité pour la période du 16 juillet 1957 au 15 juillet 1958*.

### 1. — Question du désarmement

#### a) EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE SOUS-COMITÉ DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

##### i) Travaux du Sous-Comité

Le Sous-Comité de la Commission du désarmement, qui s'était réuni de nouveau le 18 mars 1957, à Londres, en exécution de la résolution 1011 (XI) de l'Assemblée générale, a tenu 71 séances entre cette date et le 6 septembre 1957. Il a adopté ses quatrième et cinquième rapports, respectivement le 1er août et le 6 septembre 1957, pour transmission à la Commission du désarmement.

Les discussions du Sous-Comité ont surtout porté sur la possibilité d'aboutir à un accord sur des mesures partielles de désarmement, qui marquerait un premier pas vers un programme général. Aucun accord n'a été réalisé, mais le Sous-Comité s'est particulièrement

occupé des questions suivantes: suspension des essais d'armes nucléaires et de la fabrication d'armes, réduction initiale, sous contrôle international, des forces armées et des armements des grandes puissances et institution d'un système de reconnaissance aérienne comme moyen de prévenir les attaques par surprise. Pour la première fois, on a soulevé la question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques.

Les principales propositions et déclarations faites devant le Sous-Comité ont été les suivantes: trois propositions déposées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, respectivement les 18 mars, 30 avril et 14 juin 1957; une déclaration et deux propositions communes présentées respectivement les 2 juillet, 2 août et 29 août par le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

##### ii) Propositions de l'URSS

La proposition de l'URSS en date du 18 mars concernant la réduction des armements et des forces armées et l'interdiction des armes nucléaires reprenait certaines propositions antérieures de l'Union soviétique et prévoyait en outre la renonciation à l'emploi des armes nucléaires, y compris les fusées munies d'une charge nucléaire, et, au cours d'une deuxième étape d'un programme de désarmement, le contrôle des fusées télé-guidées.

Le 30 avril, l'Union soviétique, notant que les puissances occidentales n'étaient pas disposées à conclure un accord relatif à un programme étendu de désarmement, a présenté les propositions suivantes concernant des mesures de désarmement partiel: 1) En deux étapes successives, les forces armées des Etats-Unis et de l'URSS seraient ramenées à 2.500.000 hommes, puis à un chiffre compris entre 1 million et 1.500.000 hommes, et celles de la France et du Royaume-Uni à 750.000, puis à 650.000 hommes. 2) Pendant la première étape de réduction, les armements de type classique et les budgets militaires seraient réduits de 15 pour 100. 3) Pendant la première étape également, un organe de contrôle, créé dans le cadre du Conseil de sécurité, recevrait et examinerait les renseignements fournis par les Etats sur l'application par eux des mesures partielles de désarmement. Des postes de contrôle seraient établis, sur la base de la réciprocité, dans les grands ports, aux nœuds ferroviaires et sur les autoroutes. Au cours de la deuxième étape, des postes de contrôle seraient mis en place sur les aérodromes; cette mesure serait rattachée à un accord prévoyant l'interdiction complète des armes nucléaires et leur élimination des armements des Etats. 4) Dès le début de la première étape, les Etats s'engageraient à renoncer à faire usage d'armes nucléaires de tous types, y compris les bombes aériennes et les fusées à tête nu-

claire. Ils s'engageraient en outre à déployer tous leurs efforts pour conclure un accord sur l'interdiction complète des armes nucléaires, leur élimination des armements des Etats, l'arrêt de leur fabrication et la destruction des stocks de ces armes. 4) La question de la cessation des essais d'armes nucléaires devrait être traitée séparément et réglée sans délai. 5) Il conviendrait d'examiner la question de la suppression des bases militaires situées en territoire étranger et de s'entendre en premier lieu sur les bases qui pourraient être supprimées en un ou deux ans. 6) Les forces armées des Etats-Unis, de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et de la France stationnées sur le territoire de l'Allemagne pourraient être réduites d'un tiers. 7) De même, les forces armées de ces quatre Etats stationnées sur le territoire des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord ou sur celui des pays signataires du Traité de Varsovie pourraient faire l'objet d'une réduction. 8) Des reconnaissances aériennes pourraient avoir lieu en Europe dans un secteur limité à l'ouest par le méridien de Greenwich, à l'est par le 25ème degré de longitude E., au nord par le 54ème parallèle de latitude N. et au sud par le parallèle 39° 38' de latitude N. En Extrême-Orient, l'inspection aérienne pourrait s'étendre au territoire de l'URSS situé à l'est du 108ème degré de longitude E. et au territoire des Etats-Unis situé à l'ouest du 90ème degré de longitude O. 9) Il conviendrait de mettre fin à la propagande de guerre, plus particulièrement à la propagande en faveur de l'emploi des armes atomiques et à l'hydrogène.

Le 14 juin, l'Union soviétique a présenté une nouvelle proposition tendant à arrêter immédiatement tous les essais d'armes nucléaires pendant une période de deux ou trois ans et à créer une commission internationale qui serait chargée de surveiller l'exécution par les Etats de leurs engagements en la matière. Des postes de contrôle seraient établis, sur la base de la réciprocité, sur le territoire de l'URSS, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que dans la région de l'océan Pacifique.

### iii) *Propositions communes du Canada, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni*

Le 2 juillet, les puissances occidentales ont accueilli avec satisfaction l'acceptation par l'URSS de la nécessité d'instituer des postes de contrôle, dotés des instruments et de l'équipement scientifiques appropriés et bénéficiant des facilités voulues, aux fins de contrôle et de détection des explosions expérimentales d'armes nucléaires. Elles ont reconnu que l'acceptation de ce principe faisait entrer dans le domaine des possibilités une suspension des explosions expérimentales comme une partie d'un accord portant sur la première étape du désarmement. L'arrêt temporaire des essais ferait l'objet d'un accord précis quant à sa durée et à sa chronologie, de même qu'en ce qui concerne l'installation et l'implantation des contrôles nécessaires, y compris les postes de contrôle. De même, cet accord lierait la suspension aux autres dispositions d'un traité portant sur la première étape du désarmement.

Le 2 août, les quatre puissances ont présenté un document de travail relatif à la création de systèmes d'inspection destinés à fournir une garantie contre l'éventualité d'une attaque par surprise. L'inspection comprendrait une inspection aérienne avec établissement de postes d'observation au sol dans les grands ports, aux nœuds ferroviaires, sur les principales grandes routes et les aérodromes importants, et mise en place d'équipes mobiles au sol qui jouiraient d'une

autorité expressément définie. Les zones d'inspection seraient les suivantes: 1) tout le territoire continental des Etats-Unis, l'Alaska, les îles Aléoutiennes, le Canada et l'URSS; 2) si l'URSS rejetait cette proposition, tout le territoire de l'Union soviétique, du Canada, de l'Alaska, du Groenland et de la Norvège situé au nord du cercle polaire arctique; le territoire du Canada, des Etats-Unis et de l'Union soviétique situé à l'ouest du 140ème degré de longitude O., à l'est du 160ème degré de longitude E. et au nord du 50ème parallèle de latitude N.; le reste de l'Alaska et de la péninsule du Kamtchatka et les îles Aléoutiennes et Kouriles; 3) si l'Union soviétique acceptait l'une de ces deux zones, serait ouverte à l'inspection une zone en Europe limitée à l'ouest par le 10ème degré de longitude O., à l'est par le 60ème degré de longitude E. et au sud par le 40ème parallèle de latitude N.; 4) ou, si l'URSS rejetait cette zone d'inspection en Europe, une zone moins étendue, qui comprendrait cependant une partie importante du territoire de l'Union soviétique ainsi que les autres pays de l'Europe orientale.

Le 29 août, les puissances occidentales ont présenté des propositions communes relatives à des mesures partielles de désarmement, étant entendu que les dispositions de ces propositions étaient indivisibles. Ces propositions prévoyaient ce qui suit: 1) Dans la période d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention de désarmement, les effectifs respectifs de l'URSS et des Etats-Unis seraient ramenés à 2.500.000 hommes, et ceux de la France et du Royaume-Uni à 750.000 hommes. Au cours de cette période, les Etats placeraient dans des dépôts, sur leur propre territoire et sous contrôle international, des quantités données de types d'armements désignés d'un commun accord. Les quatre puissances négocieraient de nouvelles réductions qui ramèneraient successivement leurs effectifs respectifs à 2.100.000, puis à 1.700.000 hommes pour les Etats-Unis et l'URSS, et à 700.000, puis à 650.000 hommes pour la France et le Royaume-Uni, à condition: a) que l'exécution des dispositions de la Convention ait été vérifiée; b) que des progrès aient été réalisés dans le sens d'un règlement des problèmes politiques; c) que les autres Etats dont la participation est essentielle aient accepté pour leurs effectifs et leurs armements des niveaux fixés en rapport avec ceux qui étaient prévus pour les quatre puissances. De nouvelles réductions d'armements seraient calculées en proportion des niveaux des effectifs. Le système de contrôle devait être suffisamment développé et mis en mesure de vérifier la bonne exécution de toutes ces nouvelles réductions. 2) Les quatre puissances mettraient chaque année à la disposition de l'Organisation internationale de contrôle des informations concernant leur budget militaire. 3) Chaque partie contractante s'engagerait à ne pas faire usage d'armes nucléaires si une attaque armée ne la mettait pas en état de légitime défense individuelle ou collective. 4) Les parties prendraient l'engagement de n'utiliser qu'à des fins pacifiques toute leur production future de matières fissiles; cet engagement entrerait en vigueur un mois après la mise en place d'un système d'inspection efficace. Les parties s'engageraient également à coopérer à l'installation rapide d'un tel système d'inspection, à désigner un groupe d'experts techniques chargé d'élaborer le système d'inspection voulu, à effectuer à des dates convenues des transferts à des usages non militaires de quantités convenues de matières fissiles provenant de leur production antérieure, à ne transférer aucune arme nucléaire sauf en cas de légitime défense individuelle ou collective, et à ne pas transférer

de matières fissiles sauf à des fins pacifiques. 5) Les essais d'armes nucléaires seraient suspendus pendant une période de 12 mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention, à condition qu'un accord ait été réalisé concernant l'installation et le maintien des contrôles voulus, y compris des postes de contrôle dotés d'un équipement scientifique, sur le territoire de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et des États-Unis, dans la région de l'océan Pacifique et en tous autres endroits où ces contrôles seraient nécessaires. Un groupe d'experts nommés par les cinq membres du Sous-Comité se réunirait pour élaborer le système d'inspection. Si le système de contrôle fonctionnait et si des progrès étaient réalisés dans l'élaboration d'un système d'inspection concernant l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires, la suspension des essais serait prolongée pendant une nouvelle période de 12 mois. Les parties pourraient reprendre les essais après 24 mois si le système de contrôle concernant l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires n'était pas mis en place à la satisfaction de chacune d'entre elles. 6) Dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la Convention, un comité technique serait chargé d'étudier l'élaboration d'un système d'inspection qui permettrait de s'assurer que l'envoi d'objets à travers les espaces extra-atmosphériques ne se ferait qu'à des fins exclusivement pacifiques. 7) Les zones ouvertes à l'inspection et les méthodes d'inspection destinées à fournir une garantie contre l'éventualité d'une attaque par surprise étaient identiques à celles que prévoyait le document de travail du 2 août (voir ci-dessus). Tout système initial d'inspection destiné à offrir une garantie contre l'éventualité d'une attaque par surprise pourrait être étendu de façon à prévenir en définitive le danger d'une attaque par surprise d'où qu'elle puisse venir. 8) Toutes les obligations inscrites dans la Convention ne vaudraient qu'autant que fonctionnerait de façon continue un système international efficace de contrôle et d'inspection placé sous l'égide du Conseil de sécurité. Les décisions importantes de l'organe de contrôle exigeraient le vote favorable des représentants des États membres du Sous-Comité, ainsi que celui des représentants de tels autres pays dont il pourrait être convenu. 9) Il devrait être établi un système de réglementation des exportations et importations des armements désignés. 10) Chaque partie à la Convention aurait le droit de suspendre ses propres obligations, en tout ou en partie, dans le cas d'une violation grave de la Convention ou d'une atteinte si préjudiciable à sa sécurité qu'elle nécessiterait cette suspension.

#### b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR LA COMMISSION DU DÉARMEMENT

Le 30 septembre 1957, la Commission du désarmement a pris note des quatrième et cinquième rapports de son Sous-Comité et les a transmis, avec les comptes rendus et documents pertinents de la Commission, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité pour examen.

#### c) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La question du désarmement a été inscrite à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale sous le titre suivant: "Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de nationale (ou d'un traité international) concernant la tous les armements; conclusion d'une convention inter-réduction des armements et l'interdiction de l'arme

atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive". Ce point comprenait quatre subdivisions: a) Rapport de la Commission du désarmement; b) Augmentation du nombre des membres de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité (question inscrite sur la demande de l'Inde); c) Action collective d'information destinée à éclairer les peuples sur les dangers de la course aux armements, principalement sur les effets destructifs des armes modernes (question inscrite sur la demande de la Belgique); d) Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, sous contrôle international (question inscrite sur la demande de l'URSS).

La question du désarmement a occupé une place importante dans la discussion générale de l'Assemblée. La Première Commission l'a examinée au cours de 28 séances, du 10 octobre au 6 novembre 1957, et a approuvé deux projets de résolution (l'un portant le titre général de la question, l'autre le titre du point c), que l'Assemblée a adoptés au cours de cinq séances tenues du 14 au 19 novembre (voir ci-dessous les sous-paragraphe i et iii). L'Assemblée a également adopté un projet de résolution présenté en séance plénière intitulé "Augmentation du nombre des membres de la Commission du désarmement" (voir ci-dessous le sous-paragraphe ii).

#### i) *Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements; conclusion d'une convention internationale (ou d'un traité international) concernant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive*

Sous ce titre général, la Première Commission a examiné un projet de résolution et un mémorandum présentés par l'URSS, un projet de résolution de l'Inde, un projet de résolution de 24 puissances et un projet de résolution de la Yougoslavie.

Le mémorandum de l'URSS relatif à des mesures partielles dans le domaine du désarmement a été déposé le 20 septembre. Il développait les propositions de l'URSS en date du 30 avril et du 14 juin (voir ci-dessus). Toutefois, l'Union soviétique y avait modifié certains points pour se rapprocher de la position des puissances occidentales, telle qu'elle était exposée dans leurs propositions des 2 et 29 août: 1) En ce qui concerne les forces armées et les armements de type classique, l'URSS acceptait les chiffres proposés par les puissances occidentales pour les niveaux des effectifs des quatre puissances au cours des trois étapes successives. Tout en maintenant qu'il convenait de réduire les armements et les dépenses militaires de 15 pour 100 pendant la première étape, l'URSS souscrivait en principe à la proposition occidentale tendant à la remise mutuelle de listes des armements à réduire. Cependant, elle soulignait que le passage d'une étape à l'autre ne devait pas être subordonné à des conditions ne figurant pas dans l'accord (c'est-à-dire, comme le prévoient les propositions occidentales, au règlement de problèmes politiques). 2) L'Union soviétique proposait que l'engagement de ne pas faire usage d'armes nucléaires soit pris d'abord pour une période de cinq ans et que ces armes ne soient pas mises à la disposition d'autres États ou du haut commandement de blocs militaires. 3) Pour ce qui est de la reconnaissance aérienne, l'Union soviétique indiquait qu'étant donné la situation actuelle, caractérisée par la méfiance, et le fait que de nombreux pays ayant sur leur territoire des bases militaires étran-

gères sont exclus du plan occidental d'inspection aérienne, elle se trouverait en état d'infériorité si elle acceptait que l'ensemble de son territoire et celui de ses alliés signataires du Traité de Varsovie soient soumis à l'inspection aérienne. D'autre part, l'Union soviétique a jugé sans intérêt la proposition tendant à l'inspection aérienne des régions arctiques.

Outre son mémorandum, l'URSS a déposé le 23 septembre un projet de résolution tendant à inviter les Etats qui possèdent des armes nucléaires à renoncer à les utiliser, à titre de première mesure, étant entendu que si, à l'expiration d'une période de cinq ans, aucun accord international de portée générale n'était intervenu sur le désarmement, la question de cette renonciation serait examinée de nouveau par l'Organisation des Nations Unies.

Au cours du débat, le représentant de l'Union soviétique a souligné qu'il importait de ne pas lier une mesure particulière à une autre; il a ajouté que l'adoption de quelques-unes au moins des mesures proposées par son pays pourrait contribuer dans une large mesure à assurer une paix durable.

Le 26 septembre, l'Inde a présenté un projet de résolution qui, après remaniement, tendait à ce que l'Assemblée demande que la Commission du désarmement nomme — en nombre égal — des représentants des Etats qui soutiennent les points de vue divergents exposés dans le rapport de la Commission, ainsi que des représentants d'autres Etats, à choisir d'un commun accord par les représentants précités. Ces représentants feraient des recommandations appropriées à la Commission du désarmement sur les questions suivantes: 1) date à partir de laquelle les matières fissiles qui seront produites seront réservées à des fins pacifiques; 2) renonciation à l'usage des armes nucléaires en vue de leur suppression ultérieure; 3) liquidation des stocks de ces armes et transfert des matières fissiles à des usages pacifiques; 4) arrangements pour l'inspection et le contrôle nécessaires pour mettre en œuvre les accords relatifs aux armements de type classique.

Le 11 octobre, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, Cuba, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Honduras, l'Italie, le Laos, le Libéria, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la République Dominicaine, le Royaume-Uni et la Tunisie, auxquels la Belgique s'est jointe ultérieurement, ont déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) demande instamment aux Etats intéressés, et en particulier à ceux qui sont représentés au Sous-Comité du désarmement, de donner la priorité à la conclusion d'un accord sur le désarmement qui, dès son entrée en vigueur, contiendrait les dispositions suivantes: *a*) suspension immédiate des essais d'armes nucléaires, assortie de la mise en place rapide d'un système de contrôle international efficace comprenant des postes de contrôle, dotés d'un équipement scientifique approprié, installés sur le territoire des Etats-Unis, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Royaume-Uni, dans certaines régions de l'océan Pacifique et à d'autres endroits où de tels postes seraient nécessaires; *b*) arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires, la production future de ces matières devant, sous un contrôle international effectif, être exclusivement destinée à des fins non militaires; *c*) réduction des stocks d'armes nucléaires selon un programme permettant le transfert à des usages pacifiques, sur une base équitable et de réciprocité, et sous

contrôle international, des stocks de matières fissiles prévues pour des fins militaires; *d*) réduction des forces armées et des armements au moyen d'arrangements convenables comportant des garanties; *e*) mise en place progressive d'un système de libre inspection, comportant des éléments terrestres et aériens, destiné à fournir une garantie contre l'éventualité d'une attaque par surprise; *f*) étude en commun d'un système d'inspection qui permettrait de s'assurer que l'envoi d'objets à travers l'espace extra-atmosphérique se fera à des fins exclusivement pacifiques et scientifiques; 2) prie la Commission du désarmement de convoquer à nouveau son Sous-Comité, aussitôt que possible, à cette fin; et prie le Sous-Comité de rendre compte à la Commission, avant le 30 avril 1958, des progrès réalisés.

En présentant ce projet de résolution qui, était-il déclaré, se fondait sur les propositions des quatre puissances en date du 29 août (voir plus haut), les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont fait ressortir l'un et l'autre que les six mesures prévues devaient constituer les éléments principaux de tout accord de désarmement partiel. Il n'était pas nécessaire d'exécuter ces mesures immédiatement, mais il convenait de décider qu'elles seraient appliquées par étapes acceptables.

Divers amendements au projet de résolution des 24 puissances ont été déposés. Le 31 octobre, la Bolivie, le Costa-Rica, le Salvador et l'Uruguay, auxquels le Mexique s'est joint ultérieurement, ont présenté un amendement qui, après remaniement, tendait à ce que l'Assemblée recommande aux Etats intéressés, notamment aux membres du Sous-Comité, d'étudier la possibilité de consacrer, par prélèvement sur les fonds rendus disponibles du fait du désarmement, des crédits supplémentaires à l'amélioration des conditions de vie, en particulier dans les pays moins développés.

Le 1er novembre, l'Inde a déposé un certain nombre d'amendements tendant à: 1) ajouter au préambule un nouvel alinéa rappelant la résolution 808 (IX) de l'Assemblée en date du 4 novembre 1954; 2) modifier le paragraphe 1 du dispositif et y ajouter un nouvel alinéa *b* pour demander instamment au Sous-Comité de donner la priorité à la réalisation d'un accord sur la suspension des essais d'armes nucléaires et sur la nomination de spécialistes scientifiques et techniques représentant les points de vues divergents, qui feraient des recommandations concernant le système de contrôle et d'inspection mentionné à l'alinéa *a*; 3) ajouter comme paragraphe 2 — et alinéa *a* — un texte aux termes duquel l'Assemblée demanderait instamment aux Etats représentés au Sous-Comité de s'entendre immédiatement en principe pour "s'abstenir d'utiliser les armes nucléaires et thermonucléaires, en vue de la suppression ultérieure de ces armes", et de formuler des recommandations à ce sujet. Les alinéas *b* à *f* du paragraphe 1 suivraient en tant qu'alinéas du nouveau paragraphe 2.

Le 4 novembre, la Norvège et le Pakistan ont déposé un amendement ayant pour objet d'ajouter au dispositif deux nouveaux paragraphes tendant à ce que l'Assemblée: 1) prie la Commission du désarmement d'inviter son Sous-Comité à constituer — ce qui serait l'une de ses premières tâches — un groupe ou des groupes d'experts techniques chargés d'étudier des systèmes d'inspection pour les mesures de désarmement sur lesquelles le Sous-Comité parviendrait à un accord de principe et de lui faire rapport dans un délai déterminé; 2) recommande que ce groupe ou ces groupes techniques comprennent un expert de chacun des Etats membres du

Sous-Comité et un expert de chacun des trois autres Etats Membres que désignerait le Secrétaire général, en consultation avec le Sous-Comité.

Le 24 octobre, la Yougoslavie a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale demande instantanément au Sous-Comité de rechercher un accord sur les points suivants: 1) réduction des forces armées, des armements et des dépenses militaires; 2) mesures contribuant à arrêter la course aux armements dans le domaine nucléaire, et notamment: engagement de ne pas céder d'armes nucléaires à d'autres pays, arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires, arrangements pour le transfert progressif à des usages pacifiques des matières fissiles; 3) mesures garantissant que les engins balistiques intercontinentaux et tous les autres engins conçus pour se déplacer dans les espaces extra-atmosphériques seront utilisés à des fins exclusivement pacifiques et scientifiques; 4) mesures appropriées et efficaces de contrôle et d'inspection; 5) cessation immédiate, en priorité, des essais d'armes nucléaires, assortie des mesures de contrôle nécessaires.

Au cours du débat, tous les représentants ont reconnu qu'un désarmement général était souhaitable mais que, pour le moment, seules des mesures initiales étaient possibles. Les partisans du projet de résolution des 24 puissances ont été d'avis que les six mesures prévues dans la proposition occidentale étaient nettement liées les unes aux autres et devaient faire l'objet d'un accord unique. D'autres représentants, notamment ceux de l'Inde, de la Norvège, du Pakistan, de la Suède et de la Syrie, ont souligné que le désarmement n'était pas indivisible et que "tout ou rien" était une formule à éviter. Les représentants favorables au point de vue de l'Union soviétique ont notamment préconisé l'interdiction temporaire de l'usage des armes nucléaires, l'arrêt des essais nucléaires et, éventuellement, la création de zones d'armements limités. Le représentant de la Pologne a déclaré que son pays était prêt à interdire sur son territoire la fabrication et le stockage d'armes nucléaires, à condition que les deux Etats allemands conviennent de prendre des mesures analogues sur leur territoire. Le représentant de la Tchécoslovaquie a pris un engagement du même ordre en intervenant en faveur de cette proposition, qui avait fait l'objet de consultations avec toutes les parties au Traité de Varsovie. Le représentant de l'Irlande a suggéré que les puissances prennent l'engagement de relâcher la tension politique là où elle présente le plus grand danger, c'est-à-dire en Europe centrale, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, pour permettre aux discussions relatives au désarmement de se dérouler avec succès. Le représentant d'Israël a renouvelé sa proposition tendant à réglementer les armements dans la région du Moyen-Orient, grâce à un accord entre tous les Etats de cette région et tous les Etats fournisseurs d'armes.

Lors du vote, le 6 novembre, la Première Commission a décidé de donner la priorité au projet de résolution des 24 puissances. Le premier amendement de l'Inde, l'amendement présenté par la Bolivie, le Costa-Rica, le Mexique, le Salvador et l'Uruguay, ainsi que l'amendement déposé par la Norvège et le Pakistan, ont été adoptés. Les trois autres amendements de l'Inde ont été rejetés, et le projet de résolution des 24 puissances, sous sa forme modifiée, a été adopté. Le 14 novembre, l'Assemblée générale, par 56 voix contre 9, avec 15 abstentions, a adopté le projet de résolution recommandé par la Première Commission [résolution 1148 (XII)].

Par 45 voix contre 11, avec 25 abstentions, la Première Commission a rejeté le projet de résolution de l'URSS. Sur la demande de leurs auteurs, le projet de résolution de l'Inde et celui de la Yougoslavie n'ont pas été mis aux voix.

## ii) *Augmentation du nombre des membres de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité*

Dans le mémoire joint à sa demande tendant à inscrire cette question à l'ordre du jour, l'Inde a souligné la nécessité de prendre des mesures immédiates pour intensifier les efforts de l'ONU en vue de résoudre le problème du désarmement et a exprimé l'avis que les discussions de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité seraient sans doute facilitées par la présence des pays qui, par leur manière générale d'envisager les problèmes de la paix mondiale, pourraient être à même de favoriser la compréhension et l'entente entre les puissances plus directement intéressées. Le 25 septembre, l'Inde a déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale décide d'augmenter le nombre des membres de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité.

Dans son mémorandum du 20 septembre, l'Union soviétique avait signalé qu'il convenait d'envisager la possibilité d'inviter un plus grand nombre d'Etats à prendre part aux pourparlers sur le désarmement et de rendre publics tous les débats qui ont lieu, dans le cadre de l'ONU, au sujet du désarmement. Le 27 octobre, elle a déposé un projet de résolution tendant à dissoudre la Commission du désarmement actuelle et à créer une commission permanente du désarmement composée de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Cette commission tiendrait des séances publiques et son président et ses vice-présidents seraient chargés de diriger ses travaux courants. L'Union soviétique a accepté un amendement de l'Ukraine, en date du 6 novembre, aux termes duquel la commission permanente serait saisie de toutes les propositions présentées à la douzième session de l'Assemblée sur le désarmement. Lors du vote en Première Commission, le 6 novembre, le projet de résolution de l'Inde, sur la demande de son auteur, n'a pas été mis aux voix. Le projet de résolution de l'Union soviétique, sous sa forme modifiée, a été rejeté par 51 voix contre 9, avec 21 abstentions.

Le 14 novembre, le Canada et le Japon ont présenté un projet de résolution en séance plénière. Ce texte a été ensuite remanié, et l'Inde, le Paraguay, la Suède et la Yougoslavie se sont joints à ses auteurs; il tendait à ce que l'Assemblée générale décide d'élargir la composition de la Commission du désarmement, par l'adjonction de 14 Etats qui, pour 1958, seraient les suivants: Argentine, Australie, Belgique, Birmanie, Brésil, Egypte, Inde, Italie, Mexique, Norvège, Pologne, Tchécoslovaquie, Tunisie et Yougoslavie. Le 19 novembre, l'Albanie a présenté un amendement tendant à ajouter aux Etats précités les Etats ci-après: Autriche, Bulgarie, Ceylan, Finlande, Indonésie, Roumanie et Soudan. Le représentant de l'Union soviétique, qui avait indiqué à la Première Commission que son pays ne participerait plus aux travaux de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité sous leur forme actuelle, a déclaré à l'Assemblée que, si l'amendement albanais était adopté, l'URSS prendrait part aux travaux de la Commission.

Le 19 novembre, l'Assemblée générale a d'abord rejeté le projet de résolution de l'Union soviétique, qui



avait été présenté à nouveau après avoir été rejeté en Première Commission. Après avoir rejeté l'amendement albanais au projet de résolution des six puissances, dont la Yougoslavie s'était dissociée, l'Assemblée a adopté ce projet de résolution par 60 voix contre 9, avec 11 abstentions [résolution 1150 (XII)].

iii) *Action collective d'information destinée à éclairer les peuples sur les dangers de la course aux armements, principalement sur les effets destructifs des armes modernes*

En demandant l'inscription de cette question à l'ordre du jour, la Belgique a présenté, le 12 août 1957, un projet de résolution qui, après révision, tendait à ce que l'Assemblée générale demande à la Commission du désarmement de formuler des recommandations sur la nature des informations qui devront être diffusées touchant les dangers de la course aux armements, et prie le Secrétaire général de faire rapport à la Commission sur les moyens à mettre en œuvre pour mener une action internationale d'information.

Au cours du débat à la Première Commission, le représentant de la Belgique a fait observer qu'une telle action d'information mondiale serait menée sous les auspices de l'ONU et que toute considération idéologique ou politique en serait exclue. De nombreux représentants ont loué le projet de résolution de la Belgique, dans lequel ils ont vu une proposition constructive, visant à faire mieux comprendre au public la nécessité urgente d'aboutir à un accord sur le désarmement. Le représentant de la Pologne a déclaré que l'action d'information proposée par la Belgique devrait refléter la politique de l'ONU en matière de désarmement et mettre les divers aspects du problème dans leur véritable perspective. A cet effet, il a déposé deux amendements au projet de résolution de la Belgique. Le deuxième, qui prévoyait des modifications de forme, a été accepté par la Belgique. Le premier tendait à insérer dans le préambule deux alinéas faisant ressortir la nécessité de réaliser un accord sur la réduction des armements et sur l'interdiction de l'emploi et de la fabrication des armes nucléaires, ainsi que l'urgence nécessaire de mettre fin aussitôt que possible aux essais d'armes nucléaires.

Le 6 novembre, la Première Commission a rejeté l'amendement polonais et a adopté le projet de résolution de la Belgique sous sa forme modifiée. Le 14 novembre, l'Assemblée générale a adopté, par 71 voix contre 9, avec une abstention, la résolution recommandée par la Première Commission [résolution 1149 (XII)].

iv) *Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, sous contrôle international*

L'Union soviétique, en demandant l'inscription à l'ordre du jour d'un point distinct relatif à la cessation des essais d'armes nucléaires, a présenté le 20 septembre un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale invite les Etats qui font des essais à conclure sans délai un accord sur la cessation de ces essais pour une période de deux ou trois ans à compter du 1er janvier 1958. L'exécution de cette mesure serait contrôlée par une commission internationale qui présenterait des rapports au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Sous la direction de cette commission, seraient établis des postes de contrôle sur le territoire de l'URSS, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des possessions britanniques, ainsi que dans la région de l'océan Pacifique, y compris l'Australie.

Le 23 septembre, le Japon a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) demande à la Commission du désarmement de recommander à son Sous-Comité de poursuivre ses efforts en vue de parvenir à un accord, en particulier sur les mesures initiales de désarmement, y compris le système d'inspection visant à assurer l'interdiction de la fabrication d'armes nucléaires et à empêcher les attaques par surprise; 2) invite les Etats intéressés: a) à suspendre toutes les explosions expérimentales d'engins nucléaires, à partir du moment où l'on serait parvenu à un accord de principe sur le système de surveillance et d'inspection nécessaire pour vérifier la suspension des essais jusqu'au moment où le rapport de la Commission du désarmement serait examiné à la treizième session de l'Assemblée; b) à entamer des négociations, dès la suspension des essais, sur l'établissement du système de surveillance nécessaire pour vérifier cette suspension.

Le 24 septembre, l'Inde a déposé un projet de résolution qui, sous sa forme définitive, tendait à ce que l'Assemblée générale: 1) invite les Etats intéressés à constituer une commission scientifique et technique composée de spécialistes représentant les points de vue divergents, ainsi que d'autres spécialistes acceptés d'un commun accord par ces représentants; 2) invite cette commission à recommander un système approprié d'arrangements pour l'inspection partout où il serait nécessaire dans le monde de manière à surveiller la suspension des essais et à la rendre effective; 3) fasse appel aux Etats intéressés pour qu'ils acceptent sans délai de suspendre les essais d'armes nucléaires; 4) invite tous les Etats membres à rendre compte à la commission de tout élément dont ils pourraient avoir connaissance et qui indiquerait qu'une explosion nucléaire a eu lieu.

Au cours du débat, il a été reconnu d'une façon générale qu'il était souhaitable de suspendre les essais nucléaires. Certains représentants, notamment ceux de l'Egypte, de l'Inde, du Japon, du Mexique, du Népal, de la Suède, de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, ont souligné l'urgence de la question et ont fait observer qu'une suspension des essais pourrait marquer un premier pas vers d'autres mesures de désarmement. Les représentants de l'Equateur, des Etats-Unis, de la France, d'Israël, de la Norvège, du Pakistan, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ainsi que d'autres représentants, ont été d'avis que la suspension des essais ne constituait pas en soi une mesure de désarmement et ils ont soutenu qu'elle devrait être liée à d'autres mesures pouvant mettre fin à la course aux armements nucléaire, en particulier à l'arrêt de la production d'armes nucléaires.

Lors du vote à la Première Commission, le 6 novembre, le projet de résolution de l'Union soviétique, sur la demande de l'auteur, n'a pas été mis aux voix. Les projets de résolution de l'Inde et du Japon ont été rejetés. A l'Assemblée générale, l'Inde a présenté de nouveau son projet de résolution, qui a été également rejeté le 19 novembre par 34 voix contre 24, avec 20 abstentions.

d) FAITS NOUVEAUX

Toujours conscients de l'impasse à laquelle a abouti la discussion internationale des problèmes du désarmement, les gouvernements et le Secrétaire général ont continué, au cours du premier semestre de 1958, d'explorer diverses manières de procéder, y compris celles qu'envisagent les résolutions adoptées à la douzième



session de l'Assemblée générale. Toutefois, ni la Commission du désarmement ni son Sous-Comité n'ont été convoqués et aucune autre méthode n'a été arrêtée d'un commun accord pour reprendre la discussion. Le 14 mars 1958, dans une déclaration de son Ministère des affaires étrangères confirmant la position de l'Union soviétique touchant sa participation aux travaux de la Commission du désarmement, l'URSS a insisté de nouveau, comme elle l'avait fait entre le 10 et le 14 décembre 1957 dans ses messages aux Membres de l'Organisation des Nations Unies et au Secrétaire général, pour qu'une conférence des Chefs de gouvernement soit convoquée en vue d'examiner diverses questions internationales, notamment le désarmement. Au cours de la période considérée, la convocation d'une telle conférence a continué de faire l'objet de discussions sur le plan intergouvernemental.

Dans des messages du 12 janvier et du 15 février adressés au Premier Ministre de l'URSS, le Président des États-Unis a suggéré que, par voie d'accord international, l'espace extra-stratosphérique soit utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Le 15 mars, l'Union soviétique a formellement proposé d'insérer à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale une question intitulée "Interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique".

Le 30 avril, l'Union soviétique a transmis à l'ONU le texte d'un Décret du Soviet suprême concernant l'arrêt unilatéral par l'Union soviétique des essais d'armes nucléaires et faisant appel aux autres États qui possèdent des armes nucléaires pour qu'ils prennent des mesures analogues.

## 2. — Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

### a) ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Par sa résolution 1115 (XI) du 11 janvier 1957, l'Assemblée générale a désigné le Comité consultatif sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques pour la représenter dans les négociations menées avec la Commission préparatoire de l'Agence internationale de l'énergie atomique en vue d'établir un projet d'accord entre l'Organisation et l'Agence. Le projet d'accord ainsi établi a été soumis pour approbation à l'Assemblée générale à sa douzième session et à la Conférence générale de l'AIEA, à sa première session.

Le 23 octobre 1957, le Directeur général par intérim de l'Agence a fait savoir au Secrétaire général que la Conférence générale de l'Agence avait approuvé ce jour-là l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence avait donné son approbation préalable et avait recommandé à la Conférence générale de se prononcer dans le même sens.

Le 14 novembre 1957, l'Assemblée générale a adopté une résolution par laquelle elle approuvait l'Accord "régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique" [résolution 1145 (XII)]. A la même séance elle a adopté une résolution par laquelle elle autorisait l'Agence à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs [résolution 1146 (XII)], et le 13

décembre 1957 une autre résolution approuvant l'affiliation de l'Agence à la Caisse commune des pensions du personnel [résolution 1201 (XII)].

### b) ORGANISATION DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

La première session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique s'est ouverte à Vienne le 1er octobre 1957 et le Conseil des gouverneurs nommé par la Conférence a commencé à se réunir le 3 octobre. La Conférence et le Conseil des gouverneurs ont pris pour base de travail les rapports de la Commission préparatoire constituée par la Conférence sur le statut de l'Agence, en octobre 1956, dont les 18 membres s'étaient réunis au Siège de l'ONU à New-York, puis à Vienne. Parmi les principales questions dont la Conférence générale était saisie figuraient l'approbation du programme et du budget pour la première année d'activité de l'Agence, l'approbation de l'Accord régissant les relations avec l'Organisation des Nations Unies, le choix de Vienne comme lieu du siège permanent de l'Agence et la candidature de M. W. Sterling Cole au poste de directeur général de l'Agence pour une durée de quatre ans.

### c) DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE À DES FINS PACIFIQUES

En exécution de la résolution 912 (X) du 3 décembre 1955, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ceux des institutions spécialisées et les institutions spécialisées elles-mêmes ont reçu en juin 1957 une invitation à participer à la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui doit avoir lieu à Genève du 1er au 13 septembre 1958. L'invitation était accompagnée d'un ordre du jour provisoire par sujets d'étude, établi en consultation avec le Comité consultatif sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que du règlement intérieur de la Conférence.

Les préparatifs de la Conférence ont commencé en novembre 1957, sous la direction du secrétaire général de la Conférence, M. Sigward Eklund. Au nombre des mémoires soumis, qui atteint près de 2300, on peut juger de la portée de cette conférence. En outre, une grande exposition scientifique à laquelle participeront 21 gouvernements se tiendra dans un bâtiment temporaire spécialement construit sur le terrain du Palais des Nations à Genève. La Conférence proprement dite comprendra des séances générales et cinq séries de séances techniques parallèles. Les actes de la Conférence occuperont vraisemblablement 33 volumes imprimés.

## 3. — Effets des radiations ionisantes

### a) EXAMEN DE LA QUESTION À LA DOUZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 12 juillet 1957, la Tchécoslovaquie a demandé l'inscription de la question "Effets des radiations ionisantes" à l'ordre du jour provisoire de la douzième session de l'Assemblée générale et, le 26 août, elle a présenté un mémoire explicatif. Le 20 septembre, l'Assemblée générale a inscrit cette question à son ordre du jour et la Première Commission l'a examinée au cours de cinq séances, du 7 au 11 novembre.

Le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que les savants s'accordent à reconnaître qu'il est possible

de neutraliser la radio-activité résultant de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques mais non celle qui est due à des explosions expérimentales d'armes nucléaires et thermonucléaires. La création du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes montre que les Nations Unies ont reconnu, a-t-il ajouté, la nécessité de s'entourer d'avis autorisés sur les effets des radiations ionisantes. Actuellement, étant donné l'accroissement continu des niveaux de la radio-activité, il faut compléter les travaux de ce comité en recueillant les opinions de savants du monde entier. La Tchécoslovaquie a donc présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale recommandait de réunir, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence scientifique sur les effets des radiations ionisantes et priait le Comité scientifique: 1) de coopérer étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique; 2) de publier des rapports analytiques annuels concernant les niveaux de la radio-activité dans le monde et les effets des radiations ionisantes; 3) d'indiquer dans quels secteurs de la recherche il pourrait être nécessaire de procéder à de nouvelles études.

Un autre projet de résolution a été présenté, le 8 novembre, par l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Suède. Se joignant à ces pays, le Mexique a présenté, le 11 novembre, un projet de résolution révisé aux termes duquel l'Assemblée générale: 1) invitait tous les intéressés à continuer de prêter leur concours en communiquant des renseignements dans le domaine relevant de la compétence du Comité scientifique; 2) invitait le Comité scientifique à terminer son rapport aussitôt que possible et à le communiquer à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, ainsi qu'à la deuxième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques; 3) décidait d'examiner le rapport du Comité scientifique à sa treizième session.

Les représentants des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont présenté les arguments en faveur de la proposition des neuf puissances. Le représentant des Etats-Unis a résumé comme suit la position de son gouvernement: les expériences nucléaires sont l'une des obligations qu'impose aux Etats-Unis le souci d'assurer avec vigueur leur défense et celle des autres pays qui comptent sur eux pour leur propre sécurité; les Etats-Unis n'ignorent pas que tout essai nucléaire contamine quelque peu l'atmosphère; ce fait inquiétant l'opinion mondiale, les Etats-Unis souhaitent voir cesser les explosions expérimentales, et cela de la seule façon qui ne compromette pas la défense des pays libres, c'est-à-dire dans le cadre de la première étape d'un programme général de désarmement; dans leurs essais actuels, les Etats-Unis sont en train de mettre au point des armes nucléaires à retombée radio-active réduite; les essais nucléaires ne constituent qu'une source secondaire de radiations ionisantes dangereuses pour l'homme.

Appuyant les vues du représentant de la Tchécoslovaquie, celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a affirmé qu'il était très dangereux de minimiser l'importance de l'accroissement de la radio-activité ambiante qui résulte des explosions d'armes nucléaires.

Le Japon a proposé deux amendements au projet de résolution des neuf puissances. Aux termes du premier, l'Assemblée invitait tous les Etats à inclure dans les renseignements communiqués sur l'intensité du rayon-

nement naturel ambiant des données sur l'irradiation provenant des usages industriels des radiations et sur la contamination du milieu par des rayonnements d'origine artificielle, y compris ceux qui proviennent des essais d'engins nucléaires et des déchets radio-actifs d'origine industrielle. Le second amendement du Japon visait à inviter le Secrétaire général à étudier la nécessité et les moyens de renforcer les attributions du Comité scientifique.

Le représentant de l'Inde a exprimé l'avis qu'il serait souhaitable que la Commission fût saisie d'un texte unique exprimant toutes les idées énoncées par les tenants des deux principales thèses soutenues à propos de la question des radiations; on pourrait en même temps élargir le mandat du Comité scientifique.

Le 11 novembre, l'Inde a présenté un projet de résolution qui avait aussi pour auteurs les délégations des pays suivants: Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Egypte, Etats-Unis, France, Japon, Mexique, Pologne, Royaume-Uni, Suède et Yougoslavie. Aux termes de ce projet, l'Assemblée générale: 1) invitait tous les intéressés à continuer de prêter leur concours en communiquant des renseignements dans le domaine relevant de la compétence du Comité scientifique; 2) invitait le Comité scientifique à terminer son rapport aussitôt que possible; 3) invitait le Secrétaire général à étudier, en consultation avec le Comité scientifique, la question du renforcement et de l'élargissement des activités scientifiques dans ce domaine et à soumettre un rapport à la treizième session de l'Assemblée générale; 4) décidait d'inscrire à l'ordre du jour de sa treizième session le rapport du Comité scientifique; 5) transmettait au Comité scientifique les procès-verbaux des délibérations de la Première Commission sur la question.

Le 11 novembre, la Première Commission a approuvé à l'unanimité le projet de résolution des 16 puissances. Auparavant, les auteurs des autres projets de résolution avaient fait savoir qu'ils n'insisteraient pas pour que leurs propositions soient mises aux voix.

Le 14 novembre, à l'unanimité, l'Assemblée générale a fait du texte recommandé par la Première Commission sa résolution 1147 (XII).

#### b) COMITÉ SCIENTIFIQUE POUR L'ÉTUDE DES EFFETS DES RADIATIONS IONISANTES

Au cours de la période examinée, le Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes a tenu sa quatrième session, du 27 janvier au 28 février 1958, et sa cinquième session, du 9 au 13 juin 1958. A sa quatrième session, le Comité était saisi du projet de rapport d'ensemble destiné à l'Assemblée générale; ses groupes de travail spécialisés ont procédé à un examen approfondi de ce projet auquel de nouvelles modifications ont été apportées. A sa cinquième session, le 13 juin 1958, le Comité a approuvé le texte définitif du rapport qu'il doit présenter à l'Assemblée générale. Au cours de cette session, il a élu président M. Rolf Sievert (Suède) et vice-président M. V. R. Khanolkar (Inde).

Le rapport du Comité donne un vaste aperçu des connaissances actuelles concernant l'intensité des radiations ionisantes auxquelles sont soumis l'être humain et son milieu ainsi que les effets possibles de ces radiations; on y trouve également des indications sur les programmes de recherche qui présentent un intérêt. Le rapport est documenté par une série d'annexes techniques importantes.

Pendant la période considérée, le Comité a continué de distribuer des échantillons calibrés de matières contenant du strontium 90 aux pays — dont le nombre atteint maintenant 26 — qui en ont demandé pour procéder à des étalonnages en vue de mesurer la retombée.

#### 4. — Déclaration relative à la coexistence pacifique des Etats

Le 20 septembre 1957, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la question intitulée "Déclaration relative à la coexistence pacifique des Etats". Un mémoire explicatif déclarait que la politique de la "position de force" poursuivie par certains Etats et les tentatives qu'ils faisaient pour imposer, par des mesures militaires, leur volonté à plusieurs pays d'Afrique et du Proche-Orient avaient causé la division des Etats en deux groupements militaires opposés et amené une perturbation des relations économiques et culturelles entre les Etats et un accroissement du danger d'une nouvelle guerre mondiale. La situation internationale qui en résultait rendait nécessaire l'adoption de mesures efficaces pour arrêter la course aux armements et pour développer la coopération pacifique. La reconnaissance explicite par divers pays de certains principes de la coexistence pacifique, proclamés à Bandoung, avait des effets bienfaisants sur le développement des relations entre ces pays.

Par un projet de résolution joint à ce document, l'Assemblée générale, 1) considérant que l'un des buts les plus importants de l'Organisation des Nations Unies était de consolider la paix universelle et de développer des relations amicales entre les Etats, quel que soit leur régime social, 2) constatant avec satisfaction que de nombreux Etats avaient commencé, ces derniers temps, à fonder leurs relations mutuelles sur les principes: a) de respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats, b) de non-agression, c) de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, pour quelque motif, d'ordre économique, politique ou idéologique, que ce soit, d) d'égalité et de profit mutuel, et c) de coexistence pacifique, et 3) reconnaissant que l'application de ces principes dans les relations entre tous les Etats aiderait grandement à réduire la tension internationale et à élargir la coopération internationale, 4) invitait les Etats à observer dans leurs relations mutuelles les principes énoncés ci-dessus et à n'employer que des moyens pacifiques pour régler tout différend qui pourrait surgir entre eux.

Le 1er octobre, l'Assemblée a inscrit cette question à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Première Commission, qui l'a examinée à six séances, du 12 au 14 décembre.

En plus du projet de résolution de l'URSS, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Inde, la Suède et la Yougoslavie, relatif aux relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats. Aux termes de ce projet, l'Assemblée générale, 1) considérant qu'il était urgent et important de consolider la paix internationale et de développer des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats, quels que soient leurs divergences et le degré et la nature de leur développement politique, économique et social, 2) rappelant que, parmi les objectifs fondamentaux de la Charte, figurait le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la coopération amicale entre Etats, 3) consciente du fait qu'il était nécessaire de favoriser ces

objectifs, de développer entre Etats, conformément à la Charte, des relations d'amitié et de tolérance, fondées sur le respect et le profit mutuels, la non-agression, le respect réciproque de la souveraineté, l'égalité, l'intégrité territoriale et la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, ainsi que d'atteindre les buts et réaliser les principes de la Charte, et 4) reconnaissant la nécessité d'élargir la coopération internationale, de diminuer les tensions et de régler les désaccords et les différends entre Etats par des moyens pacifiques, 5) invitait tous les Etats à déployer tous leurs efforts pour consolider la paix internationale, pour développer des relations d'amitié et de coopération et pour régler les différends par des moyens pacifiques, comme le leur prescrivait la Charte et comme il était indiqué dans le projet de résolution.

Le 14 décembre, sur la demande du représentant de l'Inde et avec l'accord du représentant de l'URSS, priorité a été donnée au projet de résolution des trois puissances, qui a été adopté. Le représentant de l'URSS a ensuite déclaré qu'il n'insistait pas pour que le projet de résolution de l'URSS soit mis aux voix.

Le même jour, l'Assemblée générale a adopté, par 77 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution dont l'adoption lui était recommandée par la Commission [résolution 1236 (XII)].

#### 5. — Plainte de l'URSS intitulée "Adoption de mesures urgentes pour faire cesser les vols d'aéronefs militaires des Etats-Unis d'Amérique, armés de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène, dans la direction des frontières de l'Union soviétique"

A la requête de l'Union des Républiques socialistes soviétiques formulée le 18 avril 1958 et demandant la convocation d'urgence d'une séance pour l'examen de la question ci-dessus, le Conseil de sécurité a examiné la question le 21 avril et à quatre autres séances tenues le 29 avril et le 2 mai.

Le 21 avril, le représentant de l'URSS a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil, considérant que des vols tels que ceux dont il était question dans le point figurant à l'ordre du jour accroissaient la tension internationale, créaient une menace à la sécurité des peuples et risquaient d'entraîner une rupture de la paix universelle et le déclenchement d'une guerre atomique, invitait les Etats-Unis à s'abstenir d'envoyer de tels aéronefs militaires vers les frontières d'autres Etats en vue de créer une menace à leur sécurité ou à des fins de démonstrations militaires.

Le représentant des Etats-Unis, en repoussant les accusations de l'URSS, a déclaré que les vols strictement contrôlés des aéronefs du Commandement stratégique aérien des Etats-Unis ne pouvaient être considérés comme allant au-delà des besoins essentiels de la légitime défense en vue de prévenir la possibilité d'une attaque par surprise. Les itinéraires suivis et les méthodes adoptées étaient conçus de telle façon qu'ils ne sauraient être une cause accidentelle de guerre. Les représentants du Canada, de la Chine, de la Colombie, de la France, de l'Irak, du Japon, du Panama et du Royaume-Uni ont également fait des déclarations par lesquelles ils s'opposaient au projet de résolution.

Le représentant de l'URSS a proposé de reporter les débats d'abord à l'après-midi, puis à la matinée du lendemain. Après le rejet de ces deux propositions, le

représentant de l'URSS a retiré son projet de résolution en signe de protestation contre la procédure suivie.

A la séance suivante, le 28 avril, les Etats-Unis ont présenté un projet de résolution aux termes duquel le Conseil, a) examinant plus avant la question soulevée par l'URSS, b) notant que se développait, en particulier en Union soviétique et aux Etats-Unis, une capacité croissante de déclencher une attaque massive par surprise, c) estimant que l'adoption de mesures de nature à dissiper la crainte d'une telle attaque aiderait à réduire les tensions et contribuerait à accroître la confiance entre les Etats, d) prenant acte des déclarations de certains membres du Conseil concernant l'importance particulière de la région arctique, 1) recommandait que soit promptement établie la zone septentrionale d'inspection internationale contre une telle attaque qu'avait considérée, en août 1957, le Sous-Comité de la Commission du désarmement; et 2) invitait le Canada, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS, ainsi que le Danemark et la Norvège, et tout autre Etat ayant des territoires au nord du cercle arctique qui désirerait que lesdits territoires soient compris dans la zone d'inspection internationale, à désigner sans délai des représentants, pour prendre part à des entretiens qui auraient lieu immédiatement en vue de parvenir à un accord sur les dispositions techniques requises.

Le représentant de la Suède, tout en appuyant le projet de résolution des Etats-Unis, a présenté un amendement tendant à y ajouter un alinéa par lequel le Conseil exprimait l'avis que les entretiens en question pourraient utilement servir de base aux délibérations sur le problème du désarmement lors de la conférence au sommet en vue de laquelle des conversations étaient en cours.

Le même jour, l'URSS a présenté un deuxième projet de résolution qui était identique à celui qu'elle avait retiré, à l'exception d'un dernier alinéa supplémentaire aux termes duquel le Conseil, conscient de la nécessité de prendre aussitôt que possible des mesures pour écarter la menace d'une guerre atomique et réduire la tension internationale, notait avec satisfaction que les Etats intéressés avaient engagé des pourparlers préliminaires en vue de la convocation d'une conférence des chefs de gouvernement chargée de discuter certains problèmes urgents, notamment la question de l'élaboration de mesures destinées à prévenir le danger d'une attaque par surprise, et exprimait l'espoir que la conférence des chefs de gouvernement se tiendrait à une date aussi rapprochée que possible.

Les représentants du Canada, de la Chine, de la France, de l'Irak, du Japon, du Panama et du Royaume-Uni ont fait des déclarations par lesquelles ils s'opposaient au projet de résolution de l'URSS et appuyaient le projet de résolution des Etats-Unis. Le Secrétaire général a également fait une déclaration. Il a rappelé, premièrement, qu'en une occasion précédente<sup>1</sup> il avait émis l'opinion qu'il avait non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir lorsqu'il jugeait nécessaire de le faire pour servir les buts de l'Organisation et les principes énoncés dans la Charte, et, deuxièmement, que, lors d'une récente conférence de presse, il lui était apparu justifié de louer la décision prise par l'Union soviétique de suspendre unilatéralement les essais de bombes atomiques. Il ne l'avait fait qu'en pensant aux répercussions éventuelles de cette décision sur l'impasse dans laquelle se trouvaient les

discussions relatives au désarmement, impasse dont la raison fondamentale était la crise de confiance dont souffrait toute l'humanité. Dans le même esprit et en s'inspirant des mêmes considérations, il désirait rendre hommage à l'initiative que les Etats-Unis avaient prise en présentant une proposition qui pourrait permettre de trouver une issue en ce qui concerne un système d'inspection limité. Il espérait que son intervention ne serait pas interprétée à tort comme une prise de position entre les thèses en présence, mais simplement comme l'expression de sentiments profonds qui existaient dans le monde entier et avaient le droit de s'exprimer aussi au Conseil, hors du cadre des politiques nationales.

Le 2 mai, les Etats-Unis ont incorporé dans leur projet de résolution l'amendement de la Suède, en remplaçant, avec l'accord du représentant de la Suède, les mots "lors de la conférence" par les mots "lors d'une conférence".

Le même jour, le Conseil a procédé au vote sur les projets de résolution dont il était saisi. Sur le projet de résolution des Etats-Unis, modifié, il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS); la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté. Le projet de résolution de l'URSS a été ensuite rejeté par 9 voix contre une (URSS), avec une abstention (Suède).

## 6. — Admission de nouveaux Membres

### a) EXAMEN PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le 31 août 1957, la Fédération de Malaisie a présenté une demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies et, le 5 septembre 1957, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité un projet de résolution déposé par l'Australie et le Royaume-Uni et recommandant l'admission de ce pays.

Le 9 septembre 1957, le Conseil de sécurité a examiné, dans le cadre de la question intitulée "Admission de nouveaux Membres", les résolutions 1017 A et B (XI) du 28 février 1957, relatives aux demandes d'admission de la République de Corée et du Viet-Nam, ainsi que des communications concernant la demande d'admission de la République populaire de Mongolie.

Un projet de résolution présenté par l'Australie, la Chine, la Colombie, Cuba, les Etats-Unis, la France, les Philippines et le Royaume-Uni et recommandant l'admission de la République de Corée a été mis aux voix: il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS); la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté. Un amendement à ce projet de résolution, présenté par l'URSS, aux termes duquel le Conseil aurait recommandé d'admettre en même temps la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée avait été rejeté précédemment par 9 voix contre une (URSS), avec une abstention (Suède).

Après le rejet par 10 voix contre une (URSS) d'une proposition de l'URSS tendant à renvoyer l'examen de la demande d'admission du Viet-Nam jusqu'à l'unification de ce pays, un projet de résolution présenté par les huit mêmes puissances et recommandant l'admission du Viet-Nam a été mis aux voix: il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS); la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté.

Un projet de résolution de l'URSS recommandant l'admission de la République populaire de Mongolie a été rejeté par 5 voix contre 2 (Suède, URSS),

<sup>1</sup> Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, onzième année, 751ème séance, par. 1 à 6.

avec 4 abstentions (Australie, France, Irak, Royaume-Uni).

**b) EXAMEN À LA DOUZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Le 17 septembre, l'Assemblée générale a examiné la recommandation du Conseil de sécurité concernant la Fédération de Malaisie et a décidé à l'unanimité d'admettre la Fédération à l'Organisation des Nations Unies.

Le 20 septembre 1957, l'Assemblée générale a renvoyé la question intitulée "Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies" à la Commission politique spéciale, qui l'a examinée lors de six séances, entre le 10 et le 17 octobre.

La Commission politique spéciale a été saisie de trois projets de résolution.

Un projet de résolution avait pour auteurs l'Australie, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Irak, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines et le Royaume-Uni. Aux termes de ce projet, l'Assemblée, rappelant des résolutions antérieures par lesquelles elle avait déclaré que la République de Corée remplissait les conditions requises pour être admise et notant avec regret que le Conseil de sécurité avait continué à ne pas pouvoir recommander son admission en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil, déclarait à nouveau que la République de Corée remplissait toutes les conditions requises pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle devrait y être admise. Ledit projet a été adopté par 51 voix contre 9, avec 20 abstentions.

Un projet de résolution présenté par les 13 mêmes puissances avait trait au Viet-Nam et était conçu en termes analogues; ce projet a été adopté par 49 voix contre 9, avec 22 abstentions.

Aux termes du troisième projet de résolution, présenté par l'Inde et l'Indonésie, l'Assemblée générale, considérant que la question de l'admission de nouveaux Membres devait être examinée plus avant, a) décidait de transmettre au Conseil de sécurité les propositions faites au cours de la douzième session; b) priait le Conseil d'examiner toutes les demandes d'admission de nouveaux Membres.

Le paragraphe 2 du dispositif de ce projet a été rejeté par 33 voix contre 30, avec 15 abstentions. L'ensemble du projet de résolution, ainsi modifié, a été rejeté par 37 voix contre 33, avec 10 abstentions.

Le 25 octobre, l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale et touchant la République de Corée par 51 voix contre 9, avec 21 abstentions; elle a adopté le projet de résolution touchant le Viet-Nam par 49 voix contre 9, avec 23 abstentions [résolutions 1144 A et B (XII)].

## 7. — Question de Hongrie

**a) EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
LORS DE LA REPRISE DE SA ONZIÈME SESSION**

Le 10 septembre 1957, la onzième session de l'Assemblée générale a été reprise conformément à la résolution 1119 (XI) du 8 mars 1957, de manière que l'Assemblée poursuive l'examen de la question de Hongrie. L'Assemblée a tenu neuf séances plénières entre le 10 et le 14 septembre.

Les représentants de la Hongrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que d'autres représentants, ont protesté contre la reprise de débats relatifs à des questions qui, selon eux, relevaient exclusivement de la compétence nationale de la Hongrie, et contre le rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie créé aux termes de la résolution 1132 (XI) adoptée le 10 janvier 1957 par l'Assemblée générale.

Outre ce rapport du Comité, l'Assemblée était saisie d'un projet de résolution présenté par 37 Etats Membres. Ce projet de résolution prévoyait notamment ce qui suit: l'Assemblée, ayant reçu le rapport unanime du Comité spécial, et regrettant que l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les autorités hongroises actuelles n'aient coopéré en aucune manière avec le Comité, 1) ferait sien le rapport; 2) noterait la conclusion du Comité selon laquelle ce qui s'était produit en Hongrie en octobre et novembre 1956 avait été une insurrection nationale spontanée; 3) constaterait que les conclusions auxquelles le Comité avait abouti après examen de tous les éléments de preuve disponibles confirmaient: a) que l'URSS, en violation de la Charte des Nations Unies, avait privé la Hongrie de sa liberté et de son indépendance politique et le peuple hongrois de l'exercice des droits fondamentaux de l'homme; b) que le régime hongrois actuel avait été imposé au peuple hongrois par l'intervention armée de l'URSS; c) que l'URSS avait procédé à des déportations en masse de citoyens hongrois; d) que l'URSS avait violé les obligations que lui imposaient les Conventions de Genève de 1949; e) que les autorités hongroises actuelles avaient violé les droits et libertés de l'homme garantis par le Traité de paix avec la Hongrie. En outre, l'Assemblée: 1) condamnerait ces actes et le mépris persistant de ses résolutions; 2) exprimerait de nouveau la préoccupation que lui inspirait le sort qui continuait d'être fait au peuple hongrois; 3) ferait appel à l'URSS et aux autorités hongroises actuelles pour qu'elles mettent fin aux mesures de répression prises contre le peuple hongrois, respectent la liberté et l'indépendance politique de la Hongrie et la jouissance par le peuple hongrois des droits de l'homme et des libertés fondamentales et assurent le retour en Hongrie des citoyens hongrois qui avaient été déportés vers l'URSS; 4) prierait S. A. R. le prince Wan Waithayakon, président de l'Assemblée à sa onzième session, agissant en tant que représentant spécial de l'Assemblée générale pour la question de Hongrie, de prendre les mesures qu'il jugerait appropriées, étant donné les conclusions du Comité, pour réaliser les objectifs des Nations Unies conformément à diverses résolutions spécifiées de l'Assemblée, de consulter le Comité s'il l'estimait nécessaire, de faire rapport à l'Assemblée générale et de formuler les recommandations qu'il jugerait utiles; 5) déciderait d'inscrire la question de Hongrie à l'ordre du jour provisoire de sa douzième session.

La Birmanie a proposé d'apporter au dispositif du projet de résolution des amendements tendant à ajouter le mot "principales" dans le paragraphe relatif aux conclusions du Comité spécial concernant la nature des événements de Hongrie, à remplacer le mot "condamne" par le mot "déploire" et à supprimer la mention de consultations entre le Président de l'Assemblée générale et le Comité spécial.

Le 14 septembre 1957, les trois amendements présentés par la Birmanie ont été rejetés, respectivement, par 40 voix contre 4, avec 31 abstentions, par 45 voix



contre 2, avec 30 abstentions, et par 42 voix contre 3, avec 32 abstentions. Le projet de résolution des 37 puissances a été adopté par 60 voix contre 10, avec 10 abstentions [résolution 1133 (XI)].

b) RAPPORT DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 9 décembre 1957, le prince Wan Waithayakon, représentant spécial de l'Assemblée générale pour la question de Hongrie, a fait rapport à l'Assemblée générale sur les mesures qu'il avait prises pour donner suite à la demande qui lui avait été adressée dans la résolution précitée. Le prince Wan Waithayakon déclarait qu'il avait essayé d'atteindre les objectifs suivants: 1) application des principes d'humanité en Hongrie; 2) rapatriement des personnes déportées en URSS; 3) retrait des troupes soviétiques de Hongrie; 4) élections libres en Hongrie. Le 30 septembre, il était entré en rapport avec le Ministre des affaires étrangères de l'URSS et lui avait adressé un appel pour que les principes d'humanité soient appliqués en Hongrie. Il lui avait été répondu que cette question n'était pas du ressort du Gouvernement de l'Union soviétique. Il avait ensuite demandé que, pour des raisons humanitaires, les personnes déportées en URSS fussent rapatriées en Hongrie. Le Ministre des affaires étrangères de l'URSS avait répondu que les allégations relatives aux déportations étaient fausses et que la "question de Hongrie" constituait une ingérence "illégitime" dans les affaires intérieures d'un Etat: il ne pouvait donc en discuter.

Le représentant spécial était de même entré en rapport avec le Ministre des affaires étrangères de Hongrie le 10 octobre, en lui adressant un appel, au nom des principes humanitaires, pour que les personnes détenues dans les prisons et les camps de concentration et les prévenus soient traités de manière plus clémentine, pour que les procès soient menés selon une procédure judiciaire régulière, pour que les étudiants soient admis dans les universités sans mesures discriminatoires d'aucune sorte et, finalement, pour que les condamnés politiques bénéficient d'une amnistie. Le Ministre des affaires étrangères avait répondu qu'il appartenait au Gouvernement hongrois de régler ces questions dans l'exercice de ses droits souverains. Le représentant spécial avait cependant souligné que cela n'empêchait pas un échange de renseignements ou un échange de vues aux Nations Unies, centre où doivent s'harmoniser les efforts de toutes les nations. Le Ministre des affaires étrangères de Hongrie avait finalement dit au représentant spécial que, s'il voulait rédiger un mémorandum où seraient énumérées les questions sur lesquelles il désirait des renseignements, il fournirait ces renseignements. Le représentant spécial avait indiqué qu'il pourrait se rendre à Budapest pour y poursuivre la discussion, mais il lui avait été répondu que le Gouvernement hongrois ne pouvait admettre d'observateur des Nations Unies et ne pouvait par conséquent lui donner de visa. Par la suite, le 15 novembre et le 2 décembre, le représentant de la Hongrie avait fait savoir au représentant spécial qu'il avait reçu pour instructions de ne pas accepter le questionnaire, parce que le Gouvernement hongrois ne pouvait négocier sur une question relevant de la compétence nationale de la Hongrie.

Le représentant spécial ajoutait qu'aucune question du ressort du Comité spécial n'ayant été soulevée, il n'avait pas eu l'occasion de consulter le Comité. Il regrettait de n'avoir pas réussi jusqu'à présent à entre-

prendre des négociations. Il ne pouvait toutefois croire que le Gouvernement hongrois et le Gouvernement de l'Union soviétique resteraient insensibles aux manifestations de l'opinion mondiale et à la voix de l'humanité tout entière. Il espérait par conséquent qu'avec le relâchement de la tension internationale, l'occasion lui serait donnée de contribuer à établir une coopération internationale pleine et entière qui favoriserait le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Hongrie.

c) DÉBATS À LA DOUZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE

Le 10 décembre, l'Assemblée générale a examiné le rapport de sa Commission de vérification des pouvoirs, où il était dit que la Commission avait adopté par 6 voix contre une, avec 2 abstentions, une motion des Etats-Unis d'Amérique tendant à ce que la Commission sursoie à "toute décision concernant les pouvoirs présentés au nom des représentants de la Hongrie". Le représentant de la Hongrie, déclarant que les lettres de créance de sa délégation avaient été signées conformément aux dispositions prévues par la Constitution hongroise et aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée générale, s'est élevé énergiquement contre ce qu'il a appelé la tentative de discrimination et d'ingérence faite par les Etats-Unis. L'Assemblée a approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs par 77 voix contre une.

A la séance de clôture de la douzième session, le 14 décembre 1957, le Président, se référant au rapport du représentant spécial, a exprimé l'espoir que les parties intéressées apporteraient au représentant spécial la coopération dont il avait besoin dans des nouveaux efforts touchant ce problème très important. Au cours du débat qui a suivi, il a été question des nouvelles concernant les procès de personnes ayant participé à l'insurrection de 1956 en Hongrie et divers représentants ont exprimé l'avis que le Comité spécial devait poursuivre ses travaux.

Le 20 décembre 1957, le Comité spécial a déclaré qu'il continuerait à suivre le déroulement des événements en Hongrie, en vertu du mandat qu'il avait reçu de l'Assemblée générale. Il a adressé au Ministre des affaires étrangères de Hongrie une lettre dans laquelle il exprimait l'inquiétude que lui causaient les informations persistantes relatives aux procès de personnes ayant participé à l'insurrection de 1956 et demandait des renseignements complémentaires ainsi que l'assurance que les plus hauts principes humanitaires seraient appliqués. Cette lettre lui a été renvoyée le 21 décembre par le représentant de la Hongrie, qui a fait observer que son gouvernement ne reconnaissait pas l'institution et l'existence du Comité, la résolution en vertu de laquelle le Comité avait été créé étant contraire à la Charte.

## 8. — Force d'urgence des Nations Unies

Le 9 octobre 1957, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, en application de la résolution 1125 (XI) du 2 février 1957, un rapport sur la Force d'urgence des Nations Unies, dans lequel il indiquait les faits essentiels concernant la Force, exposait son fonctionnement et examinait la question de son financement.

Il était dit dans ce rapport que la Force, placée sous le commandement du général E. L. M. Burns, était en service depuis 10 mois; son état-major était installé

à Gaza et elle avait un effectif d'environ 6.000 hommes, comprenant des contingents des 10 pays participants. Depuis le retrait d'Égypte des dernières troupes étrangères, en mars, la Force, interposée entre les forces armées égyptiennes et israéliennes, s'était entièrement consacrée à sa fonction principale — le maintien de l'ordre dans la région — en procédant à des déploiements et à des patrouilles dans la zone de Gaza et le long de la frontière orientale de la presqu'île du Sinaï, aussi bien que dans la zone de Charm-el-Cheikh. La résolution 1125 (XI) prévoyait que des éléments de la Force seraient placés le long de la ligne de démarcation de l'armistice entre l'Égypte et Israël, mais aucune unité de la Force n'avait pu être stationnée du côté israélien de cette ligne, Israël n'ayant pas donné son consentement. C'était dans la zone de Gaza que la Force s'était trouvée devant les tâches les plus difficiles, mais aucun incident grave n'avait été signalé le long de la ligne de Gaza depuis le 14 juillet.

La Force d'urgence était destinée, poursuivait le rapport, à faire face à des besoins particuliers résultant d'une crise grave. Les pouvoirs dont elle disposait étaient nécessairement limités. Toutefois, son rôle et ses buts fondamentaux, définis par l'Assemblée générale, étaient suffisamment clairs. La plupart des nombreuses questions qui s'étaient posées avaient été réglées de façon satisfaisante, encore que, d'après le Commandant de la Force d'urgence, il en restât quelques-unes à résoudre et que, notamment, on eût encore à achever le déploiement de la FUNU. Il n'y avait, semblait-il, aucune raison valable de mettre en doute l'efficacité de la FUNU, que l'on considérait désormais comme marquant une étape importante dans l'évolution des méthodes de règlement pacifique. En l'état actuel des choses, cependant, la ligne entre l'Égypte et Israël était vulnérable et le calme pouvait, à tout moment, être brutalement rompu. Ce calme était indispensable si l'on voulait qu'aboutissent les efforts en vue de supprimer les principaux obstacles à la paix dans le Proche-Orient.

Quant aux besoins financiers de la FUNU, le Secrétaire général estimait que les dépenses jusqu'au 31 décembre 1957 atteindraient un chiffre compris entre 24 et 30,5 millions de dollars, suivant que l'Assemblée générale approuverait ou non sa proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies décide de rembourser tous les frais supplémentaires et extraordinaires aux gouvernements qui fournissaient des contingents à la FUNU. Le Secrétaire général estimait qu'au-delà de la période d'urgence initiale de six mois, un arrangement qui imposait à quelques Etats Membres des charges financières disproportionnées n'était pour l'ONU ni un moyen satisfaisant, ni un moyen équitable de s'acquitter d'une responsabilité collective.

Le rapport indiquait que la plus importante peut-être des questions appelant d'urgence une décision découlait de la décision prise par l'Assemblée générale d'étudier à sa douzième session un système visant à couvrir celles des dépenses de la Force, en sus de 10 millions de dollars, qui ne seraient pas couvertes par des contributions volontaires. Les Etats Membres n'ayant répondu que d'une façon extrêmement limitée à l'appel de contributions volontaires et vu l'ampleur des opérations de la FUNU, le Secrétaire général n'était pas sûr que l'on dût s'en remettre à cette méthode pour se procurer les fonds nécessaires.

Le 19 novembre, le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale que les Etats-Unis d'Amérique

et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avaient offert 12 millions et 1 million de dollars respectivement, à titre de contribution d'"assistance spéciale", pour aider à couvrir les dépenses de la Force pendant la période se terminant le 31 décembre 1957, étant entendu que le solde des dépenses de la Force pour 1957 et l'ensemble des dépenses pour 1958 seraient répartis au prorata de la contribution des Etats Membres au budget ordinaire. D'autres offres du même genre, moins importantes, ont été faites ultérieurement par l'Australie, l'Autriche, la Birmanie, Ceylan, l'Irlande, le Japon, le Libéria, le Mexique et les Pays-Bas.

Le 22 novembre, l'Assemblée générale a examiné le point de l'ordre du jour relatif à la Force d'urgence des Nations Unies et a adopté par 51 voix contre 11, avec 19 abstentions, un projet de résolution présenté par 21 puissances. Dans cette résolution, l'Assemblée générale, consciente de la contribution apportée par la Force d'urgence au maintien du calme dans la région, exprimait sa reconnaissance pour l'assistance rendue à la Force d'urgence par les Etats Membres; elle approuvait les principes et propositions relatifs à la répartition des frais entre l'Organisation et les Etats Membres qui fournissaient des troupes, tels qu'ils étaient exposés dans le rapport du Secrétaire général; elle autorisait le Secrétaire général à dépenser une somme supplémentaire de 13.500.000 dollars au maximum pour la période prenant fin le 31 décembre 1957, et, le cas échéant, une somme de 25 millions de dollars pour permettre à la Force de continuer ses opérations; enfin, elle décidait que les dépenses autorisées seraient supportées par les Etats Membres conformément au barème ordinaire des quotes-parts [résolution 1151 (XII)].

Tout en étant partisans de la Force d'urgence, quelques pays d'Amérique latine se sont prononcés contre le projet de résolution parce qu'ils estimaient que le barème des quotes-parts n'était ni équitable ni juste. D'autres pays, notamment l'Union soviétique, réaffirmant le point de vue qu'ils avaient exprimé à la onzième session, à savoir que la création de la Force d'urgence était contraire à la Charte, se sont prononcés contre le projet de résolution et ont déclaré que les dépenses de la Force d'urgence devaient être à la charge des trois Etats qui avaient commis l'agression armée contre l'Égypte; ils ont dit qu'ils ne participeraient pas au financement de la Force.

Le 13 décembre, l'Assemblée générale a approuvé par 45 voix contre 9, avec 10 abstentions, une résolution recommandée par la Cinquième Commission, dans laquelle l'Assemblée prenait acte, en les approuvant, des observations et recommandations relatives aux prévisions de dépenses pour l'entretien de la Force d'urgence des Nations Unies, formulées dans un rapport rédigé à la demande de l'Assemblée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 1204 (XII)].

## 9. — Canal de Suez

### a) COMMUNICATIONS DE L'EGYPTE RELATIVES À SA DÉCLARATION SUR LE CANAL DE SUEZ

En octobre 1956, le Conseil de sécurité, examinant la question découlant de la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte, est convenu à l'unanimité que tout règlement de la question de Suez devrait répondre à six exigences fondamentales. Lorsque, en avril et mai

1957, le Conseil a repris l'examen de la question et a pris note de la situation concernant le passage des navires par le canal rendu à nouveau navigable, des opinions divergentes ont été exprimées touchant le point de savoir si la déclaration sur le canal de Suez et sur les arrangements concernant sa gestion, faite le 24 avril 1957 par l'Egypte, répondait de manière satisfaisante aux six exigences fondamentales du Conseil.

Le 18 juillet, l'Egypte a complété cette déclaration en acceptant comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends d'ordre juridique qui pourraient s'élever entre les parties à la Convention de Constantinople de 1888 touchant l'interprétation et l'application des dispositions de la déclaration.

Le 20 mai 1958, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie, se référant au paragraphe 8 de la déclaration égyptienne du 24 avril 1957, a communiqué au Secrétaire général le texte des clauses d'accord concernant l'indemnisation des actionnaires de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez. Ces clauses, négociées avec les bons offices de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, avaient été signées le 29 avril par les représentants de la République arabe unie et des actionnaires de la Compagnie de Suez. La République arabe unie s'engageait à payer à titre d'indemnité une somme de 28.300.000 livres égyptiennes sous forme de versements échelonnés et abandonnait aux actionnaires tous les avoirs étrangers.

#### b) DÉGAGEMENT DU CANAL DE SUEZ

Le 16 septembre 1957, le Secrétaire général a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la douzième session une question intitulée "Dégagement du canal de Suez: rapport du Secrétaire général". Le 1er novembre, le Secrétaire général a présenté son rapport, qui donnait des précisions sur le plan des opérations et sur les mesures pratiques prises et les accords négociés en vue du dégagement du canal de Suez, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1121 (XI) du 24 novembre 1956. Le rapport indiquait en outre que le général Raymond A. Wheeler avait rempli les fonctions de représentant spécial chargé des opérations techniques et M. John J. McCloy celles de conseiller lors des négociations financières concernant les travaux de dégagement. Le rapport signalait que les services de renflouement de l'Organisation des Nations Unies avaient terminé le dégagement du canal le 10 avril 1957, c'est-à-dire quelques semaines avant la date prévue à l'origine. Le total des dépenses réglées ou engagées par les Nations Unies s'élevait à 8.400.000 dollars environ. En conclusion, le Secrétaire général déclarait qu'après avoir envisagé divers moyens de faire face aux dépenses, il recommandait que l'on rembourse les sommes avancées au cours des opérations — soit plus de 11 millions de dollars — par 11 pays prêteurs en majorant les droits de péage dans le canal d'une surtaxe temporaire de 3 pour 100. Les modalités seraient négociées avec le Gouvernement égyptien et les autres parties aux paiements. Il y avait lieu de penser que cette méthode permettrait d'achever le remboursement en trois ans environ.

L'Assemblée générale a été saisie le 14 décembre, lors de l'examen du rapport du Secrétaire général, d'un projet de résolution présenté par le Brésil, l'Iran, les Philippines et la Thaïlande. Aux termes de ce projet, l'Assemblée autorisait le Secrétaire général à prendre

les mesures nécessaires pour donner effet à sa recommandation tendant à rembourser les avances consenties par les pays prêteurs et priait instamment les gouvernements des Etats Membres d'apporter toute leur coopération.

Au cours de la discussion, quelques représentants ont déclaré qu'ils auraient préféré que les frais fussent supportés par l'Organisation des Nations Unies elle-même et répartis conformément au barème normal des quotes-parts. D'autres, notamment le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ont critiqué le mode de remboursement proposé, affirmant que les frais ne devaient pas être à la charge des usagers du canal, mais que toutes les dépenses résultant de l'agression commise contre l'Egypte, par la France, le Royaume-Uni et Israël, y compris les dépenses occasionnées par le dégagement du canal, devaient être intégralement remboursées par ces Etats.

Le 14 décembre 1957, l'Assemblée générale a adopté par 54 voix contre zéro, avec 19 abstentions, le projet de résolution des quatre puissances [résolution 1212 (XII)].

## 10. — Question de Palestine

### a) INCIDENTS SUR LA FRONTIÈRE SYRO-ISRAËLIENNE

En mai 1957, le Conseil de sécurité a examiné une plainte de la Syrie qui alléguait que des fortifications militaires avaient été élevées et un pont construit dans la région du lac de Houlé — dans la zone démilitarisée s'étendant entre Israël et la Syrie en contravention de l'article V de la Convention d'armistice général. Cette question avait fait l'objet d'un rapport du Chef d'état-major par intérim de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. A la suite de cet examen, le Chef d'état-major par intérim a, le 27 juin 1957, présenté un rapport complémentaire sur certains aspects des activités des organes des Nations Unies dans la zone. Le Chef d'état-major par intérim constatait que, depuis le 30 octobre 1956, la plupart des observateurs s'étaient vu refuser par Israël l'autorisation de pénétrer dans la zone démilitarisée pour y procéder à des inspections ou à des enquêtes régulières. La Syrie n'avait pas refusé l'accès de cette zone. Dans sa conclusion, le Chef d'état-major par intérim déclarait qu'il était indispensable que l'on puisse, à tout moment, procéder à une enquête conformément à l'article V de la Convention d'armistice général et que les observateurs des Nations Unies jouissent d'une entière liberté de mouvement dans la zone démilitarisée pour leurs enquêtes ou inspections régulières, si l'on voulait que soit remplie la mission consistant à assurer la surveillance générale de cette zone.

Le Chef d'état-major par intérim ajoutait que le Ministère israélien des affaires étrangères lui avait donné à entendre que, si Israël s'opposait à des enquêtes concernant la plainte de la Syrie, c'était uniquement pour des raisons de forme et qu'Israël ne s'opposait pas à ce que des enquêtes soient menées par le Président de la Commission mixte d'armistice ou en son nom en vertu des pouvoirs que lui confère l'article V de la Convention.

Le Chef d'état-major par intérim faisait observer qu'il convenait certes de se féliciter qu'Israël ait accepté de retirer les mines posées dans la zone démilitarisée, mais que les demandes visant à obtenir la démolition des ouvrages de fortification autres que ceux que justifiait la protection de la population civile avaient été rejetées.



A la fin de janvier et au début de février 1958, Israël et la Syrie ont saisi le Conseil de sécurité de diverses plaintes, touchant des actes d'agression le long de la frontière syro-israélienne entre la fin de décembre 1957 et le début de février 1958. Quelques-unes des accusations les plus graves portaient sur des incidents qui s'étaient produits dans la zone démilitarisée située sur cette frontière.

Par la suite, dans des communications adressées au Conseil de sécurité, la République arabe unie et Israël ont chacun imputé à l'autre la responsabilité d'un échange de coups de feu qui s'était produit dans les derniers jours de mars près de Galbinieh, dans la région du lac de Houlé, à propos de certains travaux d'irrigation entrepris par Israël. La question essentielle était de savoir si un canal de drainage construit par Israël empiétait sur des terres de la zone démilitarisée sur lesquelles des Arabes avaient des droits de propriété. L'incident a été réglé par la déclaration du 8 avril 1958 du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine faisant connaître que les deux gouvernements avaient accepté les conclusions de la dernière enquête dont il ressortait qu'il y avait eu un léger empiètement, ainsi que par la déclaration par laquelle Israël a ultérieurement fait savoir qu'il avait l'intention d'y mettre fin.

b) COMMUNICATIONS DE LA JORDANIE ET D'ISRAËL RELATIVES À LA ZONE COMPRISE ENTRE LES LIGNES DE DÉMARCATIION DE L'ARMISTICE, DANS LE SECTEUR S'ÉTENDANT AUTOUR DE GOVERNMENT HOUSE, À JÉRUSALEM

Le 4 septembre 1957, la Jordanie a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner sa plainte touchant une situation grave découlant de violations, par Israël, de la Convention d'armistice général dans la zone comprise entre les lignes de démarcation de l'armistice, dans le secteur de Jérusalem. Le 5 septembre, Israël a demandé que le Conseil de sécurité examine sa plainte relative à des violations, par la Jordanie, des dispositions de la Convention d'armistice général et notamment de l'article VIII de ladite convention.

Le Conseil de sécurité a examiné ces plaintes au cours de cinq séances, les 6 septembre et 22 novembre 1957 et le 22 janvier 1958. Les représentants de la Jordanie et d'Israël ont participé au débat.

A la séance du Conseil de sécurité du 6 septembre, les deux questions ont été inscrites à l'ordre du jour.

Conformément à une demande du Conseil de sécurité, le Chef d'état-major par intérim de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve a présenté, le 23 septembre 1957, un rapport concernant la zone située entre les lignes (zone neutre) autour de Government House.

Il semblait y avoir, selon lui, trois manières possibles d'aborder le problème: a) transformer la zone située entre les lignes en *no-man's-land* et appliquer l'article IV (3) de la Convention d'armistice général qui interdit à quiconque ne fait pas partie du personnel des Nations Unies de franchir la ligne de démarcation pour pénétrer dans la zone; b) revenir aux conditions qui existaient le 3 avril 1949; c) parvenir à un accord qui tiendrait compte, dans une certaine mesure du moins, des changements intervenus depuis 1949. Il ne semblait pas indiqué de retenir les formules a et b; la formule c paraissait constituer une base raisonnable de solution.

Les activités civiles des deux parties devraient se poursuivre mais être séparées.

Le 31 octobre 1957, le Conseil a reçu du Chef d'état-major par intérim un rapport sur les questions précises soulevées dans la plainte contre la Jordanie dont Israël avait saisi le Conseil de sécurité le 5 septembre 1957 et qui concernait plus particulièrement les dispositions de l'article VIII, des articles Ier et III et de l'article XII de la Convention d'armistice général.

Le 22 janvier 1958 le Conseil a consacré deux séances à la plainte de la Jordanie. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique ont soumis un projet de résolution aux termes duquel le Conseil de sécurité, notant que les dispositions de la Convention d'armistice général exerçaient une influence sur le statut de la zone et que ni Israël ni la Jordanie ne jouissaient de la souveraineté sur aucune partie de ladite zone (celle-ci se trouvant au-delà des lignes de démarcation respectives): 1) chargerait le Chef d'état-major de régimenter les activités dans la zone, sous réserve des arrangements qui pourraient être conclus en application de la Convention d'armistice général et du paragraphe 3 de la résolution, et compte tenu des droits de propriété sur les biens s'y trouvant, étant entendu que, sauf accord contraire entre les intéressés, des Israéliens ne devraient pas être autorisés à utiliser des biens appartenant à des Arabes et des Arabes ne devraient pas être autorisés à utiliser des biens appartenant à des Israéliens; 2) chargerait le Chef d'état-major de procéder à une étude des cadastres pour déterminer les droits de propriété sur les biens qui se trouvaient dans la zone; 3) ferait siennes les recommandations du Chef d'état-major par intérim tendant à ce que: a) les parties discutent des activités civiles dans la zone par l'intermédiaire de la Commission mixte d'armistice; b) afin de créer une atmosphère plus favorable à des échanges de vues fructueux, les activités telles que celles qu'avaient entreprises les Israéliens le 21 juillet 1957 seraient suspendues dans la zone en attendant que soit terminée l'étude prévue et que des dispositions aient été prises pour réglementer les activités dans la zone; c) les échanges de vues devraient être terminés dans un délai de deux mois.

A sa 810ème séance, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution commun.

c) PROBLÈME DU MONT SCOPUS

Le 7 juillet 1948, un accord avait été conclu touchant la démilitarisation de la zone du mont Scopus, au nord-est de Jérusalem. L'Organisation des Nations Unies avait accepté d'être partie à cet accord et d'assurer la sécurité de la zone démilitarisée. Aux termes de l'accord du 7 juillet 1948, des forces de police civile armées, arabes et juives, devaient être postées dans leurs zones respectives sous les ordres du Commandant des Nations Unies. Le drapeau de l'Organisation des Nations Unies devait flotter sur les principaux édifices. Comme la région du mont Scopus est une enclave en territoire jordanien, l'Organisation des Nations Unies devait faire en sorte qu'un convoi ravitailla régulièrement le personnel juif de la zone, que ce personnel soit relevé et enfin que des personnes dûment autorisées, venant d'Israël, puissent se rendre dans la zone.

Cette zone a été le théâtre d'un certain nombre d'incidents. En novembre 1957, on s'est trouvé en présence d'une crise grave, les autorités jordaniennes s'opposant à ce que les convois de ravitaillement trans-

portent de l'essence. Au début du mois suivant, le Secrétaire général a fait un bref séjour dans le Moyen-Orient afin de s'occuper de la question immédiate et aussi de celle, plus vaste, de la remise en application intégrale de l'accord du 7 juillet 1948 sur la démilitarisation de la région du mont Scopus.

A la suite des entretiens qu'a eus le Secrétaire général avec les Ministres des affaires étrangères de Jordanie et d'Israël, on a annoncé, le 4 décembre, que des dispositions avaient été adoptées en vue de la reprise des convois. Le 5 décembre le Secrétaire général a annoncé en outre que les deux gouvernements l'avaient assuré qu'ils étaient prêts, sur une base de réciprocité, à appliquer intégralement les dispositions de l'accord du 7 juillet 1948 et qu'ils acceptaient, sur cette base, que l'ONU procède, dans la région du mont Scopus, aux inspections nécessaires pour s'acquitter de la mission qui lui incombait de s'assurer que les dispositions en question étaient et continueraient d'être appliquées. Dans la même déclaration, le Secrétaire général indiquait qu'il avait décidé de charger un représentant personnel de négocier avec les Gouvernements jordanien et israélien l'application intégrale de l'accord. En conséquence, le représentant personnel du Secrétaire général, M. Urrutia, ambassadeur de Colombie, a visité la zone et, le 18 janvier 1958, il a présenté au Secrétaire général un rapport sur l'état de ses négociations. L'ambassadeur Urrutia disait notamment, au paragraphe 4 de son rapport, que des représentants du Secrétaire général spécialement désignés à cet effet se rendraient au mont Scopus. Les représentants en question pouvaient, à l'occasion de ces visites, faire appel au concours du personnel militaire de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve s'ils le jugeaient nécessaire.

Le 9 avril 1958 le Secrétaire général a nommé représentants spéciaux l'ambassadeur Urrutia et M. Ralph J. Bunche; à ce titre, l'ambassadeur Urrutia s'est rendu dans la zone au début d'avril 1958. Le 10 juin 1958, le Secrétaire général a également nommé comme représentant spécial M. Andrew W. Cordier qui a séjourné dans la zone du 14 au 23 juin 1958.

Cette visite a eu lieu peu de temps après l'un des incidents les plus graves qui se soient produits sur le mont Scopus. Le 26 mai, une patrouille de police israélienne s'est trouvée mêlée à un échange de coups de feu. Le lieutenant-colonel Flint, président de la Commission mixte d'armistice israélo-jordanienne et représentant du Chef d'état-major pour le mont Scopus, s'est rendu sur place pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu. Alors qu'il s'avancait vers les blessés de la patrouille israélienne pour leur porter secours, il fut mortellement blessé. Quatre membres de la patrouille israélienne furent également tués. Le Secrétaire général a rendu un vif hommage à la valeur du lieutenant-colonel Flint et a exprimé sa sympathie aux familles des morts et aux blessés. Il a ajouté que la mort du lieutenant-colonel Flint et les pertes israéliennes rappelaient que les attitudes qui avaient conduit à ce tragique incident devaient être changées de façon radicale et que cela était indispensable si l'on voulait rétablir des conditions pacifiques dans la région.

Le 17 juin, le Secrétaire général a fait distribuer le rapport du Chef d'état-major sur l'incident du 26 mai. Dans la première partie de ce rapport le Chef d'état-major exposait les faits en détail et indiquait que la conclusion provisoire de l'enquête sur les circonstances de la mort du lieutenant-colonel Flint était que celui-ci

avait été probablement tué par une balle tirée du territoire sous contrôle jordanien. Dans la deuxième partie, il rappelait les antécédents de l'incident lequel avait précédé des incidents moins graves qui avaient éclaté de temps à autre dans une atmosphère de tension. Les contacts et les conflits entre la police israélienne et les Arabes, sur le mont Scopus, étaient devenus plus fréquents à la suite de l'intensification des patrouilles de la police civile israélienne. Ces activités se déroulaient à l'extérieur de la clôture entourant les bâtiments juifs et le long de la route conduisant au village d'Issawiya, au nord de ces bâtiments et, plus au sud, sur le versant ouest du mont Scopus ainsi que sur le versant est où avait eu lieu l'incident du 26 mai. Les incidents survenus sur ces versants étaient liés à une controverse déjà ancienne sur la question de savoir si ces zones étaient situées dans la zone démilitarisée du mont Scopus ou en territoire jordanien. Dans la troisième partie du rapport, le Chef d'état-major concluait que les villageois arabes et la police israélienne pourraient vivre en paix sur le mont Scopus si l'on prenait des mesures pratiques pour éviter les contacts entre eux. Dans ces conditions, les patrouilles de police israélienne ne seraient pas nécessaires pour des raisons de sécurité. En attendant l'application intégrale de l'accord du 7 juillet 1948, le Chef d'état-major recommandait de maintenir l'état de choses que son prédécesseur le général Burns avait trouvé en 1954. A condition de reconnaître que cette politique s'appliquait aux deux parties et devait être mise en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies seule, sans ingérence de l'une ou de l'autre partie, la question des zones litigieuses -- disait pour terminer le Chef d'état-major -- pourrait être laissée en suspens jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord.

#### d) RAPPORT PÉRIODIQUE DE LA COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Le 12 juin 1958, la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine a adopté son seizième rapport périodique à l'Assemblée générale, pour la période du 1er octobre 1956 au 31 mai 1958. Dans son rapport, la Commission rend compte des progrès accomplis dans l'exécution du programme d'identification des biens de réfugiés arabes situés en Israël, qui était presque terminée, ainsi qu'en ce qui concerne le déblocage des comptes en banque que les réfugiés arabes possédaient en Israël, et le transfert à leurs propriétaires du contenu des coffres-forts et des biens confiés aux banques. La Commission déclare en outre qu'elle a décidé qu'un programme d'évaluation des biens arabes abandonnés en territoire israélien devrait être mis en oeuvre aussitôt que possible.

### II. — Assistance aux réfugiés de Palestine

#### a) RAPPORT DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA)

Dans le huitième rapport annuel de l'Office pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juillet 1957, le Directeur rappelait à l'Assemblée générale que l'œuvre de l'Office doit être considérée dans le cadre politique de la question de Palestine, dont il est impossible de détacher le problème des réfugiés. L'Office s'était trouvé aux prises avec une série de crises sans précédent mais il avait poursuivi l'exécution de sa double mission de secours et de réintégration, dans toute la mesure où le

lui permettaient la situation qui existait dans la région et les fonds dont il disposait. Il avait continué presque sans interruption à assurer les services de secours essentiels, moyennant des dépenses extrêmement faibles. Pour ce qui était de la réintégration, la question de Palestine n'ayant pas reçu de solution susceptible d'être acceptée par les parties en cause, les réfugiés, dans leur très forte majorité, continuaient à s'opposer aux projets de grande ampleur visant à assurer leur indépendance économique. Cependant, au cours de l'année considérée, l'Office avait aidé un nombre non négligeable de réfugiés à devenir économiquement indépendants. En raison du manque de fonds, il avait dû se contenter de maintenir le système, déjà limité, d'enseignement général et de formation professionnelle, qui existait à l'intention des réfugiés.

Le Directeur insistait sur la crise financière extrêmement grave qui menaçait l'existence même de l'Office. Il demandait instamment à l'Assemblée générale d'approuver le budget de l'UNRWA pour 1958, qu'il considérait comme représentant le strict minimum compatible avec l'exécution des tâches confiées à l'Office, et demandait par conséquent que soient annoncées et effectivement versées des contributions égales au total à 25.700.000 dollars pour les secours, à 15 millions de dollars pour la réintégration et à 8 millions de dollars pour la constitution d'un fonds de roulement suffisant.

**b) COMMISSION SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE POUR L'ANNONCE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

En exécution de la résolution 1091 A (XI) du 27 février 1957, l'Assemblée générale s'est réunie le 4 octobre 1957 en Commission plénière spéciale en vue de l'annonce des contributions volontaires aux programmes de l'Office intéressant les réfugiés. A la suite d'une déclaration du Directeur de l'Office concernant les besoins financiers urgents de ce dernier, trente représentants d'États Membres et d'États non membres ont fait des déclarations au sujet des contributions qui avaient été ou qui seraient faites par leurs gouvernements respectifs.

**c) EXAMEN DE LA QUESTION À LA DOUZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Le 12 novembre, le Directeur de l'Office a communiqué un exposé de la Commission consultative de l'Office, dans laquelle cette dernière exprimait l'inquiétude que lui causait la situation financière de l'Office, compte tenu des contributions annoncées à la séance du 4 octobre. Elle insistait sur le caractère minimum qu'avait, à son avis, le budget de l'Office pour 1958 et appuyait tous les efforts visant à répartir plus largement la charge des contributions à l'Office.

Au cours de 14 séances, tenues du 18 novembre au 6 décembre 1957, la Commission politique spéciale a examiné le rapport annuel du Directeur, ainsi que le rapport spécial de la Commission consultative de l'Office.

A l'ouverture des débats de la Commission, le Directeur de l'Office a souligné qu'il importait que l'Office sache combien l'Assemblée était prête à verser pour financer ses programmes. Ou bien les États Membres verseraient des contributions suffisantes pour permettre à l'Office de s'acquitter en 1958 des tâches qui lui

étaient confiées, ou bien l'Assemblée devrait prendre la décision très grave de réduire considérablement les activités de l'Office. On en était arrivé à un point où, s'il n'était pas assuré de fonds suffisants, l'Office serait obligé de supprimer des catégories entières d'activités et seule l'Assemblée pouvait prendre des décisions d'une portée aussi considérable. Le Directeur était vivement opposé à de telles réductions, qui auraient pour effet d'infliger aux réfugiés des souffrances et des privations extrêmes et auraient également de graves conséquences pour les pays d'accueil. Pour son budget minimum de secours en 1958, l'Office avait besoin de 2 millions de dollars de plus que les contributions sur lesquelles on pouvait alors compter; il lui fallait 2 autres millions de dollars pour continuer, dans le domaine de la réintégration, l'exécution des programmes prioritaires, 8 millions de dollars encore pour son budget de réintégration tout entier et 8 autres millions de dollars afin de disposer d'un fonds de roulement suffisant.

Les représentants qui sont intervenus dans le débat de la Commission ont été unanimes à rendre hommage au Directeur de l'UNRWA et à son personnel pour les résultats qu'ils avaient obtenus et le dévouement dont ils avaient fait preuve dans l'exercice de leurs activités.

Les représentants des États arabes ont soutenu que la seule solution juste et durable du problème des réfugiés de Palestine consistait à les rapatrier et à les indemniser, conformément aux dispositions de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948 et, avec un certain nombre d'autres représentants, ils ont estimé que les efforts de l'Organisation des Nations Unies devaient tendre à assurer la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée. Les représentants arabes ont également proposé que l'Organisation des Nations Unies prenne diverses mesures, par exemple, qu'elle oblige Israël à verser aux réfugiés le revenu des biens qu'ils avaient abandonnés, qu'elle crée une commission de conservation, chargée d'administrer et de surveiller ces biens, qu'elle prenne des dispositions en vue de restituer aux Arabes la partie de la Palestine qui, d'après les décisions de l'Organisation des Nations Unies, devait rester territoire arabe, et qu'elle constitue un organisme international chargé de contrôler l'immigration juive en Israël.

Le représentant d'Israël a soutenu que le problème des réfugiés était né de la guerre d'agression que les États arabes avaient menée contre Israël et que la communauté internationale avait le droit d'exiger que ces États contribuent pleinement à la solution de ce problème. La seule solution satisfaisante, en ce qui concernait les réfugiés arabes, était leur intégration à la vie des États arabes voisins; Israël s'était déclaré résolu à indemniser les réfugiés arabes pour les biens qu'ils avaient abandonnés mais le versement de ces indemnités devait aller de pair avec le règlement de certains problèmes de caractère strictement financier et économique, liés au boycottage arabe et à la capacité de paiement d'Israël.

Un certain nombre d'autres orateurs ont émis l'avis général qu'on semblait avoir atteint un stade où le manque de souplesse de l'un des intéressés provoquait un raidissement semblable de l'autre, situation qui mettait en danger la paix internationale et offrait peu d'espoir d'une amélioration prochaine. Des négociations directes ou indirectes entre les parties permettraient peut-être d'aboutir à certaines formules de règlement,

l'obligation de résoudre le problème incombait avant tout à Israël et aux Etats arabes et il serait illusoire de penser que le problème pouvait être résolu par le rapatriement seulement ou par l'intégration seulement; des initiatives devaient être prises en même temps dans ces deux directions.

A la suite de la discussion générale, les Etats-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté un projet de résolution qui a été révisé par la suite. Ce projet a été approuvé par la Commission politique spéciale et adopté par l'Assemblée générale le 12 décembre, par 52 voix contre zéro, avec 19 abstentions [résolution 1191 (XII)]. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, attirait l'attention des gouvernements sur la situation critique de l'Office et les invitait instamment à examiner la mesure dans laquelle ils pouvaient verser des contributions ou augmenter leurs contributions antérieures, afin que l'Office pût exécuter ses programmes conformément au budget prévu et éviter de procéder à des réductions de services; elle priait le Secrétaire général de faire de toute urgence des efforts particuliers pour assurer à l'Office l'aide financière additionnelle nécessaire pour couvrir les dépenses prévues au budget et constituer un fonds de roulement suffisant; enfin, elle chargeait l'Office de poursuivre l'exécution de ses programmes de secours et de réintégration, compte tenu de la suite donnée aux deux paragraphes précédents.

d) ACTIVITÉS DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE  
DANS LE PROCHE-ORIENT

*Opérations*

Au cours de l'année écoulée, l'Office s'est trouvé dans une grande incertitude quant à l'importance des sommes qu'il recevrait en 1958 pour exécuter le mandat que lui a confié l'Assemblée générale. Il a néanmoins poursuivi ses tâches essentielles sans interruption. Cependant, il a déjà été obligé de réduire ou de suspendre, pour des raisons d'ordre financier, ses activités les plus constructives tendant à faire accéder les réfugiés à l'indépendance économique.

Le nombre des réfugiés immatriculés auprès de l'Office est passé de 1.012.547 au 1er mai 1957 à 1.049.931 au 1er mai 1958. On remarquera que le chiffre correspondant au 1er mai 1957 est plus élevé que celui indiqué dans le rapport de l'année dernière pour la même date. Cela vient de ce que l'on a récemment introduit une méthode d'établissement de statistiques par cartes perforées qui indique avec plus d'exactitude les diverses catégories de réfugiés et l'assistance qu'ils reçoivent. Le chiffre total comprend aussi certaines catégories de réfugiés dont il n'était pas fait état auparavant, qui ont été inscrits sur les listes de l'Office mais qui n'en reçoivent pas d'assistance.

Il n'y a eu aucun changement en ce qui concerne les rations alimentaires de base et l'alimentation d'appoint. Le nombre des réfugiés ayant droit à une ration de base (aliments solides) était, au 1er mai 1957, de 845.352 (rations complètes: 828.527; demi-rations: 16.825); au 1er mai 1958, leur nombre était de 852.490 (rations complètes: 835.872; demi-rations: 16.618). Pendant la même période, le nombre des femmes enceintes et des mères allaitantes auxquelles on a distribué une ration spéciale supplémentaire a été en moyenne de 25.829 par mois et le nombre moyen de personnes

bénéficiant, sur ordre d'un médecin, d'un repas chaud supplémentaire servi au milieu de la journée a été de 44.343. Au cours de la période faisant l'objet du précédent rapport, les chiffres moyens correspondants étaient de 21.913 et 43.616 respectivement.

L'Office a poursuivi sans changement sa politique qui consiste à constituer des stocks importants essentiellement destinés à assurer l'exécution de ses programmes de secours alimentaires. Pour faciliter la distribution, qui doit se faire dans une région très étendue, les marchandises sont commandées six mois avant la date prévue pour leur consommation et l'on conserve généralement dans les entrepôts locaux des stocks suffisants pour un mois, en sus de la quantité qui doit être distribuée durant le mois en cours. Au cours de la période considérée, 565 navires transportant des marchandises destinées à l'Office sont entrés dans le port de Beyrouth; 130 autres sont arrivés à Port-Saïd; on a débarqué environ 122.000 tonnes de marchandises qui ont été réexpédiées sur la Jordanie, le Liban et la Syrie et 40.000 tonnes qui ont été réexpédiées vers la bande de Gaza. Au moment des troubles qui se sont produits au Liban en mai et juin 1958 on a pris certaines précautions pour assurer le ravitaillement des réfugiés dans toutes les régions où l'Office exerce son activité en déviant, par exemple, un navire vers Akaba.

Au 31 mars 1958, le nombre des réfugiés vivant dans des camps était de 369.659, contre 373.160 l'année précédente à la même date. Bien que, pour des raisons d'ordre budgétaire, il soit malheureusement demeuré impossible de fournir un abri à tous les réfugiés qui en avaient besoin, et en particulier d'agrandir les habitations existantes pour loger les familles devenues plus nombreuses, l'Office a pu remplacer plusieurs tentes par des maisonnettes très simples en béton. Au cours de la période considérée, le nombre des tentes a diminué de 3.323, tombant ainsi à 5.055, et le nombre des constructions en béton est passé de 87.794 à 99.368.

Il n'y a pour ainsi dire aucun changement à signaler à propos des services sanitaires de l'Office, si ce n'est qu'un effort particulier a été accompli dans le domaine de la médecine préventive. Depuis près de 10 ans que l'Organisation mondiale de la santé assure la direction technique des services sanitaires organisés par l'Office et par les organismes qui l'ont précédé, il n'y a eu aucune épidémie importante parmi les réfugiés. Dans l'ensemble, leur état de santé a été satisfaisant. Une enquête spéciale a montré que l'état nutritionnel des réfugiés n'avait pas évolué de manière défavorable au cours de la période considérée.

Les difficultés financières ont sérieusement compromis le développement du système d'enseignement et de formation professionnelle qui avait été envisagé, mais la portée générale du système n'a pas été modifiée et sa direction technique continue à être assurée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Pendant l'année scolaire 1957-1958, environ 120.000 élèves ont fréquenté les 381 écoles de l'Office, et environ 60.000 enfants réfugiés assistés ont fréquenté des écoles publiques ou privées. La fermeture des deux centres de formation pédagogique de l'Office retardera le relèvement espéré du niveau de l'enseignement donné dans les écoles de l'Office; le programme de construction de nouvelles salles de classe a été pratiquement suspendu, ce qui signifie que, dans certaines écoles, les classes continuent à être surchargées et doivent être dédoublées, deux séries de cours se succédant dans la journée. Par contre, des cours d'artisanat destinés aux garçons de 10 à 14

ans ont été donnés avec beaucoup de succès en Jordanie (cet enseignement avait déjà été institué avec succès dans la bande de Gaza); il y a maintenant en Jordanie 18 centres d'enseignement de l'artisanat qui comptent chacun 400 élèves. De même, et bien que, pour des raisons financières, il soit resté impossible de construire les nouveaux centres de formation professionnelle nécessaires, de nouveaux cours d'arpentage et de métrage sont venus s'ajouter à ceux déjà donnés dans les centres actuels de Gaza et de Jordanie et il existe au Liban des cours spéciaux de brève durée grâce auxquels les réfugiés acquièrent une formation de soudeurs à l'arc spécialisés dans le soudage des conduites — travail pour lequel la demande est très forte dans la région.

En raison du manque de fonds, on n'a toujours pas pu reprendre l'exécution en Jordanie et en Syrie du programme de l'Office relatif à des petites entreprises d'indépendance économique. Cependant, il n'est pas douteux qu'un grand nombre de réfugiés aspirent à travailler et à gagner quelque argent, si peu que ce soit et même si ce qu'ils gagnent ne suffit pas à assurer complètement leur indépendance économique. Ceci étant, l'Office a entrepris d'encourager la constitution de groupements coopératifs de petites entreprises de production dont le capital initial est constitué soit par les faibles sommes dont peuvent disposer les petites entreprises intéressées, soit par des contributions spéciales d'organismes bénévoles; on espère que cette expérience réussira et que l'activité en question, dont l'utilité essentielle est de soutenir le moral des réfugiés, se développera.

#### *Budget et appel de fonds*

Pendant la première moitié de la période considérée, on ne savait pas si l'on disposerait en 1958 de fonds suffisants pour financer les projets de secours minimums de l'Office, et on a craint d'être obligé de suspendre l'exécution du programme d'enseignement pour l'année scolaire 1958-1959.

Le budget de l'Office, qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa douzième session, prévoyait 40.700.000 dollars de dépenses: 25.700.000 dollars pour la nourriture, le logement et les services sanitaires et sociaux; 7.200.000 dollars pour l'enseignement, la formation professionnelle, le placement et les activités tendant à assurer l'indépendance économique des réfugiés qui n'avaient pas pu être menées à bien auparavant et 7.800.000 dollars pour la reprise ou la mise en train de projets d'indépendance économique et de programmes de formation professionnelle qui avaient été supprimés ou dont l'exécution avait été suspendue.

Pour réunir les fonds nécessaires, le Secrétaire général a fait des efforts particuliers, comme l'en a prié l'Assemblée à sa douzième session; des appels pressants ont également été lancés par le Directeur de l'Office et par le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires. A la suite de ces efforts et de ces appels, il paraît probable qu'on recevra, en 1958, 32 à 33 millions de dollars, ce qui correspond au budget minimum de 33 millions de dollars, lequel représente la totalité du budget de secours ainsi que les sommes nécessaires aux activités prioritaires du programme de réintégration. Mais il faudrait, pour y parvenir, que les donateurs habituels de l'Office continuent d'annoncer et de verser des contributions pendant le deuxième semestre de l'année, au même rythme qu'au cours du premier semestre. Cette somme serait la plus importante que l'Office aurait jamais reçue au cours d'une seule année pour les activités courantes et exigerait un accroisse-

ment marqué des contributions d'un certain nombre de gouvernements, notamment de ceux qui étaient déjà parmi les plus gros donateurs de l'Office.

#### *Personnel*

Au 31 décembre 1957, l'Office employait 9.820 personnes recrutées sur place, pour la plupart des réfugiés, et 122 personnes recrutées sur le plan international. Sur l'ensemble de ce personnel, on comptait 3.443 agents médicaux et sanitaires, 3.200 instituteurs et 1.185 personnes affectées aux transports et à la distribution des approvisionnements.

### **12. — Plainte concernant des menaces à la sécurité de la Syrie et à la paix internationale**

Le 15 octobre 1957, la Syrie a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale. Dans un mémoire explicatif, la Syrie déclarait que la concentration de troupes turques à proximité immédiate de la frontière turco-syrienne faisait peser une véritable menace militaire sur la Syrie et était à l'origine de fréquentes provocations sur la frontière. Les efforts diplomatiques et autres n'ayant pas réussi à améliorer la situation, le Gouvernement syrien demandait à l'Assemblée d'examiner d'urgence la question proposée et de créer une commission d'enquête. Le 16 octobre, dans une lettre adressée au Président de l'Assemblée générale, l'Union des Républiques socialistes soviétiques appuyait la demande syrienne et déclarait que, si la Turquie, aidée par les Etats-Unis d'Amérique, venait à attaquer la Syrie, l'URSS proposerait que les Etats Membres de l'Organisation prêtent immédiatement leur aide militaire à la Syrie.

Le 18 octobre, l'Assemblée a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour, et elle l'a examinée au cours de six séances plénières, entre le 22 octobre et le 1er novembre.

Le 22 octobre, le représentant de la Turquie a déclaré que S. M. le roi Saoud d'Arabie Saoudite avait offert ses bons offices en qualité de médiateur entre la Turquie et la Syrie, et que la Turquie avait accepté cette offre. Etant donné les dispositions de l'Article 33 de la Charte, le représentant de la Turquie pensait que l'Assemblée pourrait décider de retarder l'examen de la question pendant le temps nécessaire pour que l'on puisse explorer toutes les possibilités offertes.

Le représentant de la Syrie s'est prononcé contre l'ajournement en déclarant qu'il n'y avait en réalité pas de médiation et que la Syrie insistait pour une enquête approfondie. Il a déclaré que la concentration massive de troupes turques à proximité des frontières septentrionales de la Syrie était étroitement liée à la politique poursuivie par les Etats-Unis, par certaines puissances coloniales occidentales et par le sionisme mondial qui, désireux que le Moyen-Orient reste une zone d'influence occidentale, s'efforçaient de maintenir ou de créer dans la région des régimes politiques favorables à ces puissances et de les embrigader dans des camps et des blocs militaires pour servir les buts de ces puissances. Ces menées avaient constamment été utilisées, depuis 1955, comme moyen de pression contre la politique indépendante de la Syrie, politique essentiellement nationaliste et neutraliste. Le représentant de la Syrie a renouvelé sa demande tendant à la création d'une

commission d'enquête chargée de constater les faits et de rendre compte à l'Assemblée.

Le représentant de la Turquie a déclaré que l'expédition de grosses quantités d'armes et de matériel d'Union soviétique en Syrie et la construction de bases aériennes et sous-marines en Syrie avaient amené son gouvernement à conclure que la Syrie était transformée en un arsenal contenant des réserves d'armes de loin supérieures aux besoins propres de ce pays. La Turquie avait donné des assurances répétées de son intention sincère de vivre en bon voisinage avec la Syrie et avait exprimé son désir de voir la Syrie sauvegarder son indépendance et maintenir son intégrité territoriale. La Syrie s'était livrée à des allégations dénuées de tout fondement concernant des violations de son espace aérien, des incursions armées et des incidents de frontière. Quant à la disposition des forces de défense turques à l'intérieur des frontières turques, la question relevait de la compétence nationale de la Turquie. Néanmoins, jamais la Turquie n'avait massé le long de ses frontières des forces armées supérieures aux besoins de sa défense. En conclusion, le représentant de la Turquie a exprimé l'avis qu'il fallait non seulement enquêter sur la situation en Syrie, mais encore mettre pleinement en lumière les buts et intentions véritables de la Syrie et de l'Union soviétique.

Le représentant du Paraguay a proposé de renvoyer la suite de la discussion à l'Assemblée générale jusqu'à ce que le résultat de la médiation du roi Saoud soit connu. Le représentant de la Syrie a alors demandé l'ajournement de la séance. Cette proposition ayant été rejetée par 36 voix contre 30, avec 6 abstentions, il a proposé d'apporter à la proposition du Paraguay un amendement précisant que le débat serait ajourné pour une période ne dépassant pas trois jours. Cet amendement a été adopté par 33 voix contre 32, avec 15 abstentions, et la proposition du Paraguay, ainsi modifiée, a été adoptée par 37 voix contre 10, avec 34 abstentions.

La discussion générale sur la question a repris le 25 octobre et s'est poursuivie jusqu'au 1er novembre. Le 30 octobre, la Syrie a présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale constituerait une commission d'enquête chargée d'étudier sur place la situation existant dans la région de la frontière syro-turque et de présenter, dans les deux semaines, un rapport préliminaire à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Le même jour, le Canada, le Danemark, l'Espagne, le Japon, la Norvège, le Paraguay et le Pérou ont présenté un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale exprimerait la conviction que le Secrétaire général, dans l'exercice de ses responsabilités aux termes de la Charte et sans préjudice des efforts déployés conformément à l'Article 33, serait prêt à engager des conversations avec les représentants de la Syrie et de la Turquie et qu'il se rendrait, si besoin était, dans les pays intéressés.

Le 1er novembre, à la suite d'un appel du représentant de l'Indonésie appuyé par le représentant de la Norvège, les auteurs de chacun des projets de résolution ont décidé de ne pas insister pour que leurs projets respectifs soient mis aux voix.

### 13. — Communications concernant l'Oman et Mascate

Le 13 août 1957, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen ont demandé au Conseil de sécurité d'examiner "l'agression armée par le

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Imanat d'Oman". Le 17 août, le Sultan de Mascate et Oman a informé le Conseil, par télégramme, que les questions auxquelles la lettre des 11 Etats arabes avait trait relevaient exclusivement de sa compétence intérieure et ne concernaient nullement l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de deux séances tenues le 20 août 1957, le Conseil de sécurité a examiné la question de l'inscription de cette question à son ordre du jour. Le représentant de l'Irak a déclaré que les 11 Etats arabes Membres de l'Organisation qui avaient demandé au Conseil d'examiner la situation à Oman estimaient que l'action du Royaume-Uni mettait en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales dans le Moyen-Orient. Le Conseil avait le devoir de prendre des mesures pour protéger l'intégrité des petits Etats. Le représentant de l'Irak a insisté pour que le Conseil inscrive la question à son ordre du jour, conformément aux Articles 34 et 35 de la Charte. Le représentant du Royaume-Uni, combattant l'inscription de ce point à l'ordre du jour, a dit que l'Oman faisait partie des Etats du Sultan de Mascate et Oman et n'était pas un Etat indépendant et souverain, et que les mesures militaires que la Grande-Bretagne avait prises l'avaient été à la requête du Sultan afin de rétablir l'ordre au cours d'une révolte contre son autorité.

Après discussion, le Conseil a décidé de ne pas inscrire la question à son ordre du jour.

Le 21 novembre 1957, les 11 Etats qui avaient soulevé la question devant le Conseil ont déclaré dans une lettre adressée à ce dernier que le Gouvernement britannique poursuivait sa répression militaire et que la situation en Oman risquait de susciter des désaccords internationaux et de mettre en danger la paix et la sécurité.

### 14. — Plainte du Liban

Le 22 mai 1958, le Liban a demandé la convocation d'urgence d'une réunion du Conseil de sécurité pour examiner la "plainte du Liban touchant une situation créée par l'intervention de la République arabe unie dans les affaires intérieures du Liban, et dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales". L'intervention, déclarait le Liban, consistait dans l'infiltration de bandes armées de Syrie au Liban, la participation de ressortissants de la République arabe unie à des actes de terrorisme et de rébellion contre les autorités constituées du Liban, la fourniture d'armes de la Syrie à des individus et à des bandes qui, au Liban, se rebellaient contre lesdites autorités, et la violente campagne de radio et de presse menée dans la République arabe unie et incitant au renversement des autorités constituées du Liban.

Le 27 mai, le Conseil de sécurité a inscrit la lettre du Liban à son ordre du jour mais a remis au 3 juin toute nouvelle discussion de la question, la Ligue arabe devant examiner la plainte libanaise le 31 mai.

Après un nouvel ajournement destiné à permettre à la Ligue arabe d'étudier la question, le Conseil de sécurité a abordé l'examen de cette question le 6 juin. Le représentant du Liban a fait un exposé détaillé de la plainte de son gouvernement et le représentant de la République arabe unie a déclaré que le Conseil était mis en face d'un problème intérieur purement libanais et a rejeté catégoriquement l'affirmation selon laquelle



il y aurait eu intervention dans les affaires intérieures du Liban de la part de la République arabe unie. La discussion s'est poursuivie aux séances des 10 et 11 juin. Le 11 juin, le Conseil a adopté par 10 voix, avec une abstention (URSS), un projet de résolution suédois aux termes duquel il décidait d'envoyer d'urgence au Liban un groupe d'observation de façon à faire en sorte qu'aucune infiltration illégale de personnel ni aucun envoi illégal d'armes ou d'autre matériel n'aient lieu à travers les frontières libanaises, autorisait le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires à cet effet et invitait le groupe d'observation à tenir le Conseil de sécurité au courant, par l'intermédiaire du Secrétaire général.

Dans un rapport provisoire daté du 16 juin, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité des mesures qu'il avait prises pour donner suite à la résolution. Les trois membres du groupe d'observation, qui devait se constituer lui-même et arrêter sa propre procédure, avaient été nommés : il s'agissait de M. Galo Plaza (Equateur), de M. Rajeshwar Dayal (Inde) et du général Odd Bull (Norvège). Il était prévu que le groupe tiendrait sa première séance à Beyrouth, le 19 juin, et le Secrétaire général avait l'intention d'aider le groupe en assistant à ses premières séances.

Les premiers des 15 observateurs militaires expérimentés, que l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve avait pu détacher pour aider temporairement le groupe d'observation, étaient arrivés au Liban le 12 juin. Les opérations de reconnaissance active par des équipes d'observateurs avaient commencé le 13 juin. Le nombre des observateurs militaires devait être porté à 100, 14 gouvernements ayant été priés d'envoyer des officiers.

## 15. — Question de la frontière soudano-égyptienne

Le 20 février 1958, le Soudan a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner "la grave situation qui existe à la frontière soudano-égyptienne et qui résulte des concentrations massives de troupes égyptiennes se dirigeant vers les frontières soudanaises".

Le Conseil a examiné la question le 21 février et a invité les parties en cause à participer à la discussion.

Le représentant du Soudan a déclaré que, le 29 janvier, l'Égypte avait demandé que deux territoires soudanais situés à la frontière soudano-égyptienne, qui faisaient partie du Soudan depuis un demi-siècle, fussent remis à l'Égypte. Le 13 février, l'Égypte avait indiqué son intention de faire participer les électeurs de ces régions à un plébiscite égyptien dont la date était fixée au 21 février et, le 16 février, elle avait fait savoir au Gouvernement soudanais qu'elle avait envoyé des comités électoraux et des gardes-frontière dans les régions en question. Le temps avait fait défaut pour prendre une décision sur cette importante question, d'autant plus que les élections générales au Soudan devaient avoir lieu le 27 février. Le représentant du Soudan a souligné que son gouvernement était disposé à négocier avec l'Égypte sur cette question, mais avait demandé que ces échanges de vues fussent renvoyés après les élections.

Le représentant de l'Égypte a exprimé le regret que cette question eût été portée hâtivement devant le Conseil de sécurité. L'Égypte avait des droits bien établis sur la région contestée, mais elle avait toujours préféré adopter une attitude tolérante et amicale envers

le Soudan. C'était dans cet esprit que le Gouvernement égyptien avait décidé de différer le règlement de la question de frontière jusqu'après les élections au Soudan.

Les membres du Conseil ayant présenté leurs observations, le Président a déclaré, pour résumer l'opinion du Conseil, que le Conseil prenait note des assurances données par le représentant de l'Égypte au sujet du renvoi du règlement de la question jusqu'après les élections au Soudan.

## 16. — Question de Chypre

Le 12 juillet 1957, la Grèce a demandé l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la douzième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Chypre : a) Application, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité des droits et de la libre détermination des peuples dans le cas de la population de l'île de Chypre : b) Violations des droits de l'homme et atrocités commises par l'Administration coloniale britannique à l'encontre des Chypriotes".

Le 20 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour sous le titre "Question de Chypre" et l'a renvoyée à la Première Commission, qui l'a examinée au cours de huit séances tenues du 9 au 12 décembre 1957.

Le 9 décembre, la Grèce a présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale, a) exprimant son inquiétude de voir qu'aucun progrès n'avait été fait vers la solution du problème de Chypre comme il était envisagé dans la résolution 1013 (XI) du 26 février 1957, b) considérant en outre que la situation à Chypre était toujours lourde de danger et qu'il était nécessaire de trouver le plus rapidement possible une solution conforme aux principes de la Charte pour maintenir la paix et la stabilité dans cette région, c) exprime le vœu que le peuple chypriote se voie offrir la possibilité de déterminer son propre avenir par l'application de son droit à disposer de lui-même.

Le 11 décembre, le Canada, le Chili, le Danemark et la Norvège ont présenté conjointement des amendements au projet de résolution déposé par la Grèce. L'objet de ces amendements était le suivant : 1) ajouter au préambule un nouvel alinéa réaffirmant la résolution 1013 (XI) ; 2) remplacer les mots "qu'aucun progrès n'a été fait" par les mots "qu'il n'a pas été fait plus de progrès", au deuxième alinéa du préambule (voir disposition a ci-dessus) ; 3) supprimer les mots "conforme aux principes de la Charte" au troisième alinéa du préambule ; 4) remplacer le paragraphe du dispositif par un texte dans lequel l'Assemblée exprimerait le vif espoir que de nouvelles négociations et discussions entre les intéressés seraient promptement engagées dans un esprit de coopération afin de trouver une solution pacifique, démocratique et juste, en conformité des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

A la même séance, le représentant de la Grèce a proposé d'apporter aux amendements des quatre puissances un sous-amendement dont l'objet était de remplacer le texte proposé pour le dispositif par un nouveau texte aux termes duquel l'Assemblée exprimerait le vif espoir que de nouvelles négociations et discussions seraient engagées dans un esprit de coopération afin que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit appliqué dans le cas du peuple chypriote.

Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que la question de Chypre ne constituait pas un problème de caractère clairement colonial analogue à ceux que le Royaume-Uni avait souvent eu à régler. Les aspects internes de cette question relevaient exclusivement de la compétence du Gouvernement britannique et ne pouvaient faire l'objet d'une discussion à l'échelon international. Cependant, en appuyant activement le mouvement en faveur de l'*hénosis*, la Grèce avait porté la question de Chypre sur le plan international. Le Gouvernement britannique s'efforçait de trouver une solution de compromis qui ait l'agrément des deux communautés se trouvant à Chypre ainsi que des trois gouvernements intéressés — grec, turc et britannique. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé les diverses propositions faites par son gouvernement, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, pour hâter l'accession de l'île à l'autonomie. Les propositions de décembre 1956, acceptées par la Turquie mais rejetées par la Grèce, prévoyaient l'introduction immédiate d'un système de gouvernement autonome et libéral, dans le cadre de la constitution élaborée par lord Radcliffe, étant entendu que, lorsque les circonstances s'y prêteraient mieux, les deux communautés se trouvant à Chypre pourraient, dans des conditions d'égalité, exercer leur droit de libre détermination. Ces propositions subsistaient toujours. Depuis la dernière session de l'Assemblée, le Gouvernement britannique avait pris diverses mesures pour faciliter une solution acceptable par tous les intéressés: il avait rendu la liberté à l'archevêque Makarios, atténué la rigueur des mesures d'état d'urgence et, à la différence du Gouvernement grec, accepté l'offre de bons offices de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Le Gouvernement britannique avait également proposé d'engager, avec les autorités grecques et turques, des conversations privées sur les aspects internationaux de la question, afin d'ouvrir la voie à une solution ultérieure des problèmes internes, convenue au cours de pourparlers directs avec les représentants chypriotes.

Le Gouvernement grec avait cependant insisté pour que les gouvernements intéressés se mettent préalablement d'accord, par la voie diplomatique, sur les conditions fondamentales d'une solution. Il restait que l'échange de vues entre les trois gouvernements s'était poursuivi, ce qui était un signe encourageant. Il serait véritablement navrant, ajoutait le représentant du Royaume-Uni, d'assister à une recrudescence du terrorisme au moment où, de l'avis du Royaume-Uni, la désignation d'un nouveau gouverneur faisait réellement entrevoir la possibilité de progrès dans la voie d'une solution. Le Gouvernement britannique restait prêt à discuter avec les autorités de deux pays amis — Grèce et Turquie — toute proposition en vue d'une solution de la question de Chypre. Le représentant du Royaume-Uni a conclu en disant que malgré les responsabilités qui lui incombent à Chypre, touchant le gouvernement de l'île et sur le plan stratégique, le Gouvernement britannique disposait d'une certaine marge de compromis.

Le représentant de la Grèce a déclaré que le projet de constitution proposé par le Royaume-Uni visait à maintenir le régime colonial. La Grande-Bretagne devait reconnaître le droit de la population chypriote — dont 80 pour 100 était d'origine grecque — à la libre détermination et à l'autonomie, fondé sur l'intégrité territoriale de l'île. La question de Chypre était une affaire opposant le Royaume-Uni au peuple chypriote. Le Traité de Lausanne, que l'on avait invoqué,

ne pouvait interdire indéfiniment tout changement dans le statut de l'île. De plus, aucun peuple ne pouvait être privé de sa liberté et empêché d'exercer son droit de libre détermination sous prétexte qu'en le laissant disposer de son territoire, on porterait atteinte à la sécurité de plusieurs autres nations. Les actes de violence avaient cessé à Chypre après la libération de l'archevêque Makarios, mais la répression coloniale n'en avait pas moins continué.

Il n'avait été tenu aucun compte des appels lancés en vue d'une reprise des pourparlers concernant le droit des Chypriotes à la libre détermination — les minorités étant dûment consultées — et la Grande-Bretagne avait répondu en menaçant de partager l'île. De l'avis du représentant de la Grèce, la formule tripartite, prévoyant des négociations entre la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni et préconisée par le Royaume-Uni, avait pour but d'éliminer le peuple de Chypre, dont les intérêts constituaient pourtant le seul facteur déterminant, et d'isoler la Grèce en l'obligeant, soit à trahir les Chypriotes, soit à assumer la responsabilité de la rupture des pourparlers. Les assertions selon lesquelles la Grèce nourrissait des ambitions expansionnistes à l'égard de Chypre étaient dénuées de fondement. Chypre n'appartenait qu'à son peuple et la Grèce était prête à accepter d'avance toute décision que ce peuple prendrait librement. Lorsqu'il aurait eu la possibilité d'exercer son droit de libre détermination, et à ce moment-là seulement, on pourrait rechercher les moyens de répondre aux préoccupations légitimes de certains Etats dont divers aspects du problème de Chypre intéressaient la sécurité nationale.

Après avoir rappelé que l'on se trouvait à Chypre en présence de deux populations entièrement distinctes vivant sur le même territoire, le représentant de la Turquie a déclaré que l'île ne possédait aucune des caractéristiques d'une nation ou d'un Etat, au sens juridique du terme. En outre, la Turquie avait des raisons valables de s'intéresser au sort de Chypre, étant donné que l'île occupait, au large de la côte turque, une situation stratégique d'importance capitale pour les communications, la défense nationale et le commerce de la Turquie. Enfin, la Turquie, la Grèce et le Royaume-Uni avaient arrêté d'un commun accord le statut actuel de Chypre lorsqu'ils avaient signé le Traité de Lausanne, dont les dispositions restaient valables. L'*hénosis*, comme toute autre solution imposée unilatéralement par suite de l'intransigeance d'un gouvernement ou d'un élément de la population, constituerait une solution fautive, à ne pas envisager. Dans les termes où la Grèce avait posé le problème de Chypre, il s'agissait de l'annexion d'un territoire et non de la protection du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre le colonialisme. La minorité turque de Chypre se refusait absolument à passer sous la domination grecque. C'était la Grèce qui avait repoussé l'offre de bons offices, insistant pour que l'on fasse droit, d'avance, à ses aspirations à l'égard de Chypre. L'archevêque Makarios avait donné une idée inexacte de la résolution de l'Assemblée générale en l'interprétant comme recommandant de mettre fin aux négociations tripartites et d'engager des conversations bilatérales dans lesquelles le Royaume-Uni devrait admettre, au préalable, les revendications du Gouvernement grec et desquelles le Gouvernement turc serait absolument exclu. Pareil postulat était tout à fait inadmissible.

Le 13 décembre, les quatre puissances auteurs des amendements ont accepté un sous-amendement présenté par l'Espagne et tendant à remplacer, dans le



dispositif, les mots "Exprime le vif espoir que... se sont promptement engagées" par les mots "Exprime le désir que... soient promptement engagées". Le représentant de la Grèce a accepté les amendements des quatre puissances concernant le préambule du projet de résolution, mais a maintenu son sous-amendement au dispositif, sous-amendement que la Première Commission a adopté par 33 voix contre 18, avec 27 abstentions. La Commission a ensuite adopté le premier alinéa du préambule, puis le reste du préambule. Le projet de résolution de la Grèce, sous sa forme modifiée, a ensuite été adopté par 33 voix contre 20, avec 25 abstentions.

Le 14 décembre, le projet de résolution recommandé par la Première Commission a été mis aux voix en séance plénière; 31 délégations ont voté pour, 23 contre et 24 se sont abstenues, de sorte que le texte a été rejeté, faute d'avoir recueilli la majorité requise des deux tiers.

Dans des communications des 13 et 19 juin 1958, et des 13 et 16 juin 1958 respectivement, le Gouvernement grec et le Gouvernement turc ont fait connaître au Conseil de sécurité leur point de vue sur l'évolution de la situation à Chypre, notamment sur les actes de violence récemment commis dans l'île.

## 17. — Question algérienne

Le 16 juillet 1957, l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, Ceylan, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, le Japon, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen ont demandé l'inscription de la "Question algérienne" à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale. Le 23 juillet, la Birmanie s'est jointe à ces pays qui, dans un mémoire explicatif, rappelaient que l'Assemblée générale avait adopté à l'unanimité, le 15 février 1957, la résolution 1012 (XI) dans laquelle elle exprimait l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste serait trouvée par des moyens appropriés à la question algérienne, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Ils ajoutaient que, bien qu'il eût été raisonnable de s'attendre que des mesures seraient prises pour donner suite à cette résolution, l'Organisation des Nations Unies n'avait reçu de ses Etats Membres aucune indication qu'un progrès quelconque avait été accompli depuis l'adoption de la résolution. Au contraire, de nombreuses informations faisaient état d'une aggravation de la situation. Le fait avait été signalé à l'attention du Secrétaire général et, par son intermédiaire, à tous les Etats Membres, dans une lettre en date du 15 avril 1957 signée des représentants de 19 Etats Membres.

Le 20 septembre 1957, l'Assemblée générale a inscrit la question à son ordre du jour. La Première Commission l'a examinée au cours de 14 séances, du 27 novembre au 6 décembre 1957.

Le représentant de la France a souligné que, si la France ne s'était pas opposée à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour, ce n'était pas parce qu'elle acceptait l'intervention de l'Organisation des Nations Unies dans l'affaire. L'Algérie avait été constitutionnellement intégrée à la France en 1848, et la France était entrée à l'Organisation des Nations Unies avec les frontières qui lui étaient reconnues et dans lesquelles l'Algérie était incluse. Les problèmes qui se posaient en Algérie se situaient donc dans le

cadre de la souveraineté française. La rébellion algérienne, a dit le représentant de la France, était une entreprise politique montée par une minorité et aurait échoué sans l'appui que lui fournissaient certains pays, violant ainsi la Charte des Nations Unies, les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale intitulée "Eléments essentiels de la paix", et les principes de coexistence pacifique adoptés par la Conférence de Bandoung en 1954. La France n'était pas en mesure de donner suite à l'offre de bons offices qu'avaient faite le Maroc et la Tunisie parce que la souveraineté de ces pays était menacée par la pression des rebelles algériens. De plus, l'offre était assortie de la condition préalable d'une reconnaissance de la souveraineté de l'Algérie, et ses auteurs désignaient le FLN (Front de libération national) comme unique représentant des populations algériennes. Les offres de négociation de la France, qui n'étaient subordonnées à aucune condition préalable inacceptable, avaient toutes été rejetées. La France demeurait disposée à négocier un cessez-le-feu et, si l'offre de bons offices avait pour seul objet d'obtenir un cessez-le-feu, la France serait favorable à une médiation de la Tunisie.

Le représentant de la France a dit encore qu'il existait de profondes divergences entre les deux principaux groupes rebelles et il a parlé du rôle joué à l'intérieur de ces groupes par les communistes algériens. Il a passé en revue les réformes réalisées par l'Administration française et a dit que la politique française en Algérie se présentait sous forme d'un triptyque: cessez-le-feu, élections, négociations. La loi-cadre qui posait des principes mais n'entraînait pas dans les détails d'application était un des instruments de la politique française. La loi-cadre, à laquelle avait été adjoint un projet de loi électorale, témoignait que la France était résolue à aménager les conditions d'un équilibre pacifique et à mettre en œuvre un mécanisme pratique répondant aux trois objectifs de la politique française. Le représentant de la France estimait que, dans les conditions existantes, l'application à l'Algérie du principe de l'autodétermination des peuples aurait pour effet de la diviser en deux ou en plusieurs Etats.

Un certain nombre de représentants, notamment ceux de l'Argentine, de l'Australie, de Cuba, de l'Espagne, d'Israël, des Pays-Bas, du Pérou, du Portugal et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ont soutenu eux aussi que l'Organisation des Nations Unies n'avait pas compétence pour intervenir.

Par contre, les représentants des Etats qui avaient demandé l'inscription de la question à l'ordre du jour, et d'autres encore, ont estimé que l'Organisation des Nations Unies était compétente en l'occurrence. A leur avis, la question de compétence ne pouvait être tranchée par une déclaration unilatérale d'un Etat Membre. Etant donné que la domination française en Algérie avait été assurée à l'origine par une intervention militaire, on ne pouvait y voir maintenant qu'une occupation coloniale. De plus, comme la lutte qui se déroulait en Algérie menaçait la paix et la sécurité dans la région, l'Organisation des Nations Unies avait à la fois le droit et le devoir de continuer à rechercher une solution équitable. En outre, la crise algérienne compromettait les bonnes relations entre la France, d'une part, la Tunisie et le Maroc, d'autre part, et l'on était donc fondé à invoquer l'Article 14 de la Charte. On a également souligné qu'avant l'occupation française, l'Algérie avait pleinement le statut d'entité nationale et que l'idée de l'Algérie partie intégrante de la France était contredite par l'histoire et l'évolution de la politique française en Algérie.

Au nombre des représentants qui ont défendu ces opinions figuraient ceux de l'Albanie, de l'Arabie Saoudite, de Ceylan, de l'Égypte, du Guatemala, d'Haïti, de l'Indonésie, de la Jordanie, du Liban, du Maroc, du Népal, du Pakistan, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, du Soudan, de la Syrie, de la Tunisie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Uruguay et du Yémen. Par ailleurs, les représentants des États arabes ont rejeté les accusations d'intervention formulées par la France et déclaré que la situation en Algérie était la conséquence directe de la politique française.

Un certain nombre de représentants ont aussi déclaré que le mouvement algérien de libération représentait vraiment le peuple algérien et que les rebelles administraient effectivement une partie importante du pays. La loi-cadre ne pouvait pas apporter de solution parce qu'il s'agissait d'une décision unilatérale de la France. Un règlement pacifique ne pouvait être réalisé que sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'Assemblée devait reconnaître que le principe de l'autodétermination était applicable au peuple algérien.

Deux projets de résolution ont été présentés. L'un avait pour auteurs l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, Ceylan, l'Égypte, le Ghana, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Népal, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen. Aux termes de ce projet, l'Assemblée, 1) regrettant que l'espoir exprimé dans la résolution 1012 (XI) n'eût pas encore été réalisé, 2) reconnaissant que le principe de l'autodétermination était applicable au peuple algérien et 3) notant que la situation en Algérie continuait de causer beaucoup de souffrances et de pertes en vies humaines, 4) demanderait que des négociations aient lieu en vue d'arriver à une solution conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies.

Le second projet de résolution a été présenté par l'Argentine, le Brésil, Cuba, l'Espagne, l'Italie, le Pérou et la République Dominicaine. Aux termes de ce projet, l'Assemblée, 1) ayant entendu les déclarations de diverses délégations et discuté la question algérienne, 2) considérant la situation en Algérie, qui continuait de causer beaucoup de souffrances et de pertes en vies humaines, 3) prendrait note des tentatives en vue de résoudre le problème tant au moyen des bons offices de chefs d'État que d'initiatives législatives de la France, 4) exprimait de nouveau l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste serait trouvée par des moyens appropriés, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Deux amendements au projet de résolution des 17 puissances ont été présentés par le Canada, l'Irlande et la Norvège. Le premier tendait à supprimer le quatrième alinéa du préambule (voir 2 ci-dessus) et à le remplacer par un nouvel alinéa dans lequel l'Assemblée reconnaîtrait que la population d'Algérie était fondée à élaborer son avenir par des voies démocratiques. Le second amendement tendait à remplacer le paragraphe du dispositif par un nouveau texte dans lequel l'Assemblée proposerait des discussions effectives ayant comme but tant de mettre fin aux troubles actuels que d'atteindre une solution en conformité avec les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies. Ces amendements n'ont pas été acceptés par les auteurs du projet.

Le projet de résolution des 17 puissances et les amendements ont été mis aux voix le 6 décembre 1957. Le représentant de la France a déclaré qu'il ne participerait pas au vote. L'ensemble des amendements a été adopté par 37 voix contre 36, avec 7 abstentions. Le projet de résolution des 17 puissances, sous sa forme modifiée, n'a pas été adopté étant donné qu'il y a eu 37 voix pour, 37 contre et 6 abstentions. Le représentant de l'Argentine a déclaré que les auteurs du projet de résolution des sept puissances n'insisteraient pas pour que leur texte fût mis aux voix, mais qu'ils se réservaient le droit de le présenter en séance plénière de l'Assemblée générale. En conséquence, la Première Commission n'a pu recommander à l'Assemblée générale l'adoption d'aucun projet de résolution.

La question a été examinée en séance plénière le 10 décembre 1957. Un projet de résolution a été présenté par l'Argentine, le Brésil, le Canada, Cuba, l'Espagne, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Pérou, la République Dominicaine et la Thaïlande. Aux termes de ce projet, l'Assemblée, rappelant sa résolution 1012 (XI) du 15 février 1957, 1) exprimerait à nouveau la préoccupation que lui causait la situation en Algérie; 2) prendrait note de l'offre de bons offices faite par S. M. le Roi du Maroc et S. E. le Président de la République tunisienne; 3) exprimerait le vœu que, dans un esprit de coopération effective, des pourparlers soient engagés, et d'autres moyens appropriés utilisés, en vue d'une solution, en conformité des buts et principes de la Charte des Nations Unies. La résolution a été adoptée par 80 voix contre zéro [résolution 1184 (XII)].

## 18. — Plaintes de la Tunisie et de la France

### a) PLAINTES CONSÉCUTIVES AUX INCIDENTS DE SAKIET-SIDI-YOUSSEF DU 8 FÉVRIER 1958

Le 13 février 1958, la Tunisie a demandé la réunion du Conseil de sécurité en vue d'examiner une question intitulée "Plainte de la Tunisie au sujet de l'acte d'agression commis par la France contre elle à Sakiet-Sidi-Youssef le 8 février 1958". Dans un mémoire explicatif, la Tunisie déclarait qu'à la date indiquée, des avions militaires français avaient soumis la ville frontière tunisienne de Sakiet-Sidi-Youssef à un bombardement massif qui avait causé des pertes humaines et matérielles considérables, et qu'en outre l'attaque s'insérait dans une série d'autres actes de violation du territoire tunisien, commis depuis le mois de mai 1957 par des troupes françaises venant d'Algérie. La Tunisie demandait une décision appropriée en vue de faire cesser une situation qui menaçait sa sécurité et mettait en danger la paix et la sécurité internationales dans cette région du monde.

Dans une nouvelle communication adressée au Conseil de sécurité le 17 février, la Tunisie expliquait que la situation qui menaçait sa sécurité était due à la présence des troupes françaises en Tunisie. Celles-ci devaient être complètement évacuées. C'était la guerre en Algérie et les répercussions qu'elle avait sur la sécurité de la Tunisie qui mettaient en danger la paix internationale.

Le 14 février, la France a demandé que le Conseil examine, à sa prochaine séance, la plainte suivante formulée contre la Tunisie: "Situation résultant de l'aide apportée par la Tunisie à des rebelles, permettant à ceux-ci de mener à partir du territoire tunisien des opérations dirigées contre l'intégrité du terri-

toire français et la sécurité des personnes et des biens des ressortissants français". Dans un mémoire explicatif, la France déclarait que la Tunisie avait violé l'Article 4 de la Charte, du fait qu'elle ne s'était pas montrée capable de maintenir l'ordre sur la frontière franco-tunisienne, ni disposée à le faire. Après avoir exposé les circonstances qui avaient mené à l'incident de Sakiet-Sidi-Youssef, la France demandait au Conseil que l'aide apportée par la Tunisie aux rebelles algériens fût l'objet d'une condamnation de la part du Conseil.

A une séance du 18 février, le Conseil de sécurité a inscrit les deux plaintes à son ordre du jour. Au cours du débat, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont fait connaître au Conseil que leurs deux gouvernements avaient offert conjointement leurs bons offices en vue d'aider la Tunisie et la France à régler les problèmes qui demeuraient en suspens et que cette offre avait été acceptée par les deux parties. En présence de ce fait nouveau, le Conseil a décidé d'ajourner le débat en attendant les résultats des efforts de conciliation.

Par la suite, le Conseil a reçu des Gouvernements français et tunisien un certain nombre de communications relatives à des incidents liés aux plaintes de la France et de la Tunisie.

#### b) PLAINTES EN DATE DU 29 MAI 1958 RELATIVES AUX INCIDENTS DE REMADA

Le 29 mai 1958, la Tunisie a demandé la réunion du Conseil de sécurité en vue d'examiner la question suivante: "Plainte de la Tunisie au sujet d'actes d'agression armée commis contre elle par les forces militaires françaises stationnées sur son territoire et en Algérie depuis le 19 mai 1958". Dans un mémoire explicatif, après avoir rappelé qu'à la suite de l'offre de bons offices faite par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, le Conseil avait, le 18 février 1958, décidé d'ajourner le débat sur l'incident de Sakiet-Sidi-Youssef, la Tunisie déclarait que l'offre en question avait abouti, le 15 mars 1958, à un compromis établissant notamment les modalités de l'évacuation des troupes françaises de Tunisie. Cependant, le compromis n'avait pas été mis en application, le Gouvernement français n'ayant pas pu donner sa ratification. La Tunisie ajoutait que, les 24 et 25 mai 1958, les forces françaises avaient procédé à des opérations militaires dans la région de Remada, en Tunisie méridionale. Le 24 mai, elles avaient ouvert le feu sur des postes tunisiens de la région et, le 25 mai, des avions bombardiers et des chasseurs venant d'Algérie avaient bombardé et mitraillé la région sur un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Le Gouvernement tunisien attirait l'attention du Conseil sur l'extrême gravité de la situation créée par ces actes, qu'il considérait comme une agression armée contre l'intégrité territoriale du pays commise par les forces françaises stationnées sur son territoire et par celles qui opéraient en Algérie. Ses efforts de conciliation s'étant révélés vains et voyant sa souveraineté gravement menacée, le Gouvernement tunisien demandait au Conseil de prendre des mesures conformément aux Articles 40 et suivants de la Charte en vue de mettre fin à cette situation.

Le 29 mai 1958, la France a, elle aussi, demandé que le Conseil, à sa prochaine séance, examine: "1) la plainte formulée par la France contre la Tunisie le 14 février 1958 (S/3954); 2) la situation créée par la rupture, du fait de la Tunisie, du *modus vivendi* qui

s'était établi depuis le mois de février 1958 sur le stationnement de troupes françaises en certains points du territoire tunisien". Dans un mémoire explicatif, la France rappelait que, le 18 février 1958, le Conseil avait enregistré l'acceptation par la France et la Tunisie de l'offre de bons offices américano-britannique. Il avait été convenu entre les parties que le ravitaillement des troupes françaises en Tunisie se poursuivrait normalement et qu'aucune mesure susceptible de modifier le *statu quo* ne serait adoptée de part et d'autre. Cependant, le Gouvernement tunisien avait, par des mesures qualifiées par lui de "mesures de précaution", telles que des déplacements de troupes et la distribution d'armes à la population civile, créé des conditions propres à engendrer des incidents. Néanmoins, les troupes françaises s'étaient scrupuleusement tenues à leurs consignes et toutes les mesures prises par les autorités françaises lors des incidents de Remada avaient démontré le souci des Français de ne pas aggraver les incidents provoqués par les Tunisiens. L'intervention de l'aviation française au matin du 27 mai n'avait été décidée qu'en toute dernière extrémité à la suite des pertes subies du côté français. Sur le plan politique, le Gouvernement français n'avait cessé de rechercher un règlement, soit d'ensemble, soit particulier, des diverses difficultés qui s'étaient élevées entre la France et la Tunisie. Le 25 mai 1958, le Chargé d'affaires français à Tunis avait fait connaître au Président du Gouvernement tunisien les modalités d'exécution de l'accord de principe du Gouvernement français sur le regroupement de ses troupes. Le lendemain, le Vice-Président du Conseil tunisien avait porté à la connaissance du représentant français les contre-propositions de son gouvernement en demandant de les examiner d'urgence. Mais, au moment précis où les conversations étaient en cours, en dépit des multiples manifestations de bonne volonté du Gouvernement français, le Gouvernement tunisien croyait devoir, en décidant de revenir devant le Conseil, faire croire que les autorités françaises s'apprêtaient à porter atteinte à la souveraineté tunisienne. Ces attitudes contradictoires du Gouvernement tunisien ne décourageaient pas les efforts du Gouvernement français pour résoudre les difficultés pendantes entre les deux pays par une entente amicale; c'était la raison pour laquelle il demandait au Conseil de recommander au Gouvernement tunisien de rétablir les conditions propices à la poursuite de la négociation.

A une séance du 2 juin, le Conseil a inscrit à son ordre du jour la question soumise par la Tunisie, ainsi que les deux questions soumises par la France. Le représentant de la Tunisie a été invité à prendre place à la table du Conseil.

A l'issue du débat qui a eu lieu à cette séance et à deux autres séances, les 2 et 4 juin, le Conseil a adopté une proposition française tendant à ajourner l'examen de ces questions au 18 juin 1958, afin que des conversations directes puissent se dérouler entre les parties.

A la séance du 18 juin, les représentants de la France et de la Tunisie ont fait connaître au Conseil qu'aux termes d'un échange de lettres qui avait eu lieu la veille entre le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Tunisie et le Chargé d'affaires de France à Tunis, il avait été décidé d'un commun accord que toutes les troupes françaises, à l'exception de celles qui étaient stationnées à Bizerte, seraient évacuées de Tunisie dans un délai de quatre mois. Un régime provisoire serait négocié pour la base de Bizerte.

## 19. — Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine

Le 16 août 1957, l'Inde et le Pakistan ont demandé que la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine soit inscrite à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale. Dans leurs mémoires explicatifs, ils rappelaient que l'Assemblée générale, à sa session précédente, avait, par sa résolution 1015 (XI) du 30 janvier 1957, invité instamment les parties intéressées à entamer des négociations pour faciliter le règlement de cette question. Malheureusement, tous les efforts déployés sont restés vains par l'attitude négative du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Entre-temps, la situation des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine continuait à se détériorer.

Le 20 septembre 1957, par 63 voix contre 2, avec 16 abstentions, l'Assemblée a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour. Le représentant de l'Union Sud-Africaine n'a pris part au débat que pour s'élever contre l'inscription de la question, en faisant valoir que son examen constituait une intervention dans les affaires intérieures de son pays, en violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. La question a été examinée par la Commission politique spéciale au cours de six séances, du 4 au 12 novembre 1957.

Les représentants de l'Inde et du Pakistan ont déclaré que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine persistait à appliquer sa politique d'*apartheid* et à causer un tort grave à la population non européenne de l'Union, qui compte 400.000 habitants d'origine indienne. Ce faisant, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine agissait en violation de la Charte, des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et plus spécialement des accords internationaux conclus entre l'Inde et l'Union Sud-Africaine.

Tout au long des débats, on a souligné l'existence d'un lien entre la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine et celle, plus vaste, de la politique d'*apartheid*. On a suggéré de considérer la première comme faisant partie du problème général de l'*apartheid*, en faisant valoir qu'il n'existait aucun moyen de résoudre le problème particulier du traitement des personnes d'origine indienne tant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'aurait pas révisé l'ensemble de sa politique raciale.

Tout en reconnaissant que cette question constituait un aspect de celle de l'*apartheid*, plusieurs représentants ont insisté pour qu'elle continue d'être discutée séparément, parce qu'elle relevait non seulement de la question générale du respect des droits de l'homme, mais aussi de la question particulière du respect des accords internationaux.

Le 8 novembre 1957, l'Iran, le Mexique, les Philippines et la Yougoslavie ont déposé un projet de résolution. Dans ce projet, l'Assemblée générale: 1) notait que les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan avaient réaffirmé qu'ils étaient prêts à procéder à des négociations avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine; 2) notait avec regret que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'avait pas accepté de contribuer à atteindre les buts de la résolution 1015 (XI); 3) faisait appel au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour qu'il participe à des négociations avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan, en vue de résoudre le problème conformément aux buts et prin-

cipes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme; 4) invitait les parties intéressées à faire rapport à l'Assemblée générale, comme il conviendrait, conjointement ou séparément, sur la marche des négociations.

Le 12 novembre 1957, le projet de résolution a été approuvé par la Commission politique spéciale et, le 26 novembre 1957, l'Assemblée l'a adopté par 64 voix contre zéro, avec 15 abstentions [résolution 1179 (XII)].

## 20. — Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

Le 6 août 1957, la Bolivie, le Costa-Rica, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, le Libéria, le Soudan et l'Uruguay, auxquels Ceylan s'est jointe par la suite, ont proposé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale. Leur mémoire explicatif faisait valoir que, au mépris de la résolution 1016 (XI) de l'Assemblée générale, adoptée le 30 janvier 1957, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine avait continué d'adopter diverses mesures, législatives et autres, destinées à poursuivre la mise en œuvre de sa politique officielle d'*apartheid*, et concluait que, dans ces conditions, l'Assemblée générale ne manquerait certainement pas d'accorder à nouveau toute son attention à la question.

Le 20 septembre 1957, par 64 voix contre 8, avec 9 abstentions, l'Assemblée a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour. La Commission politique spéciale l'a examinée au cours de huit de ses séances, du 21 octobre au 1er novembre. Le représentant de l'Union Sud-Africaine a borné sa participation au débat à une nouvelle protestation contre l'intervention persistante dans les affaires intérieures de son pays, en violation de l'Article 2 des dispositions du paragraphe 7 de la Charte.

Un projet de résolution présenté le 31 octobre 1957 par 30 Etats Membres prévoyait que l'Assemblée générale: 1) déplorerait que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'ait pas encore répondu à la demande et à l'invitation faites par l'Assemblée générale aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 1016 (XI); 2) appellerait à nouveau l'attention du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur cette résolution; et 3) ferait appel au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, dans l'intérêt d'un respect unanime des buts et principes élevés consacrés par la Charte, pour qu'il revise sa politique à la lumière de ces buts et principes et de l'opinion mondiale.

Touchant la ligne de conduite que l'Assemblée devait et pouvait adopter, certains représentants ont soutenu que les Nations Unies devraient condamner la politique d'*apartheid*, tandis que d'autres ont examiné l'avis que l'Assemblée devait se contenter d'appuyer de son influence morale le principe universellement reconnu du respect des droits fondamentaux de l'homme. De nombreux représentants estimaient que le fait pour l'Assemblée de ne pas adopter de résolution causerait un tort plus grave à l'Organisation des Nations Unies que l'échec répété de ses résolutions. Plusieurs autres pensaient qu'il vaudrait mieux que l'Assemblée adopte une politique de conciliation et de persuasion plutôt que de recourir aux condamnations, surtout étant donné que l'Union Sud-Africaine s'était pratiquement retirée de l'Assemblée. Il a été suggéré aussi que le Présé-

tariat prépare chaque année, à l'intention de l'Assemblée générale, un rapport descriptif sur les faits nouveaux concernant la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine.

D'autres représentants, tout en s'élevant contre la politique de discrimination raciale en général, ont déclaré que des dispositions expresses du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdisaient à l'Organisation d'adopter des résolutions ayant une incidence sur la politique intérieure des Etats Membres.

Le 4 novembre 1957, le projet de résolution des 30 Etats Membres a été approuvé par la Commission politique spéciale et, le 26 novembre 1957, l'Assemblée générale l'a adopté par 59 voix contre 6, avec 14 abstentions [résolution 1178 (XII)].

Le 1er mars 1958, le Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine a fait savoir au Secrétaire général qu'il se bornait à accuser réception du texte des résolutions 1178 (XII) et 1179 (XII) transmis par le Secrétaire général mais qu'il ne lui était pas possible de prendre note desdites résolutions, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ayant toujours soutenu que les questions qui en faisaient l'objet relevaient essentiellement de la compétence nationale de l'Union Sud-Africaine.

## 21. — Question Inde-Pakistan

### a) COMMUNICATIONS DU PAKISTAN ET DE L'INDE

Un certain nombre de communications ont été adressées par le Pakistan et l'Inde au Président du Conseil de sécurité aux mois d'août et d'octobre 1957. Une lettre du Pakistan datée du 5 août 1957 a accusé l'Inde d'avoir installé dans la région soumise à son contrôle un grand nombre de non-musulmans qui n'étaient pas résidents de l'Etat de Jammu et Cachemire, action contraire à la résolution du 17 janvier 1948 par laquelle le Conseil de sécurité invitait les parties à s'abstenir de permettre aucun acte susceptible d'aggraver la situation. Dans une lettre du 9 août, le représentant de l'Inde a affirmé que cette allégation était dénuée de fondement et a déclaré qu'aucun non-résident n'était autorisé à devenir résident du Jammu et Cachemire. Il a répété que le Pakistan avait occupé par voie d'agression le territoire de l'Union indienne et continuait à l'occuper en violation de la résolution du 17 janvier 1948 du Conseil et des deux résolutions du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949 de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.

Une lettre datée du 21 août 1957 du représentant de l'Inde et une lettre datée du 3 octobre 1957 du représentant du Pakistan portaient sur le projet de barrage de Mangla, dont la construction constituait, d'après le représentant de l'Inde, une violation de la résolution du 17 janvier 1948 du Conseil et des assurances données à l'Inde par le président de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Le représentant du Pakistan a fait observer que l'Inde avait exécuté un certain nombre de travaux de l'autre côté de la ligne du cessez-le-feu; si ces travaux ne pouvaient être considérés comme étant de nature à aggraver la situation, le Pakistan ne voyait pas comment la mise en œuvre d'un projet de développement au Cachemire Azad pourrait l'aggraver.

### b) EXAMEN DU RAPPORT DE M. JARRING, ET SUITE DE LA DISCUSSION SUR LA QUESTION INDE-PAKISTAN

Le 29 avril 1957, M. Jarring, qui avait été président du Conseil de sécurité pour le mois de février 1957, a

présenté un rapport sur la mission qu'il avait effectuée dans la région conformément à la résolution du 21 février 1957 du Conseil. Le 12 août 1957, le représentant du Pakistan a demandé que le Conseil soit convoqué pour discuter le rapport de M. Jarring et examiner l'opportunité de nouvelles mesures. Le 27 septembre, le Conseil s'est réuni pour étudier le rapport et a consacré à la discussion de la question Inde-Pakistan 14 séances, tenues entre cette date et le 2 décembre.

Un projet de résolution a été soumis au Conseil le 16 novembre 1957 par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis, les Philippines et le Royaume-Uni. Dans ce projet, le Conseil, a) remerciant M. Jarring, b) notant que les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan reconnaissaient et acceptaient les engagements qu'ils avaient pris dans les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, selon lesquelles le statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire devait être déterminé conformément à la volonté de la population, par le moyen démocratique d'un plébiscite libre et impartial, et c) considérant l'importance qu'il attachait à la démilitarisation de l'Etat dans laquelle il voyait l'une des mesures propres à faciliter un règlement: 1) invitait les deux gouvernements à éviter une aggravation de la situation et à créer et à maintenir un climat propice à de nouvelles négociations; 2) priait le représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (M. Frank P. Graham) de recommander aux parties toutes nouvelles mesures qu'il jugerait souhaitables dans le cadre de la première partie de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan du 13 août 1948 (relative au cessez-le-feu), compte tenu de ses troisième et cinquième rapports et du rapport de M. Jarring, et d'entamer des négociations avec les deux gouvernements afin de mettre en œuvre la deuxième partie de la résolution du 13 août 1948 (relative à un accord de trêve et au retrait des forces) et notamment de conclure un accord sur la réduction des forces déployées de part et d'autre de la ligne de suspension d'armes à un chiffre qui serait fixé conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et compte tenu du cinquième rapport de M. Graham; et 3) faisait appel aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan pour qu'ils coopèrent avec le représentant des Nations Unies en vue de conclure sans retard un accord sur les modalités de la démilitarisation qui devrait être effective dans les trois mois qui suivraient la conclusion dudit accord.

Le 27 novembre, la Suède a présenté des amendements tendant: 1) à remplacer dans le préambule "engagements" par une allusion à la résolution du Conseil du 17 janvier 1948, 2) à remplacer le paragraphe 2 du dispositif par un texte nouveau priant le représentant des Nations Unies de recommander aux parties toutes nouvelles mesures appropriées en vue de faciliter l'application des résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan ainsi qu'un règlement pacifique, et 3) à supprimer le paragraphe 3 du dispositif.

Le 2 décembre, les amendements et le projet de résolution, ainsi modifiés, ont été adoptés chacun par 10 voix avec une abstention (URSS).

### c) RAPPORT DU REPRÉSENTANT DES NATIONS UNIES

Le 28 mars 1958, M. Graham a présenté le rapport demandé par le Conseil. Dans ce rapport, il énonçait les cinq recommandations qu'il avait soumises aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan le 15 février



1958. Celles-ci prévoyaient: 1) une nouvelle déclaration des deux gouvernements par laquelle ils feraient appel à leurs peuples respectifs pour qu'ils aident à créer une atmosphère favorable au développement de nouvelles négociations, ainsi qu'un engagement de s'abstenir de toute déclaration et de tout acte susceptible d'aggraver la situation; 2) une réaffirmation de l'intégrité de la ligne de suspension d'armes; 3) une étude, entreprise sous ses auspices, afin de déterminer la façon dont le territoire qui devait être évacué par les troupes du Pakistan, en vertu de la deuxième partie de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan du 13 août 1948, devrait être administré et l'examen de la possibilité de faire stationner une force des Nations Unies du côté pakistanaise de la frontière; 4) l'étude de l'interprétation à donner à la troisième partie de la résolution du 13 août 1948 et aux passages de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan du 5 janvier 1949; et 5) une conférence des Premiers Ministres de l'Inde et du Pakistan. Il indiquait que le Gouvernement pakistanais avait accepté ces recommandations en principe. Le Gouvernement indien avait déclaré ne pas pouvoir accepter les recommandations, qui, à son avis, ne tenaient pas compte du fait que la résolution du Conseil de sécurité en date du 17 janvier 1948 et certaines sections de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan en date du 13 août 1948 n'avaient pas été appliquées, ce dont il tenait le Pakistan pour responsable. Le Gouvernement indien lui avait aussi fait savoir qu'il ne considérerait pas favorablement le fond de ses recommandations. Le représentant des Nations Unies exprimait cependant l'espoir que les deux gouvernements continueraient à examiner la proposition relative à une conférence à l'échelon le plus élevé.

#### d) AUTRES COMMUNICATIONS DE L'INDE ET DU PAKISTAN

L'Inde et le Pakistan ont adressé respectivement le 20 et le 24 janvier 1958 de nouvelles lettres au Conseil au sujet du projet de barrage de Mangla.

Une série de communications envoyées au Président du Conseil par le Pakistan le 28 avril, le 11 avril et le 6 mai 1958 et par l'Inde le 24 avril, le 1er mai et le 11 juin portaient sur des accusations du Pakistan selon lesquelles de nouvelles mesures auraient été prises pour intégrer l'Etat de Jammu et Cachemire dans l'Inde, sur la situation dans l'Etat et sur l'arrestation du cheik Abdullah.

## 22. — Question de l'Irian occidental

(Nouvelle-Guinée occidentale)

Le 16 août 1957, 21 Etats d'Asie et d'Afrique ont demandé que la question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale) soit inscrite à l'ordre du jour de la douzième session. Dans un mémoire explicatif, ils déclaraient que le fait qu'à sa session précédente l'Assemblée n'avait pas présenté aux parties de recommandations aux fins d'une solution pacifique n'avait pas contribué à atténuer les tensions entre l'Indonésie et les Pays-Bas, comme de nombreux Membres l'avaient prévu. La prolongation de la situation actuelle ne pouvait qu'augmenter les dangers inhérents à ce différend déjà ancien. C'est pourquoi il incombait à l'Assemblée générale de favoriser une solution pacifique du problème.

Le 18 septembre, l'Assemblée générale a décidé, par 49 voix contre 21, avec 11 abstentions, d'inscrire cette question à son ordre du jour.

La Première Commission a examiné la question au cours de huit séances entre le 20 et le 26 novembre 1957. Le 19 novembre, l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, la Bolivie, Ceylan, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Népal, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen ont déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) invite les deux parties à poursuivre leurs efforts en vue d'apporter au différend une solution conforme aux principes de la Charte des Nations Unies; 2) prie le Secrétaire général d'aider les parties intéressées, ainsi qu'il le jugerait bon, à mettre en œuvre la résolution et de présenter un rapport sur les résultats obtenus à la treizième session de l'Assemblée générale.

Le représentant de l'Indonésie a déclaré que la question n'avait rien perdu de son urgence depuis le jour où elle avait été portée pour la première fois devant l'Organisation des Nations Unies. Les faits fondamentaux étaient les suivants: l'Irian occidental faisait partie intégrante des anciennes Indes néerlandaises et de l'entité politique appelée Indonésie. Par la Charte de transfert de souveraineté de 1949, les Pays-Bas avaient transféré leur souveraineté sur l'Indonésie. Le statut politique de l'Irian occidental continuait à faire l'objet d'un litige qui, selon les accords intervenus, devait être résolu par des moyens pacifiques au cours de l'année 1950. Au lieu de permettre à l'Organisation des Nations Unies de réduire les divergences de vues entre les deux Etats, on invoquait de nombreux prétextes pour empêcher un règlement pacifique de la question, notamment en introduisant le slogan de "libre détermination" dans la question de l'Irian occidental. Les Pays-Bas avaient abusivement recours à ce principe pour tenter de maintenir l'Irian occidental sous leur domination coloniale. Il ne s'agissait pas de transférer un peuple et un territoire sous l'autorité d'un autre pays, mais de liquider la domination coloniale néerlandaise en Indonésie. L'Indonésie luttait pour empêcher qu'on ne l'ampute d'une partie de son territoire et considérait la réunification complète du pays comme un objectif national essentiel. Personne ne devrait s'étonner si un nouveau refus opposé aux négociations devait entraîner des conséquences imprévisibles et regrettables, voire violentes. La patience du peuple indonésien avait ses limites.

Le représentant des Pays-Bas a passé en revue les principaux éléments de la position de son gouvernement en la matière et les a résumés comme suit: 1) les Pays-Bas, en tant que puissance responsable de l'administration du territoire de la Nouvelle-Guinée néerlandaise, avaient assumé un certain nombre d'obligations conformément à la Charte des Nations Unies; 2) s'ils acceptaient de transférer ce territoire, placé sous leur souveraineté, à l'Indonésie, sans s'assurer au préalable des vœux de la population, ils manqueraient à leur devoir envers cette population et envers les Nations Unies; 3) ils avaient solennellement promis aux habitants de leur donner la faculté de décider de leur avenir politique dès qu'ils seraient en mesure d'exprimer leur volonté; 4) ils n'avaient ni la possibilité ni l'intention de donner suite à aucune revendication indonésienne tendant à l'annexion du territoire, ni d'entamer des négociations au sujet du statut futur du territoire, tant que la population ne se serait pas prononcée sur son avenir. Afin de donner plus de poids à la demande qu'elle avait adressée à l'Assemblée pour que celle-ci prie instamment les Pays-Bas de prendre des dispositions en vue de lui transférer la souveraineté sur le territoire, l'Indonésie

avait déclaré à plusieurs reprises que la situation était de nature à compromettre la paix et il semblait que récemment elle s'était efforcée de créer elle-même une menace à la paix. Pareille façon d'agir représentait une tentative absolument répréhensible et inadmissible d'intimider l'Assemblée générale. Ce que la question soumise à la Commission mettait en jeu, c'était le sort de l'une des plus grandes îles du monde et le droit qu'avait sa population de déterminer elle-même sa destinée conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Les Etats Membres qui ont appuyé le projet de résolution pensaient notamment qu'en recommandant de nouvelles négociations, on ne saurait préjuger le fond de l'affaire, mais qu'on pouvait amener par là un relâchement de la tension entre les deux pays. Parmi ceux qui étaient opposés à ce projet, certains estimaient que l'Assemblée n'était pas compétente en vertu du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, tandis que d'autres jugeaient que les deux parties étaient convenues dans la Charte de transfert de la souveraineté que le *statu quo* serait maintenu et que, dans les circonstances actuelles, cette solution était la plus propre à sauvegarder le droit des habitants à la libre détermination. On a aussi avancé l'idée que toute l'île de la Nouvelle-Guinée pourrait être placée sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies, afin que l'ensemble de la population puisse se prononcer sur son avenir en temps opportun.

Le 26 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution des 19 puissances par 42 voix contre 28, avec 11 abstentions. L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission le 29 novembre. Le projet de résolution recommandé par la Commission a recueilli 41 voix, tandis que 29 délégations votaient contre et que 11 s'abstenaient; n'ayant pas obtenu la majorité des deux tiers requise, il n'a donc pas été adopté. Après le vote, le représentant de l'Indonésie a déclaré que, l'Assemblée n'ayant pas réussi à rapprocher les parties, l'Indonésie n'avait d'autre solution que d'agir en dehors de l'Organisation des Nations Unies. Puisque toute tentative de conciliation était impossible et qu'il était de son devoir de veiller au bien-être et à la sécurité de son peuple, l'Indonésie serait peut-être forcée de prendre des mesures qui ne contribueraient pas à améliorer ses relations avec les Pays-Bas.

## 23. — Question de Corée

### a) EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DOUZIÈME SESSION

Conformément à la résolution 1010 A (XI) du 11 janvier 1957, la question de Corée a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la douzième session; elle a été examinée par la Première Commission au cours de six séances, tenues entre le 12 et le 18 novembre 1957.

La Commission a été saisie de deux rapports: le premier, soumis par la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (UNCURK), portait sur la période allant du 24 août 1956 au 14 août 1957; le second était un rapport spécial présenté par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en sa qualité d'autorité chargée du Commandement unifié. Le premier rapport signalait, notamment, que la situation ne s'était pas modifiée en ce qui concernait l'objectif fondamental des Nations Unies:

réaliser l'établissement d'un gouvernement unifié, indépendant et démocratique pour l'ensemble de la Corée, puisque rien n'indiquait que les autorités nord-coréennes ou le Gouvernement de la République populaire de Chine fussent disposés à négocier un accord en s'inspirant des principes énoncés par les Nations Unies. Le second rapport déclarait que, en introduisant des armes de types différents et perfectionnés, la partie communiste avait rompu l'équilibre militaire relatif des deux camps que la Convention d'armistice prévoyait. Les efforts tentés pour remédier à la situation n'ayant donné aucun résultat, le Commandement des forces des Nations Unies avait annoncé que, pour maintenir cet équilibre des forces et assurer la stabilité de l'armistice, il s'estimait dégagé des obligations que lui imposait en contrepartie l'alinéa d du paragraphe 13 de la Convention.

La Première Commission a décidé d'inviter un représentant de la République de Corée à prendre part, sans droit de vote, à l'examen de la question et a rejeté une proposition tendant à ce qu'elle invite également un représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Le 13 novembre, l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la France, la Grèce, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Thaïlande et la Turquie ont présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée générale demande instamment que l'on ne cesse pas de faire des efforts pour réaliser les objectifs des Nations Unies en Corée et presse les autorités communistes intéressées d'accepter ces objectifs. La résolution invitait également l'UNCURK à poursuivre ses travaux.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, en raison des violations flagrantes de la Convention par les communistes, le Commandement des forces des Nations Unies avait le droit d'être dégagé des obligations que l'alinéa d du paragraphe 13 de la Convention d'armistice lui imposait. A son avis, il y avait peu d'espoir qu'on pût régler la question de Corée, puisque les communistes avaient maintes et maintes fois rejeté toute proposition de solution équitable et refusaient toujours de discuter un règlement fondé sur les deux principes énoncés à la Conférence politique sur la Corée, tenue à Genève en 1954. (En bref, selon ces principes, l'Organisation des Nations Unies est pleinement en droit de recourir à l'action collective pour repousser l'agression et rétablir la paix et de prêter ses bons offices en vue d'un règlement pacifique en Corée; de plus, des élections devraient avoir lieu sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies pour élire une Assemblée nationale où la représentation serait proportionnelle à la population de la Corée tout entière.)

Quelques représentants, approuvant le projet commun de résolution, ont trouvé pleinement justifiées les mesures prises récemment par le Commandement des forces des Nations Unies en ce qui concernait l'introduction de nouvelles armes. Ils ont attaché beaucoup d'importance au fait que les points essentiels de la Convention d'armistice avaient été sauvegardés. Quoi qu'il advint, l'Organisation des Nations Unies devait maintenir ses objectifs en Corée et remplir ses obligations.

Le représentant de la République de Corée a déclaré que les mesures tardives prises par le Commandement des forces des Nations Unies n'avaient pas encore remédié au périlleux déséquilibre militaire. Il

a déploré la persistance de la division factice du pays et demandé aux protagonistes de la "coexistence pacifique" de mettre leur théorie en pratique en retirant leurs forces de la Corée du Nord et en acceptant que des élections vraiment libres aient lieu sous le contrôle des Nations Unies.

Les adversaires du projet de résolution et notamment le représentant de l'URSS ont déclaré que, depuis des années, on tentait d'imposer à l'Assemblée générale des résolutions unilatérales qui ne tenaient pas compte des réalités. Tant que l'on s'en tiendrait à la déclaration de la Conférence de Genève, on ne pourrait pas espérer arriver à un règlement. La Corée du Sud avait rejeté plusieurs propositions présentées par la République populaire démocratique de Corée, notamment la proposition présentée avec la République populaire de Chine en juin 1957 qui tendait à réunir immédiatement une conférence internationale à laquelle participeraient tous les États intéressés. Cette proposition avait été également rejetée par les États-Unis. Les États-Unis avaient violé de façon flagrante la Convention d'armistice en renforçant les forces armées de la Corée du Sud, tandis que celles de la Corée du Nord étaient réduites. Ces violations s'étaient trouvées aggravées par le fait que le Commandement des forces des Nations Unies dénonçait les dispositions de l'alinéa d du paragraphe 13 de la Convention d'armistice et que les États-Unis annonçaient que leurs troupes en Corée du Sud allaient être dotées d'armes capables de lancer des projectiles à charge atomique.

Pour le représentant de l'Union soviétique, l'UNCURK avait, en un sens, encouragé les tendances agressives du régime de la Corée du Sud et l'on se servait de son action pour couvrir du manteau des Nations Unies la politique agressive que les États-Unis suivaient en Corée.

Selon les représentants de Ceylan, de l'Inde et du Népal, le projet de résolution commun ne pouvait aider à résoudre la question de Corée. Le représentant indien, partisan du principe des élections sous contrôle international, a déclaré que l'unité nationale serait plus facile à réaliser sans ingérences extérieures.

La Première Commission a approuvé le projet de résolution le 18 novembre et, par 54 voix contre 9 et 10 abstentions, l'Assemblée générale a adopté la résolution de la Commission le 29 novembre.

#### b) AUTRES FAITS

Le 10 avril 1958, le Gouvernement des États-Unis, autorité chargée du Commandement unifié, a transmis le texte d'une note que le Gouvernement du Royaume-Uni avait adressée le 9 avril 1958 aux autorités de la République populaire de Chine au nom des gouvernements des pays qui avaient mis des forces à la disposition du Commandement des forces des Nations Unies en Corée. Cette note répondait à une déclaration faite à Pékin le 7 avril 1958 et communiquée aux gouvernements en question.

Dans cette note, les gouvernements intéressés réaffirmaient qu'ils avaient pour objectif en Corée de créer une Corée unifiée, indépendante et démocratique, conformément aux résolutions adoptées à ce sujet par l'Organisation des Nations Unies, et qu'à cette fin, ils souhaitaient que des élections libres se déroulent sous la surveillance des Nations Unies en vue de la formation d'une Assemblée nationale. Ils étaient heureux de noter que les autorités de la Corée du Nord et de la République populaire de Chine étaient également favorables à des élections libres et ils accueillaient avec

satisfaction la nouvelle que les forces chinoises devaient être retirées de la Corée du Nord. Il leur semblait néanmoins qu'il y avait des doutes sur l'interprétation exacte à donner aux propositions formulées par la Corée du Nord, et voulaient savoir par exemple si les autorités de la Corée du Nord, lorsqu'elles parlaient "d'un organisme composé de nations neutres" chargé de surveiller les élections, acceptaient que ces élections se déroulent sous les auspices des Nations Unies et s'il était admis que la représentation dans la nouvelle Assemblée nationale serait proportionnelle à la population autochtone.

#### c) ASSISTANCE ET RELÈVEMENT EN CORÉE

##### *Rapport de l'Agent général de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée*

L'Agent général a présenté à l'Assemblée générale, à sa douzième session, un rapport portant sur la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, ainsi qu'un additif portant sur la période du 1er juillet au 31 octobre 1957. Il a déclaré que le programme des Nations Unies visant à aider le peuple coréen à redresser son économie dévastée par la guerre serait très prochainement mené à bonne fin. La grande majorité des projets de l'Agence étaient achevés et la plupart des autres le seraient avant la fin de l'année civile 1957. Un très petit nombre d'entre eux seulement se poursuivraient jusqu'en 1958. Normis les sommes nécessaires pour payer les arriérés, fournir l'assistance technique requise et terminer la liquidation, tous les fonds mis à la disposition de l'Agence seraient dépensés au 30 juin 1958. A toutes fins utiles, l'exécution du programme serait alors achevée; ainsi prendrait fin un chapitre très important de l'histoire des Nations Unies qui aura été marqué par de grands succès.

##### *Examen par l'Assemblée générale à sa douzième session*

Le rapport de l'Agent général a été renvoyé à la Deuxième Commission, qui l'a examiné au cours de deux séances tenues le 15 novembre 1957. La Commission était saisie également d'un projet de résolution présenté par le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Uruguay, qui tendait à ce que l'Assemblée générale: 1) félicite l'Agent général de l'UNKRA de l'excellent travail effectué par l'Agence dans l'accomplissement de la mission qui lui incombe d'aider le peuple coréen à soulager les souffrances et à relever les ruines causées par l'agression; 2) exprime sa conviction que l'œuvre de l'Agence aura des effets durables et importants sur l'économie de la Corée et sur le bien-être du peuple coréen; 3) exprime sa reconnaissance de l'assistance précieuse que les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont prêtée à l'Agence; 4) approuve la recommandation de l'Agent général tendant à ce que l'Agence cesse son activité, en tant qu'organisme d'exécution, le 30 juin 1958; et 5) approuve également les dispositions et procédures proposées par l'Agent général dans son mémoire du 13 novembre 1957 en ce qui concerne l'achèvement, après le 30 juin 1958, des tâches dont l'Agence devra encore s'acquitter et la liquidation ultérieure de ses comptes.

L'Agent général, prenant la parole à la Commission, a rappelé que l'Agence avait été créée par l'Assemblée générale le 1er décembre 1950 en vue de mettre en œuvre un programme d'assistance et de relèvement dans la République de Corée. Les hostilités de Corée avaient empêché jusqu'à la fin de l'année 1952 le lancement du premier programme important de l'Agence.



mais, au cours des cinq dernières années qui s'étaient écoulées depuis lors, les Nations Unies avaient apporté une contribution des plus importantes au relèvement économique de la République. La production de charbon et de textiles avait été considérablement développée, de nouvelles usines de ciment et de verre étaient entrées en service et Kunsan, l'un des ports de commerce les plus importants de la Corée, avait retrouvé sa pleine activité. De nouveaux barrages destinés à l'irrigation avaient permis d'accroître la production de riz, tandis que les travaux de défense contre les inondations avaient protégé de vastes superficies de terres agricoles ainsi que plusieurs milliers de personnes. Une aide importante avait été accordée aux petits producteurs industriels et aux associations de pêcheurs coréens, de nouvelles salles de classe avaient été installées dans 1.100 écoles et près de 10.000 logements de type permanent avaient été construits. L'Agence avait également reconstruit et agrandi des orphelinats, fourni du matériel à des ateliers destinés aux veuves et avait remis en état un important centre de formation pour médecins et infirmières. Elle faisait construire actuellement un nouveau centre médical moderne. Le programme de l'Agence, en liaison avec celui des Etats-Unis, avait contribué de façon substantielle à l'amélioration continue de la situation économique de la Corée; d'autres projets de l'UNKRA, qui seraient terminés prochainement, apporteraient de nouvelles améliorations.

Notant que la mission de l'Agence était presque terminée, l'Agent général a fait allusion au soutien et à la coopération résolus que lui avaient apportés le Gouvernement et le peuple coréens. Il a remercié les gouvernements donateurs de la générosité dont ils avaient fait preuve en participant au relèvement de l'économie coréenne qui, a-t-il fait remarquer, serait obligée d'avoir encore largement recours à l'aide étrangère. Les biens d'équipement durables installés par l'Agence constituaient à la fois une preuve de cette générosité et un témoignage tangible de l'efficacité de l'action collective des Nations Unies.

Les représentants de la Belgique, du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, de l'Iran, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Turquie et de l'Uruguay, appuyant le projet de résolution, ont estimé que les fonds disponibles avaient été employés de manière à assurer à la République de Corée le maximum d'avantages économiques et sociaux possibles. Les efforts déployés par les Nations Unies pour aider un pays dévasté par la guerre avaient donné des résultats remarquables.

Le représentant de l'URSS a fait remarquer qu'il ressortait du rapport de l'Agent général que l'économie de la Corée du Sud était encore dans une situation difficile, en raison des dépenses militaires. A son avis, l'aide économique étrangère n'avait pas augmenté sensiblement la capacité de production.

La Deuxième Commission a approuvé le projet de résolution le 15 novembre. L'Assemblée générale l'a adopté le 26 novembre par 54 voix contre zéro, avec 18 abstentions [résolution 1159 (XII)].

#### *Programme de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée*

Au cours de l'année qui a pris fin au 15 juin 1958, l'exécution du programme de l'UNKRA a été pratiquement achevée. A cette date, sur le total d'environ 148 millions de dollars, mis à la disposition de l'Agence pour la mise en œuvre de ses programmes, environ 147.500.000 dollars avaient reçu une affectation. Les

travaux étaient terminés sur 4.650 des 4.908 chantiers auxquels l'Agence fournissait une aide matérielle ou technique. Hormis certaines activités d'assistance technique, les gros travaux étaient terminés pour tous les projets principaux, à l'exception de 10, sur lesquels huit étaient fort avancés; tous devaient être terminés avant la fin de l'année 1958.

Pendant la période considérée, la fabrique de ciment de Mungyong (200.000 tonnes par an), la verrerie d'Inchon (1.100.000 mètres carrés par an), deux usines de conserves de poisson (ayant à elles deux une capacité totale de 300.000 caisses par an), une nouvelle filature de lin, de chanvre et de ramie, les nouvelles installations de l'usine de papier de Sam Duk et les métiers à tisser du fil métallique destiné à la fabrication de treillis à la Taehan Electric Wire Company sont entrés en activité. Les derniers des 2.100 métiers à tisser (capacité annuelle: 27 millions de mètres environ), des installations d'ouvraison et de battage et du matériel de filature fournis à l'industrie cotonnière ont été installés, et la construction d'un atelier de réparations d'automobiles à Séoul a été achevée. L'aménagement de l'atelier de réparations d'automobiles de Pusan et celui de l'usine de papier kraft près de Séoul se sont poursuivis; ce sont là les seuls projets industriels entrepris par l'Agence qui n'étaient pas terminés à la fin de la période considérée. Le transporteur aérien de la mine de charbon d'Oktong appartenant à une entreprise privée et l'atelier de préparation du charbon de la mine de Kangwon ont été achevés; presque tout le matériel restant destiné aux houillères nationales de la Dai Han Coal Corporation, à l'exception d'un atelier de préparation du charbon attendu en octobre 1958, est arrivé et les équipes mobiles d'assistance technique en matière de charbonnage ont mené leur tâche à bonne fin dans ces mines. Le dragage a commencé dans le gisement alluvial d'or de Taechon-ni et l'usine de pulvérisation de talc installée par l'Agence près de Chungju est entrée en activité. L'aménagement de la nouvelle usine de graphite cristallisé, qui sera prête en septembre 1958, et la reconstruction de l'affinerie et de la fonderie de Changhang ont fait des progrès satisfaisants. Des centres de formation professionnelle ont été ouverts à Kwangju, Mokpo et Yosü; ainsi a été complété le projet de l'Agence grâce auquel la Corée du Sud a été dotée de sept centres modernes de formation professionnelle. La construction et la réparation de salles de classe ayant été achevées dans une proportion de 99,8 pour 100 — 4.750 salles de classe ont été finies sur 4.776 — et la gestion du Centre d'éducation fondamentale et de l'Institut des langues étrangères ayant été confiée à l'UNESCO, l'Agence avait pratiquement achevé la mise en œuvre de son programme en matière d'enseignement. Au 15 juin également, plus de 9.550 unités de logement sur les 10.073 unités prévues avaient été terminées, et seuls deux des établissements pour la protection de l'enfance étaient encore en construction, tandis que 34 autres étaient achevés. La construction du Centre médical national était terminée à 83 pour 100 environ à cette date, et le premier groupe de bâtiments destinés au nouveau laboratoire national de préparation de vaccins était achevé à 80 pour 100. La caisse de crédit à la petite industrie créé par l'Agence a accordé son aide à 310 autres petites entreprises industrielles pendant l'année.

Pendant toute la période considérée, le Gouvernement de la République de Corée et le peuple coréen ont apporté leur plein appui et leur entière coopération à l'Agence, pour l'aider à mener le programme à bonne fin. Les nombreux témoignages de reconnaissance pour

l'aide généreuse fournie par les Nations Unies et les résultats précieux obtenus par l'Agence, qui ont été exprimés à maintes reprises pendant l'année tant par des personnalités officielles que par des particuliers, prouvent que l'importance de l'œuvre des Nations Unies pour la restauration de l'économie du pays a été pleinement reconnue.

#### **24. — Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies**

Le 13 septembre 1957, l'Inde a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée générale la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, déclarant que la solution de ce problème était importante non seulement du point de vue des droits légitimes du peuple chinois et de son Gouvernement, mais aussi du point de vue de l'efficacité de l'Organisation elle-même, dont l'absence de fait de la Chine gênait les travaux.

Le 19 septembre, par 9 voix contre 4, avec 2 abstentions, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée l'adoption d'un projet de résolution présenté par les États-Unis d'Amérique, aux termes duquel l'Assemblée déciderait de rejeter la demande de l'Inde tendant à inscrire la question à l'ordre du jour et de n'examiner, à sa douzième session, aucune proposition tendant à exclure les représentants du Gouvernement de la République de Chine ou à faire siéger des représentants du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

Lors de l'examen du rapport du Bureau en séance plénière le 24 septembre, l'Inde a proposé d'apporter au projet de résolution recommandé par le Bureau des amendements qui auraient eu pour effet de renverser les deux recommandations du Bureau. A la suite du rejet du premier amendement et du retrait du second, l'Assemblée, par 47 voix contre 27, avec 7 abstentions, a adopté le projet de résolution [résolution 1135 (XII)].

La question de la représentation de la Chine a été soulevée à nouveau tant à la Commission de vérification des pouvoirs constituée lors de la douzième session que pendant la séance plénière où l'Assemblée a examiné le rapport de la Commission.

La question de la représentation de la Chine a également été soulevée devant divers organes et organismes des Nations Unies au cours de la période dont traite le présent rapport.

#### **25. — Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies**

Le 26 septembre 1957, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité de recommander à l'Assemblée générale que M. Dag Hammarskjöld soit nommé Secrétaire général de l'Organisation pour une nouvelle période de cinq ans.

Le Président du Conseil de sécurité a informé le Président de l'Assemblée générale et M. Hammarskjöld de la recommandation du Conseil et le même jour l'Assemblée générale a nommé à l'unanimité M. Hammarskjöld Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour une nouvelle période de cinq ans. Le 14 décembre, l'Assemblée générale a décidé que les conditions de nomination du Secrétaire général seraient les mêmes pour son second mandat que pour le premier [résolution 1229 (XII)].

#### **26. — Question d'amendements à apporter à la Charte en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité, le nombre des membres du Conseil économique et social et le nombre des membres de la Cour internationale de Justice**

Les questions de l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice ont été inscrites, sous la forme de trois points différents, à l'ordre du jour de la onzième session de l'Assemblée générale, sur la demande de 18 États d'Amérique latine, qui faisaient valoir que dernièrement le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies s'était sensiblement accru.

Le 20 septembre 1957, l'Assemblée a inscrit ces trois questions à l'ordre du jour de sa douzième session et les a renvoyées à la Commission politique spéciale, qui les a examinées les 2 et 3 décembre.

Le représentant de l'Inde a dit qu'il n'y avait pas intérêt à discuter ces questions tant qu'on ne serait pas à peu près certains que les membres permanents du Conseil de sécurité accepteraient les propositions qui pourraient être faites, et il a suggéré de renvoyer ces questions à la session suivante.

Le représentant de l'Équateur, au nom des délégations qui avaient demandé l'inscription à l'ordre du jour, a déclaré que, de l'avis général, il était très souhaitable de résoudre de manière satisfaisante la question de l'élargissement de la composition des principaux organes des Nations Unies et qu'il ne fallait pas compromettre cette solution par un examen prématuré.

Le 3 décembre, par 52 voix contre zéro, la Commission a approuvé un projet de résolution présenté par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, Ceylan, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Égypte, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay et le Venezuela, tendant à ce que l'Assemblée décide de remettre à sa treizième session l'examen des trois points. Le 12 décembre, par 65 voix contre zéro, l'Assemblée générale a adopté ce projet de résolution [résolution 1190 (XII)].

#### **27. — Notification concernant la République arabe unie**

Le 24 février 1958, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie a notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la constitution de la République arabe unie, avec Le Caire pour capitale, à la suite d'un plébiscite qui avait eu lieu le 21 février 1958 en Égypte et en Syrie et qui avait établi la volonté des peuples égyptien et syrien d'unir leurs deux pays, ainsi que l'élection au cours du même plébiscite du président Gamal Abdel Nasser aux fonctions de Président de la nouvelle République. Le 1er mars, le Ministère des affaires étrangères de la République arabe unie a prié le Secrétaire général de porter ces faits à la connaissance de tous les États Membres et de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies. Le Ministère faisait observer que le Gouvernement de la République arabe unie avait déclaré que l'Union constituait désormais un seul État Membre de l'Organisation des Nations Unies, lié par les dispositions de la Charte, et que tous les traités et accords

internationaux conclus par l'Égypte ou la Syrie avec d'autres pays resteraient valables dans les limites régionales définies lors de leur conclusion et conformément aux principes du droit international.

Le 7 mars 1958, le Secrétaire général a communiqué les notes précitées à tous les États Membres et à tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et déclaré qu'il avait reçu du Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie des lettres de créance accréditant le représentant permanent de ce pays. Le

Secrétaire général notait qu'en acceptant ces lettres de créance, il avait agi dans les limites de ses pouvoirs, sans préjudice et sous réserve des décisions que d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies pourraient prendre sur la base de la notification de la constitution de la République arabe unie et de la note du 1er mars 1958.

Le 7 mars 1958, le représentant de la République arabe unie a occupé au Conseil de tutelle le siège précédemment occupé par le représentant de la Syrie.

# Chapitre II

## EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

### A. — QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

#### 1. — Etudes économiques

L'*Etude sur l'économie mondiale, 1957*, a été présentée au Conseil économique et social en juin 1958. Comme l'avait demandé le Conseil dans sa résolution 654 D (XXIV) du 30 juillet 1957, la première partie de l'*Etude* traitait de l'inflation depuis 1950. La deuxième partie était consacrée à l'évolution récente de l'économie mondiale. L'introduction de l'*Etude* contenait une comparaison des causes et des principales caractéristiques de l'inflation dans les trois grands groupes de l'économie mondiale fondée sur une analyse de l'expérience des années qui ont suivi 1950 et des faits récents, et l'on y expliquait les tendances actuelles par l'expérience passée.

On constatait dans l'*Etude* que les augmentations de prix enregistrées dans les pays industriels au cours du récent boom avaient été modérées comparées à ce qu'elles avaient été pendant de précédentes périodes de hausse de la production. Les récentes augmentations de prix dans les pays industriels n'avaient pas été dues à un excédent de la demande globale, mais plutôt à certaines caractéristiques structurales de l'économie. La conclusion était que, dans ces conditions, toute tentative visant à assurer la stabilité des prix par une réduction de la demande exigerait peut-être un ralentissement du rythme de développement atteint après la guerre. Dans les pays de production primaire, l'inflation s'était révélée, en général, être un problème plus grave et plus difficile à résoudre. A la différence de ce qui s'était passé dans les pays industriels, l'excédent de la demande globale souvent lié aux efforts faits pour accélérer le rythme du développement économique, avait été une cause fréquente d'inflation. A cette cause s'étaient ajoutés des déséquilibres structuraux, notamment la tendance de l'offre de produits alimentaires à progresser beaucoup plus lentement que les revenus. Le problème de l'inflation avait préoccupé de plus en plus les gouvernements, dont la politique avait eu, d'une manière générale, tendance à devenir plus restrictive. Dans les pays à économie planifiée, la réduction de la part du produit national consacrée à la consommation individuelle avait fait apparaître de fortes pressions inflationnistes, entre 1949 et 1953; il en avait été ainsi dans tous les pays en question, sauf l'Union soviétique. Vers 1953, la politique consistant à augmenter sensiblement le pourcentage du produit national consacré aux investissements avait été renversée et les années 1953 à 1956 avaient été caractérisées en général par un accroissement de la part du produit national réservée à la consommation et par un relâchement des pressions inflationnistes. Toutefois, même pendant cette période — au cours de laquelle les prix des biens de consommation

avaient sensiblement baissé — la pénurie de certains produits s'était fait sentir dans quelques pays.

A propos de l'évolution économique récente, on relevait dans l'*Etude* que 1957 avait été une année de ralentissement de l'activité économique dans les pays industriels. En Amérique du Nord, les entreprises avaient réduit leurs stocks, et l'augmentation constante du volume de la capacité de production inutilisée avait provoqué une baisse des investissements en installations et en matériel au cours du dernier trimestre de 1957. On ne pensait pas que la récession actuelle serait aussi brève ni aussi modérée que celles de 1948-1949 ou de 1953-1954. Dans les autres pays industriels, les investissements des entreprises et la production industrielle avaient de même tendu à se stabiliser vers la fin de 1957. Dans les pays de production primaire, on avait enregistré un fléchissement constant des prix des exportations au cours de 1957 et une augmentation marquée des importations. A la fin de 1957, la menace d'un déséquilibre extérieur posait un problème de plus en plus grave. Dans leurs réponses au questionnaire, sur les tendances, les problèmes et les politiques économiques que le Secrétaire général leur avait envoyé, les gouvernements des pays industriels indiquaient, à propos des perspectives pour 1958, que ce que l'on pouvait espérer c'était, au mieux, une hausse modeste de la production et l'on pensait généralement que la demande mondiale continuerait de fléchir. Dans les pays de production primaire, on prévoit que la valeur des exportations de ces pays pris en bloc diminue bien que certains pays escomptent une augmentation de leurs recettes. Dans les pays à économie planifiée, la production industrielle a continué à se développer à un rythme assez rapide et si la production agricole s'est élevée dans la plupart des pays, l'importance des récoltes a diminué en Union soviétique. On a enregistré une augmentation générale de la consommation et des salaires réels, bien que les prix aient augmenté dans quelques pays.

Un rapport intitulé *Etude sur les produits de base, 1957*, a été préparé pour la Commission du commerce international des produits de base. L'*Etude* contenait une analyse des modifications survenues après la guerre dans la production et le commerce mondiaux des produits de base. On y constatait que, de 1936-1938 à 1953-1955, la production des produits de base avait augmenté plus rapidement que la population, mais — à l'exception des métaux non ferreux — moins rapidement que celle des produits manufacturés. L'*Etude* contenait aussi un exposé des principaux facteurs qui ont exercé une influence sur l'offre et la demande des principaux groupes et sous-groupes de produits de base, et sur les déplacements intervenus dans la répartition géographique de la production. L'*Etude* signalait ensuite les faits saillants survenus sur les marchés de produits de

base en 1957 : pendant l'année en question, la production mondiale de la plupart des produits avait légèrement augmenté alors que la demande — en particulier celle qui est étroitement liée à la production industrielle — avait baissé. A quelques exceptions près, les prix des produits de base étaient tombés, à la fin de 1957, au niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis la fin du boom qui a accompagné les événements de Corée.

Deux rapports sur le Moyen-Orient ont été présentés à la vingt-sixième session du Conseil. Le premier de ces rapports était le supplément annuel à l'*Etude sur l'économie mondiale, 1957*, intitulé *l'Evaluation économique au Moyen-Orient, 1956-1957*; comme dans le cas de l'*Etude* elle-même, il s'agissait surtout d'une analyse des tendances inflationnistes et déflationnistes. On y trouvait aussi, en annexe, des statistiques relatives à toutes les phases de l'activité économique, accompagnées d'un bref commentaire des tableaux. Le deuxième rapport était une étude sur *l'Evolution de l'industrie manufacturière en Egypte, en Israël et en Turquie*, édition revue et augmentée du document présenté à la vingt-quatrième session du Conseil sous le titre *Industrialization of Egypt, Israel and Turkey: Growth and Structure of Manufacturing Industry*. Les éléments nouveaux de cette édition sont une étude de l'évolution économique générale de chaque pays, un examen des répercussions de l'industrialisation sur le commerce extérieur et un examen des problèmes du prix de revient et du rendement dans l'industrie manufacturière.

Des rapports sur l'Afrique ont été présentés à la même session sous forme de suppléments à l'*Etude sur l'économie mondiale*. Il s'agissait tout d'abord d'une *Etude sur l'évolution économique en Afrique, 1956-1957*, dans laquelle étaient signalés les principaux changements survenus dans le domaine économique, dans l'ensemble du continent, une distinction étant faite entre ses trois régions principales, l'Afrique du Nord, l'Union Sud-Africaine et l'Afrique tropicale. Le rapport contenait également une analyse des conséquences que les modifications survenues sur les marchés mondiaux des produits de base ont eues pour les pays africains de production primaire. Le rapport contenait aussi une volumineuse annexe statistique, comme on en trouve dans tous les récents rapports sur l'Afrique, illustrée de graphiques et de diagrammes. Le second rapport, intitulé *Structure et développement de l'économie de quelques pays d'Afrique*, contenait une analyse de la structure économique du Maroc, du Soudan et de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland et un exposé de l'évolution de ces trois pays au cours de ces dernières années. Un chapitre d'introduction était consacré aux problèmes que pose le développement des territoires africains considérés dans leur ensemble, les trois pays susmentionnés étant pris comme exemples car, du fait qu'ils ont atteint des niveaux de développement et du fait que des problèmes économiques de caractère différent se posent à eux, ils offrent un échantillon représentatif de l'ensemble des pays d'Afrique peu développés.

Au cours de l'année dernière, cinq économistes de l'Organisation des Nations Unies ont fait de très longs séjours dans les pays et les territoires d'Afrique pour se familiariser sur place avec leur évolution économique. Des voyages analogues ont été organisés au Moyen-Orient, au cours du second semestre de 1957.

## 2. — Développement économique des pays sous-développés

### a) LE FONDS SPÉCIAL

Le Conseil économique et social a été saisi, à sa vingt-quatrième session, de deux rapports préparés par le Comité spécial chargé d'étudier la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, conformément aux résolutions 923 (X) du 9 décembre 1955 et 1030 (XI) du 26 février 1957 de l'Assemblée générale. Le premier rapport était un résumé et une analyse, avec les conclusions qui s'en dégagent, des observations que 57 gouvernements avaient communiquées au Secrétaire général sur la création, le rôle, la structure et les opérations d'un Fonds spécial des Nations Unies. Le second rapport, fondé sur les diverses opinions exprimées par les gouvernements et les experts au sujet des éléments constitutifs des statuts dont le Fonds pourrait être doté, définissait les différents cadres juridiques dans lesquels on pouvait créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et rédiger ses statuts.

Le Conseil a demandé instamment à l'Assemblée générale de décider de créer le Fonds spécial et de prendre les mesures nécessaires à cette fin. Il a aussi recommandé à l'Assemblée générale de créer une Commission préparatoire chargée de mettre au point les mesures nécessaires en vue de la création du Fonds et de choisir un nombre limité de projets qui seraient financés à titre d'essai par des contributions bénévoles en attendant que le Fonds puisse fonctionner normalement.

A sa douzième session, l'Assemblée a décidé, par sa résolution 1219 (XII) du 14 décembre 1957, de créer, pour étendre les activités actuelles d'assistance et de développement techniques de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, un Fonds spécial distinct destiné à fournir une assistance systématique et soutenue dans les domaines qui sont essentiels pour le progrès technique, économique et social intégré des pays peu développés.

Comme les ressources sur lesquelles on peut compter à l'heure actuelle ne dépasseraient probablement pas 100 millions de dollars annuellement, l'Assemblée a décidé que les opérations du Fonds spécial seraient orientées vers un élargissement de la portée des programmes d'assistance technique des Nations Unies, de façon à y faire entrer des projets spéciaux intéressant certains domaines essentiels qui seraient définis par une Commission préparatoire de 16 membres créée par la résolution. La Commission préparatoire était chargée aussi de définir les dispositions à recommander pour l'administration et les opérations du Fonds spécial, y compris les modifications qu'il faudrait peut-être apporter aux procédures et règlements actuellement applicables au Programme élargi d'assistance technique et de déterminer la mesure dans laquelle les gouvernements seraient disposés à contribuer au Fonds spécial.

L'Assemblée espérait que le Fonds spécial serait créé à compter du 1er janvier 1959.

Dans sa résolution, l'Assemblée générale a aussi décidé que, lorsqu'elle jugerait les ressources escomptées suffisantes pour entreprendre des opérations consistant à développer l'équipement, principalement l'infrastructure économique et sociale, elle examinerait à nouveau la portée et les opérations futures du Fonds spécial et prendrait les mesures qu'elle estimerait utiles.

Le Président de l'Assemblée générale a désigné les Etats Membres suivants pour faire partie de la Commission préparatoire: Canada, Chili, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Japon, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

La Commission préparatoire a mené à bien ses travaux au cours d'une session tenue de mars à avril 1958. Son rapport et ses recommandations seront soumis au Conseil économique et social à sa vingt-sixième session. Aux termes de la résolution 1219 (XII) de l'Assemblée générale, le Conseil doit transmettre le rapport de la Commission préparatoire, accompagné de ses propres observations, à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, pour qu'elle se prononce en dernier ressort.

#### b) LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAUX PRIVÉS

Le rapport publié pour la vingt-sixième session du Conseil économique et social sous le titre "Les mouvements internationaux de capitaux privés en 1957" montre qu'au cours de l'année 1957, les mouvements internationaux de capitaux privés investis à long terme semblent avoir atteint un nouveau record, 1956 étant jusqu'alors considéré comme la meilleure année de la période d'après guerre sous ce rapport. La tendance semble avoir atteint son point culminant vers le deuxième semestre de 1957, après quoi les exportations de capitaux (brutes) ont fléchi, bien qu'elles aient été encore assez élevées par rapport aux années antérieures à 1956.

Les Etats-Unis restaient le principal exportateur de capitaux privés à long terme (les deux tiers environ du total). Le Royaume-Uni venait en second lieu (un sixième), suivi de la Belgique-Luxembourg, de la République fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas. Les sorties brutes de capitaux de Suisse et du Canada ont accusé une baisse assez prononcée par rapport à 1956.

Il est probable que la part des pays sous-développés dans les importations mondiales brutes de capitaux s'est accrue en 1957. Parmi les pays développés, les entrées brutes de capitaux ont augmenté sensiblement dans la République fédérale d'Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Le Canada est resté le plus grand importateur du monde de capitaux privés à long terme, malgré une diminution des entrées de capitaux en 1957. Des augmentations sensibles ont eu lieu en Amérique latine (notamment au Venezuela, au Brésil et au Mexique), ainsi que, probablement, dans le "reste de la zone sterling".

Les investissements directs ont continué à représenter la majeure partie des exportations; en 1957, comme dans les premières années d'après guerre, l'industrie pétrolière a absorbé la plus grande part des investissements de capitaux privés en provenance de l'étranger, bien que l'on ait constaté, pendant la deuxième moitié de 1957, une diminution des capitaux investis dans cette industrie.

La plupart des investissements directs dans l'industrie manufacturière se sont dirigés vers les pays développés et semi-développés, mais il semble que ce genre d'investissements ait augmenté dans les pays sous-développés, notamment en Amérique latine.

Un fait saillant à signaler en 1957 est l'accroissement très sensible, dans les pays sous-développés, des importations de biens de production fournis en échange de

participations dans l'entreprise qui achetait ou à titre de prêts à moyen terme consentis pour une période allant jusqu'à cinq ans.

Les gouvernements des pays exportateurs de capitaux comme ceux des pays importateurs se sont rendus compte de plus en plus qu'il fallait prendre des mesures pratiques pour favoriser le mouvement international des capitaux privés investis à long terme. Dans les principaux pays exportateurs de capitaux, le gouvernement a encouragé la sortie de capitaux par des mesures qui avaient trait à l'octroi de garanties d'investissements, de crédits à l'exportation et des prêts spéciaux et, également, en accordant des dégrèvements d'impôts sur les revenus à l'étranger et en assouplissant le contrôle des changes. De nombreux pays sous-développés ont pris des mesures — principalement en ce qui concerne le contrôle des changes et la législation destinée à stimuler l'entrée des capitaux étrangers — qui ont eu pour effet d'améliorer le climat de l'investissement dans ces pays. Les mesures prises par ces gouvernements en 1957 ont visé de plus en plus à développer l'industrie manufacturière et ont accordé une moindre importance aux industries pétrolières, aux mines et aux services publics.

#### c) INDUSTRIALISATION ET PRODUCTIVITÉ

A sa vingt-cinquième session, le Conseil économique et social a pris note de l'état d'avancement du programme de travail établi par le Secrétariat sur l'industrialisation et la productivité, tel qu'il était exposé dans le rapport présenté par le Secrétaire général. Ce rapport indiquait où en était l'exécution des projets d'études ci-après, dont certaines étaient terminées et ont été présentées au Conseil: étude générale du problème de l'intensité capitaliste; investissements de capital dans l'industrie de la construction; variations des coûts de production et des dépenses d'investissement selon les dimensions de l'entreprise dans certaines industries; mesures propres à encourager les petites industries; rapports entre le développement communautaire et les coopératives, d'une part, et l'industrialisation, d'autre part; aperçu et examen critique de l'expérience acquise dans le cadre du programme d'assistance technique en ce qui concerne les problèmes relatifs à la gestion des entreprises industrielles dans les pays sous-développés (projet comprenant notamment une discussion par un groupe d'experts sur la gestion des entreprises industrielles); aménagement du milieu; urbanisation; publication d'un bulletin sur l'industrialisation et la productivité; étude sur l'industrialisation dans le Moyen-Orient. Le rapport contenait également une description de ce qui avait été fait à propos des services de secrétariat technique pour les opérations d'assistance technique dans le domaine de l'industrie.

Le Conseil a souligné la nécessité d'étendre et d'accélérer le plus possible les travaux entrepris au titre du programme. Il a signalé, en particulier, qu'il était souhaitable de donner plus d'ampleur au programme dans certains domaines, notamment, les questions sociales et démographiques, les aspects financiers du développement industriel, la planification de l'industrialisation et les problèmes de la petite industrie.

A la même session, le Conseil a adopté un certain nombre de propositions présentées par le Secrétaire général dans son rapport sur les dispositions structurales et administratives nécessaires pour la mise en œuvre du programme de travail. Il a fait sienne une proposition tendant à renforcer les services organiques



qui s'occupent des opérations d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine de l'industrie et il a recommandé que l'on accroisse les effectifs du personnel chargé des travaux relatifs à l'industrialisation. Il a estimé qu'il fallait accorder une plus grande importance aux projets d'assistance technique conçus pour fournir des avis d'ordre économique. Le Conseil a également décidé de confier à un comité d'experts le soin d'examiner le programme de travail et de présenter des recommandations au Secrétaire général sur l'extension et sur l'exécution de ce programme. Ce comité doit se réunir avant la vingt-septième session du Conseil.

Le premier numéro du bulletin *Inaustrialisation et productivité* contient un article sur la part des facteurs de production dans l'industrie des pays sous-développés, préparé sur la base d'un rapport d'experts de l'Administration de l'assistance technique, ainsi que deux articles consacrés respectivement au choix des techniques de production au stade de la planification industrielle et à la part des facteurs de production dans les grands travaux de génie civil. Il contient également deux articles rédigés par des experts de l'assistance technique, un compte rendu des travaux entrepris dans le domaine de l'industrialisation et une bibliographie sur la question.

#### d) UTILISATION ET MISE EN VALEUR DES RESSOURCES

A sa vingt-quatrième session, le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer à étudier les liens qui existent entre les sources d'énergie, classiques, nucléaires ou autrement nouvelles, et le développement économique, en particulier des pays sous-développés, et d'élaborer, pour la vingt-septième session du Conseil, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et d'autres institutions spécialisées, un rapport sur les faits nouveaux intervenus en ce qui concerne les sources nouvelles d'énergie autres que l'atome, en particulier l'énergie solaire et l'énergie éolienne, ainsi que des recommandations concernant l'ordre du jour d'une conférence internationale sur ces sources d'énergie et sur leurs applications économiques, cette conférence devant alors être réunie aussitôt que possible.

A la fin du mois de novembre 1957, la quatrième réunion des interorganisations s'est tenue à New-York pour examiner divers problèmes de coopération internationale et de coordination des activités dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources hydrauliques. En application de la résolution 665 A (XXIV) du Conseil, en date du 1er août 1957, ils ont étudié la possibilité de mener une action concertée dans ce domaine et examiné la question de la mise en œuvre de la résolution 614 C (XXII) du Conseil, en date du 9 août 1956, en ce qui concerne l'étude des ressources et des besoins hydrauliques.

Le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa vingt-cinquième session, un rapport sur la coopération internationale en matière de mise en valeur des ressources hydrauliques. Ce rapport indiquait que le moment était venu, pour l'Organisation des Nations Unies, de prendre, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, des mesures concernant les questions suivantes: problèmes des eaux souterraines, lutte contre la pollution des eaux, coordination des travaux dans le domaine de l'hydrologie et intégration des services qui s'occupent des ressources hydrauliques.

A sa vingt-cinquième session, le Conseil a examiné trois autres rapports sur des questions hydrauliques.

Un rapport établi par le Secrétariat avec l'aide de l'Organisation météorologique mondiale ("Enquête préliminaire sur les services hydrologiques existants") a été présenté au Conseil en application de sa résolution 599 (XXI), du 3 mai 1956. Ce rapport contenait une analyse de la structure des services hydrologiques existants, un examen des problèmes hydrologiques actuels et un exposé des mesures à prendre pour le moment.

L'étude intitulée *Utilisation industrielle des eaux*, que le Secrétariat avait préparée en exécution de la résolution 533 (XVIII) du Conseil, en date du 2 août 1954, contenait un examen des problèmes soulevés par la demande d'eau dans l'industrie, une analyse des besoins en eau de l'industrie du point de vue de la quantité et de celui de la qualité, du coût et de l'épargne des eaux, et des conclusions sur les mesures à prendre à divers échelons. L'étude comprenait des tableaux statistiques contenant des renseignements communiqués par un certain nombre de gouvernements.

Le troisième rapport, intitulé *Développement intégré des bassins fluviaux*, avait été rédigé, également en application de la résolution 599 (XXI), par un collège d'experts avec l'aide de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMM et de l'OMS. Les auteurs de ce rapport ont examiné les buts, la portée, les principaux aspects et quelques problèmes du développement des bassins fluviaux ainsi que la question de la coopération de plusieurs pays dans le développement d'un bassin fluvial international. Ils présentaient des recommandations concernant, notamment, l'amélioration des services hydrologiques de base, la mise au point de moyens d'analyse et d'action concrète pour l'utilisation des ressources hydrauliques, l'encouragement de la recherche scientifique et technique, l'aide aux divers pays pour le développement de leurs bassins fluviaux et la conciliation des conflits d'intérêts relatifs aux bassins fluviaux internationaux.

Après examen des quatre rapports, le Conseil a appelé l'attention des gouvernements et des institutions spécialisées compétentes sur l'importance du développement intégré des bassins fluviaux; il a invité l'OMM à étudier les recommandations présentées dans le rapport sur les services hydrologiques au sujet des fonctions de l'OMM et à prendre les mesures voulues à cet égard; il a signalé qu'il importait de mettre en valeur les eaux souterraines ainsi que de lutter contre la pollution des eaux dans les pays industrialisés et d'empêcher la pollution des eaux dans les pays qui en sont aux premiers stades de leur industrialisation. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de faire le nécessaire pour créer, au Secrétariat, un centre qui favoriserait une action coordonnée en vue de la mise en valeur des ressources hydrauliques et, à cette fin, de faciliter le rassemblement coordonné de renseignements sur ces ressources et sur leur utilisation.

#### e) PROGRAMME DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI

Un programme de formation en cours d'emploi d'économistes africains a été entrepris au Siège de l'Organisation des Nations Unies avec l'attribution de bourses d'assistance technique d'une durée de six mois. Le premier cours, qui a été donné en anglais, s'est déroulé du 18 novembre 1957 au 20 mai 1958. Il a été suivi par cinq économistes africains, qui avaient été désignés par leurs gouvernements parmi les fonctionnaires de l'Administration et dont la nomination avait été approu-



vée par le Bureau de placement des boursiers (AAT) ; deux d'entre eux venaient de Libye, les trois autres avaient été envoyés respectivement par l'Ethiopie, le Libéria et la Somalie.

Le programme est destiné à donner une formation à de jeunes fonctionnaires spécialisés dans les questions économiques afin que les gouvernements des pays d'Afrique puissent doter leur Administration d'un noyau d'économistes qualifiés chargés de s'occuper notamment du développement économique. Il doit également permettre aux participants de se familiariser avec les problèmes économiques internationaux, les méthodes de consultation internationale et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et de ses divers organes.

On se propose de poursuivre ce programme et l'on a fait le nécessaire pour que deux nouveaux groupes puissent commencer leur formation au Siège en 1958.

### 3. — Développement de la coopération économique internationale

#### a) CONSULTATIONS INTERNATIONALES

Le 30 juillet 1957, le Conseil économique et social a adopté la résolution 654 E (XXIV) sur les consultations économiques internationales. Il y rappelait qu'il avait pour tâche essentielle de favoriser la coopération internationale en vue d'une expansion constante et équilibrée de l'économie mondiale. Il prenait note des observations que le Secrétaire général avait présentées dans son exposé liminaire à la vingt-quatrième session au sujet des avantages que l'on pourrait retirer de consultations plus systématiques entre les gouvernements sur les grandes lignes de leur politique économique.

Aux termes de cette résolution, le Conseil : 1) priait le Secrétaire général d'établir un rapport sur les moyens et les méthodes qui existent à l'heure actuelle pour l'organisation et le développement de consultations entre les gouvernements dans le domaine économique ; 2) invitait les Etats Membres à soumettre au Secrétaire général leurs observations sur les méthodes permettant d'assurer des consultations plus efficaces entre les gouvernements en vue de promouvoir un développement équilibré de l'économie mondiale, et notamment l'accélération du développement économique des pays sous-développés ; et 3) priait le Secrétaire général de soumettre au Conseil, pour sa vingt-sixième session, un rapport contenant les renseignements demandés au point 1 ci-dessus, les observations reçues des Etats Membres et ses propres observations. Dans cette même résolution, le Conseil autorisait le Secrétaire général à faire appel à la collaboration d'experts pour l'accomplissement de ces tâches. Il attirait également l'attention des gouvernements sur l'intérêt qu'il y avait à encourager des contacts sans caractère officiel entre économistes de différents pays.

En consultation avec diverses organisations internationales, le Secrétaire général a préparé le premier rapport demandé par le Conseil. Ce rapport se bornait à présenter les faits. Dans sa lettre de couverture adressée aux Etats Membres, le Secrétaire général notait que le rapport appelait l'attention sur les divers facteurs qui peuvent encourager les consultations, ainsi que sur les procédures employées dans l'application des divers types de consultation utilisés dans le cadre du système existant, et il émettait l'opinion que les Etats Membres s'intéresseraient peut-être tout particulièrement à cet aspect.

#### b) SYSTÈME INTERNATIONAL DE COOPÉRATION COMMERCIALE

Pour la vingt-sixième session du Conseil économique et social, le Secrétaire général a préparé une analyse des observations envoyées par 32 Etats Membres sur le système international de coopération commerciale, conformément aux résolutions 614 A (XXII), du 9 août 1956, et 654 A (XXIV) du Conseil. Les principales questions traitées dans les réponses concernaient la composition du domaine d'activité et à la coordination des organisations commerciales existantes. Certains gouvernements se sont déclarés satisfaits du système actuel, qu'ils jugeaient suffisant, tandis que d'autres se sont prononcés en faveur de la création d'une nouvelle organisation commerciale internationale.

### 4. — Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

Dans l'ensemble, les prix des produits de base ont fléchi au cours de la période considérée, créant de graves difficultés dans l'économie de nombreux pays sous-développés, d'autant plus que le coût des importations a continué de monter. La possibilité d'une réduction des fluctuations excessives des prix des produits de base est devenue un des plus importants sujets de préoccupation. Les mesures prises ont porté surtout sur des produits isolés.

Pendant le second semestre de 1957, des mesures de stabilisation ont été prises dans le cadre de l'Accord international sur l'étain conclu à la Conférence des Nations Unies sur l'étain qui s'est tenue en 1953. On a demandé aux Etats de verser leurs contributions au stock régulateur, un contrôle des exportations a été mis en vigueur et un fonds spécial a été créé. Il semble que l'Accord ait permis de freiner le fléchissement des prix de l'étain et, d'octobre 1957 à juin 1958, le prix de l'étain est resté stable.

Pendant le second semestre de 1957, l'offre s'est améliorée en ce qui concerne le sucre et le contingentement des exportations, qui avait été suspendu en janvier 1957, a été rétabli en novembre 1957, les prix étant descendus au-dessous du niveau fixé par l'Accord international sur le sucre pendant la période prescrite. Le présent Accord expire à la fin de 1958 et le Conseil international du sucre a demandé au Secrétaire général de réunir en septembre 1958 une Conférence des Nations Unies sur le sucre pour la négociation d'un nouvel accord.

A la demande des signataires du projet d'accord international sur l'huile d'olive, le Secrétaire général a adressé une lettre en septembre 1957 à chacun des gouvernements des pays rentrant dans la catégorie désignée dans le projet d'accord comme "pays principalement exportateurs", afin de connaître leurs vues touchant leur participation à l'accord. Une seconde session de la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive s'est tenue à Genève du 31 mars au 3 avril 1958 et a élaboré un protocole apportant certaines modifications de procédure au projet d'accord. Ce protocole a été signé par un nombre de gouvernements suffisant pour qu'il puisse être mis en vigueur et l'accord ainsi modifié a été ouvert à la signature.

Les prix des métaux non ferreux ont fléchi et le Secrétaire général a été prié de convoquer deux réunions préparatoires des gouvernements intéressés, devant traiter, l'une du cuivre, l'autre du plomb et du zinc.

Le Secrétaire général a procédé à des études et fourni des services à l'intention de la Commission du commerce international des produits de base (CICT) et de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICCICA). Au cours de l'année, le Comité administratif de coordination a créé un Sous-Comité des problèmes relatifs aux produits de base. A la demande de la CICT et de l'ICCICA, le Secrétaire général a continué à faire paraître périodiquement le memorandum intitulé *Faits nouveaux concernant les produits de base*.

La Commission du commerce international des produits de base a tenu sa sixième session en mai 1958. Elle a préparé une étude sur le commerce international des produits de base en utilisant les données de l'*Etude sur les produits de base, 1957*, préparée par le Secrétaire général, et elle a recommandé que de nouvelles mesures soient prises en vue de l'étude des fluctuations des prix et du volume du commerce des produits de base.

La Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base a donné des avis au Secrétaire général touchant certaines réunions concernant les produits de base. Son rapport intitulé *Rapport de 1958 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base* contient une étude des consultations et des mesures intergouvernementales concernant les produits de base qui sont intervenues au cours de la période d'après guerre.

## 5. — Questions fiscales et financières

### a) QUESTIONS BUDGÉTAIRES

Comme par le passé, les travaux dans ce domaine ont porté essentiellement sur le reclassement des données budgétaires en vue de l'élaboration de la politique fiscale et sur l'amélioration des méthodes de comptabilité publique à des fins budgétaires.

Diverses classifications des opérations de l'Etat, d'après leur caractère économique et par groupes fonctionnels, ont été présentées dans un *Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat*, publié au début de 1958. Le Manuel, qui a été soumis à la Commission de statistique, à sa dix-huitième session, est maintenant communiqué aux autorités fiscales et aux bureaux de statistique des Etats Membres pour qu'ils formulent leurs observations.

L'Organisation des Nations Unies cherche à stimuler l'intérêt des gouvernements pour les objectifs du reclassement et ses techniques en organisant des groupes d'étude régionaux. Le deuxième de ces groupes d'étude s'est réuni à Bangkok en septembre 1957; il avait notamment pour tâche de passer en revue les progrès accomplis dans l'utilisation des classifications économiques et fonctionnelles qui avaient été proposées. Il était saisi d'un document rédigé par le Secrétariat et intitulé "La reclassification des dépenses et des recettes publiques dans un certain nombre de pays"; ce document, qui donne un bref aperçu de l'expérience de certains pays en la matière, sera imprimé et paraîtra en 1958. Le groupe d'étude s'est également occupé des méthodes d'établissement du budget d'après les programmes et les réalisations. A sa quatorzième session, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a recommandé de réunir, en 1960, un troisième groupe d'étude dont l'ordre du jour mettrait l'accent sur les problèmes que posent la préparation, le contrôle et la gestion du budget, et plus spécialement l'examen

critique du budget en valeur réelle. On a pris des dispositions pour organiser, à l'intention des pays d'Amérique latine, un groupe d'étude régional qui se réunira probablement au début de 1959.

Comme par le passé, l'*Annuaire statistique* des Nations Unies pour 1957 contient des renseignements sur la dette publique et sur les principaux éléments des dépenses et des recettes publiques; il présente également des données d'ensemble touchant les opérations en espèces des Etats.

L'assistance technique fournie aux gouvernements en matière de préparation du budget et de comptabilité publique portait essentiellement sur les problèmes de classification et sur les méthodes d'administration et d'exécution du budget. Dans certains cas, on a également donné des avis concernant la formulation et l'étude des problèmes budgétaires.

### b) QUESTIONS FISCALES

On a achevé le volume VII de la série des *Conventions fiscales internationales*, qui contient le texte des quelque 70 nouvelles conventions conclues depuis juin 1955. Les prochains volumes seront présentés dans des classeurs à perforations, ce qui permettra de les tenir constamment à jour. Le volume VIII — Guide mondial des conventions fiscales internationales (qui, à l'origine, devait être publié en tant qu'édition révisée du volume V) — qui doit paraître prochainement, contiendra, sur la situation de toutes les conventions fiscales, des renseignements présentés sous forme de tableaux et sera également revu et complété chaque année.

Comme suite au rapport préparé par le Secrétariat et intitulé "Politique fiscale et développement économique en Amérique centrale", le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a demandé qu'il soit procédé à de nouvelles études des problèmes fiscaux et notamment de ceux qui découlent de l'intégration économique.

Conformément à la demande que l'Assemblée générale a formulée dans sa résolution 1032 (XI) du 26 février 1957, le Secrétariat a préparé, pour la vingt-sixième session du Conseil économique et social, une étude de "L'imposition des investissements privés internationaux dans les pays exportateurs et les pays importateurs de capitaux". Cette étude contient un examen des mesures fiscales récemment adoptées pour stimuler le courant des investissements privés étrangers, ainsi qu'une discussion de quelques-uns des principaux problèmes que leur application met en jeu. Elle complète l'étude antérieure dont cette question avait déjà fait l'objet et qui avait été soumise au Conseil à sa vingt-deuxième session.

Le groupe de travail pour le développement et les plans économiques de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a été saisi, à sa troisième session (Bangkok, septembre 1957), d'une étude intitulée "L'impôt et le développement agricole dans les pays sous-développés, notamment en Asie et en Extrême-Orient".

La plupart des demandes d'assistance technique ont porté sur l'assiette des impôts et leur recouvrement. Les experts envoyés dans les divers pays Membres ont notamment conseillé les gouvernements sur l'adaptation des régimes fiscaux aux besoins du développement, la consolidation de la structure et des opérations des administrations fiscales et la rationalisation de la législation fiscale. En outre, on s'est employé à systématiser la formation des fonctionnaires des administrations fis-

cales ; un certain nombre d'entre eux ont pu, grâce aux subventions accordées par l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies, participer à des programmes spéciaux de formation en matière fiscale.

#### c) QUESTIONS FINANCIÈRES

On a mentionné ci-dessus l'étude concernant les mouvements de capitaux, dont le principal objet est de passer en revue les mouvements de capitaux enregistrés au cours de l'année passée ainsi que les mesures législatives et administratives adoptées à ce sujet. On fait actuellement un travail préparatoire en vue d'une étude qui doit porter sur une période plus longue et avoir un caractère analytique plus marqué et que l'on compte présenter au Conseil économique et social à sa vingt-huitième session. On étudie aussi la possibilité de préparer des études spéciales sur certains aspects particuliers de la question des mouvements de capitaux.

Les études sur le financement des industries par pays et par problème ont été entreprises, mais il s'écoulera un certain temps avant qu'on puisse en communiquer les résultats. En attendant, on s'inspire de certaines des conclusions qui ont déjà été dégagées pour orienter les activités dans le domaine de l'assistance technique.

Plusieurs pays qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international bénéficient d'une assistance technique sur les opérations de leur banque centrale et leur politique monétaire. Ils ont également reçu des avis sur la réglementation et le contrôle des opérations des banques et des compagnies d'assurance.

### 6. — Coopération internationale en matière de cartographie

Le cycle d'études des Nations Unies sur l'établissement de cartes topographiques en vue de faciliter le développement économique, qui s'est tenu à Téhéran du 14 au 24 octobre 1957 dans le cadre du Programme d'assistance technique des Nations Unies et en collaboration avec le Gouvernement iranien, a réuni des fonctionnaires supérieurs venant d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran, de Jordanie, du Pakistan et de Turquie. Ils ont passé en revue certains renseignements techniques offrant un intérêt particulier pour la région et pris des mesures pour renforcer la coopération entre leurs pays et avec les services cartographiques d'autres régions.

On a fini d'établir, sous sa forme provisoire, manuscrite, la Carte géologique régionale d'Asie et d'Extrême-Orient, qui fournit, pour la première fois, un document géologique de base pour la prospection des ressources minérales de la région.

Quant à la Carte internationale du monde au millionième (CIM), on a reçu en 1957 les tirages de 388 feuilles, les archives de la Carte se trouvant ainsi presque à jour pour ce qui est des feuilles publiées ces dernières années. Quelques services cartographiques ont donné un nouvel élan au projet en publiant des feuilles du modèle de la CIM pour les régions de leur pays dont il n'existait pas encore de carte. Conformément à la résolution 600 (XXI) du Conseil économique et social, en date du 2 mai 1956, le Secrétariat a préparé, après avoir étudié les feuilles déjà publiées et les propositions émanant d'administrations nationales et de conférences internationales, un projet d'amendement aux spécifications de la CIM qu'il communiquera aux gouvernements intéressés en leur demandant de lui adresser leurs observations. En application de la même résolution, un programme de travail provisoire sur

l'adoption d'un système international de transcription uniforme des noms géographiques, établi d'après les avis des gouvernements et les suggestions d'experts, a été communiqué aux gouvernements afin qu'ils formulent leurs observations.

### 7. — Transports et communications

#### a) QUESTIONS MARITIMES

La Convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale (Genève, 1948) est entrée en vigueur le 17 mars 1958, date à laquelle le Japon y a adhéré. Auparavant, l'adhésion de l'Equateur avait pris effet et l'Iran et la République arabe unie avaient communiqué leur adhésion (ce dernier Etat ratifiant l'adhésion antérieure de l'Egypte).

La Commission préparatoire de l'Organisation s'est réunie en juin 1958 pour formuler des recommandations et procéder aux travaux préliminaires en vue de la première session de l'Assemblée de l'Organisation, qui doit s'ouvrir à Londres le 6 janvier 1959. Entre-temps, et tant que l'Organisation ne sera pas entrée en activité, le Secrétaire général reste chargé de rassembler et de diffuser des renseignements techniques sur la pollution par les hydrocarbures, ainsi qu'il a accepté de le faire à la demande de la Conférence internationale sur la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures (Londres, 1954). De même, en attendant que la nouvelle Organisation soit entrée dans sa phase active, le Secrétaire général continue à examiner le problème de la normalisation du jaugeage des navires et la désignation d'un Groupe d'experts chargés d'étudier les règles relatives au jaugeage des navires actuellement en vigueur et de faire rapport sur les différences qui existent entre ces règles et les désavantages qu'elles semblent présenter.

#### b) COOPÉRATION INTERNATIONALE

#### EN MATIÈRE DE TRANSPORTS ET DE COMMUNICATIONS

En dehors des questions de transports maritimes mentionnées ci-dessus, les travaux relatifs aux transports et aux communications se sont poursuivis dans deux domaines principaux. Le Secrétariat a, d'une part, accordé un sérieux appui aux projets par pays et aux projets régionaux relevant des programmes d'assistance technique des Nations Unies actuellement en cours et, d'autre part, poursuivi l'étude de diverses questions soulevées par les mesures internationales requises pour compléter la Convention de 1949 sur la circulation routière, ainsi que l'étude de certains aspects du problème du transport des marchandises dangereuses.

Le nombre des Etats parties à la Convention de 1949 sur la circulation routière est passé de 27 en 1957 à 36 en juin 1958. La Convention a été complétée par l'étude, sur le plan mondial, de questions relatives aux moyens d'assurer l'adoption d'un système uniforme de signalisation routière satisfaisant, à la mise au point des conditions d'aptitude minimums requises des conducteurs de véhicules automobiles et à la reconnaissance accrue des permis de conduire nationaux en circulation internationale.

Les gouvernements de plusieurs pays intéressés par les transports internationaux de marchandises dangereuses ont offert de mettre à la disposition du Secrétaire général, à leurs frais, des experts que celui-ci désignera et qui constitueront un nouveau Comité permanent de neuf membres au maximum. Le Comité complètera la

liste des marchandises dangereuses, la tiendra à jour et, d'une manière générale, poursuivra les travaux entrepris par le Comité d'experts précédent qui s'est réuni à Genève en 1954 et en 1956. On a pu obtenir les services d'un consultant qui étudie, à l'intention du nouveau Comité d'experts, actuellement les divers règlements concernant l'emballage. Les gouvernements, les commissions économiques régionales et les organisations internationales intéressées ont fait savoir au Secrétaire général dans quelle mesure ils pouvaient aligner, dans l'ensemble, leurs propres pratiques sur les recommandations faites en 1956 par le Comité d'experts précédent.

c) MESURES PROPRES À FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

L'Organisation des Nations Unies a continué à étudier les problèmes relatifs aux mesures propres à faciliter le tourisme international, et notamment la simplification, la réduction et l'unification des formalités de passeports et de frontières. Les gouvernements paraissent avoir accueilli favorablement les recommandations que le Conseil économique et social a formulées à cet égard à sa vingt-troisième session et ils continuent à tenir le Secrétaire général au courant des mesures qu'ils prennent pour favoriser le tourisme international et pour mettre en œuvre les recommandations de la réunion d'experts en matière de passeports et de formalités de frontières (1947).

Tous les accords internationaux conclus lors de la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme (1957) sont entrés en vigueur. La Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés est entrée en vigueur le 15 décembre 1957; 22 États l'ont ratifiée ou y ont adhéré. Vingt-quatre États sont parties à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, qui est entrée en vigueur le 11 septembre 1957. Le Protocole additionnel à cette dernière convention, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique, est entré en vigueur le 28 juin 1956; 19 États y sont parties.

## 8. — Services de statistique des Nations Unies

### a) AMÉLIORATION DES STATISTIQUES NATIONALES

Au cours de l'année passée, on s'est employé tout spécialement à organiser des centres de formation régionaux pour statisticiens, en vue du Programme de recensement mondial de la population et de l'agriculture que de nombreux pays doivent entreprendre en 1959-1961. Ainsi, deux centres organisés conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture vont s'ouvrir l'un à Lima, l'autre à Tokyo, aux alentours de septembre 1958, pour environ 15 semaines. Quarante à 60 participants prendront part aux travaux de chacun de ces centres qui sont financés principalement au moyen de fonds du Programme élargi d'assistance technique et doivent bénéficier de l'aide généreuse des deux pays hôtes, le personnel technique étant fourni par la FAO et l'ONU. Le centre pour l'Amérique latine est également patronné par l'Institut interaméricain de statistique, qui accorde 20 bourses de formation.

Le centre pour l'Asie bénéficiera d'un don de la Fondation Ford à l'Organisation des Nations Unies. Ce don, qui est valable jusqu'à la fin de 1960, couvre principalement les dépenses des équipes d'experts qui doivent être envoyées dans des pays d'Asie et d'Extrême-Orient pour donner des conseils sur l'organisation et l'exécution des recensements, y compris les sondages statistiques et les méthodes d'exploitation.

Dans le cadre du programme d'assistance technique, 41 experts consultants ont fourni une assistance directe à 19 pays en matière de statistique. Quarante et une bourses de perfectionnement ont été accordées à des statisticiens de 21 pays pour leur permettre de parfaire leur formation statistique. En outre, des experts ont été détachés pour aider à l'exécution de programmes de formation dans les centres et les instituts statistiques des Philippines, du Viet-Nam, de l'Égypte, de l'Inde et du Mexique.

On a continué d'autre part à organiser des consultations régionales au sujet de l'amélioration des méthodes statistiques et à adapter les normes statistiques internationales aux conditions et aux besoins régionaux. Des fonctionnaires du Siège ont été détachés auprès de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour s'occuper des travaux de la Conférence des statisticiens d'Asie. Le Comité chargé de l'amélioration des statistiques nationales (COINS) de l'Institut interaméricain de statistique a joué le rôle d'organe consultatif régional, au nom des Nations Unies, en ce qui concerne les projets de recommandations internationales pour les recensements de la population et de l'habitation. La Conférence des statisticiens européens a poursuivi l'exécution de son programme en réunissant des groupes de travail composés d'experts nationaux spécialisés dans les statistiques de l'épargne, les recensements de la population et de l'habitation, les indicateurs de changements économiques à court terme et la définition de l'unité statistique aux fins des statistiques économiques. Un groupe de rapporteurs s'est occupé de la classification socio-professionnelle de la population. A sa dixième session (avril-mai 1958), la Commission de statistique a reconnu l'intérêt général des consultations régionales et a inscrit parmi les projets prioritaires "l'extension, le cas échéant, des dispositifs de consultations régionales sur les questions statistiques... eu égard en particulier aux besoins statistiques des pays relativement moins développés".

### b) ÉTABLISSEMENT DE NORMES

Une des tâches les plus importantes du Bureau de statistique est d'élaborer et de mettre au point des normes relatives aux divers concepts, définitions et classifications et d'arrêter des méthodes uniformes pour le rassemblement et la présentation des statistiques afin de les rendre utilisables sur le plan national et international.

Les pays qui utilisent la *Classification type pour le commerce international* (CTCI), ou qui ont décidé de l'adopter, sont maintenant au nombre de 85 et 42 pays utilisent la *Classification internationale type par industrie* (CITI) pour rassembler leurs statistiques sur l'activité des diverses branches de l'économie. Selon une étude récente sur l'application de cette classification, plus de 50 pays pratiquent ou se disposent à pratiquer des méthodes conformes aux recommandations internationales en matière de statistiques industrielles. Dans le domaine des statistiques de la comptabilité nationale, les pays sont de plus en plus nom-

breux à présenter leurs estimations conformément aux recommandations contenues dans le rapport des Nations Unies intitulé *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes* (SCN).

A sa dixième session, tout en estimant que les modifications proposées répondaient suffisamment aux besoins actuels, la Commission de statistique a recommandé que l'on poursuive le travail entrepris pour adapter le SCN à la situation des pays qui en sont aux premiers stades de leur développement économique, pour le relier à un système intégré de statistiques des flux financiers et pour essayer de coordonner les systèmes de comptabilité en usage dans les pays à économie planifiée et non planifiée. Un rapport intitulé "Statistiques de la répartition du revenu des particuliers" a été publié pour servir de guide aux pays qui se proposent d'étudier la répartition du revenu; en outre, à la demande de la Commission, le Secrétariat a fait une étude technique préliminaire sur les indices de prix et de quantités dans la comptabilité nationale.

A sa dixième session, la Commission a approuvé dans l'ensemble le troisième projet de "Principes et recommandations concernant les recensements nationaux de population" établi pour servir de guide aux Etats Membres à l'occasion de leurs futurs recensements de population. Les Principes et l'ouvrage qui les accompagne, à savoir le *Manuel des méthodes de recensement de la population*, sont en préparation depuis plusieurs années. La Commission de statistique et la Commission de la population avaient déjà examiné les Principes et plusieurs groupes régionaux les avaient étudiés en détail de sorte que les propositions présentées puissent être acceptées aussi largement que possible parmi les quelque 100 pays qui doivent recenser leur population pour des prochaines années. C'est sur les Principes et sur le Manuel que seront fondés les cours de statistique de la population qui seront donnés dans les deux centres de formation régionaux mentionnés plus haut.

Des travaux du même ordre ont été effectués à propos des normes applicables aux recensements de l'habitation qui, souvent, ont lieu en même temps que les recensements de population. La Commission de statistique a recommandé de publier sans tarder une version révisée des "Principes généraux d'un recensement de l'habitation" afin qu'il soit possible de s'en servir pour la préparation des recensements nationaux de l'habitation.

A sa dixième session, la Commission de statistique a également approuvé un texte révisé de la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* (CITI). Le travail de revision a été entrepris pour diverses raisons: un grand nombre de pays et d'organisations internationales utilisent la CITI et l'on a jugé nécessaire d'avoir une classification internationale à jour pour les recensements de population de 1960 et pour la suite des travaux relatifs aux statistiques de l'industrie, de la distribution, de l'emploi et des autres statistiques économiques.

Sachant que 60 pays environ se proposent de réunir des renseignements complets sur les établissements industriels pour 1963 ou une année voisine, et qu'il est nécessaire d'obtenir d'urgence des données sur ces établissements, la Commission de statistique a arrêté un programme de recensement mondial des industries pour 1963 et suggéré que le Conseil économique et social recommande aux Etats Membres de participer à son exécution. Elle a aussi jugé nécessaire de continuer à travailler, en consultation avec les gouvernements et les

organisations régionales, à la revision des normes applicables aux statistiques industrielles de base.

Le Secrétariat a poursuivi ses travaux préliminaires sur les données à extraire des bilans et des comptes de profits et pertes des entreprises industrielles et commerciales et sur la définition, la classification et la présentation de ces données dans des états aux fins de mesurer la liquidité, l'épargne, l'investissement et les flux monétaires dans les divers secteurs de l'économie. Comme ces données doivent provenir des comptes des entreprises industrielles et commerciales, on s'est spécialement attaché, pendant cette période, à étudier les pratiques comptables en fonction des renseignements nécessaires à l'analyse économique.

A titre de suggestion et pour aider les pays où la statistique est peu développée à mettre au point leurs programmes de statistiques, la Commission a approuvé une liste de séries statistiques extrêmement utiles à la solution des problèmes de développement économique et social et généralement faciles à recueillir. Elle a aussi donné sa sanction à un mémoire indiquant la façon dont ces séries peuvent servir à planifier et à mesurer le développement économique et social, les méthodes et les sources à employer pour rassembler les séries en question et l'ordre de priorité des diverses séries.

Les recherches sur la méthodologie statistique se sont poursuivies, en particulier pour ce qui est de l'emploi des sondages statistiques aux divers stades des recensements de population. Une autre étude concernant les problèmes pratiques de l'application du sondage aux différents types d'études économiques et sociales est en cours.

#### c) RASSEMBLEMENT ET PUBLICATION DES STATISTIQUES

Le Bureau de statistique a continué de rassembler et de publier des données relatives au commerce extérieur, à la production et aux prix, aux transports, au revenu national, aux statistiques démographiques et de l'état civil ainsi qu'à d'autres questions particulières, et il a tenu à jour les récapitulations mondiales et régionales dont il est question dans un précédent rapport du Secrétaire général.

De nouvelles séries d'indices ont été calculées afin d'ordonner les données pour les besoins de l'analyse économique. C'est ainsi que l'on a établi et publié de nouveaux indices mondiaux de la production industrielle en distinguant les principales régions du monde et les grandes subdivisions des secteurs extraction et transformation. On prépare maintenant des statistiques montrant l'évolution de la structure de l'activité industrielle pendant un certain nombre d'années. Un indice des prix des produits primaires entrant dans le commerce mondial a été mis au point avec des indices de groupe pour les produits alimentaires, les produits agricoles non alimentaires et les produits minéraux; un indice des prix des exportations mondiales de métaux non ferreux a aussi été établi pour six métaux principaux.

A sa dixième session, la Commission a examiné les problèmes à résoudre pour adapter les statistiques du commerce extérieur en vue d'analyses économiques spéciales et elle a exprimé l'avis que le Bureau de statistique devrait étudier les méthodes que suivent les différents pays pour répartir les marchandises entre biens de production et biens de consommation.

Un certain nombre de publications annuelles régulières ont paru au cours de la période considérée: l'*Annuaire statistique, 1957*, abondant recueil où fi-



gurent les séries économiques et sociales les plus importantes; l'*Annuaire démographique*, 1957, qui renferme les principales séries démographiques et fait cette année une grande place aux statistiques de la mortalité; le *Yearbook of International Trade Statistics*, 1956 où sont présentées des statistiques annuelles détaillées pour 115 pays dont les échanges représentent environ 98 pour 100 du commerce mondial. En outre, la première édition (1957) de l'*Annuaire de statistique de la comptabilité nationale* a été publiée dans l'année. Ce volume donne des estimations détaillées du revenu national et des agrégats connexes pour 70 pays.

Les publications suivantes, mensuelles ou trimestrielles, complètent les ouvrages de référence de base que sont les *Annuaire*s: le *Bulletin mensuel de statistique*, où l'on trouve des statistiques mensuelles sur plus de 60 sujets pour 140 pays et territoires, des données trimestrielles relatives aux agrégats mondiaux et régionaux les plus importants et des articles spéciaux sur les tendances économiques et sociales les plus marquantes; les *Commodity Trade Statistics* (publication trimestrielle) où sont présentés des tableaux relatifs au commerce des produits de base dans le monde, établis d'après la *Classification type pour le commerce international*; ces tableaux contiennent des données sur les importations et les exportations des pays qui ont communiqué les renseignements voulus, classées d'après les 150 groupes de la Classification, ainsi que des indices synthétiques correspondant aux 10 sections de la Classification; sous le titre *Direction of International Trade* (numéros mensuels et récapitulation annuelle), l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement présentent conjointement des statistiques des importations et exportations totales selon la provenance et la destination pour 110 pays; les *Population and Vital Statistics Reports* (publication trimestrielle) fournissent pour plus de 200 unités géographiques les données les plus récentes sur la natalité, la mortalité totale et la mortalité infantile, les résultats des derniers recensements de population, ainsi que des estimations de la population totale du monde et de chaque continent; enfin, les *Statistical Notes* exposent régulièrement les faits nouveaux intervenus dans le domaine des statistiques internationales.

## 9. — Commissions économiques régionales

La valeur des travaux que l'Organisation effectue à l'échelon régional dans le domaine économique est de plus en plus reconnue à mesure que les années passent, ce qui a entraîné une extension et une consolidation progressives de l'œuvre des commissions économiques régionales, notamment dans les régions où les services de ces commissions ont été le plus nécessaires à des pays économiquement sous-développés.

L'événement marquant de la période sur laquelle porte le présent rapport est la décision qu'a prise le Conseil économique et social, sur la recommandation de l'Assemblée générale, de créer une commission économique pour l'Afrique. Tant l'Assemblée que le Conseil ont félicité de leur œuvre les commissions économiques régionales existantes et reconnu qu'il importait désormais d'accorder beaucoup plus d'attention au développement économique et social de l'Afrique.

Les commissions régionales existantes, pour leur part, se sont attachées davantage aux questions commerciales et, plus généralement, à celles qui intéressent l'intégration économique. La Commission économique

pour l'Europe a continué de jouer le rôle d'organe de coopération économique pour l'Europe tout entière et a accordé une attention accrue aux ressources et aux besoins en énergie, ainsi qu'à d'autres problèmes économiques qu'il est urgent de résoudre. Les progrès qu'avait réalisés la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient dans l'exécution du programme de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong ont été consolidés. Les quatre pays riverains ont créé un Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong dont le secrétariat est assuré par le personnel de la CEAEO et, donnant suite aux recommandations de la Mission d'études des Nations Unies dirigée par le général Wheeler, le Comité a adopté un programme de travail qui bénéficie du concours financier d'un certain nombre de pays situés hors de la région. Le secrétariat de la CEAEO a été chargé de coordonner les différentes activités prévues par ce programme. La CEAEO a continué de se préoccuper des problèmes du commerce et cela l'a amenée à décider d'organiser, à titre expérimental, entre les Etats membres de la région, des conversations sur le commerce intrarégional.

La Commission économique pour l'Amérique latine a progressé, elle aussi, dans ses travaux sur les problèmes commerciaux qui se posent dans la région. Une réunion d'experts convoquée par la CEPAL a formulé un certain nombre de recommandations concernant les principes qui peuvent servir de base à la création d'un marché régional d'Amérique latine. Le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, adopté par la CEPAL, a été très favorablement accueilli par les pays intéressés. Deux instruments multilatéraux d'une grande importance ont été signés, à savoir un traité de libre-échange et d'intégration économique et un accord relatif à l'intégration des industries.

Comme par le passé, le développement et la planification économiques sont demeurés le souci principal de la CEAEO et de la CEPAL. Dans le cas de la CEAEO, le Groupe de travail du développement et des plans économiques a entrepris de concentrer son attention sur d'importants secteurs de l'économie; il a commencé par l'agriculture et préparé une réunion sur l'industrialisation. La CEPAL a achevé un certain nombre d'études sur des pays particuliers qui aideront les pays intéressés à élaborer des plans de développement économique.

### a) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Après avoir procédé à un examen de la situation économique de l'Europe, la CEE a adopté, lors de sa treizième session tenue en avril 1958, des résolutions sur les questions suivantes: proposition relative à la conclusion d'un accord paneuropéen de coopération économique, documentation économique, technique et scientifique, développement des contacts entre les pays, matières plastiques et fibres artificielles et synthétiques, productivité de la main-d'œuvre, problèmes de l'énergie en Europe, problèmes de la lutte contre la pollution des eaux en Europe, énergie nucléaire, coopération interrégionale, assistance technique, biens de consommation, activités du Comité du développement du commerce et programme de travail de la Commission pour 1958-1959.

La Commission a également étudié la proposition de l'URSS relative à la convocation d'une conférence sur le commerce international, organisée à l'échelon ministériel et réunissant les pays qui participent aux travaux de la Commission.



Le secrétariat de la CEE a poursuivi sa coopération avec l'Administration de l'assistance technique, les autres commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Il a maintenu des relations de travail avec le personnel du Conseil de l'Europe, du Conseil d'assistance économique mutuelle, de la Commission du Danube dont le siège est à Budapest, de la Conférence européenne des ministres du transport, avec la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et avec l'Organisation européenne de coopération économique (notamment avec l'Agence européenne de productivité). Des relations de travail ont été établies avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le secrétariat a été officiellement en rapport aussi avec le personnel de l'Organisation de collaboration des chemins de fer dont le siège est à Varsovie.

### *Agriculture*

Le Comité des problèmes agricoles s'est principalement occupé de l'étude de la situation du marché des principaux produits agricoles et de l'échange de renseignements sur les politiques gouvernementales en matière d'agriculture. Il a poursuivi ses travaux sur la normalisation des denrées périssables, sur l'établissement de conditions de vente uniformes pour certains produits agricoles et sur les problèmes que pose la mécanisation de l'agriculture. En outre, le Comité a entrepris une étude des facteurs qui influent sur la demande des principaux produits alimentaires.

### *Charbon*

Le Comité du charbon a procédé à une étude préliminaire des problèmes à long terme que pose le développement de l'industrie et du commerce du charbon dans la région. Le Sous-Comité du marché charbonnier a poursuivi ses études trimestrielles des tendances et des problèmes à court terme du marché du charbon. Par l'intermédiaire de ses groupes de travail sur l'utilisation et la classification des combustibles, le Comité a également étudié certains des problèmes que pose l'utilisation des ressources en charbon, abouti à un accord préliminaire sur une classification internationale des lignites et des charbons bruns et poursuivi ses travaux en vue d'élaborer un système de classification pour les coques de houille à haute température. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'établissement de conditions générales pour l'importation et l'exportation des combustibles solides.

### *Gaz*

Le Groupe de travail spécial des problèmes du gaz a étudié certaines questions particulières qui revêtent une importance capitale, comme la souplesse et l'industrie du gaz, l'établissement de prévisions en ce qui concerne la demande de gaz, les problèmes relatifs à la production, au transport, à la distribution et à l'utilisation du gaz naturel, ainsi que la manutention et la vente du gaz liquéfié.

### *Energie électrique*

Le Comité de l'énergie électrique a poursuivi l'étude de la situation de l'énergie électrique en Europe et a continué d'aider les gouvernements à utiliser leurs ressources en énergie électrique de façon aussi rationnelle que possible. Le Comité a étudié de nouvelles possibilités en vue d'échanges d'énergie électrique entre les pays de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est,

les perspectives qui s'offrent en ce qui concerne la réduction du coût de construction de centrales hydro-électriques et les effets de la mécanisation dans ce domaine, les méthodes permettant de déterminer les ressources hydroélectriques exploitables, ainsi que les problèmes que pose l'électrification rurale. Le syndicat d'études chargé de mettre en œuvre le programme "Yougelexport", qui prévoit l'exportation d'électricité en provenance de Yougoslavie, a effectué des études techniques sur le premier projet signalé à son attention.

### *Logement*

Le Comité de l'habitat a étudié la situation actuelle du logement et les perspectives d'avenir dans ce domaine, notamment les programmes à long terme de construction de logements, la question de la gérance des immeubles, ainsi que le financement du logement. Il a poursuivi ses travaux sur le problème de la réduction du coût de la construction d'habitations. On a procédé à une étude sur l'utilisation de l'espace dans les types courants d'habitations. Des rapporteurs ont entrepris des études sur des problèmes précis de coopération pratique, dans le domaine du logement, entre certains des pays les moins industrialisés d'Europe méridionale. Les membres du Comité se sont mis d'accord sur un programme à long terme prévoyant des voyages en groupe dans différents pays; ils ont approuvé un programme de documentation établi par le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation (organisation non gouvernementale travaillant en étroite coopération avec le Comité) et décidé de tenir une réunion spéciale sur la normalisation et la coordination modulaire.

### *Industrie et produits de base*

Le Groupe de travail spécial des contrats en matière d'industries mécaniques et le Groupe de travail spécial des machines agricoles ont poursuivi leurs travaux. Les rapporteurs désignés par les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'URSS ont poursuivi la préparation d'un rapport sur les conséquences économiques de l'automatisation.

### *Transports intérieurs*

Plusieurs pays d'Europe ont signé ou ouvert à la signature un certain nombre d'accords et de conventions intéressant les transports et préparés sous les auspices du Comité des transports intérieurs; il faut citer notamment l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route, l'Accord relatif aux marques routières, la Convention visant à faciliter la réparation des wagons du pool (EUROP) et un accord établissant des normes uniformes d'homologation pour les accessoires automobiles. A la suite d'études effectuées par le Comité, plusieurs pays ont renoncé à exiger des titres de passage en douane pour l'importation temporaire des véhicules à usage privé.

### *Acier*

Le Comité de l'acier a analysé les principales caractéristiques du marché européen de l'acier, en s'attachant tout particulièrement à la situation des matières premières et aux tendances de la demande. Il a entrepris une étude complète des perspectives à long terme de la sidérurgie européenne. Le Comité a continué à favoriser l'échange de renseignements sur les questions techniques intéressant la sidérurgie.

## Bois

Le Comité du bois a étudié la situation, en 1957, du marché européen des sciages résineux, des bois de mine et du bois à pâte et il a examiné les perspectives pour 1958. Le Comité a également étudié la situation en ce qui concerne le bois dur. Il a examiné un certain nombre des problèmes que pose l'utilisation du bois. Le Comité mixte FAO/CEE des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers a poursuivi ses travaux par l'intermédiaire de rapporteurs et de groupes d'étude qui ont bénéficié de l'active collaboration de l'Organisation internationale du Travail, notamment lorsqu'ils se sont occupés des questions relatives à la formation, à la santé et à la sécurité des travailleurs forestiers.

## Commerce

Le Comité pour le développement du commerce a poursuivi l'étude périodique du développement des échanges intra-européens et notamment des échanges entre l'Est et l'Ouest. Il a décidé de convoquer à nouveau le Groupe de travail des foires internationales pour qu'il étudie certains problèmes relatifs aux foires commerciales et salons techniques internationaux. Il a demandé au secrétariat de rechercher dans quelle mesure la coopération internationale en matière d'assurances pourrait faciliter le commerce intra-européen. Une consultation d'experts sur la compensation multilatérale s'est tenue, en même temps que la cinquième consultation d'experts sur les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, à l'occasion de la sixième session du Comité. Le Comité a décidé de discuter, à sa prochaine session, le problème des conséquences économiques de l'institution de la Communauté économique européenne. A la treizième session de la Commission, plusieurs délégations, dont celles de pays membres de la Communauté, ont proposé de demander au Comité d'étudier également les conséquences sur les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest des autres efforts déployés en vue d'assurer l'intégration économique des pays appartenant à une même région d'Europe.

La Conférence des statisticiens européens a étudié des rapports établis par des groupes de travail et des rapporteurs, par certaines institutions spécialisées et autres organisations internationales ainsi que par le Secrétariat sur des sujets tels que les recensements, la demande de capital, l'épargne, les prix, les comparaisons intéressant les salaires réels et les comptes publics, ainsi que sur les activités des divers comités de la CEE dans le domaine statistique.

Les Comités de l'énergie électrique, de l'habitat, des transports intérieurs, de l'acier et du commerce ont poursuivi l'exécution d'un certain nombre de projets découlant de la résolution 7 (XI) de la Commission, relative au développement économique de l'Europe méridionale. Un cycle d'études sur les statistiques industrielles a été organisé en Grèce, comme l'avait recommandé la Conférence des statisticiens européens.

Le secrétariat a continué à publier des études périodiques, dont le *Bulletin économique pour l'Europe*, qui paraît chaque trimestre, et l'*Etude sur la situation économique de l'Europe* (publication annuelle), ainsi qu'une série de bulletins statistiques.

## b) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

A sa quatorzième session, qui s'est tenue en mars 1958, à Kuala-Lumpur (Fédération de Malaisie), la

CEAEO a examiné les graves problèmes que posent, dans la région, l'augmentation du déficit des balances commerciales et la détérioration des termes de l'échange ainsi que la diminution de la contribution aux exportations mondiales. Elle a décidé de suivre de près l'évolution entraînée par la création du Marché commun européen et d'étudier les conséquences qu'elle pourrait avoir sur l'économie des pays de la région. Elle a adopté une résolution relative à la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong, a décidé d'organiser des pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional et a approuvé un programme de travail qui fait une place importante aux aspects régionaux et à long terme du développement économique, de l'industrialisation, des problèmes démographiques ainsi que de l'équilibre des progrès économiques et sociaux et qui suppose une collaboration accrue avec les institutions spécialisées, le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'Agence internationale de l'énergie atomique et un certain nombre d'organisations non gouvernementales. La Commission a recommandé l'admission de l'Iran comme membre de la CEAEO ainsi que son inclusion dans le domaine géographique de la Commission.

## Développement et plans économiques

Le Groupe de travail du développement et des plans économiques s'est réuni pour étudier les problèmes et techniques de la planification et de la mise en œuvre du développement agricole dans leurs rapports avec l'économie dans son ensemble et en particulier dans leurs rapports avec l'industrialisation. La Commission a fixé au Groupe de travail un programme portant sur plusieurs années: problèmes de l'industrialisation dans ses rapports avec le développement et la planification économiques (1958), développement économique et social équilibré (1959) et ultérieurement, planification du développement des moyens de transport.

Le secrétariat de la CEAEO a consacré des études à des problèmes démographiques et au développement communautaire.

## Industrie et ressources naturelles

Le Sous-Comité de la sidérurgie a examiné l'évolution de l'industrie sidérurgique dans la région et a analysé les problèmes relatifs à l'industrie de transformation de l'acier, aux usines de relaminage et à la normalisation et à la simplification des spécifications pour la fonte et l'acier; il s'est également intéressé à l'évaluation de la demande future d'acier dans la région. Sous les auspices communs de la CEAEO et de l'AAT, un groupe de spécialistes de la sidérurgie, en provenance d'Asie, s'est rendu en Belgique, en France, dans la République fédérale d'Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni. Le groupe a fait des recommandations sur divers aspects des procédés récemment mis au point pour la fabrication de l'acier.

Le Groupe de travail des petites industries et de la commercialisation des produits de l'artisanat a étudié les aspects techniques et économiques de l'industrie du cuir et de la production des cuirs et peaux. Il a recommandé des mesures visant à accroître le rendement, à améliorer la qualité, à favoriser l'utilisation des produits locaux, à intensifier la recherche et à coordonner la production des petites entreprises et celle des grandes.

Le Sous-Comité des ressources minérales a passé en revue les progrès faits dans les domaines ci-après:

production des minéraux, législation minière, conservation et prospection des gisements, levés aériens, prospection des minerais radio-actifs et classification et utilisation des charbons de qualité inférieure. Il a également noté les progrès réalisés par le Groupe de travail d'experts géologiques en ce qui concerne l'établissement d'une carte géologique régionale et la mise sur pied des plans relatifs à la confection de cartes minéralogique et tectonique régionales. Il a également pris des mesures en vue de réunir en décembre 1958 un colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières en Asie et en Extrême-Orient.

Le Sous-Comité de l'énergie électrique a étudié la situation énergétique de la région et notamment les questions de l'électrification des campagnes, de la normalisation et de la formation du personnel technique. Il a approuvé les recommandations d'un Groupe de travail sur les diverses méthodes à employer pour évaluer le potentiel théorique, le potentiel technique et le potentiel économique des pays de la région dans le domaine des ressources hydro-électriques.

Le Comité de l'industrie et des ressources naturelles a examiné les aspects généraux du développement industriel de la région ainsi que les résultats obtenus en ce qui concerne la petite industrie et l'industrie familiale, la mise en valeur des ressources minérales, l'énergie électrique et la sidérurgie. Il a émis l'opinion que la coopération régionale pourrait conduire à la création de grandes industries desservant un marché plus important. Il a décidé de préparer, avec la coopération de l'AAT, un voyage d'études de spécialistes des mines, originaires de la région, qui se rendraient aux Etats-Unis et au Canada, de réunir en 1958 un Groupe de travail de spécialistes de la législation minière et d'organiser à une date ultérieure un cycle d'études sur les levés aériens. Le Comité a recommandé que l'on octroie des bourses et que l'on recrute des experts pour former des techniciens de l'énergie atomique.

### *Commerce*

Le Comité du commerce a passé en revue les faits récents survenus dans le domaine du commerce, la politique commerciale, les systèmes de licences d'importation et d'exportation, les techniques propres à encourager les exportations et la formation du personnel des services d'expansion commerciale au moyen de cycles d'études régionaux. Il a examiné les répercussions que le Marché commun européen et la zone de libre-échange que l'on envisage de créer en Europe pourraient avoir sur l'économie des pays de la région; il a été d'avis que cette question méritait d'être suivie de près et a conseillé aux pays membres de procéder à des études sur les répercussions que le Marché commun européen pourrait avoir sur leurs principaux produits d'exportation. Il a également recommandé d'insérer une clause type d'arbitrage dans les contrats d'exportation, d'organiser l'assurance des risques à l'exportation et d'améliorer le classement par qualités, la normalisation et le contrôle de la qualité des exportations classiques de la région. Enfin, il a recommandé d'étudier le commerce des minéraux et des produits à base de minéraux.

### *Transports intérieurs*

Le Groupe spécial de travail des ports intérieurs a étudié le problème du tracé, de la création, de la construction et de l'exploitation des ports intérieurs et il

a insisté sur la nécessité de créer des installations portuaires adéquates en vue d'accélérer le rythme de rotation des navires. Le Sous-Comité des voies fluviales a examiné des mesures visant à améliorer les organismes d'Etat s'occupant des transports fluviaux, à moderniser les bateaux et à utiliser efficacement les moyens de transports fluviaux. Il a pris connaissance des progrès réalisés dans l'adoption d'un système uniforme de balisage et de signaux de rive.

Le Sous-Comité des chemins de fer a étudié les aspects techniques et économiques des problèmes concernant les transports ferroviaires, les locomotives Diesel, les méthodes utilisées dans les ateliers de chemins de fer, les mesures de sécurité dans les chemins de fer, la normalisation et la conservation des traverses de bois, l'utilisation économique du matériel roulant et les installations de formation professionnelle des fonctionnaires des chemins de fer.

Un cycle d'études de la sécurité routière a consacré ses travaux à des questions administratives et techniques. Un cycle d'études sur les routes peu coûteuses et la stabilisation du sol a examiné les problèmes techniques, administratifs et économiques que pose la construction des routes peu coûteuses.

Le Comité des transports intérieurs, dont le nom a été changé en "Comité des transports intérieurs et des communications" à la suite d'une décision de la Commission, a passé en revue l'activité déployée dans le domaine des chemins de fer, des routes, des voies fluviales et des télécommunications. Il a décidé de réunir un groupe de travail de la coordination des transports et, en coopération avec l'Union internationale des télécommunications, un groupe de travail des télécommunications. Il a recommandé qu'on agrandisse les centres de la région servant à la formation d'un personnel des télécommunications.

### *Alimentation et agriculture*

La Division CEAE/FAO de l'agriculture a continué d'étudier l'évolution en cours ainsi que d'assembler et de diffuser des renseignements sur les systèmes de crédit agricole et la commercialisation. Elle a commencé à étudier cas par cas l'emploi des excédents agricoles pour favoriser le développement économique et elle a contribué à la préparation des études nationales entreprises dans l'Inde et en Indonésie sur les aspects agricoles du développement communautaire. Un Centre mixte FAO/CEAE sur la politique de soutien et de stabilisation des prix et revenus agricoles en Asie et en Extrême-Orient a étudié les objectifs généraux visés et les moyens à mettre en œuvre en ce qui concerne l'application des mesures de soutien et de stabilisation des prix agricoles et leurs effets sur la production, les revenus agricoles, les prix de détail, la demande par les consommateurs, le commerce extérieur et, d'un point de vue plus vaste, le niveau général des prix et le développement économique.

### *Défense contre les inondations et mise en valeur des ressources hydrauliques*

On a créé un Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, composé des représentants du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Viet-Nam et bénéficiant des services du secrétariat de la CEAE; ce comité a tenu trois sessions. A la demande des pays riverains, une mission d'études des Nations Unies a procédé à de vastes enquêtes sur le terrain et a recommandé un programme quinquennal

d'études et d'enquêtes visant à établir des projets d'ouvrages déterminés pour le cours principal du Mékong. Plusieurs gouvernements de pays extérieurs à la région ont offert de contribuer financièrement à l'exécution du projet d'aménagement du bassin du Mékong. A sa troisième session, le Comité pour la coordination a établi un programme d'utilisation de l'aide offerte pour les travaux préparatoires relatifs à la mise en valeur du bassin du Mékong, spécialement pour l'installation de stations hydrologiques.

La troisième Conférence technique régionale sur la mise en valeur des ressources hydrauliques a étudié la mise en valeur des ressources hydrauliques, y compris les avantages respectifs du travail humain et de l'emploi des machines ainsi que ceux du système de la régie et du système contractuel pour la construction d'ouvrages; elle a également étudié les mesures propres à améliorer les données hydro-électriques.

Le Bureau de la défense contre les inondations et de la mise en valeur des ressources hydrauliques a poursuivi la publication du *Recueil de la défense contre les inondations*, et de la revue trimestrielle *Flood Control Journal*; il a continué de communiquer aux pays de la région des rapports sur certains projets ainsi que des publications techniques.

#### *Recherche et statistiques*

En coopération avec la FAO, la Conférence des statisticiens d'Asie a examiné le projet de programme dressé par la FAO pour le recensement mondial de l'agriculture en 1960. Le Groupe d'études des problèmes de reclassification et d'administration budgétaires a passé en revue les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la classification simplifiée des comptes budgétaires et a examiné l'établissement d'un budget d'après les programmes et les réalisations. Il a décidé de consacrer ses travaux futurs à la préparation, au contrôle et à la gestion budgétaires.

On a pris des dispositions pour fournir l'assistance technique des Nations Unies et de la FAO aux pays de la région à l'occasion du recensement mondial de 1960 et pour organiser un centre de formation destiné aux fonctionnaires chargés du recensement. Un rapport préliminaire intitulé "Population growth and economic development, demographic aspects and some related economic problems in the ECAFE region" a été publié. L'étude des tendances et perspectives de l'industrie du bois, entreprise en collaboration avec la FAO, s'est poursuivie de façon satisfaisante. Elle comprendra des prévisions jusqu'en 1965 et 1975 au sujet de la production, du commerce et de la consommation des produits forestiers.

L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient* (publication annuelle) ainsi que la publication trimestrielle *Economic Bulletin for Asia and the Far East* ont paru régulièrement.

#### *Services consultatifs et d'assistance technique*

Le secrétariat de la CEAEIO a continué de fournir aux gouvernements, en coopération avec l'AAT et les institutions spécialisées, des services consultatifs et une assistance technique dans le cadre du programme de travail de la Commission. La diffusion et l'échange de renseignements scientifiques, techniques et économiques se sont poursuivis sous diverses formes: publication de journaux et périodiques, organisation, dans certains cas en collaboration, d'expositions, de démonstrations au moyen de matériel visuel et de voyage d'études. Des

services consultatifs ont été fournis sur demande dans les domaines techniques et économiques relevant de la compétence particulière du secrétariat. Celui-ci a continué d'aider les gouvernements des pays membres à formuler les demandes d'assistance technique et l'AAT à recruter et à mettre au courant les experts ainsi qu'à examiner leurs rapports.

#### c) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

La sixième session du Comité plénier de la Commission s'est tenue à Santiago les 7 et 8 avril 1958. A l'occasion du dixième anniversaire de la Commission, le Comité a adopté une résolution dans laquelle il exprimait sa gratitude aux Nations Unies pour la création de la Commission et priait les pays membres de continuer à collaborer avec elle afin de l'aider à atteindre ses objectifs. En outre, le Comité a remercié de nouveau le Gouvernement du Chili de l'offre qu'il a faite de céder gratuitement une parcelle de terrain, à Santiago, pour servir d'emplacement à un immeuble qui abriterait les services de l'Organisation des Nations Unies et il a exprimé l'espoir que le projet de construction deviendrait rapidement une réalité. Le Comité plénier a examiné et approuvé les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail. Les débats ont montré que la possibilité de créer un marché régional d'Amérique latine suscitait un intérêt considérable parmi les gouvernements des Etats Membres et que ce projet, de même que le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, présentait un caractère pratique qui pourrait être directement profitable aux pays intéressés.

La publication annuelle *Etude sur la situation économique de l'Amérique latine* ainsi que le *Bulletin économique de l'Amérique latine* ont continué de paraître régulièrement.

#### *Travaux concernant le marché régional*

Comme le Comité du commerce et la Commission l'avaient demandé lors de la septième session, le secrétariat a fait une place plus importante à l'étude des problèmes que pose la création éventuelle d'un marché régional en Amérique latine.

La première session d'un Groupe de travail sur le marché régional, qui a réuni à Santiago, en février 1958, des personnalités latino-américaines marquantes, a constitué un progrès important dans cette direction. Le Groupe de travail a examiné les documents de base préparés par le secrétariat, et après de longues délibérations il a publié un rapport qui énonce les principes de base pour la constitution d'un marché régional en Amérique latine. Une seconde session du Groupe de travail est prévue pour la fin de 1958; elle sera sans doute consacrée à l'examen de propositions précises qui seront communiquées aux gouvernements membres et soumises au Comité du commerce. Le Comité plénier a étudié le rapport du Groupe d'experts et exprimé un vif intérêt pour la poursuite des travaux concernant le marché régional. Les délégations se sont accordées pour reconnaître que ce projet est peut-être le plus important de tous ceux dont on a entrepris l'exécution; le Comité plénier a recommandé au secrétariat de continuer à donner le plus d'impulsion possible aux travaux concernant le marché régional de l'Amérique latine et de mettre ces travaux au premier plan de ses préoccupations. On prépare également la deuxième session du Groupe de travail des banques centrales qui doit étudier

certaines aspects de la libéralisation des échanges et de l'institution d'un système multilatéral de paiements. On a continué d'analyser les régimes douaniers existants en vue d'établir, pour l'Amérique latine, une nomenclature type analogue à celle qui a déjà été adoptée pour l'Amérique centrale. On a également étudié l'incidence des droits de douane perçus dans certains pays, ainsi que les problèmes concernant la création d'industries dans le cadre d'un futur marché régional.

#### *Programme d'intégration de l'Amérique centrale*

Le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a tenu sa cinquième session du 5 au 10 juin à Tegucigalpa (Honduras). Ce comité, qui est un organe subsidiaire de la Commission, se compose des ministres de l'économie des cinq pays de l'Amérique centrale. Au cours de la session, un traité sur le libre-échange multilatéral et l'intégration économique, et un accord sur l'intégration du développement industriel de la région, ont été signés. Le traité contient une liste des produits de base et des produits finis qui seront exonérés des droits de douane et de tout autre impôt ou mesure restrictive lorsqu'ils feront l'objet d'échanges entre les pays signataires. Le Comité a estimé que la signature du traité était le premier progrès essentiel vers un régime douanier unifié, le libre-échange multilatéral et le développement intégré des industries de l'Amérique centrale et qu'il jetait en outre les fondements d'un marché commun qui serait établi progressivement. L'accord sur le développement industriel intégré vise à favoriser l'apparition, en Amérique centrale, d'entreprises manufacturières qui n'étaient pas viables jusqu'alors, à cause des débouchés limités qu'offrait chacun des marchés nationaux. Les ministres de l'économie ont également signé des accords destinés à unifier la signalisation routière et la réglementation de la circulation routière dans le but de faciliter les échanges commerciaux entre leurs pays. Ils se sont également mis d'accord sur les plans de construction en Amérique centrale d'une fabrique de pâte à papier et de papier, qui travaillera pour les cinq pays. Des sous-comités du logement et de l'électrification ont également été créés. On a continué d'améliorer le fonctionnement de l'Institut de recherches et de technologie industrielle de l'Amérique centrale et comme par le passé l'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale a rendu de grands services sur le plan de la formation.

#### *Activités dans le domaine du développement économique en général*

Dans le cadre du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, on a entrepris des études sur le développement économique du Costa-Rica, du Honduras, du Panama et du Salvador; dans l'ensemble, le secrétariat a suivi la méthode qu'il avait déjà utilisée pour les études nationales consacrées au Brésil, à la Colombie, à la Bolivie, à l'Argentine et au Mexique. Ces études ont été entreprises en commun par le secrétariat et des groupes de travail composés de techniciens des pays intéressés.

Après un examen minutieux des données statistiques, l'étude sur le "Développement économique de l'Argentine" a été publiée; elle constitue l'une des analyses les plus poussées que le secrétariat ait faites jusqu'ici. On a poursuivi les travaux relatifs à l'étude des effets de la politique fiscale sur le développement économique du Chili.

Le sixième cours régulier organisé dans le cadre du programme commun CEPAL/AAT de formation en

matière de développement économique a eu lieu d'avril à décembre 1957; il a été suivi par quatorze stagiaires. En plus du cours régulier organisé à Santiago, des cours intensifs ont été donnés à Rio-de-Janeiro et à Caracas. Plus de 80 personnes, dont bon nombre de hauts fonctionnaires, ont assisté à chacun de ces cours. Le septième cours régulier commencera le 30 juin 1958.

En ce qui concerne l'assistance technique, les divisions du secrétariat de la CEPAL ont continué de coopérer étroitement avec le Bureau de l'AAT pour l'Amérique latine. Le Comité plénier a appuyé l'observation faite par le Secrétaire général dans un rapport soumis à l'Assemblée générale à sa douzième session, selon laquelle le détachement de personnel de l'AAT en Amérique latine a donné d'heureux résultats et il a demandé que la décentralisation de l'AAT soit rendue permanente.

#### *Agriculture, industrie et énergie*

Les travaux consacrés à l'agriculture ont été exécutés surtout au titre du programme commun CEPAL/FAO qui prévoyait essentiellement des études sur le rendement de la culture du café dans certains pays d'Amérique latine. On a commencé pour le Brésil une étude analogue à celles déjà faites pour le Salvador et la Colombie. L'étude sur l'élevage a été poursuivie; de plus, le personnel s'occupant du programme commun a prêté son concours à l'élaboration des chapitres de l'*Etude sur la situation économique* relatifs à l'agriculture et à la mise au point de l'étude sur le "Développement économique de l'Argentine".

Le groupe de la CEPAL qui s'était rendu au Pérou pour étudier la situation industrielle du pays a terminé vers la fin de 1957 les travaux effectués sur place avec l'entière collaboration des fonctionnaires et des industriels. Le rapport sera sans doute terminé au cours du second semestre de 1958. On a entrepris une étude sur l'industrie des véhicules automobiles au Brésil en vue d'analyser les répercussions que pourrait avoir sur le reste de l'économie la création de cette industrie et on a envisagé d'étendre cette étude à d'autres secteurs. On a également consacré une étude à l'industrie sidérurgique dans ses rapports avec le marché régional; on a commencé des études sur le marché de l'acier, la production d'acier et les caractéristiques de la capacité de production actuelle d'acier. Les études sur l'industrie de la pâte à papier et du papier en Argentine, au Brésil et au Pérou ont été poursuivies et on a commencé à analyser le rôle de cette industrie dans le marché régional que l'on se propose de créer.

L'étude des ressources hydrauliques de l'Amérique latine a été entreprise sous les auspices de la CEPAL et de l'AAT et avec la participation de l'Organisation météorologique mondiale. La première partie qui était une étude pilote consacrée au Chili est terminée; les travaux ont commencé en Argentine et ils seront suivis par d'autres, à la fin de 1958, en Equateur. L'étude pilote a permis d'établir un tableau général des ressources hydrauliques, en se fondant sur les renseignements disponibles relatifs à la météorologie, aux eaux de surface et aux eaux souterraines et de dresser un bilan des ressources hydrauliques et de leur utilisation pour les principaux bassins fluviaux du Chili. Elle contient en outre des suggestions concernant l'amélioration des services hydrologiques et les modifications qu'il conviendrait d'apporter à la législation sur les ressources hydrauliques.



## d) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

A sa vingt-cinquième session, le Conseil économique et social a examiné la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, recommandant que le Conseil examine promptement et avec bienveillance la création d'une Commission économique pour l'Afrique. A l'unanimité, le Conseil a adopté la résolution 671 (XXV) créant la Commission et formulant son mandat.

Sept Etats africains Membres de l'Organisation des Nations Unies mais non du Conseil et un certain nombre de puissances métropolitaines ne siégeant pas au Conseil ont pris part aux débats. L'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, la Libye, le Maroc, la République arabe unie, le Soudan et la Tunisie ont présenté un projet de mandat, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en a proposé un autre. Le Secrétaire général avait communiqué des documents au Conseil pour l'aider dans ses délibérations. Les débats consacrés au mandat ont surtout porté sur les fonctions de la Commission, sa composition et la question des membres associés. Pour ce qui est des fonctions, un large accord s'est fait sur la compétence de la Commission; la seule question qui s'est posée était de savoir si le progrès social devait figurer parmi les objectifs de la Commission fixés dans son mandat ou s'il ne devait pas être fait mention dans celui-ci des questions sociales. Dans sa forme définitive, le mandat stipule que la Commission devra traiter des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

Pour ce qui est de la composition, les huit pays africains avaient proposé que fassent partie de la Commission: les Etats africains Membres de l'Organisation des Nations Unies, les autres pays qui sont responsables des relations internationales de territoires africains ainsi que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Plusieurs membres du Conseil ont cependant estimé que seuls les Etats africains et ceux qui assument des responsabilités directes en Afrique devraient être invités à faire partie de la Commission. Après de longs débats, le Conseil a décidé que pourraient faire partie de la Commission les Etats suivants: Belgique, Espagne, Éthiopie, France, Ghana, Italie, Libéria, Libye, Maroc, Portugal, République arabe unie, Royaume-Uni, Soudan, Tunisie et Union Sud-Africaine, ainsi que tout Etat de la région qui pourrait par la suite devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, mais que l'URSS et les Etats-Unis n'en feraient pas partie.

Pour ce qui est de la question des membres associés, le Conseil a disposé que tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission ou toute partie ou groupe de tels territoires, pourrait, sur présentation d'une demande émanant de l'Etat Membre responsable de ses relations internationales, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Cependant, des divergences de vues ont apparu au sujet du droit des membres associés de voter dans les organes subsidiaires que la Commission pourrait créer. Certains membres du Conseil ainsi que les huit pays africains ont estimé que, pour le moment, les membres associés ne devraient pas avoir le droit de vote dans les organes subsidiaires de la Commission. Par contre, certains autres ont pensé qu'on devrait accorder ce droit à tous les membres associés. Dans sa forme définitive, le mandat prévoit que les représentants des membres associés pourront participer aux

réunions de la Commission et pourront être nommés membres des organes subsidiaires, et faire partie du bureau de ces organismes. Après avoir adopté la résolution 671 (XXV) portant création de la Commission, le Conseil a décidé que le siège en serait à Addis-Abéba.

A la suite de la décision du Conseil, le secrétariat, au Siège, a commencé de préparer la première session de la Commission qui doit se tenir à la fin de 1958.

## 10. — Droits de l'homme

a) PROJETS DE PACTES INTERNATIONAUX  
RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques et le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont à l'étude par l'Assemblée générale depuis sa neuvième session, en 1954. Chacun d'eux renferme un préambule, un article sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des clauses générales, des articles de fond, des dispositions concernant les mesures de mise en œuvre et des clauses finales.

Jusqu'ici, la Troisième Commission a adopté le préambule et l'article premier de chaque pacte, les articles de fond du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le premier des articles de fond du pacte relatif aux droits civils et politiques.

## b) RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

En vertu du nouveau système de rapports périodiques sur l'évolution et les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme et sur les mesures prises pour sauvegarder la liberté humaine, le Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme, lors de sa quatorzième session, un résumé par matières de 31 rapports émanant de gouvernements, ainsi que les rapports d'institutions spécialisées, pour la période 1954 à 1956. La Commission a procédé à la discussion générale des rapports et a décidé de poursuivre leur examen à sa session suivante. Elle a félicité le Secrétaire général et les institutions spécialisées du travail qu'ils avaient consacré aux rapports, a exprimé l'espoir que les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait feraient parvenir des rapports avant sa session suivante et a prié le Secrétaire général de lui soumettre, en consultation avec les institutions spécialisées, des suggestions concernant un plan détaillé qui servirait de guide aux gouvernements pour la préparation des rapports triennaux à venir.

c) ETUDE DU DROIT EN VERTU DUQUEL NUL NE PEUT  
ÊTRE ARBITRAIREMENT ARRÊTÉ, DÉTENU OU EXILÉ

A sa douzième session, la Commission des droits de l'homme avait chargé un comité de préparer une étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Le Comité a soumis un rapport sur l'état de ses travaux à la quatorzième session de la Commission. Dans ce rapport, le Comité a indiqué qu'il avait décidé de préparer, avec l'assistance du Secrétariat, des monographies sur la situation de ce droit dans tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées et qu'il avait adopté pour principe de n'utiliser dans son rapport final aucun renseignement sur lequel le gouvernement intéressé n'aurait pas eu l'occasion de présenter des observations. Le rapport présenté par le Comité contenait en outre des commentaires explicatifs provisoires sur les termes



"arrestation", "détention", "exil" et "arbitrairement" ainsi qu'un schéma provisoire des monographies par pays et du rapport final du Comité.

d) SERVICES CONSULTATIFS  
DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Au cours de l'année considérée, le Secrétaire général a organisé trois cycles d'études régionaux au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme: 1) un cycle d'études sur les responsabilités civiques et la participation accrue des femmes à la vie publique en Asie, qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande), en août 1957; 2) un cycle d'études sur la protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle, à Baguio, (Philippines), en février 1958; 3) un cycle d'études sur la protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle, à Santiago de Chili, en mai 1958.

A la demande de la Commission des droits de l'homme, le Secrétaire général a présenté un bref exposé des activités proposées pour 1959. Dans cet exposé, il a suggéré l'organisation de trois cycles d'études: 1) un cycle d'études sur la condition de la femme; 2) un cycle d'études sur la protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle; 3) un troisième cycle d'études sur un sujet à choisir. Il a également suggéré que l'on prenne certaines dispositions en vue de la fourniture de services consultatifs d'experts et de l'octroi de bourses d'études et de perfectionnement.

c) DIXIÈME ANNIVERSAIRE  
DE L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE  
DES DROITS DE L'HOMME

L'année 1958 marque le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social a adopté, le 24 juillet 1957, la résolution 651 B (XXIV), dans laquelle il a invité les gouvernements, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à participer à la célébration de cet anniversaire. Il a demandé au Secrétaire général, agissant en collaboration avec un comité de six membres et en consultation avec les institutions spécialisées, de prendre les mesures nécessaires en vue de cet anniversaire.

Le Comité a soumis au Conseil un rapport décrivant les divers plans et les diverses activités prévus pour la célébration. Dans ce rapport, il recommande que l'Assemblée générale consacre une séance plénière spéciale, le 10 décembre 1958, à la célébration de l'anniversaire; et que le Conseil: 1) prie instamment les gouvernements de célébrer l'anniversaire de leurs pays et s'efforcent de faire respecter les droits énoncés dans la Déclaration, "afin que cet idéal commun à atteindre soit universellement mis en pratique"; 2) demande aux organisations non gouvernementales d'organiser des conférences et des discussions sur les droits de l'homme de façon que "partout les hommes et les femmes soient mieux à même d'exercer les droits qui leur sont reconnus et que chacun puisse apprendre à respecter les droits d'autrui".

f) LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET PROTECTION DES MINORITÉS

A sa dixième session, en janvier-février 1958, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures dis-

criminatoires et de la protection des minorités a continué de se concentrer sur les problèmes relatifs à l'élimination de la discrimination dans divers domaines. A sa quatorzième session, la Commission des droits de l'homme a examiné, sans prendre de décision définitive à leur sujet, les recommandations que la Sous-Commission avait formulées lors de sa neuvième session au sujet des mesures discriminatoires dans l'enseignement.

La Sous-Commission a pris essentiellement pour base de ses travaux un premier projet de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, rédigé par M. Arcot Krishnaswami, ainsi qu'un rapport intérimaire sur l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, rédigé par M. Hernán Santa Cruz. La Sous-Commission a exprimé l'espoir que l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses serait terminée en temps utile pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa onzième session. Elle espère également recevoir, à cette même session, un projet de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques.

La Sous-Commission a examiné en outre un rapport sur la discrimination en matière d'emploi et de profession établi par le Bureau international du Travail pour la quarante-deuxième session de la Conférence internationale du Travail en 1958. Ce rapport, ainsi qu'un autre rapport sur le même sujet, a également été examiné par la Commission des droits de l'homme. Les rapports contenaient: 1) le texte d'un projet de convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession; 2) le texte d'un projet de recommandation sur le même sujet; 3) les observations communiquées par les gouvernements à propos de ces textes. La Sous-Commission et la Commission ont toutes deux remercié l'Organisation internationale du Travail de l'œuvre qu'elle avait effectuée dans ce domaine et leurs observations ont été transmises à l'OIT.

La Sous-Commission a prié l'un de ses membres de préparer, pour sa onzième session, une étude préliminaire des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Après avoir étudié un rapport où le Secrétaire général indiquait les résultats des consultations qu'il avait eues avec les organisations non gouvernementales au sujet de la réunion d'une deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination, la Sous-Commission, à l'unanimité, a recommandé que la Conférence ait lieu en 1959 et la Commission des droits de l'homme a fait sien cet avis par une décision unanime. En conséquence, le Secrétaire général a recommandé au Conseil économique et social qu'il l'autorise à réunir la conférence à Genève pour une durée d'une semaine, du 22 au 26 juin 1959.

g) LIBERTÉ DE L'INFORMATION

En ce qui concerne la liberté de l'information, deux problèmes principaux ont retenu l'attention de l'Organisation des Nations Unies: 1) la liberté de l'information en tant que droit de l'homme et les restrictions légitimes qui peuvent être imposées à son exercice; 2) le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés.

A l'égard du premier problème, l'Assemblée générale a étudié un projet de convention relative à la liberté de l'information. Dans sa résolution 1189 A (XII) du 11 décembre 1957, l'Assemblée générale a invité les États Membres à présenter leurs vues et suggestions sur le projet de convention et à préparer un exposé des dispositions légales qui, dans chacun d'eux, ont trait à la liberté de l'information.

A sa quatorzième session, la Commission des droits de l'homme a examiné un rapport du Comité de la liberté de l'information. La Commission a décidé d'inviter le Conseil économique et social et les institutions spécialisées intéressées à prendre des mesures pour aider les pays sous-développés à créer des moyens d'information adéquats, et d'examiner les autres points du rapport du Comité à sa prochaine session.

Jusqu'à présent, 15 États parties à la Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix (Genève, 1936) ont approuvé le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions qui, aux termes de la Convention, étaient dévolues à la Société des Nations.

#### b) ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME

A sa quatorzième session, la Commission des droits de l'homme a proposé au Conseil économique et social: 1) que l'*Annuaire* ne dépasse pas 330 pages; 2) que des exposés sur des droits ou groupes de droits particuliers soient publiés dans un supplément; 3) que l'*Annuaire* contienne des textes ou des extraits de constitutions, de lois et de décrets, de décisions judiciaires, de conventions et d'accords internationaux intéressant les droits de l'homme; 4) que, dans les rapports triennaux sur les droits de l'homme, les gouvernements évaluent et interprètent les événements, indiquent les difficultés rencontrées et examinent les méthodes qui se sont révélées particulièrement utiles et qu'ils renvoient, lorsque cela est souhaitable, aux renseignements qu'ils ont fournis aux fins de publication dans l'*Annuaire*.

L'*Annuaire des droits de l'homme* pour 1956, qui doit être terminé en 1958, est le onzième volume de cette série.

#### i) RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE

La Commission spéciale pour les prisonniers de guerre a tenu sa septième session à Genève, en septembre 1957. Elle a établi un rapport détaillé sur les progrès accomplis depuis 1950 en ce qui concerne le rapatriement et le sort des prisonniers de guerre. Elle a indiqué que, jusqu'ici, un total de 28.535 prisonniers allemands (et 3.088 civils), 69 Italiens et 33.778 ressortissants japonais avaient été rapatriés.

Les Gouvernements de l'Italie, du Japon et de la République fédérale d'Allemagne ont fait savoir à la Commission qu'il y avait encore plusieurs milliers de prisonniers de guerre et de civils qui n'avaient pas été rapatriés ou dont le sort demeurerait incertain. La Commission a lancé un appel aux gouvernements intéressés pour qu'ils règlent le problème dans un esprit purement humanitaire, soit directement soit en ayant recours aux bons offices des sociétés de la Croix-Rouge.

#### j) AUTRES QUESTIONS

En application de la résolution 75 (V) modifiée du Conseil économique et social, en date du 5 août 1947, le Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme, à sa quatorzième session, une liste non confidentielle de quatre communications et une liste

confidentielle de 6.930 communications. Il a attiré l'attention de la Commission sur 31 réponses d'États Membres relatives à 57 communications. Il a également présenté des listes de communications analogues à la Commission de la condition de la femme, à sa douzième session, et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa dixième session. La Commission des droits de l'homme a nommé un comité chargé d'étudier la question des communications pour instituer une procédure mieux conçue pour favoriser le respect effectif des droits de l'homme.

Vingt et une communications relatives au travail forcé et deux plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux ont été transmises au BIT.

Le Secrétaire général a communiqué au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne des renseignements concernant 22 personnes qui se plaignent d'avoir été victimes, dans des camps de concentration nazis, d'expériences prétendues scientifiques. En juin 1958, un total de 552 cas avaient été portés à l'attention de la République fédérale d'Allemagne. A la vingt-cinquième session du Conseil économique et social, le Secrétaire général a également fait distribuer, aux fins d'information, un rapport du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur les mesures qu'il avait prises à ce sujet.

### II. — Condition de la femme

A sa douzième session, la Commission de la condition de la femme a adopté un programme de travail qui comprenait plusieurs nouveaux projets, notamment une étude sur l'accès de la femme aux charges et fonctions publiques, fondée sur les renseignements nouveaux obtenus des gouvernements et des organisations non gouvernementales, un projet de convention sur l'âge du mariage, le libre consentement des deux parties au mariage et l'enregistrement obligatoire des mariages, ainsi qu'une enquête de l'Organisation mondiale de la santé sur certaines pratiques rituelles auxquelles sont soumises les jeunes filles.

#### a) DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Au cours de l'année, le Secrétariat a rédigé trois rapports concernant les droits politiques de la femme. Le mémorandum annuel du Secrétaire général sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme a été préparé pour la douzième session de l'Assemblée générale. Le Secrétariat a également rédigé des rapports complémentaires contenant des renseignements sur la condition de la femme dans les territoires sous tutelle et dans les territoires non autonomes.

La Commission de la condition de la femme a décidé de mettre à jour son étude sur l'accès de la femme aux charges et fonctions publiques et l'exercice par les femmes de ces charges et fonctions, et elle a invité les gouvernements des États Membres, ainsi que les organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif, à communiquer au Secrétaire général des renseignements complémentaires à ces fins.

#### b) NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE

La Commission a examiné à sa douzième session un mémorandum du Secrétaire général où figuraient des renseignements sur les changements récents apportés aux lois sur la nationalité de la femme mariée, ainsi qu'un tableau indiquant l'effet du mariage sur la nationalité de la femme.

## c) CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

Le Secrétaire général a élaboré à l'intention de la Commission de la condition de la femme, à partir des renseignements dont il disposait, un rapport sur le consentement au mariage et l'âge du mariage dans lequel figurait un tableau indiquant l'âge minimum du mariage dans 110 pays ou territoires.

Les membres de la Commission ont exprimé leur inquiétude de la coutume des mariages d'enfants qui existe dans certaines régions du monde, de même que du fait que le libre consentement des deux parties ne soit pas une condition universellement requise pour la validité du mariage. La Commission a invité le Secrétaire général à préparer pour sa quatorzième session un nouveau rapport, fondé sur les renseignements reçus des gouvernements et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, sur le consentement au mariage et les prescriptions relatives à l'âge du mariage et à l'enregistrement des mariages. Elle lui a également demandé d'établir un projet de convention fixant un âge minimum de mariage, imposant comme condition du mariage le libre consentement des deux parties et rendant obligatoire l'enregistrement des mariages.

La Commission a exprimé sa profonde inquiétude du maintien de pratiques rituelles qui portent atteinte à l'intégrité physique des jeunes filles dans certaines régions du monde. Elle a demandé au Conseil de prier l'OMS d'entreprendre une enquête sur ces coutumes et de lui en communiquer les résultats en 1959.

La Commission a également exprimé son appréciation de la publication du Secrétaire général intitulée "Condition juridique de la femme mariée".

## d) SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME, EN RAPPORT AVEC LA CONDITION DE LA FEMME

La Commission était saisie de deux rapports du Secrétaire général, l'un sur les programmes d'assistance technique en rapport avec la condition de la femme et l'autre sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Elle a également examiné le rapport relatif au cycle d'études sur les responsabilités civiques et la participation accrue des femmes d'Asie à la vie publique, qui s'est tenu à Bangkok en août (voir également ci-dessus, Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme).

## e) ACCÈS DE LA FEMME AUX ÉTUDES

La Commission a examiné deux rapports élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'accès de la femme à l'enseignement supérieur et sur les travaux accomplis par l'UNESCO en 1957 dans des domaines d'un intérêt particulier pour la femme. La Commission était également saisie de plusieurs publications et d'une note de l'UNESCO sur l'accès de la femme à l'enseignement secondaire.

## f) ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Secrétaire général a préparé pour la douzième session de la Commission un rapport sur les femmes qui travaillent, y compris les mères, et qui ont des responsabilités familiales, et d'un autre rapport sur l'âge de la retraite et le droit à la pension. La Commission a également examiné deux rapports du Bureau international du Travail, l'un sur la situation des travailleuses ayant des responsabilités familiales et l'autre

sur le droit au repos et le droit à la sécurité matérielle en cas de vieillesse, de maladie ou d'invalidité.

La Commission a prié le Conseil: 1) d'attirer l'attention des gouvernements des Etats Membres sur les possibilités qui existent d'utiliser l'assistance des institutions spécialisées dans le but d'améliorer la condition des femmes qui travaillent, y compris les mères, et qui ont des responsabilités familiales; 2) de prier les institutions spécialisées intéressées d'examiner favorablement toutes les demandes qui leur seraient adressées dans le cadre de l'assistance aux travailleuses, y compris les mères, qui ont des responsabilités familiales, et d'informer la Commission des services ainsi rendus; 3) de souligner l'intérêt que présente l'enquête qui sera entreprise par le Centre international de l'enfance sur les crèches et garderies d'enfants. Au sujet de l'âge de la retraite et du droit à pension, la Commission a demandé au Conseil de prier instamment les organisations non gouvernementales de poursuivre leurs efforts en vue d'obtenir l'égalité de droits pour les femmes et a recommandé que tous les Etats Membres favorisent l'égalité de traitement des hommes et des femmes à cet égard.

## g) ÉGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

La Commission était saisie d'un projet de brochure sur l'égalité de salaire pour un travail égal, élaboré par le Secrétaire général en consultation avec le Bureau international du Travail. Elle était également saisie d'un rapport intérimaire rédigé par le Bureau international du Travail sur l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, qui contenait des renseignements sur l'application de la Convention No 100 et de la Recommandation No 90 de l'OIT indiquant que la convention avait été ratifiée par 24 Etats.

La Commission a demandé au Secrétaire général de préparer pour sa prochaine session, en consultation avec le Bureau international du Travail, un texte révisé du projet de brochure, qui tienne compte des débats de la Commission et des observations écrites que ses membres feraient parvenir avant le 31 juillet 1958.

## h) AUTRES QUESTIONS RELATIVES À LA CONDITION DE LA FEMME

La Commission a discuté la question de la participation des femmes aux programmes d'assistance technique des Nations Unies à la lumière d'un rapport rédigé par le Secrétaire général. Des membres de la Commission ont exprimé leur souci du nombre toujours relativement restreint d'experts femmes et de boursières, et de la tendance à les affecter trop souvent à des activités traditionnellement considérées comme féminines.

Enfin la Commission a examiné la question de la participation des femmes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certains membres ont signalé l'importance de la participation des femmes, non seulement dans les secrétariats des organisations internationales, mais également dans les délégations des gouvernements à l'Assemblée générale et autres organes des Nations Unies.

## 12. — Contrôle international des stupéfiants

La campagne internationale en vue de combattre la toxicomanie et de résoudre les problèmes connexes (laquelle, après avoir commencé avec la Conférence de l'opium de Changhaï, entre maintenant dans sa quinzième année) a été marquée par deux événements

importants, ayant trait l'un aux opérations et l'autre aux conventions. Pour cette campagne, on a fait appel à l'assistance technique qui s'est avérée d'une si grande utilité dans beaucoup d'autres domaines; elle est déjà devenue un instrument efficace de cette campagne et elle est de plus en plus recherchée par les gouvernements qui s'efforcent d'éliminer la toxicomanie et les maux qui en résultent. En outre, la Commission des stupéfiants a achevé, cette année, la révision du projet de convention unique; la codification des textes relatifs au contrôle international des stupéfiants, qui comprennent actuellement neuf instruments distincts conclus au cours d'une période de plus de 40 ans, a donc fait un pas en avant.

#### a) ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Comme dans d'autres domaines, l'aide technique en vue de résoudre les problèmes que posent les stupéfiants a été fournie presque exclusivement aux pays peu développés et en particulier à ceux qui comptent un grand nombre de toxicomanes, se chiffrant parfois à plusieurs millions, et où la toxicomanie constitue un problème social urgent. L'Afghanistan, l'Iran et la Thaïlande bénéficient ou vont bénéficier de cette assistance et les résolutions du Conseil économique et social ont ouvert la voie pour l'octroi d'une assistance du même genre à l'Inde, au Maroc et à d'autres pays.

Les pays sous-développés ont de plus en plus tendance à admettre que, pour favoriser le développement général dans le domaine économique et social, il y a intérêt à ce que des fractions importantes de la population renoncent à la consommation de l'opium, de la cannabis et des stupéfiants manufacturés. Le cas de l'Iran est peut-être typique. L'Iran était le troisième des grands producteurs d'opium pour le marché mondial et l'opium était une importante source de revenus pour les cultivateurs et pour le pays tout entier. Cependant, de grandes quantités d'opium parvenaient aux toxicomanes iraniens et étrangers grâce au trafic illégal. En 1955, le Gouvernement de l'Iran a adopté une loi interdisant toute production d'opium et a mobilisé ses ressources pour aider les anciens cultivateurs de pavot à opium, pour guérir les toxicomanes et, en même temps, pour assurer l'application de la loi en combattant la culture et le trafic illicites. En vue d'accomplir cette tâche d'une grande portée, le gouvernement a reçu l'assistance de l'Administration des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé.

En mai 1958, le représentant de l'Iran a informé la Commission des stupéfiants des progrès accomplis. Il a signalé par exemple, que l'opium coûtait 40 fois plus cher qu'en 1955 et qu'un grand nombre de toxicomanes avaient été guéris sans traitement médical, mais que 65.000 toxicomanes, plus gravement atteints, avaient été hospitalisés. La suppression de la culture et du trafic illicites faisait des progrès et une vaste campagne de propagande avait été entreprise pour expliquer les raisons de l'interdiction et les avantages qui en résulteraient.

À la fin de 1957, le Gouvernement de l'Afghanistan a également adopté une loi interdisant la production de l'opium et une mission d'étude a été envoyée dans le pays en mars-avril 1958 en vue d'étudier comment il était possible d'utiliser l'assistance technique pour aider l'Afghanistan à mettre en œuvre cette politique.

Malgré de bons débuts, l'assistance technique dans le domaine des stupéfiants se heurte à une difficulté qui, jusqu'ici, a tendu à en limiter la portée. Les problèmes que posent les stupéfiants débordent le plus souvent les frontières nationales et il est possible que les stupéfiants produits dans un pays soient surtout destinés aux toxicomanes des pays voisins ou même d'autres parties du monde. Il peut donc arriver que l'assistance technique profite davantage à la communauté internationale dans son ensemble qu'aux pays qui la reçoivent. Cette question sera examinée par le Conseil économique et social à sa vingt-sixième session.

#### b) PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

La Commission des stupéfiants a présenté au Conseil économique et social le projet de convention unique auquel elle a travaillé neuf ans. Conformément aux instructions initiales du Conseil économique et social, ce projet est surtout une codification des instruments multilatéraux existant dans le domaine des stupéfiants; cependant, il élargit aussi la portée des dispositions actuelles de la manière suivante: 1) en plaçant sous un contrôle international intégral les matières premières telles que l'opium et la feuille de coca qui servent à préparer des stupéfiants d'un usage très répandu (morphine, codéine et cocaïne); 2) en interdisant, après une période de transition, les pratiques telles que la consommation de l'opium à fumer, la mastication de la feuille de coca et l'usage du marihuana ou du hachich (cannabis); 3) en ramenant de trois à deux le nombre des organes de contrôle international, le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants étant remplacés par un seul organe. Aux termes du projet, ce nouvel organe aurait un secrétariat distinct, comme l'actuel Comité central permanent de l'opium.

Alors que le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants ont des fonctions déterminées qui portent principalement sur les mesures de contrôle quantitatif prévu dans les instruments actuels, le projet de convention dispose que le nouvel organe se verrait en outre attribuer certaines fonctions de contrôle d'ordre général et que ses fonctions seraient élargies à d'autres égards.

#### c) FONCTIONNEMENT DU CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS PRÉVU DANS LES INSTRUMENTS ACTUELS

Alors que les préparatifs se poursuivent en vue de l'adoption d'une convention unique sur les stupéfiants destinés à remplacer les neuf instruments existants, le nombre des gouvernements qui adhèrent à ces derniers continue à augmenter. Le but que l'on se propose est naturellement une participation universelle au contrôle international des stupéfiants. L'importance actuelle de la participation ressort du fait que, sur un total de 81 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, 77 (contre 76 il y a un an) sont actuellement liés par un ou plusieurs de ces instruments. Six Etats non membres sont également liés par un ou plusieurs de ces instruments. En ce qui concerne les instruments les plus récents, le nombre des Etats Membres participant au Protocole de Paris de 1948 (plaçant sous contrôle les stupéfiants synthétiques) est passé de 65 à 49 et celui des Etats Membres participant au Protocole de 1953 (relatif à la culture du pavot à opium) de 22 à 31. Ce dernier instrument entrera en vigueur lorsque trois des sept principaux Etats producteurs d'opium y auront adhéré.

Aux termes des instruments en vigueur, les gouvernements sont tenus d'envoyer au Secrétaire général un rapport annuel indiquant en détail la façon dont ils s'acquittent de leurs obligations, conformément à un questionnaire établi par la Commission des stupéfiants. Au 31 décembre 1957, 62 Etats et 72 territoires avaient envoyé leur rapport annuel pour 1956 et les renseignements qu'ils contenaient ont été analysés dans le *Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1956*.

Les dispositions des instruments relatifs au contrôle des fournitures licites de stupéfiants à des fins médicales et scientifiques continuent d'être appliquées de façon satisfaisante.

Le trafic illicite des stupéfiants demeure cependant un grave problème; dans de nombreuses régions du monde où la toxicomanie est très répandue, il constitue presque la seule source à laquelle les toxicomanes s'approvisionnent. On continue donc à se préoccuper de rechercher les moyens de combattre le trafic illicite et la Commission des stupéfiants a un comité permanent chargé d'étudier cette question.

Au cours de la dernière année considérée, le Secrétariat a reçu 530 rapports de saisies portant sur 1.705 saisies et les a communiqués aux gouvernements en même temps qu'une liste des personnes et des navires marchands impliqués et des lieux de saisie. Cent cinq Etats et territoires ont envoyé des rapports généraux sur le trafic illicite. Les échanges de renseignements et de consultations auxquels il est procédé avec la Commission internationale de police criminelle dans le cadre des arrangements existants se sont poursuivis. Le Secrétariat a continué à coopérer avec le Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants.

Le Secrétaire général a préparé une étude analytique sur le trafic illicite des stupéfiants en 1957. L'opium et les opiacés sont de beaucoup les stupéfiants que l'on rencontre le plus souvent dans le trafic national et international. Il semble que l'usage de la diacétylmorphine se répande. On n'a noté aucune diminution de l'important trafic de cannabis. Les rapports relatifs aux saisies de cocaïne indiquent que ce trafic est peu important, mais persistant. Des saisies de stupéfiants synthétiques continuent à être faites; la quantité totale saisie a été faible. Sur le plan régional, les plus fortes saisies d'opium, d'opiacés et de cannabis signalées ont été effectuées en Extrême-Orient, et dans le Proche-Orient et Moyen-Orient. A ce sujet, la Commission a recommandé au Conseil d'envoyer une mission d'étude dans le Moyen-Orient.

Le programme spécial de recherches sur l'opium, qui est étroitement lié à cette dernière question, a pour objet la mise au point de méthodes permettant de déterminer, par des procédés physiques et chimiques, l'origine géographique de l'opium saisi dans le trafic illicite. En janvier 1958, un comité d'experts a examiné les progrès accomplis en ce qui concerne ces recherches et a abouti unanimement à la conclusion que les méthodes étaient susceptibles d'une application pratique (bien que, dans beaucoup de cas, les conclusions doivent encore être considérées comme provisoires). Les recherches et leur application pratique se poursuivront simultanément dans les laboratoires nationaux participant à ce programme et dans le Laboratoire des stupéfiants des Nations Unies.

### 13. — Questions sociales

#### a) RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT SUR LE PLAN SOCIAL

La période considérée a été marquée par l'importance qui a continué d'être attachée aux aspects sociaux du développement économique, à l'interdépendance du développement social et du développement économique et aux faits sociaux qui accompagnent l'industrialisation et l'urbanisation.

A la suite des recommandations du Conseil économique et social, l'équilibre et l'intégration à réaliser entre le développement économique et le développement social ont fait l'objet d'une attention accrue. Le Secrétariat a entrepris une étude de la documentation existant sur la question en vue de l'élaboration de monographies ayant trait à l'expérience des gouvernements de certains pays dans la répartition des ressources entre les secteurs économique et social et entre les divers types de programmes sociaux. Un cycle d'études sur les aspects sociaux du développement économique est prévu pour 1960 en Amérique latine, avec la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation des Etats américains. La conception générale d'un développement équilibré s'observe également dans d'autres aspects du programme social de l'Organisation des Nations Unies, tels que la planification régionale et le développement communautaire.

Les principes directeurs et les programmes visant à résoudre les difficultés des peuples qui traversent une période d'évolution et de transition accélérées, surtout du fait de l'urbanisation, ont été mis davantage en lumière, et les aspects ruraux des problèmes d'urbanisation se sont imposés d'une manière accrue à l'attention. La deuxième *Etude internationale des programmes d'action sociale*, qui sera publiée à la fin de 1958, tiendra spécialement compte des programmes et des mesures qui ont été adoptés pour résoudre ces problèmes. Cette Etude complétera l'analyse de l'urbanisation qui figure dans la deuxième partie du *Rapport sur la situation sociale dans le monde*. Des dispositions ont été prises pour l'organisation, en décembre 1958, d'un cycle d'études sur l'urbanisation en Amérique latine, avec la participation de l'UNESCO; un cycle d'études analogue est envisagé pour la région du Moyen-Orient au début de 1960.

La question de l'amélioration de la qualité des données disponibles pour l'analyse de la situation sociale dans le monde conserve un rang de priorité élevé. Conformément à la demande formulée par le Conseil économique et social à sa vingt-quatrième session [résolution 663 E (XXIV) du 31 juillet 1957] un programme destiné à améliorer les renseignements par des contacts avec les centres locaux de recherches et de nouveaux travaux sur l'évaluation des niveaux de vie est actuellement entrepris. La possibilité d'utiliser les études sur les niveaux de vie familiaux pour améliorer les renseignements relatifs aux conditions sociales est étudiée. En même temps est abordé l'examen de la portée et de l'ordonnance des rapports futurs sur la situation sociale dans le monde, des principales lacunes dans les renseignements nécessaires et des types de données et d'analyses qui devraient figurer dans les rapports ultérieurs sur la situation sociale dans le monde. Les travaux du Comité d'experts sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie, qui s'est réuni en 1953, seront poursuivis, et l'éva-

uation des aspects non matériels des niveaux de vie recevra une attention spéciale.

#### b) POPULATION

L'effet des problèmes démographiques sur les perspectives du développement économique et social dans les diverses régions du monde a déjà été signalé à maintes reprises. Les résultats des premiers plans de développement économique et social entrepris après la guerre dans plusieurs pays sous-développés étant maintenant connus, il semble que, malgré de remarquables réalisations matérielles, les niveaux de vie aient peu changé. Dans l'ensemble, l'augmentation de la production n'a fait guère plus que permettre de satisfaire aux besoins découlant de l'accroissement de la population, sans élever le niveau de vie antérieur.

Les centres régionaux de recherche et de formation démographiques de Bombay (Inde) pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et de Santiago (Chili) pour l'Amérique latine, ont commencé leur première année d'activités en ce qui concerne l'enseignement des méthodes appliquées en matière d'études démographiques. On espère qu'à leur retour dans leur pays, les étudiants constitueront le noyau d'équipes nationales d'experts démographiques. Un rapport détaillé sur les problèmes démographiques qui se posent en Asie a été présenté à la quatorzième session de la CEAE (1958) et il a été proposé que cette question fasse l'objet d'un point spécial de l'ordre du jour de la session que la Commission tiendra en 1959. Le manque de documentation fait toujours obstacle à l'élaboration d'une étude d'une ampleur égale pour le Moyen-Orient, où les travaux démographiques en sont encore à une phase moins avancée. En Amérique latine, les travaux démographiques ont surtout porté sur les problèmes de main-d'œuvre et d'urbanisation.

La nécessité d'enquêtes spéciales adaptées à des conditions locales différentes, telles que les études démographiques pilotes entreprises par le Secrétariat en coopération avec les gouvernements intéressés, a continué de retenir l'attention. Une étude de ce genre a été effectuée dans l'Inde dès 1951, dans l'Etat de Mysore; le Gouvernement indien a récemment fourni une contribution généreuse en vue de la publication du rapport relatif à cette étude. En 1958, une étude pilote sur la main-d'œuvre, en fonction des caractéristiques démographiques et des migrations intérieures de la population, a été conduite en coopération avec le Gouvernement des Philippines.

A la suite de la résolution 642 B (XXIII) du 25 avril 1957, dans laquelle le Conseil a noté la nécessité de prêter une attention accrue aux problèmes démographiques qui se posent en Afrique, un membre du Secrétariat a récemment entrepris un voyage dans ce continent en vue d'y étudier les besoins et les possibilités touchant des recherches démographiques qui seraient effectuées avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies.

Les travaux détaillés que la Commission de la population et le Conseil ont recommandé d'effectuer se poursuivent au Siège. Un dictionnaire démographique multilingue a été publié; les versions anglaise, française et espagnole ont paru et la traduction en allemand et en italien est en cours.

Une étude sur les *Tendances récentes de la fécondité dans les pays industrialisés* a paru, et le Secrétariat a effectué une autre étude qui réunit tous les renseignements disponibles sur les caractéristiques économiques des migrants internationaux. De nom-

breuses demandes émanant d'organismes internationaux et d'entreprises privées ont donné lieu à un rapport sur *L'accroissement de la population mondiale dans l'avenir*, qui expose les tendances démographiques probables qui se manifesteront jusqu'à la fin du siècle dans le monde en général et dans ses principales régions.

#### c) DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le développement communautaire, en tant que cadre dans lequel l'action du gouvernement associée à celle de la population, vise à améliorer les niveaux de vie, a retenu l'attention d'un nombre croissant de pays. En outre, ceux qui ont déjà entrepris de tels programmes ont cherché à analyser, à élargir et à développer encore leurs activités. Par exemple, le Cambodge, le Costa-Rica, le Guatemala, la Somalie italienne, le Libéria et le Viet-Nam ont, au cours de la période examinée, manifesté leur intérêt pour le développement communautaire en demandant des services d'experts ou en se disposant à participer à des activités de développement communautaire bénéficiant de l'assistance de l'Organisation des Nations Unies.

La mise en œuvre des décisions auxquelles le Comité administratif de coordination est parvenu touchant le concept du développement communautaire, les rapports de celui-ci avec le développement économique et social équilibré et coordonné et le rôle des différents éléments qui composent le développement communautaire, s'est poursuivie. Un effort particulier en vue de cette mise en œuvre a été fait en ce qui concerne la suite donnée à la demande d'assistance technique en matière de développement communautaire présentée par le Gouvernement du Maroc. Au cours de la période considérée, trois nouvelles réunions ont été organisées dans le cadre d'une série de conférences régionales officielles que diverses institutions ont tenues sur le développement communautaire.

Les recherches sur les facteurs affectant la préparation et la mise en œuvre des programmes nationaux de développement communautaire ont été favorisées par la mise en train d'une étude sur les aspects du développement communautaire qui ont trait à l'administration publique. Un avant-projet du texte de cette étude a été discuté au mois d'avril lors d'une réunion qui a rassemblé les représentants de plusieurs institutions spécialisées, et l'on se propose de poursuivre les travaux en créant un groupe d'étude pour lequel il serait fait appel à des personnes ayant une compétence reconnue sur les plans national et international.

Le Secrétariat a entrepris une étude sur le rôle du développement communautaire dans le processus d'industrialisation; des études particulières sont déjà en cours en Inde et d'autres sont prévues pour la Chine (Taiwan), pour le Pakistan et d'autres pays représentatifs.

Pour répondre à la demande croissante de matériel de formation, un Choix de documents sur la formation professionnelle en vue du développement communautaire a paru. Parmi les autres publications des Nations Unies de la série relative à l'organisation et au développements communautaires, il convient de noter le *Survey before Development in Thai Villages* et le *Report of the Eastern Mediterranean Study Tour of Community Development*.

A sa douzième session [résolution 1162 (XII) du 26 novembre 1957], l'Assemblée générale a souligné la nécessité de l'entière participation des femmes aux programmes de développement communautaire. Deux femmes experts ont été envoyées en Bolivie avec la



Mission andine et une autre a été chargée d'une mission en Afghanistan; on a également poursuivi des plans en vue de l'organisation d'un groupe d'étude sur la participation des femmes au développement communautaire, qui se tiendra au Centre d'éducation de base des Etats arabes.

Les experts de l'assistance technique des Nations Unies en matière de développement communautaire ont aidé à élaborer des programmes de formation, à produire du matériel à cet égard et à mettre au point des méthodes inspirées de l'expérience pratique. L'Organisation a continué de participer aux travaux des centres régionaux d'éducation de base organisés en coopération avec l'UNESCO. Les voyages d'étude ont également été utilisés comme méthode de formation. C'est ainsi que des représentants de cinq pays de la région des Caraïbes ont pris part à un voyage d'étude commun au cours duquel ils ont étudié des projets entrepris dans le cadre du développement communautaire au Mexique, au Costa-Rica, à la Jamaïque et à Porto-Rico; des demandes ont été reçues en vue de voyages d'étude analogues dans des pays de l'Amérique du Sud et des pays et territoires africains. Un cycle d'études sur la formation en vue du développement communautaire, manifestation de l'importance que la Commission des questions sociales et le Conseil économique et social attachent aux consultations régionales, s'est tenu dans la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient en même temps qu'un cycle d'études sur la formation au service social.

#### d) HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION

Dans le cadre du programme relatif à l'habitation, à la construction et à la planification, les gouvernements ont continué à bénéficier d'une assistance sous la forme d'avis concernant l'élaboration, le financement et l'exécution de programmes nationaux. Les problèmes qui se posent aux groupes à revenu modeste ont fait l'objet d'une attention particulière. Les gouvernements ont également reçu une aide directe pour leur permettre de développer leurs institutions de recherche et de formation en vue d'accroître la productivité de l'industrie du bâtiment et de celles des matériaux de construction, de façon à réduire les frais de construction et améliorer la qualité de celle-ci, et à mettre en lumière le rôle important que le caractère adéquat du logement joue dans l'ensemble du développement économique et social.

Une conférence sur le financement des programmes de logement et sur la coordination des activités de l'industrie du bâtiment et de celles des matériaux de construction en Amérique centrale et au Panama s'est tenue à San-José (Costa-Rica) du 10 au 17 novembre 1957. Cette conférence a étudié les moyens de réduire les frais de construction des maisons et elle a formulé des recommandations à cet effet.

Le dixième numéro du bulletin *Habitation, construction et planification* a paru. Il est consacré à la construction d'habitations par des organismes à but non lucratif et se fonde sur les observations et conclusions d'un cycle d'études organisé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement danois en coopération avec l'Organisation des Etats américains.

La nécessité de former du personnel local en vue de la planification physique, de façon à assurer la continuité des travaux, a été mise en lumière. Une école du logement et de la planification est actuellement mise en place à Ankara (Turquie), et des négociations se pour-

suivent en vue de la création d'une école de planification en Indonésie. Le numéro 11 du bulletin *Habitation, construction et planification* porte sur la formation du personnel de planification.

Les gouvernements mettent l'accent sur l'importance de la planification physique, notamment dans ses rapports avec les questions d'urbanisation, d'industrialisation et de développement régional. Des études ont été effectuées en vue du programme sur l'industrialisation dont l'élaboration a été demandée par le Conseil économique et social [résolution 618 (XXII) du 6 août 1956], et du cycle d'études régional de planification pour l'Asie, réuni à Tokyo au mois de juillet 1958; elles ont trait au rôle de la planification régionale dans l'ensemble du développement économique et social. Ces études ont montré combien il importe de prévenir ou de réduire les effets sociaux indésirables d'une urbanisation trop rapide, et en même temps de permettre à l'industrialisation de se poursuivre sans que la misère et les taudis se répandent dans les villes et les centres industriels.

#### e) PROTECTION SOCIALE

##### *Planification, organisation et administration des services sociaux*

Les tendances et l'évolution rapide qui se sont récemment manifestées dans le domaine des services sociaux ont soulevé de nombreux problèmes en matière de planification, d'organisation et d'administration des services sociaux; certains de ces problèmes seront traités dans la deuxième *Etude internationale des programmes d'action sociale*. Le souci dont témoignent les gouvernements à leur égard, notamment dans les pays économiquement sous-développés, se traduit par un nombre croissant de demandes de services consultatifs en matière de protection sociale et par l'intérêt porté à la formation du personnel grâce aux bourses de perfectionnement, ainsi qu'à l'amélioration ou au développement des programmes de formation. En plus des études effectuées sur certains de ces problèmes, tels que la gestion de subventions destinées à promouvoir les programmes d'action sociale, des plans sont actuellement élaborés en vue d'une série de cycles d'études régionaux sur la planification, l'organisation et l'administration des services sociaux; ces plans permettront aux administrateurs des services sociaux de l'échelon le plus élevé d'échanger leur expérience et de discuter de problèmes d'intérêt commun.

Le troisième numéro de la *Revue internationale de service social* a été principalement consacré à l'organisation et à l'administration des services sociaux.

##### *Formation du service social*

Au cours de la période considérée, des gouvernements ont demandé une assistance en vue d'enquêtes sur les moyens de formation existants, de la mise en place de services de formation pour les travailleurs sociaux déjà en fonction et de l'organisation de cours de formation professionnelle portant sur les questions relatives à l'administration, à l'élaboration de programmes d'études, aux travaux pratiques et de supervision ainsi qu'au choix des étudiants.

Conformément à la demande du Conseil économique et social [résolution 390 B (XIII) du 9 août 1951], la troisième enquête internationale sur la formation en vue du service social est en cours d'élaboration et sera achevée vers la fin de 1958; elle portera principalement

sur les programmes de formation au service social destinés aux travailleurs sociaux professionnels et auxiliaires à différents degrés de l'enseignement, ainsi que sur les méthodes de formation.

L'Organisation a fourni une aide pour la création de moyens de formation au service social dans le cadre du programme d'assistance technique, par l'organisation d'une série de cycles d'études régionaux qui ont eu lieu de 1956 à 1958; l'année dernière, des cycles d'études se sont tenus à Montevideo, à Lahore et à Athènes. Il est tenu compte de leurs travaux pour l'élaboration de l'enquête relative à la formation.

Le quatrième numéro de la *Revue internationale de service social* a été consacré à la formation en vue du service social.

### *Protection de la famille et de l'enfance*

L'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la protection sociale a continué à mettre l'accent sur la famille en tant qu'unité fondamentale de la société; elle a tendu à promouvoir les mesures et les services propres à élever les niveaux de vie familiaux et à faire face aux besoins que crée l'évolution rapide qui se produit dans les domaines social et technologique.

Un document particulièrement important à cet égard est le *Rapport sur une politique coordonnée en matière de niveaux de vie familiaux*, qui souligne la nécessité de considérer sous tous ses aspects l'amélioration des niveaux de vie familiaux, et qui fait une place particulière aux nombreux problèmes de politique générale et d'administration intéressant les pays sous-développés, notamment celui des priorités. A sa vingt-quatrième session [résolution 663 B (XXIV)], le Conseil a estimé, avec la Commission des questions sociales, que le rapport devrait constituer la base de nouvelles études entreprises de concert avec l'Organisation internationale du Travail et les autres institutions spécialisées intéressées, et il a recommandé la préparation de rapports et monographies touchant la planification de la protection sociale. Il a décidé également que l'on demanderait aux gouvernements, aux commissions économiques régionales et à certaines organisations non gouvernementales de faire connaître leurs observations avant que des recommandations ne soient soumises au Conseil à sa vingt-huitième session.

Au nombre des problèmes soulevés dans le *Rapport* et qui exigent un examen approfondi se trouvaient ceux qui concernent les relations entre les services sociaux et les autres services et mesures qui tendent à améliorer les niveaux de vie familiaux. A la lumière de ce *Rapport* et des discussions qui avaient eu lieu à la Commission des questions sociales sur la nécessité d'établir des principes directeurs pour l'élaboration de programmes de services sociaux, le Conseil a demandé de réunir à une date aussi rapprochée que possible un groupe d'experts hautement qualifiés en matière de services sociaux, représentatif de pays parvenus à des stades divers de développement économique, qui serait chargé de donner des avis sur la nature et la portée des programmes nationaux de services sociaux ainsi que sur l'établissement de l'ordre de priorité à suivre dans leur mise en œuvre, de même que sur le rôle que peuvent jouer ces services dans des programmes, relatifs au développement communautaire, à l'urbanisation et à l'amélioration des niveaux de vie familiaux. La réunion aura lieu au début de 1959.

### *Coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance*

En mars 1958, le Conseil d'administration du FISE a approuvé une procédure tendant à régulariser et à renforcer les arrangements touchant la coopération avec le FISE en ce qui concerne les aspects de son programme en rapport avec la protection sociale. Cette décision est particulièrement importante du fait de l'intérêt croissant que manifeste le FISE à l'égard de l'assistance qu'il peut apporter au développement communautaire. Parmi ceux de ses travaux qui ont également trait dans une mesure importante à la protection de la famille et de l'enfance sont ceux qui intéressent les banlieues des villes et la formation professionnelle des travailleurs polyvalents de villages et d'autres travailleurs professionnels et auxiliaires. Le Conseil d'administration du FISE a décidé d'examiner les moyens par lesquels le FISE pourrait fournir une aide plus directe dans le domaine des services sociaux destinés à l'enfance; l'un de ces services, dont on étudie actuellement les possibilités, est le soin des enfants dans les institutions et les garderies.

### *Réadaptation des infirmes*

Une fois de plus l'accent a été mis sur les projets concernant la réadaptation des personnes déficientes dans les pays insuffisamment développés du point de vue économique, en particulier sur la formation du personnel. Des projets de démonstration et de formation ont été mis sur pied en Birmanie, au Brésil, en Corée du Sud, au Guatemala, en Inde, en Indonésie, dans l'Ouganda, au Venezuela et au Viet-Nam; le FISE a alloué des crédits en faveur de l'Indonésie, du Japon et de la Yougoslavie pour l'achat de matériel de réadaptation, et l'Argentine, l'Autriche et la Bolivie ont bénéficié d'enquêtes et de missions consultatives. Fait important à signaler, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées ont collaboré dans une mesure croissante avec l'Organisation des Nations Unies et le FISE pour fournir une assistance technique dans ce domaine. Le cycle d'études régional sur la réadaptation pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui s'est tenu en août-septembre 1957 à Solo (Indonésie), est un exemple de cette coopération.

### *Aspects sociaux des migrations*

La sixième Conférence des organisations non gouvernementales intéressées aux problèmes de migration s'est tenue à Genève en août 1957, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'OIT. Elle a examiné des questions telles que l'intégration des immigrants, l'assistance sociale et juridique aux migrants et l'émigration de personnes physiquement déficientes. La coopération avec les organisations non gouvernementales s'est poursuivie, notamment en vue de la préparation de la septième Conférence qui se tiendra au Siège, en juin 1959. Le Secrétariat continue de participer à l'étude sur l'amélioration des travaux de recherche en matière de migration, entrepris en 1957 par le Groupe technique de travail du Comité administratif de coordination qui s'occupe des migrations.

### *Défense sociale*

A sa vingt-quatrième session [résolution 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957], le Conseil économique et social a approuvé l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adoptées par le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et a fait siennes les recomman-

dations du Congrès relatives au recrutement et à la formation du personnel pénitentiaire, aux établissements pénitentiaires et correctionnels ouverts et aux principes généraux régissant le travail pénitentiaire. Il a également recommandé aux gouvernements d'envisager favorablement l'adoption de cet ensemble de règles et de lui donner la publicité la plus large. En décembre 1957, le Secrétariat a envoyé une circulaire à tous ses correspondants et aux organisations non gouvernementales qui s'occupent de défense sociale, en les invitant à assurer la diffusion de ces recommandations. Les recommandations du Congrès, particulièrement celles qui portent sur l'ensemble de règles minima, ont déjà fait l'objet d'une publicité notable et ont même été appliquées dans une certaine mesure. Une centaine d'articles sur le Congrès ont paru dans diverses publications; un grand nombre d'entre eux donnaient le texte ou un résumé des recommandations.

Des représentants de 15 pays et territoires ont participé aux travaux du deuxième Cycle d'études des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, qui s'est tenu à Tokyo du 25 novembre au 7 décembre 1957. Les débats ont porté sur la délinquance juvénile, sur la mise en œuvre des recommandations du premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, ainsi que sur la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui.

A la suite d'une recommandation du premier Cycle d'études des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, qui s'est tenu en 1954, des négociations ont été menées avec le Gouvernement du Pakistan en vue d'ouvrir en 1958, à Lahore, un institut régional asiatique pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Cet institut aura principalement pour objet de former du personnel et d'effectuer des études et des recherches dans cette région en matière de défense sociale. Au cours de la période 1957-1958, on a entrepris des négociations analogues avec le Gouvernement du Brésil aux fins de créer un institut de ce genre en Amérique latine, conformément à la recommandation du premier Cycle d'études pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, qui s'est tenu en 1953.

Le Comité consultatif spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants s'est réuni du 5 au 15 mai 1958; il a examiné la politique et les programmes futurs des Nations Unies dans le domaine de la défense sociale, ainsi que l'organisation du deuxième Congrès des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants, qui sera convoqué en 1960.

Les Etats qui ont adhéré à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, ou qui l'ont ratifiée, sont actuellement au nombre de 22.

Deux numéros de la *Revue internationale de politique criminelle* ont paru pendant la période considérée. Autant que possible, chaque numéro est consacré à des sujets spéciaux du domaine de la défense sociale et donne un choix de renseignements législatifs; un numéro sur deux contient une documentation bibliographique.

## B. — ASSISTANCE TECHNIQUE

### 1. — Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique

#### a) FINANCEMENT DU PROGRAMME

##### *Contributions annoncées et contributions versées*

Pour l'exercice 1957, 84 gouvernements ont annoncé des contributions d'un montant équivalent à 30.837.533 dollars à titre de participation au Programme élargi. Le nombre des Etats contributeurs ainsi que le montant des contributions annoncées ont été l'un et l'autre plus élevés que pour aucun des exercices précédents; le montant total des contributions annoncées s'est accru de 2 millions de dollars. Pour la première fois, le Bureau de l'assistance technique a pu affecter dès le début de l'année presque tous les fonds nécessaires pour exécuter pleinement le Programme approuvé, avec les améliorations qui doivent en résulter du point de vue de la qualité et de la quantité des services rendus.

On a estimé que les dépenses de contrepartie effectuées par les gouvernements bénéficiaires pour les projets du Programme élargi, exclusion faite des investissements à long terme, étaient à peu près le triple des dépenses d'exécution supportées par les organisations participantes. En outre, de nombreux gouvernements ont reçu en 1957-1958 une assistance représentant au total environ 1 million de dollars à charge de remboursement ou de paiement.

Les contributions des gouvernements ont encore augmenté en 1958 et atteindront probablement 31.250.000 dollars lorsque les arrangements de contrepartie seront appliqués suivant les prévisions. Le versement de contributions qui s'était effectué à un rythme satisfaisant au cours des dernières années s'est sensiblement ralenti pendant la deuxième partie de 1957. Toutefois, la situation s'est dans une large mesure rétablie au début de 1958 et, à la fin du premier trimestre de cette année, 91,2 pour 100 des contributions annoncées pour 1957 avaient été payées.

##### *Utilisation des ressources*

En exécutant le programme de 1957 et en préparant les opérations de 1958, le Bureau s'est attaché tout spécialement à la nécessité d'utiliser entièrement les sommes versées en toutes monnaies comme le Conseil économique et social l'a recommandé dans sa résolution 626 B III (XXII) du 9 août 1956. A la fin de 1957, il n'y avait pas de solde non utilisé dépassant l'équivalent de 500.000 dollars dans une monnaie quelconque.

##### *Paiement des dépenses locales*

Conformément aux arrangements prévus dans la résolution 470 (XV) du Conseil, en date du 15 avril 1953, chaque gouvernement bénéficiaire est redevable d'une somme payable en monnaie locale à titre de contribution aux frais de subsistance locaux des experts de l'assistance technique. En ce qui concerne l'assistance technique fournie en 1957, le montant total des obligations en espèces des gouvernements bénéficiaires s'est élevé à 1.912.993 dollars et la valeur de la prestation en nature constituée par le logement fourni représentait l'équivalent de 273.944 dollars. Au 1er mars 1958, les versements effectués au titre de ces obligations se chiffraient à 1.639.176 dollars.

Pour l'année 1958, 83 gouvernements ont été invités à payer en monnaie locale l'équivalent de 2.921.465 dollars, représentant les obligations en espèces des gouvernements, outre des prestations en nature (logement des experts) représentant l'équivalent de 397.116 dollars.

#### b) OPÉRATIONS

##### *Programme de 1957*

L'assistance technique fournie en 1957 dans le cadre du Programme élargi s'est élevée à un montant de 31.500.000 dollars, ce qui représente environ 1 million de dollars de plus qu'en 1956 où elle avait déjà atteint un niveau sans précédent. Sur ce total, les dépenses directes d'exécution se sont montées à 25.800.000 dollars. Quatre-vingt-dix-huit pays et territoires ont reçu une assistance en exécution de programmes étudiés à l'échelon national et 34 autres gouvernements ont pu bénéficier du Programme grâce à leur participation à des projets régionaux et interrégionaux.

Comme les années précédentes, l'assistance fournie a consisté principalement en des services d'experts qui ont représenté une dépense égale aux trois quarts des dépenses du programme. Le quart restant a été consacré à l'octroi de bourses de perfectionnement et de bourses d'études et à l'envoi de matériel et de fournitures pour la formation professionnelle, les démonstrations et les recherches.

En tout, 2.513 experts originaires de 67 pays et territoires ont prêté leur concours pendant l'année. En outre, 2.061 bourses de perfectionnement et bourses de stagiaires-ouvriers ont été attribuées aux nationaux de 107 pays et territoires; 75 pays et territoires ont accueilli les boursiers et stagiaires et ont fourni les moyens de formation nécessaires. Les dépenses relatives au matériel et aux fournitures pour les projets exécutés dans le cadre du Programme élargi se sont élevées au total à 2.500.000 dollars.

D'une manière générale, la répartition de l'assistance technique entre les différentes régions a été la même que les années précédentes. La part de l'Afrique dans les dépenses totales a cependant augmenté sensiblement et celle de l'Asie et de l'Extrême-Orient a continué à s'accroître légèrement. Cette progression s'explique surtout par l'élargissement des programmes destinés aux pays de ces régions qui sont devenus indépendants depuis peu. Par exemple, en Afrique, les dépenses totales au titre des programmes du Ghana, du Maroc, du Soudan et de la Tunisie sont passées de 309.000 dollars en 1956 à 734.000 dollars en 1957 et, en Asie, il y a eu une augmentation semblable, les dépenses passant de 591.000 à 750.000 dollars pour les programmes du Cambodge, de la Fédération de Malaisie, du Laos et du Viet-Nam.

Les projets régionaux ont représenté une dépense de 2.850.000 dollars, soit 11 pour 100 du montant total du programme approuvé pour 1957. Chacun des 132 pays et territoires a au moins participé à un de ces projets et la plupart d'entre eux l'ont fait en plus de leurs programmes nationaux. Quarante pays ont joué le rôle de pays d'accueil. Comme les années passées, la majorité des projets intéressaient l'Amérique latine, région où a été effectuée près de la moitié du total des dépenses afférentes aux activités régionales et interrégionales.

##### *Programme de 1958*

Le programme approuvé pour 1958 par le Comité de l'assistance technique représente, pour les organisations participantes et le Bureau de l'assistance technique, une

charge totale à peu près égale à celle de 1957, à savoir 32 millions de dollars. Sur ce montant, 26 millions de dollars environ doivent être consacrés à des dépenses directes d'exécution.

#### *Projets continus*

Le CAT s'étant inquiété de la proportion élevée que les "projets continus" représentent dans le Programme élargi, le BAT a réexaminé la question en détail. Son étude a montré qu'un quart environ des projets du Programme de 1958 étaient nouveaux, qu'à peu près la moitié étaient en cours d'exécution depuis moins de trois ans et que le quart d'entre eux seulement avaient été entrepris depuis plus de trois ans. Le Bureau a été convaincu que le caractère de ces projets justifie pleinement leur durée relativement longue; il s'agit notamment en l'occurrence de campagnes de lutte contre le paludisme, de la création d'instituts de formation, de travaux de mise en valeur des terres et des ressources hydrauliques et du fonctionnement de centres de productivité. Le Bureau n'a pas constaté que l'existence de ces projets ait pour effet d'imposer une rigidité excessive à l'ensemble du programme; au contraire, ces projets donnent généralement une impression d'évolution et de développement.

#### *Nouveaux projets — autorisations pour cas d'urgence*

En outre, un certain nombre de nouveaux projets importants ont été entrepris en 1957 et en 1958, soit dans le cadre du programme approuvé, soit avec l'aide d'allocations d'urgence faites par le Président-Directeur du BAT.

Le Programme élargi a gagné particulièrement en ampleur et en souplesse dans les pays africains nouvellement indépendants où des experts internationaux ont été appelés au cours des années récentes à exercer des fonctions consultatives très importantes, à organiser la formation, à faire des études sur les ressources naturelles et à participer à d'autres travaux qui sont à la base des plans de développement des divers pays. En Extrême-Orient, le fait nouveau le plus intéressant est le projet de développement hydrologique du bassin inférieur du Mékong, qui a été financé initialement grâce à une allocation d'urgence faite par le BAT en 1957. Le Fonds d'urgence a également servi à financer les travaux entrepris en Iran pour lutter contre les stupéfiants et introduire de nouvelles cultures devant remplacer l'opium.

En 1958, le Président-Directeur du BAT restera habilité à autoriser des allocations d'urgence à concurrence de 1.600.000 dollars.

#### *Examen critique*

Le CAT a attaché une importance croissante à l'examen critique de l'assistance technique fournie dans le cadre du Programme élargi. Le BAT avait traité pour la première fois de cette question dans son rapport annuel pour 1956 et le Comité a estimé que, malgré certaines limitations, le rapport en question abordait utilement le problème. Le Bureau a donc entrepris en 1957 une étude critique plus approfondie en se plaçant du même point de vue général mais en s'attachant aussi pour la première fois à des questions comme l'appréciation des projets régionaux et interrégionaux, les vues exprimées par les gouvernements au sujet des méthodes de planification des programmes et l'intégration de l'assistance technique reçue dans le cadre du Programme élargi avec l'assistance provenant d'autres sources. Trente-huit pays bénéficiaires ont été étudiés, contre

trente en 1956, et le BAT a rendu compte des résultats obtenus dans son rapport annuel pour 1957.

Les examens critiques ont montré que des progrès considérables ont été enregistrés du point de vue de la coordination entre les divers services administratifs, entre les projets d'assistance technique et les plans de développement nationaux et entre ces plans et les autres programmes d'assistance économique et technique. Il est indéniable que les méthodes d'établissement des programmes à l'échelon national donnent les meilleurs résultats lorsqu'il existe un plan de développement national bien conçu et un service de coordination efficace pour veiller à ce que l'aide technique internationale serve à faire face aux besoins les plus urgents du pays.

### c) ADMINISTRATION

#### *Bureaux locaux du Bureau de l'assistance technique*

En 1957, de nouveaux bureaux locaux du BAT ont été ouverts en Argentine, au Ghana, au Pérou et au Soudan et un représentant spécial a été affecté au Maroc et à la Tunisie. En 1958, on a créé au Salvador un bureau régional qui a dans son ressort les cinq républiques d'Amérique centrale. Au milieu de l'année 1958, il existait 35 bureaux locaux desservant 50 pays et territoires où s'exécute plus de 90 pour 100 du programme.

#### *Dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution*

En 1957, par suite de l'application aux fonctionnaires du Siège du nouveau régime des traitements et indemnités, les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution ont dépassé les prévisions initiales. Le pourcentage des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution des organisations participantes a augmenté légèrement et est passé de 12,4 pour 100 en 1956 à 13,3 pour 100 en 1957.

En novembre 1957, le CAT a procédé à un examen préliminaire d'un rapport intérimaire du BAT relatif à la "Répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi"; il a noté que les organes directeurs de la plupart des organisations participantes n'avaient pas encore eu l'occasion de faire connaître leurs vues sur diverses solutions possibles. Le BAT présentera un nouveau rapport à la session d'été 1958 du CAT et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires formulera également ses observations à ce sujet.

## **2. — Programme d'assistance technique des Nations Unies**

En plus du rôle qu'elle joue dans le Programme élargi, l'Organisation des Nations Unies administre les projets d'assistance technique (désignés souvent sous le nom de "programme ordinaire") dont certains gouvernements demandent l'exécution en application des résolutions suivantes de l'Assemblée générale: 200 (III) du 4 décembre 1948 — développement économique; 418 (V) du 1er décembre 1950 — services sociaux; 723 (VIII) du 23 octobre 1953 — administration publique; et 926 (X) du 14 décembre 1955 — droits de l'homme. Le Programme forme un ensemble coordonné qui est administré comme tel.

Pour ce qui est des services d'assistance technique rendus aux gouvernements en 1957, les dépenses des Nations Unies se sont élevées au total à 9.450.919 dollars et ont été financées comme suit: 7.200.000

dollars par des crédits ouverts au titre du Programme élargi, 2.123.429 dollars par des crédits ouverts au titre du programme ordinaire conformément aux quatre résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale, et 91.686 dollars par les fonds extra-budgétaires permettant de fournir aux gouvernements une assistance à titre remboursable. Ces chiffres sont à rapprocher du total des dépenses pour 1956 qui avait été de 9.764.114 dollars.

En dépit de cette diminution du total des dépenses en 1957, 800 experts — le chiffre le plus important que l'on ait jamais enregistré — ont exercé leurs fonctions dans 68 pays et territoires. En revanche, le nombre des bourses octroyées a sensiblement baissé, passant de 1.017 en 1956 à 782 en 1957, et les dépenses afférentes au matériel et aux fournitures destinés aux projets sont tombées de 1.151.781 dollars en 1956 à 715.356 dollars en 1957. Quant aux programmes d'administration publique, l'Assemblée générale, qui avait voté un crédit de 300.000 dollars pour 1957, a adopté le même montant pour 1958, contre 145.000 dollars en 1956.

L'année 1957 a vu se créer en Afrique un grand nombre d'activités d'assistance technique entièrement nouvelles, en majeure partie dans des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance. Dans leurs demandes, les gouvernements ont particulièrement insisté sur la nécessité d'améliorer la planification économique. Des experts en matière d'enquêtes économiques, d'administration publique, de développement des ressources naturelles et de finances publiques se sont rendus au Ghana. Le Maroc et la Tunisie ont entrepris des projets intéressant le développement économique, l'industrialisation, le tourisme, les services sociaux et le développement des collectivités. Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétariat a organisé une formation en cours d'emploi dans le domaine de la planification du développement économique, à l'intention d'un groupe de boursiers venus d'Ethiopie, du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, du Libéria; la constitution d'autres groupes analogues est envisagée.

Se trouvant aux prises avec des problèmes du même ordre, certains gouvernements du Moyen-Orient ont sollicité, outre l'envoi d'experts en matière d'assistance technique pour des périodes de plusieurs mois, comme c'est généralement l'usage, de brèves visites périodiques de consultants chargés de participer à des entretiens sur la planification économique. L'Iran a bénéficié d'une assistance technique à la suite des recommandations que le Conseil avait formulées au sujet de la lutte contre le trafic de l'opium.

En Europe, les services d'assistance technique se sont poursuivis mais dans une mesure restreinte, étant donné les ressources financières limitées.

En Amérique latine, on a continué à mettre l'accent sur l'assistance technique pour la mise en valeur des ressources naturelles et le développement des transports et communications ainsi qu'au profit de certaines branches industrielles. Des projets régionaux ont été entrepris dans le domaine des études géologiques et hydrologiques, de la cartographie et de la formation en matière de développement économique. L'aide en faveur du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale a été maintenue. Parmi les travaux relatifs à la mise en valeur des ressources naturelles, pour lesquels les Gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela ont manifesté un vif intérêt, il y a lieu

de mentionner les études portant sur l'exploitation plus efficace des gisements houillers, l'amélioration du traitement métallurgique de certains minéraux et la préparation de prospections géologiques de grande envergure. Des experts en matière de transports et de communications ont été envoyés en Argentine, en Bolivie, au Paraguay et dans les républiques d'Amérique centrale. Les gouvernements ont fait appel dans une mesure croissante à l'Institut de recherches industrielles et de technologie de l'Amérique centrale, qui a été créé avec le concours de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies.

En Asie et en Extrême Orient, un groupe d'experts a procédé à une étude préliminaire des ressources du bassin inférieur du Mékong. Pour coordonner l'élaboration du projet et pour assurer une collaboration étroite avec la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême Orient, on a créé un Comité composé des représentants des Gouvernements du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Viet Nam. Dans cette région on a continué, d'une manière générale, à se concentrer sur des études permettant d'apprécier l'importance des ressources naturelles et leurs possibilités de mise en valeur, ainsi que sur l'aide nécessaire à l'exécution des travaux de génie civil connexes. Les activités relatives aux transports et communications ont été étendues. Le Gouvernement du Pakistan a pris en mains l'exploitation du Centre régional de signalisation ferroviaire.

Une fois de plus, l'Organisation des Nations Unies est intervenue comme agent administratif en ce qui concerne les activités d'assistance technique de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation météorologique mondiale. Comme au cours des années antérieures, ces dispositions ont permis de réaliser une économie considérable dans les dépenses relatives aux services administratifs.

On n'a pas fait figurer ici un compte rendu plus détaillé du programme d'assistance technique pour l'année 1957 puisque le Programme élargi a été exposé avec toutes les précisions dans le rapport annuel du Bureau de l'assistance technique pour 1957 et le programme ordinaire, dans un rapport du Secrétaire général à la vingt-sixième session du Conseil économique et social. Des rapports spéciaux ont été publiés sur l'assistance technique en matière de réglementation des stupéfiants et d'administration publique; un rapport sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme mentionne les services d'assistance technique qui ont été fournis. Il est également question de projets d'assistance technique dans d'autres rubriques du présent rapport.

### 3. — Service international d'administrateurs

Comme suite à la demande que le Conseil économique et social a formulée dans sa résolution 661 (XXIV) du 30 juillet 1957, le Secrétaire général a établi un rapport sur la proposition relative à la création d'un service international d'administrateurs, dont le Conseil sera saisi à sa vingt-sixième session. Conformément aux termes de la résolution du Conseil, le rapport, qui a été rédigé compte tenu des observations présentées par les gouvernements des Etats Membres et les institutions spécialisées en ce qui concerne la proposition,

accorde une attention particulière au vœu exprimé à cet égard par les pays sous développés.

Sur les 57 gouvernements qui ont fait parvenir des observations, 47 se sont déclarés en faveur du principe qui est à la base de la proposition, et aucun gouvernement ne s'est opposé au principe fondamental énoncé. L'un des gouvernements, tout en marquant son accord sur le fond de la proposition, a formulé des réserves quant aux modalités d'application du système.

Quinze gouvernements de pays insuffisamment développés ont manifesté un réel désir de recevoir une telle assistance; des demandes précises qui visent des postes très variés ont été reçues des pays d'Asie et d'Extrême-Orient, du Moyen Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. Il s'agit de demandes nouvelles qui viennent s'ajouter aux cas dans lesquels on avait précédemment fourni des experts de l'assistance technique chargés d'exercer des fonctions administratives ou exécutives dans le cadre des programmes existants de l'Organisation des Nations Unies.

Les chefs des secrétariats de cinq institutions spécialisées ont approuvé, dans son ensemble, le principe fondamental du système. Plusieurs institutions se sont déclarées intéressées et ont manifesté leur intention de coopérer au genre de programme que le Secrétaire général proposait d'instituer à titre d'essai et sans lui donner trop d'ampleur. L'une des institutions a indiqué qu'à son avis, un service comme celui qu'on envisageait actuellement ne serait pas nécessaire pour l'exécution des programmes qui rentrent dans le cadre de ses attributions.

A la lumière de ces observations, le Secrétaire général a proposé dans son rapport qu'on l'autorise à fournir aux gouvernements, lorsqu'ils en feront la demande, une assistance de caractère administratif ou exécutif, conçue d'une façon limitée et à titre d'essai, cette aide venant s'ajouter à celle qui est fournie dans le cadre des programmes actuels d'assistance technique des Nations Unies et qui est financée sur le budget ordinaire de l'Organisation. Il présenterait donc à l'Assemblée, à sa treizième session, une demande d'augmentation des crédits affectés, pour l'année 1959, à l'assistance technique dans le domaine de l'administration publique. Au cours de la période d'essai, le fonctionnement du nouveau service serait assuré au moyen des rouages actuels du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sans que cela entraîne des frais administratifs supplémentaires, de sorte que les nouveaux crédits majorés seraient utilisés pour faire face aux demandes des gouvernements. L'Organisation des Nations Unies serait disposée à négocier avec les gouvernements des accords définissant les conditions dans lesquelles elle pourrait donner suite aux demandes et, notamment, les relations précises qui seraient instituées entre l'Organisation des Nations Unies, les experts et les gouvernements intéressés.

## C. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

A l'heure actuelle, 322 programmes, dans 100 pays et territoires, ainsi que trois projets interrégionaux, bénéficient de l'assistance du FISE. Le tableau A en indique la répartition.



Tableau A. — Programme bénéficiant de l'aide du FISE

	Service de base de protection maternelle et infantile	Lutte contre les maladies transmissibles	Nutrition des enfants	Secours d'urgence	Total
<i>Afrique</i>					
23 pays et territoires	14	36	6	—	56
<i>Asie</i>					
23 pays et territoires	28	45	11	1	85
<i>Méditerranée orientale</i>					
13 pays et territoires	18	21	14	1	54
<i>Europe</i>					
7 pays et territoires	11	5	5	—	21
<i>Amérique</i>					
34 pays et territoires	34	37	35	—	106
<i>Programmes interrégionaux</i>	2	—	1	—	3
TOTAL	107	144	72	2	325

Au cours de la période considérée, les crédits alloués par le Conseil d'administration du FISE se sont élevés à 23.500.000 dollars, qui se décomposent comme l'indique le tableau B ci-dessous.

Tableau B. — Allocations de crédits approuvées par le FISE  
en septembre 1957 et en mars 1958  
(en dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Asie	Méditer- ranée orientale	Europe	Amérique	Programmes inter- régionaux	Total
Services de base de protection maternelle et infantile	690.500	5.567.000	147.000	236.000	704.800	333.000	7.678.300
Eradication du paludisme et lutte antipalu- dique	767.200	489.000	1.702.000	—	3.625.000	—	6.583.200
Lutte contre le pian et la syphilis	505.000	51.000	—	—	26.500	—	582.500
Vaccination par le BCG et autres formes de lutte contre la tuberculose	—	525.891	954	—	104.000	—	630.845
Lutte contre le trachome	100.000	7.000	44.000	56.500	—	—	207.500
Lutte contre la lèpre	142.000	62.500	18.000	—	—	—	222.500
Production de pénicilline	—	25.521	—	—	—	—	25.521
Nutrition <sup>a</sup>	28.000	1.337.000	331.000	710.000	1.221.100	—	3.627.100
TOTAL POUR L'ASSISTANCE À LONG TERME	2.232.700	8.064.912	2.242.954	1.002.500	5.681.400	333.000	19.557.466
Secours d'urgence							232.000
TOTAL GÉNÉRAL POUR L'AIDE À DES PROGRAM- MES							19.789.466
Prévisions de dépenses des services d'exé- cution en 1958							1.874.660
Prévisions de dépenses des services d'admini- stration en 1958							1.682.310
Allocation de crédits supplémentaire pour 1957							175.000
TOTAL GÉNÉRAL DES ALLOCATIONS DE CRÉDITS APPROUVÉES							23.521.436

<sup>a</sup> Y compris des allocations pour l'alimentation des enfants et pour le traitement du lait et autres produits alimentaires, en vue d'améliorer la nutrition infantile. Pour les programmes d'alimentation, le Gouvernement des Etats-Unis fournit gratuitement du lait écrémé en poudre provenant de ses excédents, le FISE ne prenant à sa charge que le coût du transport maritime, qui s'élève en moyenne à environ 2,5 cents par livre.

En 1957, environ 48 millions d'enfants, de mères allaitantes et de femmes enceintes ont bénéficié des principales campagnes de masse contre les maladies ainsi que des programmes d'alimentation qui sont exécutés avec l'assistance du FISE. Le nombre des bénéficiaires constituant l'objectif de 1958 est de plus de 50 millions.

Les recettes du FISE, qui se sont accrues de 2.500.000 dollars pendant l'année civile 1955, et de 2.300.000 dollars en 1956, n'ont augmenté que de 900.000 dollars en 1957, années où elles se sont élevées

à 20.700.000 dollars. Le Conseil d'administration a trouvé motif à préoccupation dans la réduction du taux d'accroissement annuel, étant donné, d'une part, les grandes possibilités de fournir une assistance efficace offertes par la planification plus complète des programmes par les gouvernements, et, d'autre part, la hausse du prix des fournitures procurées par le FISE. Comme en 1956, le montant des crédits alloués en 1957 a dépassé celui des recettes; l'écart a été de 2.600.000 dollars en 1956 et de 3.400.000 dollars en 1957. Ces écarts,

qui traduisaient l'accroissement des demandes d'aide émanant de gouvernements, ont pu être comblés grâce au report de fonds restés sans affectation et au retour à la masse de soldes non utilisés d'allocations approuvées au cours des années précédentes.

Pendant la période considérée, le Conseil d'administration du FISE a accru l'aide fournie aux gouvernements pour les aider à créer des services de base de protection maternelle et infantile, notamment les réseaux de centres d'hygiène maternelle et infantile qui sont, chaque fois que cela est possible, intégrés dans les services nationaux de santé publique. En 1957, le FISE a alloué 6.400.000 dollars pour les services de base de protection maternelle et infantile, contre 3.400.000 dollars en 1956, soit, en ce qui concerne 1957, 31 pour 100 des allocations approuvées pour des programmes, proportion qui n'avait jamais encore été atteinte depuis la création du Fonds. En vue d'améliorer la qualité de ces services, le FISE s'attache d'une manière croissante à renforcer la direction, la supervision et la formation du personnel dans le cadre des programmes. En même temps, il continue de fournir une assistance pour la lutte contre les principales maladies endémiques qui atteignent les enfants — paludisme, pian, trachome, et lèpre. C'est aux campagnes paludiques que le FISE consacre actuellement les crédits les plus importants; il a alloué plus de 8 millions de dollars à ce titre en 1957 et il compte en allouer de 8 à 10 millions par an pendant la période 1958-1960.

Au cours de la période considérée, le Conseil d'administration a pris des dispositions en vue de l'accroissement de l'assistance du FISE pour des mesures spéciales visant à améliorer la nutrition des enfants, notamment en milieu rural. Le Fonds prête son aide depuis un certain temps déjà pour des programmes d'alimentation complémentaire des enfants par l'intermédiaire des centres d'hygiène maternelle et infantile et des écoles. Il fournit également du matériel pour des usines de pasteurisation et de dessiccation du lait et, depuis une date plus récente, il aide à la mise au point de produits alimentaires locaux riches en protéines, autres que le lait. En septembre 1957, son Conseil d'administration a approuvé en principe un accroissement de l'assistance fournie pour un certain nombre d'activités connexes: enquêtes sur la nutrition en vue de recueillir des données propres à fournir la base de programmes concrets à l'échelon du village; formation, dans les différents pays, de personnel pour la mise en œuvre des programmes; éducation de la population villageoise en matière de nutrition; activités pratiques dans le domaine de la nutrition (comme les jardins scolaires et communautaires).

Le FISE se consacre à l'enfance. Cependant, il apparaît de plus en plus que son assistance, outre la valeur qu'elle revêt sur le plan humanitaire, peut aussi contribuer dans une grande mesure à procurer un bénéfice économique capital. Le Conseil d'administration reconnaît que les besoins de l'enfance ne sont pas des éléments isolés et qu'ils doivent être envisagés compte tenu du milieu où vivent les enfants. En conséquence, chaque fois qu'il est possible de le faire, le FISE appuie des mesures particulières intéressant la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et qui s'insèrent dans le cadre général d'une action visant à élever le niveau de vie de la famille et de la communauté. A cet égard, la coordination entre le Fonds et les différentes institutions auxquelles il s'adresse pour des avis techniques est continuellement renforcée. En mars 1958, le Conseil d'administration du FISE a approuvé une procédure tendant

à assurer à l'avenir une collaboration plus étroite avec la Direction des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la création d'un Comité mixte FAO/FISE des directives.

## D. — HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Le Haut-Commissariat a continué à s'acquitter de sa tâche fondamentale qui consiste à assurer aux réfugiés une protection internationale. Conformément à la résolution 1166 (XII) adoptée par l'Assemblée générale le 26 novembre 1957, le programme du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés a été intensifié. Le Haut-Commissariat a aussi continué à s'occuper du problème des réfugiés hongrois. Grâce à la coopération des gouvernements, du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, du programme des Etats-Unis pour l'aide aux fugitifs et des organisations bénévoles, ce problème a pu être entièrement résolu en Yougoslavie en janvier 1958. D'autres efforts se poursuivent en vue d'arriver à des solutions permanentes (rapatriement librement consenti, réinstallation ou l'intégration) pour les réfugiés hongrois qui se trouvent encore en Autriche. Le Haut-Commissariat a été en outre appelé à s'occuper de problèmes spéciaux intéressant les réfugiés en Afrique du Nord et dans le Moyen-Orient.

### a) LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS HONGROIS

Le nombre des réfugiés hongrois qui sont entrés en Autriche et en Yougoslavie s'élève au total à 200.000 environ. Il n'y a pas eu de nouvel afflux important au cours de la période considérée. Près de 11.000 réfugiés ont été rapatriés directement d'Autriche ou de Yougoslavie en Hongrie, quelque 171.000 ont été réinstallés dans des pays de deuxième asile et, au 15 juin 1958, il restait près de 18.000 réfugiés en Autriche. Si l'on compte les réfugiés rapatriés des pays de deuxième asile, le nombre total de ceux qui sont rentrés en Hongrie est estimé à environ 16.000.

D'Autriche, où environ 180.000 réfugiés ont trouvé accueil, les rapatriements se sont poursuivis sans graves difficultés et 7.800 réfugiés au total sont rentrés en Hongrie. Les réinstallations en revanche se sont considérablement ralenties et, sur les 155.000 réfugiés qui, au total, ont quitté l'Autriche pour s'installer ailleurs, quelque 8.000 seulement sont partis au cours de la période considérée. Sur les 18.000 réfugiés qui se trouvent toujours en Autriche, on estime que 8 à 9.000 désirent être réinstallés et il est nécessaire que les pays d'immigration fassent un nouvel effort. Le problème financier que posent l'entretien et le logement des réfugiés en Autriche peut être considéré comme résolu grâce aux contributions versées au Gouvernement autrichien par le Haut-Commissariat, grâce aussi à la vaste campagne entreprise par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge en faveur de l'entretien des réfugiés et à l'aide fournie directement au Gouvernement autrichien.

Le programme du Haut-Commissariat pour les réfugiés hongrois en Autriche, consistant en projets à long terme dont le coût s'élève à environ 500.000 dollars et en un programme de solutions permanentes coûtant 3.500.000 dollars, est exécuté aussi rapidement que possible. La construction de logements fournira quelque 860 unités d'habitation qui doivent être prêtes cette année ou au début de 1959. D'autres projets permettent de consentir des prêts modiques destinés à faciliter l'intégration, de fournir une contribution financière à un

grand programme d'enseignement et de prêter assistance à des groupes spéciaux de réfugiés.

Au total, 19.857 réfugiés hongrois sont entrés en Yougoslavie. A fin janvier 1958, une solution avait été trouvée pour chacun d'eux : 2.773 avaient été rapatriés de leur plein gré, 16.409 étaient réinstallés, et 675 étaient intégrés dans l'économie yougoslave. Appliquant des critères d'immigration libéraux, certains gouvernements ont accepté des réfugiés âgés, malades ou infirmes, et ont ainsi empêché que ne surgisse le problème coûteux et long à résoudre des camps. Cependant le Gouvernement yougoslave doit faire face à un déficit de plus de 6.600.000 dollars dû aux dépenses qu'il a consacrées aux réfugiés hongrois.

Les sommes recueillies par le Secrétaire général ou le Haut-Commissaire à la suite des appels qu'ils avaient lancés en faveur des réfugiés hongrois en vertu de la résolution 1129 (XI), du 21 novembre 1956, ont dépassé 12.200.000 dollars. Si l'on compte aussi les contributions versées en espèces ou en nature par l'intermédiaire de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge pour être utilisées en Autriche ou en Yougoslavie, et l'aide directe fournie au Gouvernement autrichien, le chiffre total dépasse 40 millions de dollars.

#### b) PROBLÈMES SPÉCIAUX INTÉRESSANT LES RÉFUGIÉS

Le Haut-Commissariat a été amené à venir en aide aux personnes qui ont quitté le Moyen-Orient à la suite des événements qui s'étaient déroulés dans cette région et ont reçu un asile temporaire dans certains pays d'Europe en attendant leur réinstallation. Au cours de la période considérée, des contributions s'élevant à 200.000 dollars ont été versées à titre de participation aux frais d'entretien et de réinstallation de ces réfugiés.

Une aide qui s'élève à 116.000 dollars a aussi été fournie, par l'entremise du Haut-Commissariat, aux réfugiés se trouvant en Tunisie. Ce groupe de réfugiés est aidé également par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, qui, avec le Comité international de la Croix-Rouge, a lancé un appel en leur faveur.

#### c) PROTECTION INTERNATIONALE

Le Haut-Commissariat a poursuivi ses efforts en vue d'obtenir, en faveur des réfugiés, le bénéfice des lois nationales et des conventions internationales. Le nombre des parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés est maintenant de 22, le Gouvernement tunisien ayant annoncé en novembre qu'il se considérait comme lié par les dispositions de la Convention. L'arrangement destiné à réglementer le statut des marins réfugiés, qui a été adopté par huit gouvernements lors d'une conférence tenue à La Haye, en 1957, présente une importance particulière. Il entrera en vigueur 90 jours après qu'il aura été ratifié par ces huit pays. Le Conseil de l'Europe étudie actuellement un accord multilatéral exemptant les réfugiés de l'obligation d'obtenir des visas. L'Organisation européenne de coopération économique a rédigé un projet de recommandation à ses membres qui, s'il est adopté, facilitera les déplacements de travailleurs réfugiés d'un pays membre à l'autre.

Le Haut-Commissariat a continué à encourager, chaque fois que cela était nécessaire, les mesures destinées à améliorer la situation des réfugiés, en particulier en ce qui concerne le droit au travail, la sécurité sociale, les déplacements et la naturalisation. Il a aussi collaboré avec les gouvernements pour déterminer si des personnes qui ont demandé asile dans un pays sont des réfugiés au sens de la Convention de 1951. Une nou-

velle procédure a été établie à cet effet en Autriche; elle prévoit des consultations avec le Haut-Commissariat à divers stades.

Parmi les problèmes spéciaux que le Haut-Commissariat a suivis de très près, on peut mentionner en particulier la réintégration des victimes des persécutions nazies dans leurs droits et leur indemnisation.

#### *Aide au rapatriement librement consenti*

Conformément à son statut et à la résolution 925 (X) adoptée le 25 octobre 1955 par l'Assemblée générale, le Haut-Commissariat a appliqué les mesures de sauvegarde nécessaires dans les cas de rapatriement volontaire de réfugiés. Les missions de rapatriement qui se sont rendues en Autriche et en Yougoslavie ont été accompagnées d'un observateur désigné par le Haut-Commissaire et chargé de veiller à ce qu'aucune pression ne soit exercée sur les réfugiés de quelque côté que ce soit. Les réfugiés qui demandaient à être rapatriés ont été renvoyés aux autorités de leurs pays d'origine. Dans le cas des réfugiés hongrois, les gouvernements de certains pays d'asile se sont déclarés prêts à prendre à leur charge les frais de voyage des réfugiés rentrant en Hongrie. Lorsque des difficultés ont surgi, le Haut-Commissaire est intervenu par la voie diplomatique. Quelque 2.000 réfugiés, outre ceux de Hongrie, sont retournés dans leurs pays d'origine en 1957.

#### *Aide à la réinstallation*

Au cours de l'année civile 1957, 35.082 réfugiés (sans compter les réfugiés de Hongrie) ont été réinstallés sous les auspices du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME). La plupart se sont rendus en Australie, au Canada, en Israël et aux Etats-Unis. Deux mille cinq cents autres réfugiés, comprenant des cas difficiles et des infirmes, ont été réinstallés en vertu de divers programmes dans des pays d'Europe, pour la plupart en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni. Le Haut-Commissariat s'intéresse tout particulièrement à l'émigration de familles de réfugiés qui ne répondent pas aux critères de sélection actuels parce qu'elles comptent parmi leurs membres un cas difficile ou un infirme. Il s'efforce aussi de réunir les membres d'une famille dont certains membres valides ont émigré en laissant derrière eux une ou plusieurs personnes refusées pour des raisons d'ordre médical.

#### d) EXÉCUTION DU PROGRAMME DE L'UNREF

En 1958, le programme de l'UNREF est entré dans la quatrième et dernière année de son exécution. Au 15 juin, les gouvernements avaient versé, s'étaient engagés à verser ou avaient promis de verser 13.922.482 dollars alors que l'objectif avait été fixé à 16 millions de dollars; il restait donc à trouver 2.077.518 dollars. A ces sommes, se sont ajoutées des contributions privées et des recettes diverses, s'élevant au total à 2.018.877 dollars.

Au 31 mars 1958, 22.039 réfugiés, dont 7.123 vivaient dans des camps, avaient été installés de façon permanente dans le cadre du programme. Un autre contingent de 12.864 réfugiés (à l'exclusion des bénéficiaires des projets de secours d'urgence) avaient été secourus de façon substantielle. Ce chiffre sera beaucoup plus élevé lorsque tous les projets en cours auront été réalisés.

Dans le cadre de projets de solutions permanentes, 16.014 réfugiés au total avaient été installés de façon

permanente au 31 mars 1958, la majorité d'entre eux en Autriche (9.989), en Allemagne (3.749), en Belgique (781), en Italie (738), en Grèce (488) et en France (230). Le programme s'attache principalement à la question du logement: 2.821 unités d'habitation sont prévues en Autriche (935 sont achevées), 1.578 en Allemagne (348 achevées) et 612 en Grèce (67 achevées). Le programme prévoit aussi un service de consultations, de réadaptation des réfugiés infirmes et d'assistance aux jeunes gens.

Un programme pour cas difficiles a fourni, à 936 réfugiés appartenant à cette catégorie, y compris des personnes à charge, l'occasion de s'installer soit dans leur pays de résidence, soit dans des établissements à l'étranger. En même temps, des projets de secours d'urgence ont aidé les groupes de réfugiés les plus nécessiteux; 5.390 réfugiés ont été ainsi aidés au cours de 1957.

Dans l'opération d'Extrême-Orient, le Haut-Commissariat coopère avec le CIME en vue de réinstaller des réfugiés européens d'Extrême-Orient et fournit aussi des secours d'urgence aux réfugiés qui se trouvent en Chine continentale. Le CIME prend à sa charge le transport, tandis que le Haut-Commissariat finance l'entretien des réfugiés qui transitent par Hong-kong. En 1957, un nombre de réfugiés sans précédent est arrivé à Hong-kong et les ressources dont le CIME disposait pour leur transport se sont révélées insuffisantes. Avec l'autorisation du Comité exécutif de l'UNREF, le Haut-Commissaire s'est joint au directeur du CIME pour adresser aux gouvernements un appel leur demandant des fonds pour le transport des réfugiés; de son côté, le Comité exécutif de l'UNREF a pris des mesures spéciales pour augmenter les crédits destinés à l'entretien des réfugiés à Hong-kong. Le nombre des réfugiés transportés en 1957 a été de 2.979. En 1958, le chiffre était de 1.211 au 15 juin. Le Comité exécutif de l'UNREF a été informé à sa huitième session que le nombre de réfugiés à transporter en 1958 serait approximativement de 3.600.

Le programme de l'UNREF facilitera considérablement la solution du problème des réfugiés vivant dans des camps, mais on estime que, même si l'on dispose des fonds nécessaires pour réaliser tous les projets approuvés, il restera dans les camps environ 11.600 réfugiés ayant besoin de l'aide de l'UNREF. Pour répondre au désir de l'Assemblée générale qui, dans sa résolution 1166 (XII) demandait que l'on intensifie le programme, un programme provisoire d'évacuation des camps exigeant 4.800.000 dollars a été soumis au Comité exécutif de l'UNREF à sa huitième session. Ce programme sera examiné par un groupe de travail créé par le Comité exécutif. Des contributions à ce programme s'élevant au total à plus de 570.000 dollars ont été annoncées ou promises.

#### e) MESURES PRISES CONFORMÉMENT AUX RÉSOLUTIONS 1166 (XII) ET 1167 (XII) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Comme l'y invitait la résolution 1166 (XII), le Haut-Commissaire s'est efforcé d'intensifier le programme de l'UNREF et il a adressé un appel aux membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en vue de recueillir les fonds supplémentaires nécessaires pour faire sortir des camps tous les réfugiés relevant de son mandat qui s'y trouvent plus de 10 ans.

Dans la même résolution, l'Assemblée a prié le Comité exécutif de l'UNREF d'exercer en 1958 les fonctions qui incombent à son successeur, le Comité exécutif

du programme du Haut-Commissaire, dans la mesure où il le jugerait nécessaire pour assurer la continuité de l'assistance internationale aux réfugiés. A sa huitième session, le Comité exécutif de l'UNREF a examiné un programme d'évacuation des camps et une Note sur l'avenir de l'assistance internationale, présentés par le Haut-Commissaire. Un groupe de travail composé des représentants de neuf gouvernements doit rédiger des propositions touchant les mesures spéciales à prendre par le Comité, notamment en ce qui concerne les programmes spéciaux et leurs objectifs financiers; ces propositions seront examinées par le Comité à une session spéciale, le 26 octobre 1958 au plus tard.

En ce qui concerne la résolution 1167 (XII), du 26 novembre 1957, relative aux réfugiés chinois à Hong-kong, le Haut-Commissaire a informé les membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi que les organisations non gouvernementales, qu'il était prêt à user de ses bons offices pour favoriser les arrangements concernant les contributions destinées à ces réfugiés. A sa septième session, le Comité exécutif de l'UNREF a exprimé l'espoir que les réponses à l'appel de l'Assemblée générale en faveur de l'aide à ces réfugiés seront nombreuses et généreuses.

## E. — QUESTIONS DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Dans le domaine de la coordination, l'un des faits récents les plus importants a été l'adoption d'une résolution, par laquelle le Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session a demandé au Comité administratif de coordination d'établir une liste préliminaire des domaines d'activité qui appellent une action concertée de plusieurs organisations et des propositions de méthode à suivre pour l'élaboration de plans visant cette action concertée.

Le CAC, dans le rapport qu'il a présenté au Conseil à sa vingt-sixième session, a interprété l'expression "action concertée" comme signifiant une action menée dans le cadre d'un plan conçu en commun et unifié, visant un objectif d'ensemble commun. Il a proposé que cette "action concertée" ne soit envisagée que si les programmes étaient suffisamment complexes pour exiger des efforts venant de plusieurs côtés, assez spécifiques pour permettre à ces efforts de se combiner dans un domaine précis, et s'ils pouvaient être définis en des termes que les diverses parties intéressées s'accordent à adopter comme base de leurs efforts communs.

Le CAC a estimé que les possibilités d'action concertée étaient fort diverses. En ce qui concerne le développement communautaire, un plan d'action concertée de longue durée a été conçu et ce sont les organisations intéressées qui en régleront entre elles les modalités, d'une année à l'autre, pour les mettre au point. Dans le domaine de la régularisation et de l'utilisation des eaux, au sens le plus large, le CAC a estimé qu'il n'était pas possible, au stade actuel, d'envisager un programme unifié; il a cependant admis que certains domaines d'activités pouvaient se prêter à une action concertée, notamment la mise en valeur intégrée des bassins fluviaux, les travaux relatifs aux eaux souterraines, à la lutte contre la pollution des eaux et aux régions humides des tropiques ainsi que les programmes relatifs à la zone aride. En ce qui concerne l'habitation, la construction et la planification, un groupe de travail du CAC doit préparer un programme de longue durée qui, après

avoir été discuté par le Comité administratif de coordination, sera présenté à la Commission des questions sociales, au Conseil économique et social et aux organes directeurs des institutions spécialisées intéressées. Dans le domaine de l'industrialisation, de la productivité et de l'urbanisation, on a estimé qu'il était trop tôt, les programmes n'en étant encore qu'au stade des recherches, pour qu'on puisse envisager une action concertée et qu'il semblait préférable, à ce stade, d'élargir le système actuel de coopération. Le Comité a noté que des dispositions avaient été prises par l'Organisation des Nations Unies et la FAO en vue d'une action concertée concernant des aspects importants du Projet de la FAO de développement méditerranéen.

Diverses méthodes à suivre pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action concertée ont été étudiées. Le Comité a recommandé que les propositions relatives à de nouveaux programmes concertés fassent l'objet de consultations suffisamment tôt pour qu'elles puissent être soumises, en tant que questions spéciales, à l'attention des organes directeurs des institutions spécialisées pour étude quant au fond et quant aux incidences financières.

Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de procéder à une évaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes ordinaires de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme pour la période 1959-1964 et il a invité l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation météorologique mondiale à faire une évaluation analogue. Il a en outre prié le CAC de faire rapport sur les méthodes qui seraient les plus appropriées et les plus pratiques pour préparer ces évaluations de manière qu'elles puissent être comparables entre elles.

Comme suite à cette demande, le CAC a fait connaître, au mois de mai 1958, que les méthodes et le degré de précision des évaluations varieraient nécessairement selon les organisations et qu'elles ne porteraient pas dans tous les cas sur le même nombre d'années. Il a également exprimé l'opinion que les études faites à ce sujet, pour être conformes aux faits, devraient tenir compte des activités du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial créé par l'Assemblée générale le 14 décembre 1957 [résolution 1219 (XII)]. Le Comité a recommandé en outre que les rapports des diverses organisations portent seulement sur les principaux domaines d'activité, qu'ils soient présentés sous une forme qui permette, dans toute la mesure du possible, les comparaisons, et que, dans le cadre des principaux domaines d'activité, ils se bornent à indiquer les grandes lignes de développement prévues et les changements quant à l'importance relative des éléments en cause. Les rapports devraient en outre traiter des objectifs poursuivis, de la nature des problèmes rencon-

trés et des méthodes adoptées pour les résoudre. Pour ce qui est de l'évaluation du coût futur des programmes, le CAC a estimé que, s'il demeurait nécessaire que tout soit fait pour répondre aux vœux du Conseil économique et social, il serait cependant impossible de prévoir les dépenses futures avec certitude.

Les recommandations détaillées du CAC au sujet de "l'action concertée" et de ces évaluations seront examinées par le Conseil à sa vingt-huitième session. Pour faciliter les discussions du Conseil, le CAC a également préparé une étude sur les dispositions pratiques qui ont été prises au cours des années, afin d'organiser une coopération et une coordination des activités dans des domaines très divers. L'étude met à jour les éléments d'information concernant cette question qui ont été présentés au Conseil en 1954.

Comme par le passé, le CAC a également étudié les réalisations du Programme élargi d'assistance technique et il a noté que des consultations avaient eu lieu au sujet de la coordination de diverses activités économiques et sociales telles que le développement communautaire, la régularisation et l'utilisation des eaux et au sujet des questions relatives aux produits de base. Il a également fait rapport au Conseil à sa vingt-sixième session, sur la coordination des programmes du FISE et des programmes ordinaire et élargi d'assistance technique des Nations Unies.

Pour la première fois, l'Agence internationale de l'énergie atomique a participé aux travaux du CAC à sa session de mai 1958; des consultations ont eu lieu récemment et d'autres sont actuellement en cours entre l'AIEA et plusieurs des institutions spécialisées qui s'intéressent aux questions de l'énergie atomique.

Comme le Conseil économique et social l'a demandé à sa vingt-deuxième session, le Secrétaire général a préparé un rapport relatif aux méthodes suivies par les gouvernements pour assurer la coordination de leurs activités dans les diverses organisations internationales. Ce rapport sera examiné par le Conseil à sa vingt-sixième session.

Dans le cadre de l'examen général des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et dans celui des droits de l'homme, le Conseil a été saisi, à sa vingt-quatrième session, d'un rapport contenant les recommandations et suggestions du Secrétaire général tendant à rendre plus efficace l'œuvre des Nations Unies dans ces domaines. Un nouveau rapport a été préparé pour la vingt-sixième session du Conseil. Ces documents font partie d'une série de rapports qui ont été présentés à des sessions précédentes et qui sont devenus maintenant un élément permanent des travaux du Conseil. Ils sont le fruit d'une étude constante et détaillée des activités visées et ont pour but de permettre au Conseil d'examiner, à la lumière de besoins changeants, les meilleurs moyens d'utiliser les ressources limitées dont il dispose.

# Chapitre III

## QUESTIONS

### CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

#### A. — TERRITOIRES SOUS TUTELLE

##### 1. — Fonctionnement du régime international de tutelle

Le trait le plus marquant du fonctionnement du régime de tutelle au cours de l'année considérée a été que les organes intéressés ont reconnu d'une manière générale, comme les autorités administrantes responsables et parfois même à l'instigation de ces dernières, que cinq des 10 territoires sous tutelle approchent d'un stade d'évolution où il faudra prendre des décisions importantes concernant plus ou moins directement leur statut futur.

En Afrique orientale, la Somalie devra bientôt examiner sa constitution d'Etat indépendant. En Afrique occidentale, on attend de savoir, après les élections qui ont eu lieu au Togo sous administration française sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, quels seront les vœux de la population au sujet du statut futur du Territoire. De l'avis de l'Autorité administrante, le Cameroun sous administration française approche du moment où il sera possible d'établir un calendrier raisonnable pour la levée de la tutelle. La Nigéria désirant accéder à l'indépendance en 1960, on a été amené à se demander quel serait le statut futur du Cameroun sous administration britannique, administré actuellement en tant que partie intégrante de ce territoire, et par quels moyens l'on pourrait consulter les habitants sur leur avenir. Dans le Pacifique, on a entrepris d'appliquer au Samoa-Occidental une série de réformes devant permettre la mise en place d'un gouvernement responsable en 1960.

Le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale ont porté à cette évolution un intérêt tout particulier, mais n'en ont pas moins continué à appliquer la procédure normale de surveillance tant aux territoires politiquement plus évolués qu'à ceux qui ne seront pas appelés prochainement à se prononcer sur leur avenir. Le Conseil a terminé en juillet 1957 sa vingtième session, au cours de laquelle il s'est surtout occupé des territoires du Pacifique, du Tanganyika et de la Somalie; il a tenu en septembre sa septième session extraordinaire pour étudier le rapport de la Commission envoyée par l'Assemblée générale au Togo sous administration française; il a surtout consacré sa vingt et unième session ordinaire, de janvier à mars 1958, aux territoires d'Afrique; enfin, au cours de sa vingt-deuxième session qui s'est ouverte en juin 1958, il s'est à nouveau penché plus particulièrement sur les territoires du Paci-

fique et la Somalie. Au cours de l'année considérée, le Conseil a envoyé pour la quatrième fois une mission de visite en Afrique orientale et chargé une autre mission de se rendre en Afrique occidentale à la fin de 1958.

Lorsque, à la douzième session, l'Assemblée générale a examiné comme chaque année le fonctionnement du régime de tutelle, elle a accordé une attention toute particulière à la question de l'avenir du Togo sous administration française. Les auditions accordées à des personnalités politiques venues du Territoire ont constitué une fois de plus un trait important du débat consacré à cette question. L'Assemblée a également entendu des pétitionnaires venus des deux Territoires sous tutelle du Cameroun. En outre, elle a continué à examiner deux problèmes particuliers concernant la Somalie: celui de l'avenir économique et financier du Territoire et la question de la délimitation de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie.

Dans la section suivante constituée par un bref exposé de la situation dans les territoires, il est fait état des résolutions que l'Assemblée générale a adoptées en la matière, ainsi que de certaines observations et recommandations formulées par le Conseil de tutelle au sujet de l'ensemble des problèmes que pose l'administration des territoires sous tutelle.

L'Assemblée a adopté également un certain nombre de résolutions de caractère général. Elle a réaffirmé ses résolutions antérieures invitant les autorités administrantes à indiquer le laps de temps dans lequel elles escomptaient que les territoires atteindraient l'objectif d'autonomie ou d'indépendance et recommandant de prendre des mesures pour que ces objectifs soient atteints à une date rapprochée dans les territoires d'Afrique. Elle a aussi prié le Conseil de tutelle de poursuivre son étude sur le développement de l'économie rurale dans les territoires sous tutelle, de faire rapport sur l'utilisation des moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle, et d'étudier les effets de la Communauté économique européenne sur le développement de certains territoires sous tutelle.

#### 2. — Situation dans les territoires sous tutelle

##### 1) Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale

###### a) TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

Le sort de la population du Togo sous administration française, qui est d'un peu plus d'un million de per-



sonnes, a continué à être l'une des principales préoccupations des organes de tutelle. La Commission créée par la résolution 1046 (XI) de l'Assemblée générale en date du 23 janvier 1957 et chargée d'étudier l'ensemble de la situation résultant de l'application pratique du nouveau statut accordé au Togo en 1956, a séjourné dans le Territoire du 29 mai au 30 juin 1957 et a présenté son rapport au Conseil de tutelle en septembre 1957. La conclusion essentielle du rapport de la Commission a été que, s'il existait encore d'importantes restrictions du fait que l'Autorité administrante conservait certains pouvoirs et compétences, le Togo possédait une ample mesure d'autonomie interne et il n'y avait guère de doute qu'une évolution avait été déclenchée qui rendait inévitable un nouveau transfert de pouvoirs. L'évolution politique future du statut du Territoire et la relation de ce territoire avec la France devraient être librement décidées en plein accord avec les désirs du peuple togolais; la Commission suggérait qu'en attendant, le Togo assume la pleine responsabilité de la modification du statut pour autant qu'il traitait de l'organisation interne du pays et que des élections aient lieu au suffrage universel; enfin, en ce qui concerne la cessation de l'Accord de tutelle, il conviendrait le moment venu de consulter la population, par des moyens appropriés et en plein accord avec l'Organisation des Nations Unies, sur ses désirs quant au statut futur du Territoire.

A sa septième session extraordinaire, le Conseil a transmis le rapport de la Commission à l'Assemblée générale en exprimant l'avis que ce rapport et les déclarations faites devant le Conseil par les représentants des Gouvernements français et togolais fournissaient à l'Assemblée une base utile et constructive pour examiner la question et décider des mesures à prendre. A la douzième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle les dirigeants des partis d'opposition du Territoire ont également été entendus, les représentants de la France et du Gouvernement togolais ont proposé dès le début le programme d'action suivant: en premier lieu, l'Assemblée législative togolaise existante approuverait un texte modifié du statut par lequel de nouveaux transferts de pouvoirs seraient opérés; en second lieu, l'Assemblée législative serait renouvelée au suffrage universel des adultes et le statut modifié entrerait en vigueur; enfin, au moment où la nouvelle Assemblée législative se réunirait pour la première fois, le régime de tutelle prendrait automatiquement fin.

Au cours des débats qui ont eu lieu à la Quatrième Commission, cette position s'est modifiée et a trouvé son expression dans un projet de résolution qui, d'après ses auteurs, reposait sur la série suivante d'événements: premièrement, tous les pouvoirs conservés par la France, à l'exception de ceux concernant la défense, les affaires étrangères et la monnaie, seraient transférés aux autorités togolaises; deuxièmement, les élections pour le renouvellement de l'Assemblée législative auraient lieu en 1958 sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies; troisièmement, la nouvelle Assemblée élue pourrait faire toutes propositions qu'elle jugerait utiles concernant la modification du statut et la levée de la tutelle; enfin, ces propositions seraient communiquées au Conseil de tutelle et ensuite à l'Assemblée générale.

Le texte du projet de résolution, tel qu'il avait été amendé et approuvé par la Quatrième Commission, a été adopté par l'Assemblée générale le 29 novembre 1957 [résolution 1182 (XII)]. Aux termes de cette ré-

solution, l'Assemblée décidait d'élire un Commissaire qui superviserait les élections avec l'aide des observateurs et du personnel que le Secrétaire général désignerait après avoir consulté le Commissaire; le 14 décembre, elle a élu M. Max H. Dorsinville, représentant d'Haïti, aux fonctions de commissaire. Dans cette résolution, elle invitait en outre l'Autorité administrante et le Gouvernement du Togo à prendre, en consultation avec le Commissaire des Nations Unies, les dispositions concernant l'organisation et la conduite des élections. Elle priait le Commissaire de présenter au Conseil de tutelle, pour qu'il l'examine et le transmette à l'Assemblée générale lors de sa treizième session, un rapport sur l'organisation, la conduite et les résultats des élections. De plus, elle invitait l'Autorité administrante à fournir des renseignements au Conseil de tutelle sur l'exécution du transfert préalable des pouvoirs, les résultats des élections, la réunion de la nouvelle Assemblée législative, ainsi que les vœux que l'Assemblée législative pourrait exprimer concernant le statut et l'abrogation de l'Accord de tutelle. De son côté, le Conseil de tutelle était prié d'examiner ces questions et de faire rapport à leur sujet à l'Assemblée générale afin qu'elle puisse, si la nouvelle Assemblée législative du Togo et l'Autorité administrante le lui demandaient, prendre une décision, compte tenu des conditions qui régneraient alors, en ce qui concerne l'abrogation de l'Accord de tutelle.

Au moment de la rédaction du présent rapport (juin 1958), le Conseil n'a pas encore reçu les rapports du Commissaire des Nations Unies et de l'Autorité administrante. Il lui reste également à examiner comme il le fait chaque année la situation dans le Territoire sous tutelle et les pétitions concernant ce territoire.

#### b) CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

A sa vingt et unième session, le Conseil de tutelle s'est tout particulièrement intéressé aux résultats obtenus pendant la première année de fonctionnement des nouvelles institutions politiques créées au Cameroun sous administration française en vertu du statut appliqué par décret du 16 avril 1957. Le Conseil a félicité tant l'Autorité administrante que le Gouvernement camerounais de l'ensemble des progrès réalisés et a noté avec intérêt l'excellent usage qui avait été fait, par les organismes institués dans le Territoire, des pouvoirs étendus qui leur avaient été attribués. Il s'est déclaré convaincu que l'Autorité administrante accueillerait avec sympathie toutes demandes de nouveaux transferts de pouvoirs que l'Assemblée législative du Cameroun pourrait lui adresser.

Des dissensions politiques ont continué à se manifester dans certaines régions du Territoire au cours de l'année qui a précédé l'examen par le Conseil de la situation du Territoire, comme en témoignent l'envoi de pétitions (plus de 6.000 sont parvenues en 1957), les déclarations que les porte-parole de divers groupements ont faites devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale à sa douzième session, et de nouveaux incidents qui ont eu lieu dans le Territoire. Divers groupements ont continué à réclamer une amnistie politique, ainsi que l'indépendance et l'unification des deux Camerouns. Dans sa résolution 1211 (XII) adoptée le 13 décembre 1957, l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que, par l'application de mesures appropriées, notamment la promulgation rapide d'une loi d'amnistie et la renonciation de tous les partis à l'emploi de la violence, il serait possible de réaliser des conditions favorisant le

rétablissement prochain d'une situation normale dans la région troublée. A sa vingt et unième session, le Conseil a déploré que des éléments de la population aient continué à recourir à la violence dans certaines régions du Territoire et a fait appel aux intéressés pour qu'ils coopèrent avec le reste de la population en vue de promouvoir une vie politique normale. Notant avec intérêt la promulgation récente d'une loi d'amnistie, le Conseil a exprimé l'espoir que l'appel à la concorde lancé par le nouveau Premier Ministre (investi à la suite d'une crise ministérielle survenue au mois de février 1958), ainsi qu'une application libérale de la loi d'amnistie contribueraient à améliorer sensiblement la situation.

En ce qui concerne le statut futur des deux Territoires du Cameroun, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1211 (XII), a déclaré qu'elle avait confiance que les mesures appropriées que prendraient les autorités administrantes faciliteraient encore la réalisation, dans les deux territoires, des fins du régime de tutelle, conformément aux aspirations librement exprimées des populations intéressées, toutes les solutions relatives à leur statut futur ayant été envisagées. Par la suite, le Conseil de tutelle a exprimé sa confiance en des termes analogues à propos du Cameroun sous administration française. Il a pris note en outre, à cette occasion, d'une déclaration du représentant de la France selon laquelle le moment était sans doute proche où l'Autorité administrante déterminerait en plein accord avec le Gouvernement camerounais un calendrier raisonnable qui conduirait à la levée de la tutelle.

Le Conseil a noté avec satisfaction les efforts de l'Autorité administrante et du Gouvernement camerounais en vue de développer et de diversifier l'économie du Territoire. Il a recommandé que l'équipement du Territoire soit favorisé par tous les moyens possibles et que le Gouvernement camerounais participe aussi pleinement que possible à la préparation et à l'application de programmes de commerce extérieur. Il a noté également avec satisfaction les progrès accomplis dans le domaine social, notamment les mesures prises en vue d'améliorer la condition de la femme, les conditions de logement et la santé publique. De même, il s'est déclaré heureux des progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement et a réaffirmé l'espoir qu'il serait possible d'envisager la création d'une université au Cameroun dans un avenir relativement proche.

#### c) CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Le Conseil de tutelle a noté que des changements étaient imminents au Cameroun sous administration britannique après l'organisation à Londres en 1957 d'une conférence au cours de laquelle les représentants de la Nigéria et du Territoire sous tutelle et le Secrétaire d'Etat aux colonies avaient étudié les dispositions constitutionnelles relatives aux deux territoires. Cette conférence a approuvé certaines modifications qui permettront de renforcer l'autonomie interne de la Fédération nigérienne dans son ensemble et aussi, à l'échelon régional, du Cameroun méridional et de la région du Nord de la Nigéria (le Cameroun septentrional est administré en tant que partie intégrante de cette région).

Le Conseil a appris d'autre part qu'un nouveau Parlement nigérien, qui doit être élu en 1959-1960, examinera une résolution demandant au Gouvernement du Royaume-Uni d'accepter que la Nigéria accède à l'autonomie entière au sein du Commonwealth britannique au cours de l'année 1960. Le Conseil a été informé

qu'en parlant de la situation du Territoire sous tutelle au moment où la Nigéria serait devenue indépendante, le Secrétaire d'Etat aux colonies avait déclaré que l'une des solutions possibles serait que le Cameroun continue à faire partie de la Nigéria, mais qu'il ne pouvait être question d'obliger le Territoire sous tutelle à le faire contre son gré et qu'avant que la Nigéria devienne indépendante les populations du nord et du sud du Cameroun seraient appelées à exprimer librement leurs aspirations. Le Conseil de tutelle a pris note de ces assurances; il a prié l'Autorité administrante de lui faire connaître à une date rapprochée les autres mesures nécessaires pour permettre au Territoire d'atteindre les fins dernières du régime de tutelle, et notamment la nature des dispositions envisagées pour consulter la population; il a décidé de n'examiner les réformes constitutionnelles immédiates que lorsque la Mission de visite de 1958 aurait présenté son rapport.

En ce qui concerne la situation économique du Territoire, le Conseil a adopté diverses observations et recommandations témoignant de son souci de voir les ressources agricoles et pastorales du Territoire mises davantage en valeur afin d'élever le niveau de vie des Africains et d'augmenter les recettes publiques, tout particulièrement dans la région semi-autonome du Cameroun méridional. Il a exprimé l'espoir que, grâce à l'expansion des facilités de crédit, au développement du mouvement coopératif et à l'encouragement donné à la formation technique, les autochtones prendraient une part de plus en plus grande à l'exploitation des ressources économiques du Territoire.

Le Conseil a exprimé également l'espoir que les contacts entre les populations du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional seraient favorisés, que toutes les mesures appropriées seraient prises, notamment grâce à l'expansion des services sociaux et de l'enseignement, pour permettre aux femmes de bénéficier prochainement des mêmes droits que les hommes dans tous les domaines, que les services médicaux seraient encore développés, que des mesures seraient prises pour améliorer la situation matérielle des travailleurs et encourager la liberté syndicale, et enfin que l'Autorité administrante ferait des efforts soutenus afin d'instaurer l'enseignement primaire gratuit et qu'elle développerait l'enseignement secondaire et technique.

## 2) Territoires sous tutelle d'Afrique orientale

### a) SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

A sa vingtième session, le Conseil de tutelle a été informé des progrès continus que faisait la Somalie sous administration italienne sur la voie de l'indépendance, à laquelle elle doit parvenir en 1960. L'étape suivante de l'évolution politique devait consister dans des élections à une assemblée législative et constituante au cours du second semestre de 1958 et, par suite, la création, à la fin de l'année, des quatre institutions fondamentales de tout Etat souverain: une Constitution, un chef d'Etat, un gouvernement et un parlement.

Pour son examen de la situation, à sa vingt-deuxième session, le Conseil disposait de renseignements récents provenant de trois sources: l'Autorité administrante, le Conseil consultatif des Nations Unies et la Mission de visite de 1957. A sa vingtième session, le Conseil a appris que l'Assemblée législative existante avait pris les mesures nécessaires pour l'adoption de certains textes législatifs fondamentaux tels qu'un code civil, un code pénal, un code du travail et un code maritime.

Afin de préparer les élections de 1958, on avait entrepris un recensement des populations rurales et nomades, estimées en 1953 à près de 1.250.000 personnes. A cet égard, le Conseil a exprimé l'espoir que les autorités somaliennes ne tarderaient pas à étudier la question de l'octroi du droit de vote aux femmes.

Sans négliger les autres aspects de l'évolution du Territoire, à sa vingtième session le Conseil s'est préoccupé tout particulièrement, de même que l'Assemblée générale par la suite, de la situation économique et financière dans laquelle se trouvera la Somalie lorsqu'elle sera devenue indépendante. Il a examiné le rapport de la mission d'experts envoyée dans le Territoire en 1956 par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, en tenant compte des observations présentées par l'Autorité administrante, le Gouvernement de la Somalie et le Conseil consultatif. Il a pris note des progrès continus réalisés dans le cadre des plans de développement économique et noté que ces plans couvraient une période allant au moins jusqu'en 1960 dans tous les domaines où il existait des possibilités de développement. Il lui a semblé manifeste toutefois que la Somalie continuerait pendant une période indéterminée après 1960 à avoir besoin d'une aide extérieure technique et financière faute de laquelle elle ne pourrait éviter de réduire dans des proportions sensibles ses dépenses publiques et ses plans de développement économique. D'après certaines estimations, ces besoins se situaient entre 4 et 6 millions de dollars par an. Le Gouvernement de l'Italie s'était déclaré disposé à continuer à fournir les services de techniciens après 1960 et le Gouvernement de la Somalie avait promis de donner tous les encouragements et toutes les garanties nécessaires aux investissements privés étrangers. Le Conseil a accueilli favorablement ces assurances et les a signalées à l'attention de l'Assemblée générale, à laquelle il a suggéré un certain nombre d'autres moyens qui pourraient être étudiés pour faire face à la situation après 1960. L'Assemblée générale a repris l'étude de la question à sa douzième session et, par sa résolution 1206 (XII) du 13 décembre 1957, elle a noté que l'Autorité administrante, agissant en consultation avec le Gouvernement de la Somalie, continuerait à envisager toutes les mesures possibles pour faire face aux besoins d'une Somalie viable et indépendante et a prié le Conseil de tutelle de poursuivre l'étude de cette question, en consultation avec l'Autorité administrante et le Gouvernement de la Somalie, et en particulier d'examiner plus à fond les possibilités qu'il avait lui-même suggérées.

Le Gouvernement de la Somalie a continué à souligner devant les Nations Unies combien il importe de résoudre d'urgence un autre des problèmes du Territoire — celui de la fixation de la frontière avec l'Ethiopie. A sa vingtième session, le Conseil de tutelle a rappelé que, dans sa résolution 1068 (XI) du 26 février 1957, l'Assemblée générale avait exprimé l'opinion que, si les négociations entre l'Italie et l'Ethiopie n'aboutissaient pas à des résultats concrets avant la douzième session de l'Assemblée, les deux gouvernements devraient recourir à des procédures de médiation ou d'arbitrage. Lors de la douzième session de l'Assemblée, quelques progrès avaient été faits, mais les négociations n'avaient pas permis de régler certains des principaux points de désaccord. Dans sa résolution 1213 (XII), adoptée le 14 décembre 1957, l'Assemblée a exprimé l'opinion que le moyen le plus rapide d'aboutir à un règlement définitif était de recourir à une procédure d'arbitrage. Elle a recommandé aux parties d'instituer, si possible dans un délai de trois mois, un tribunal

arbitral qui serait chargé de délimiter la frontière conformément au mandat qui lui serait conféré d'un commun accord par les deux gouvernements avec l'assistance d'une personne indépendante que ceux-ci désigneraient d'un commun accord. Ce tribunal comprendrait trois juristes, dont un serait nommé par l'Ethiopie, un par l'Italie et un, d'un commun accord, par les juristes ainsi nommés ou, à défaut d'accord entre eux, par S. M. le Roi de Norvège. Elle a prié les Gouvernements de l'Ethiopie et de l'Italie de lui faire rapport sur la question lors de sa treizième session.

#### b) TANGANYIKA

L'existence de minorités relativement peu considérables d'origine européenne et asiatique, à côté d'une population africaine nombreuse, évaluée actuellement à près de 9 millions d'habitants, continue d'être un facteur important de la politique générale que suit l'Autorité administrante au Tanganyika, en matière de développement constitutionnel comme dans d'autres domaines. Plus que tout autre territoire sous tutelle, le Tanganyika, qui est le plus vaste de ces territoires, pose des problèmes concernant la coexistence harmonieuse de divers groupes ethniques, et cela dans un climat d'activité politique accrue.

L'Autorité administrante a défini son but final comme étant l'édification d'une société multiraciale dotée d'organes de gouvernement multiraciaux mais reposant sur l'égalité raciale. A l'heure actuelle, la composition des organes de gouvernement traduit l'importance particulière que l'on attribue aux non-Africains en raison, non de leur nombre, mais de leur contribution au développement du Territoire dans le domaine économique et dans d'autres domaines. Le Conseil de tutelle, qui a examiné la situation du Tanganyika à deux reprises pendant la période considérée, a exprimé le désir que la représentation distincte des divers groupes ethniques ne soit considérée que comme une phase transitoire. L'Autorité administrante a souligné, notamment dans une déclaration faite devant le Conseil à sa vingtième session, que toute sa politique, son histoire, ses réalisations et ses traditions nationales, de même que les textes de la Charte et de l'Accord de tutelle garantissent que l'évolution du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance sera démocratique. La Mission de visite de 1957 a toutefois signalé par la suite, dans son rapport, que de nombreux Africains éprouaient des doutes quant à l'avenir du système multiracial et demandaient que l'Autorité administrante fasse une déclaration affirmant que le Territoire deviendrait finalement un Etat démocratique et essentiellement africain. Persuadée que la politique de l'Autorité administrante, énoncée devant le Conseil, était conforme à cet objectif, la Mission a recommandé que l'on prenne toutes les mesures possibles pour la faire connaître à la population.

L'Autorité administrante a assuré au Conseil, à sa vingt et unième session, que sa politique avait été l'objet de la plus large publicité et qu'il en irait de même à l'avenir. Elle a, en particulier, appelé l'attention du Conseil sur une déclaration récente du Gouverneur, selon laquelle l'Autorité administrante considérait que son devoir était de préparer le Territoire aussi rapidement et aussi parfaitement que possible à l'autonomie, conformément aux objectifs du régime de tutelle. Le Conseil a pris note avec satisfaction de cette nouvelle déclaration et a invité l'Autorité administrante à rechercher de nouvelles méthodes permettant de faire connaître à toutes les parties de la population, en termes aisément compréhensibles, la pleine signification de ses principes et de ses intentions.

En ce qui concerne la question de la représentation au Conseil législatif, où les membres représentants africains, asiatiques et européens siègent en nombre égal, le Conseil de tutelle avait précédemment exprimé l'espoir que la représentation des Africains serait à nouveau augmentée. Rappelant qu'il avait formulé cet espoir et tenant compte du fait que la Mission de visite avait signalé dans son rapport une large opposition au système de représentation paritaire, le Conseil a noté avec satisfaction qu'une commission constitutionnelle, qui devait être créée après les élections législatives de septembre 1959, serait habilitée à examiner cette question. Ces élections doivent être organisées dans le cadre du système de représentation paritaire, chaque électeur étant tenu, pour tous les sièges disputés, de voter pour trois candidats, un de chaque race. La Mission a signalé dans son rapport au Conseil qu'une opposition se manifestait parmi les Africains à l'égard de cette disposition, de même que du caractère restrictif des conditions des électeurs. Le Conseil a pris note des explications fournies par l'Autorité administrante, selon lesquelles, notamment, ces élections constituaient une expérience et toute modification des dispositions prévues les retarderait indûment.

Le Conseil a noté avec intérêt l'amélioration générale qui s'est produite dans le développement économique du Territoire et, en particulier, l'augmentation constante de la productivité agricole des Africains. Dans ses observations sur divers aspects de l'économie, il a exprimé l'espoir que la mise en œuvre de la nouvelle politique envisagée en ce qui concerne le régime foncier africain conduirait à une transformation progressive du régime foncier coutumier; il s'est déclaré persuadé que l'Autorité administrante continuerait d'appliquer une politique de prudence en ce qui concerne l'aliénation des terres; il a suggéré que l'on encourage les entreprises industrielles, minières et commerciales à former des Africains aux postes de direction et à les associer de toutes les manières possibles à leurs activités; et il s'est déclaré heureux d'apprendre que l'on avait entamé des négociations qui pouvaient aboutir à l'envoi d'une mission de la Banque internationale dans le Territoire.

Notant le développement rapide du mouvement syndical dans le Territoire, le Conseil a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle faisait pour offrir aux dirigeants syndicaux des facilités de formation. En ce qui concerne l'enseignement, il s'est de nouveau préoccupé de l'intérêt qu'il y aurait à unifier le système actuel selon lequel les divers groupes ethniques font l'objet de dispositions différentes et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des initiatives plus résolues pour instaurer une organisation interraciale de l'enseignement aussitôt que possible.

#### c) RUANDA-URUNDI

En félicitant l'Autorité administrante et la population du Ruanda-Urundi (estimée à 4.490.000 habitants en 1956) des réalisations importantes qu'elles avaient accomplies, le Conseil de tutelle a estimé, à sa vingt et unième session, que le Territoire était arrivé à un tournant de son évolution. Il a appuyé l'avis exprimé par la Mission de visite qu'il avait envoyée dans le Territoire en 1957, selon lequel le Territoire était à même d'assimiler un nombre croissant de réformes profondes, et il a exprimé l'espoir que la transition conduisant à des institutions démocratiques se ferait dans l'esprit de la Charte.

Entre autres observations, le Conseil a noté avec satisfaction que l'organe consultatif territorial portant

le nom de Conseil de Vice-Gouvernement général avait été transformé en un Conseil général, dont il a considéré le bon fonctionnement comme très encourageant. Il a exprimé l'espoir que la portée et les responsabilités des pouvoirs législatif et exécutif seraient élargies davantage par une collaboration étroite entre l'Autorité administrante et la population. Il s'est associé à la Mission de visite pour recommander que les réformes à intervenir continuent à s'orienter dans les directions suivantes: recours plus important à des élections au suffrage universel, octroi de nouvelles responsabilités aux autorités et conseils locaux et intégration progressive des administrations européenne et indigène.

Le Conseil a recommandé, en particulier, à l'Autorité administrante de continuer à élargir la représentation de la population autochtone au Conseil général, d'accorder progressivement à ce conseil des pouvoirs législatifs, de manière qu'il puisse devenir un jour l'organe législatif du Territoire, et de créer une délégation du Conseil général ayant des pouvoirs consultatifs auprès de l'Administration.

Le Conseil considère le Ruanda-Urundi comme étant essentiellement un pays pauvre et surpeuplé, qui dispose d'une quantité de bétail excessive dont il ne tire pas de profit et ne possède, comme produit d'exportation réellement important, que le café. Le Conseil a félicité l'Autorité administrante des efforts vigoureux qu'elle déploie pour l'équipement du Territoire. Il a pris note, en particulier, des mesures qui ont été adoptées pour apporter des réformes fondamentales au régime de propriété du bétail et au régime foncier, pour accroître la production des cultures vivrières, du café et des autres cultures de rapport ainsi que pour entreprendre une étude des gisements de minéraux et développer l'énergie hydro-électrique afin d'encourager l'industrialisation du pays.

Le Conseil a pris note du fait que la plupart des restrictions apportées à la liberté de déplacement des autochtones, dont il demandait depuis longtemps l'abolition, avaient été récemment levées. Il a également noté, en matière de législation du travail, la promulgation de dispositions législatives concernant le droit d'association, le règlement des conflits et l'institution d'un régime de pensions, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait d'autres mesures encore en vue de protéger les intérêts des travailleurs. Tout en notant avec satisfaction les activités en cours dans le domaine de la médecine curative comme dans celui de la médecine préventive, il a recommandé à l'Autorité administrante de continuer à améliorer la formation du personnel médical. Il s'est déclaré satisfait de constater qu'une proportion croissante des dépenses étaient consacrées à l'enseignement, tout en prenant note de l'avis de la Mission de visite selon lequel la généralisation de l'enseignement primaire constituait encore une tâche immense, notamment en ce qui concerne les filles, et l'enseignement secondaire était encore manifestement insuffisant bien qu'un progrès considérable ait été fait au cours de ces dernières années.

### 3) Territoires sous tutelle du Pacifique

#### a) SAMOA-OccIDENTAL

Au Samoa-Occidental, qui est le plus évolué des Territoires sous tutelle de l'Océan Pacifique, on exécute actuellement le programme par étapes de réformes constitutionnelles arrêté par accord et qui doit conduire à la mise en place d'un gouvernement responsable en

1960. La première étape, dont le Conseil a pris note avec satisfaction à sa vingtième session, a consisté à confier la direction de certains *departments* gouvernementaux à des membres élus aussi bien qu'à des membres fonctionnaires du Conseil exécutif, mesure qui devait être suivie, après l'élection d'une nouvelle Assemblée législative à la fin de 1957, de la transformation du Conseil exécutif en un Conseil des ministres présidé par le Haut-Commissaire. Le Conseil de tutelle a déclaré avoir confiance que la troisième étape — l'instauration d'un gouvernement parlementaire avec un Premier Ministre présidant le Conseil des ministres et dirigeant les travaux de l'Assemblée législative — serait achevée dans les délais prévus. L'étape importante suivante sera le changement du statut du représentant de la Nouvelle-Zélande et le transfert des pouvoirs et fonctions de sa charge à un chef de l'Etat; le Conseil a noté que la détermination du moment où cette étape aura lieu ferait ultérieurement l'objet de consultations entre le nouveau Gouvernement du Samoa-Occidental et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Un aspect de ce programme de réformes constitutionnelles déjà avancé qui a retenu l'attention du Conseil de tutelle est le fait que la représentation aux nouveaux organes repose, non sur le suffrage universel, mais sur un système d'élections par les *mataï's* (chefs de collectivités familiales), conformément au désir exprimé par les dirigeants samoans. Le Conseil a exprimé de nouveau l'espoir que la population en viendrait à accepter le suffrage universel et il a noté que la possibilité d'adopter des dispositions légales en vue d'instituer ce suffrage faisait alors l'objet de pourparlers.

La nécessité évidente de trouver des moyens d'accroître la production agricole et de diversifier l'économie d'une manière générale avait conduit le Conseil, dans le passé, à préconiser l'élaboration d'un plan général de développement économique à long terme pour le Territoire, et, à sa vingtième session, il a fait une nouvelle recommandation dans ce sens. Un signe tangible de l'intérêt que les Samoans portent au développement économique est l'importance accrue du mouvement coopératif, et le Conseil a félicité tant l'Autorité administrante que la population de ce progrès. Dans d'autres observations et recommandations, il a de nouveau insisté sur la nécessité d'adopter une législation de base en ce qui concerne la main-d'oeuvre tout en se déclarant satisfait de certaines mesures prises dans ce domaine; il a noté avec satisfaction les améliorations intervenues en matière de santé publique et s'est félicité des progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement.

#### b) NOUVELLE-GUINÉE

Le Conseil a noté avec satisfaction, à sa vingtième session, les progrès réalisés dans l'extension de l'autorité de l'Administration en Nouvelle-Guinée, ainsi que l'adoption d'un programme prévoyant que cette autorité serait étendue à tout le Territoire en 1959. Dans le domaine politique, les progrès réalisés par les autochtones, dont le nombre est évalué à 1.250.000 environ, s'étaient poursuivis surtout au niveau local où le nombre des villages relevant de conseils administratifs locaux avait atteint 150 avec environ 31.000 habitants. Le Conseil a noté avec satisfaction les progrès que cela représentait et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait à instituer des conseils locaux dans d'autres régions du Territoire. Il a également exprimé l'espoir que, dans un proche

avenir, la représentation des autochtones serait accrue au Conseil législatif du Papua et de la Nouvelle-Guinée, où siégeaient deux autochtones.

Une subvention importante de l'Autorité administrante est nécessaire chaque année au budget de ce territoire qui est alimenté essentiellement, par ailleurs, grâce aux droits à l'importation et à l'exportation. Le Conseil avait auparavant suggéré la création d'un impôt direct comme un moyen d'accroître les recettes publiques et il a noté, à sa vingtième session, que cette question était en cours d'examen. Il s'est déclaré satisfait en ce qui concerne d'autres aspects du développement économique. Dans ses observations relatives au domaine social, il a déclaré qu'il continuait à douter de la nécessité de maintenir des restrictions aux déplacements nocturnes des autochtones dans les zones urbaines. Il a noté avec satisfaction que des dépenses importantes avaient été effectuées pour les services sanitaires et la construction d'hôpitaux et il s'est, de même, déclaré satisfait de certaines mesures prises pour élever le niveau de l'enseignement dans les écoles des missions, ainsi que de l'accroissement considérable du nombre des enfants fréquentant l'école.

#### c) NAURU

L'avenir qui serait réservé à la petite collectivité autochtone de Nauru lorsque, dans une quarantaine d'années, les gisements de phosphate de l'île seront épuisés, demeurerait indéterminé au moment où le Conseil a examiné ce problème à sa vingtième session. La possibilité d'une évacuation de la population continuait à faire l'objet d'une étude et une commission spéciale du Conseil de gouvernement local de Nauru avait été créée. Le Conseil de tutelle a recommandé que l'Autorité administrante continue à s'efforcer de découvrir une solution pratique et lui soumette des propositions concrètes pour une solution du problème conforme aux vœux de la population et aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Le Conseil a recommandé que l'Autorité administrante continue à encourager le Conseil de gouvernement local de Nauru à exercer de plus en plus ses pouvoirs qui sont d'ordre réglementaire en matière d'administration locale, mais seulement d'ordre consultatif en ce qui concerne les affaires du Territoire; l'Autorité administrante a déclaré qu'elle envisagerait d'étendre ses pouvoirs dès que le Conseil de gouvernement local utiliserait plus largement ceux qu'il possède déjà. Le Conseil de tutelle a constaté que tous les postes principaux de l'administration du Territoire, à une exception près, ainsi que ceux de l'industrie des phosphates étaient toujours occupés par des non-autochtones, et il a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans de formation.

L'économie du Territoire repose encore entièrement sur les exportations de phosphate, mais on s'est efforcé de créer une industrie de la pêche et de trouver des nappes d'eau souterraines utilisables pour l'agriculture. Le Conseil a exprimé l'espoir que ces efforts seraient énergiquement poursuivis. Il a également réaffirmé son désir, exprimé à maintes reprises, d'être plus amplement informé des opérations des British Phosphate Commissioners. Il a formulé des recommandations sur la nécessité d'apporter de nouvelles améliorations aux conditions de la main-d'oeuvre ainsi que des observations sur les progrès satisfaisants signalés en ce qui concerne le logement des Nauruans, la santé publique et l'enseignement.



**d) TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE**

Dans son rapport au Conseil de sécurité sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique, le Conseil de tutelle a félicité l'Autorité administrante et la population micronésienne, qui comprend environ 65.000 personnes, pour les progrès généraux réalisés pendant la période qui avait précédé sa vingtième session.

La situation des collectivités autochtones évacuées en raison des expériences nucléaires a été de nouveau examinée; le Conseil a noté avec satisfaction que la population de Rongelap, qui avait souffert des expériences nucléaires en 1954, retournerait dans son île dans un avenir immédiat et qu'un arrangement avait été conclu en vue d'indemniser les anciens résidents de Bikini et d'Eniwetok, évacués de leurs îles en 1946-1947.

Des dirigeants élus des communautés insulaires très dispersées avaient été réunis en conférence en 1956 et une autre conférence analogue devait se tenir en 1957. Le Conseil s'est déclaré satisfait de ces initiatives et il a exprimé l'espoir que ces réunions, organisées aussi fréquemment que possible, constitueraient une étape importante dans le développement d'une conscience territoriale. Il a également loué l'activité des municipalités — cellules fondamentales de l'administration locale — ainsi que les efforts accomplis par l'Autorité administrante pour étendre leur compétence et leur apporter d'autres améliorations. Le Conseil a déclaré qu'il continuait d'espérer que le chef-lieu administratif du Territoire, situé à Guam, serait transféré dans un endroit situé dans le Territoire même.

Dans le domaine économique, le Conseil a noté avec satisfaction les efforts de l'Autorité administrante pour créer des stations expérimentales et des stations de démonstration, ainsi que pour recruter un plus grand nombre de spécialistes agricoles. Il s'est félicité des progrès réalisés en matière de santé publique et d'enseignement.

**B. — TERRITOIRES NON AUTONOMES****1. — Communication de renseignements en vertu de l'Article 73, alinéa e, de la Charte**

Pendant la période considérée, le Secrétaire général a reçu des renseignements au sujet de 55 territoires, contre 58 l'année précédente. Cette différence s'explique du fait que le Ghana et la Fédération de Malaisie ont accédé à l'indépendance, qu'il n'a été communiqué aucun renseignement au sujet de deux territoires et que des renseignements ont été communiqués pour la première fois au sujet des îles des Cocos (Keeling), que l'Australie administre depuis le 23 novembre 1955 (auparavant, ces îles étaient administrativement rattachées à Singapour).

Comme les années précédentes, la plupart des Etats Membres qui ont communiqué des renseignements se sont servis du Schéma révisé que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 551 (VI) et modifié par sa résolution 930 (X). D'autre part, quelques Etats membres ont communiqué des renseignements touchant la partie facultative du Schéma révisé (Gouvernement), conformément aux résolutions 144 (II), 327 (IV) et 848 (IX) de l'Assemblée générale.

En application de la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a rédigé, pour

les douzième et treizième sessions de l'Assemblée, des résumés sur la situation des territoires non autonomes au sujet desquels il a reçu des renseignements pour l'année civile 1955 ou l'exercice 1955-1956, d'une part, et pour l'année civile 1956 ou l'exercice 1956-1957, d'autre part. Les résumés correspondant à l'année 1955 ou à l'exercice 1955-1956, accompagnés d'une analyse de certains aspects de la situation économique, ont été soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, à sa huitième session (juillet-août 1957), et les autres résumés, accompagnés d'une analyse de divers aspects de la situation sociale, ont été soumis au Comité, à sa neuvième session (avril-mai 1958). Au cours de ces deux sessions, plusieurs Etats Membres ont adjoint à leurs délégations des conseillers techniques, conformément aux résolutions 745 (VIII) et 933 (X) de l'Assemblée générale.

**2. — Examen des renseignements****a) GÉNÉRALITÉS**

Comme l'Assemblée générale l'en avait prié à sa onzième session [résolution 1052 (XI), du 20 février 1957], le Secrétaire général a soumis, à la douzième session de l'Assemblée, un rapport exposant le coût comparatif des diverses méthodes employées pour reproduire les résumés des renseignements. Le rapport indiquait que le système des fascicules reproduits en offset (qui, comme on l'avait proposé, devaient remplacer l'édition imprimée deux années sur trois) était de date encore trop récente pour que l'on pût porter un jugement définitif, mais permettrait d'améliorer les conditions de distribution des renseignements; enfin certains retards qui s'étaient produits devaient être réduits l'année suivante, époque à laquelle l'Assemblée disposerait de meilleurs éléments d'information pour porter un jugement définitif. A la douzième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a décidé de différer l'examen de cette question.

Lors des huitième et neuvième sessions du Comité des renseignements, des représentants se sont préoccupés des retards apportés par certains Membres administrants à communiquer des renseignements et ont émis l'espoir que les Etats Membres mettraient tout en œuvre pour se conformer aux dispositions de la résolution 218 (III).

Le mandat du Pérou étant arrivé à expiration, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, a élu le Brésil membre du Comité des renseignements pour une période de trois ans.

En application de la résolution 933 (X) de l'Assemblée générale, le Comité a examiné, à sa neuvième session, la question de sa reconduction. Il a soumis à l'Assemblée un projet de résolution aux termes duquel: 1) le Comité resterait en fonctions pendant une nouvelle période de trois ans, dans les mêmes conditions et avec la même composition et le même mandat que le prévoyaient les résolutions 332 (IV), du 2 décembre 1949, 646 (VII), du 10 décembre 1952, et 933 (X), du 8 novembre 1955; 2) les membres du Comité seraient invités à continuer d'adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques relevant de la compétence du Comité; 3) les Membres administrants seraient invités à adjoindre à leurs délégations des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et d'enseignement dans les territoires non autonomes.



## b) SITUATION ÉCONOMIQUE

Conformément au programme de travail que l'Assemblée générale avait arrêté par sa résolution 333 (IV), du 2 décembre 1949, et confirmé par sa résolution 933 (X), le Comité des renseignements, à sa huitième session, a étudié tout particulièrement la situation économique dans les territoires non autonomes. Il était saisi d'un rapport spécial sur la situation économique, élaboré par un sous-comité composé des représentants de Ceylan, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Dans ce rapport spécial, le Comité étudiait les renseignements dont il était saisi en fonction des principes généraux qu'il avait énoncés dans son rapport spécial de 1954 sur la situation économique. Le Comité avait indiqué que l'objectif fondamental de la politique économique devait être de développer les territoires dans l'intérêt de tous les groupes de la population, d'élever le niveau de vie grâce à un accroissement du pouvoir d'achat réel des particuliers et d'augmenter la richesse totale de chaque territoire, afin de rendre possible une amélioration des services sociaux et de l'administration. Le Comité a constaté que les politiques économiques continuaient, d'après les déclarations faites par les Membres administrants, à insister sur les objectifs définis à partir de cet objectif fondamental que le Comité avait formulé en 1954.

L'économie des territoires non autonomes a continué en général à se développer selon les tendances qui se sont manifestées depuis la guerre. S'il n'y a eu aucun bouleversement de structure, le passage à une économie monétaire s'est poursuivi. On a continué à exécuter et on a élargi des programmes de développement à long terme, et le but recherché n'était pas tant d'apporter une contribution à des projets utiles qu'à déclencher, sur la base de recherches scientifiques et au moyen d'une aide matérielle et technique, un processus de développement équilibré. Les autorités publiques locales et les autochtones ont participé de manière croissante à l'élaboration et à l'exécution des programmes de développement. Selon le Comité, il ne fallait pas considérer l'industrialisation comme une fin en soi, mais comme un moyen d'augmenter le revenu de la population. Le Comité a reconnu que l'industrialisation ne modifierait pas l'économie de base de la plupart des territoires dans un avenir immédiat et que le développement rural continuerait d'être la condition essentielle de leur intégration économique et de la stabilité nationale. En arrêtant leur politique, les gouvernements devraient donc continuer à encourager la diversification agricole et la production d'aliments d'une plus grande valeur nutritive. Le Comité a également fait observer que le développement économique devrait faire partie intégrante d'un vaste programme et il a indiqué que l'on devrait encourager le progrès économique en utilisant au maximum les éléments de la structure traditionnelle de la société autochtone qu'il est possible d'adapter à des objectifs nouveaux. Le développement des coopératives en étroite liaison avec les besoins fondamentaux de la population devrait être un facteur important du progrès social et préparer les populations à passer de l'ancienne économie à une économie moderne. Un autre domaine où l'on peut heureusement allier l'action sociale et l'action économique serait celui du développement communautaire. Ce développement, ainsi que les projets en faveur du paysannat offriraient,

selon le Comité, une grande variété de stimulants sociaux à l'effort économique et permettraient de subordonner des objectifs économiques limités aux buts et objectifs plus larges de l'action sociale. Enfin, le Comité a estimé que, dans les territoires, l'heureuse évolution de la société en transition dépendait en grande partie de la coopération entre les autorités administrantes et les éléments représentatifs de la population ainsi que de la constitution de cadres aussi nombreux que possible.

Le rapport spécial du Comité sur la situation économique a été examiné par la Quatrième Commission, lors de la douzième session de l'Assemblée, et approuvé par l'Assemblée générale, dans sa résolution 1152 (XII), du 26 novembre 1957, en tant que complément des rapports approuvés en 1951 et 1954.

Lors du débat sur la situation économique qui a eu lieu à la huitième session du Comité des renseignements, certains représentants ont évoqué le Traité établissant la Communauté économique européenne et ont proposé que le Comité étudie ses conséquences possibles sur l'économie des territoires non autonomes. Le Comité a décidé de faire distribuer à ses membres, sous forme d'un document, les dispositions du Traité et de la Convention d'application relatives à l'association des territoires non autonomes. Plusieurs représentants se sont inquiétés des conséquences que pourrait avoir l'intégration des territoires non autonomes dans la Communauté économique européenne et ont indiqué que cette question devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi. Les membres qui font partie de la Communauté économique européenne ont estimé que la question ne présentait aucun intérêt actuel pour le Comité puisqu'elle ne serait pas établie avant 1958. Ils ont également exprimé leur conviction que les territoires retireraient des avantages considérables de leur association à la Communauté.

A la douzième session de l'Assemblée, la Quatrième Commission a examiné cette question au moment où elle a étudié le rapport du Comité des renseignements. Le représentant de la France, parlant au nom des États signataires du Traité établissant la Communauté économique européenne, a réservé la position des États participants quant au débat dont cette question pouvait faire l'objet à la douzième session. Plusieurs Membres ont mentionné les effets que l'association de territoires non autonomes à la Communauté économique européenne, telle qu'elle est prévue par le Traité et la Convention d'application, pourraient avoir sur le développement économique de ces territoires.

La Quatrième Commission a examiné un projet de résolution, présenté par 18 puissances, qui, sous sa forme révisée, prévoyait que l'Assemblée: 1) inviterait les États membres administrants intéressés à transmettre au Secrétaire général, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, des renseignements sur l'association à la Communauté économique européenne des territoires non autonomes placés sous leur administration; 2) prierait le Secrétaire général de rédiger, pour la session suivante de l'Assemblée, un rapport sur les faits nouveaux qui pourraient être liés à l'association de territoires non autonomes à la Communauté économique européenne, en tenant compte des études que pourraient entreprendre à ce sujet le Conseil économique et social, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la Commission économique pour l'Amérique latine et d'autres organismes internationaux, dans la mesure où ces études

concerneraient le développement économique des territoires non autonomes; 3) déciderait de reprendre l'examen de cette question à sa treizième session.

Le projet de résolution, approuvé par la Quatrième Commission, a été adopté par l'Assemblée générale le 26 novembre 1957 [résolution 1153 (XII)].

#### c) SITUATION SOCIALE

Au moment où le Comité des renseignements a examiné la situation économique, à sa huitième session, l'une des questions particulières qui ont retenu son attention a été celle des aspects sociaux du développement économique et le Comité a souligné l'interdépendance des problèmes de développement économique et de développement social.

A sa neuvième session, le Comité a accordé une attention toute particulière à la situation sociale. Conformément au programme d'études approuvé par le Comité à sa précédente session, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que l'Organisation mondiale de la santé avaient préparé un certain nombre d'études spéciales sur les problèmes de la famille et de la communauté en période de transformation économique et sociale et sur divers aspects de la santé publique.

Un Sous-Comité, composé des représentants de Ceylan, de la Chine, des États-Unis, de la France, du Guatemala, de l'Inde, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, avait préparé un rapport spécial sur la situation sociale, que le Comité a examiné et qu'il soumettra à l'Assemblée à sa treizième session. Dans son rapport, le Comité a réaffirmé les principes fondamentaux du progrès social qu'il avait adoptés en 1955. Selon le Comité, il convient d'insister sur la coordination des services visant au développement économique, social et culturel. Il serait plus facile d'assurer un progrès soutenu si les habitants des territoires non autonomes participaient pleinement à l'élaboration de la politique suivie ainsi qu'à l'établissement et à l'exécution des plans de développement. L'Administration n'aurait pas seulement à développer les ressources économiques; elle devrait aussi développer les ressources humaines, orienter et canaliser les forces et les méthodes d'évolution. A cet égard, le développement communautaire aurait un rôle de premier plan à jouer et le Comité a noté avec satisfaction que l'on prenait des mesures en vue d'intensifier le mouvement de développement communautaire dans de nombreuses régions. Le Comité a estimé qu'étant donné la croissance rapide des zones urbaines dans les territoires non autonomes, la politique sociale devrait viser à créer les conditions indispensables à un développement urbain équilibré. La stabilisation de la population urbaine serait une condition préalable essentielle, et, pour favoriser cette stabilisation, il importerait d'améliorer les conditions matérielles de la vie urbaine, de payer aux travailleurs des salaires suffisants pour l'entretien de leur famille et de prendre, en matière de protection de la famille et de sécurité sociale, les mesures voulues. La délinquance juvénile serait l'un des problèmes liés à l'urbanisation rapide; de l'avis du Comité, les mesures de traitement et de prévention risqueraient à la longue de ne pas atteindre leur but si elles n'étaient pas prises dans le cadre d'un programme visant, par un ensemble de mesures économiques et sociales, à renforcer la famille, cellule de base de la société.

Le Comité a également examiné certains problèmes fonciers. Il a noté que, dans les territoires non autonomes, la terre est la ressource principale de la population autochtone et il a souligné que la législation et la politique foncières devraient tenir compte de tous les facteurs sociaux, économiques et politiques; sinon toute modernisation des régimes existants serait vouée à l'échec. Les gouvernements devraient prendre l'initiative de réorganiser entièrement le régime foncier en prévoyant notamment les mesures nécessaires pour remédier aux défauts les plus courants de la propriété individuelle dans une économie d'échange. Le Comité a pensé qu'en raison de l'accroissement rapide de la population, il conviendrait de prendre les plus grandes précautions avant d'aliéner de nouvelles terres autochtones.

En ce qui concerne la santé publique et la nutrition, le Comité a affirmé de nouveau qu'il était nécessaire d'améliorer les données statistiques. Les conditions sanitaires semblaient s'améliorer régulièrement, mais l'incidence des maladies transmissibles demeurerait considérable. Le Comité a souligné l'importance de l'assainissement. La formation d'un personnel autochtone serait essentielle au développement des services de santé. Si le nombre d'hôpitaux et de lits avait augmenté, de nombreux territoires continuaient de manquer d'installations hospitalières. Les débuts encourageants de l'œuvre d'hygiène maternelle avaient fait ressortir un besoin urgent de pédiatres. L'étude et le traitement des problèmes de la malnutrition avaient progressé mais il était évident qu'il restait beaucoup à faire. Le Comité a rappelé l'aide fournie aux territoires par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en matière d'hygiène maternelle et infantile, de nutrition de la mère et de l'enfant, et de lutte contre les maladies infantiles. L'éducation sanitaire serait particulièrement importante et le Comité a souligné le rôle que l'école et les programmes de développement communautaire pourraient jouer à cet égard. L'OMS avait offert de coopérer à des enquêtes de planification générale dans certains territoires de superficie moyenne. Le Comité a fait observer que souvent l'écart entre la fécondité et la mortalité semblait s'accroître et, par suite, que l'accroissement de population risquait d'annuler les effets de l'augmentation de la production.

Lorsqu'il a examiné les relations raciales, le Comité a réaffirmé que l'établissement entre les races de relations harmonieuses devrait être recherché par la législation, les pratiques administratives, l'éducation et la formation d'une opinion publique éclairée. Il a également fait sienne l'opinion de la Commission d'experts de l'OIT pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, qui, en 1957, a affirmé que, si l'on voulait que le développement social en Afrique n'entraîne pas de conflits gros de conséquences entre les différents éléments des collectivités qui vivent sur ce continent, il fallait prendre des mesures pratiques pour mettre fin à la discrimination en matière d'emploi. Le Comité a noté que des projets de convention et de recommandation concernant la discrimination dans l'emploi et la profession, ainsi qu'un projet de résolution concernant l'application de la convention envisagée dans les territoires non métropolitains, seraient examinés à la quarante-deuxième session de la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Au nombre des autres questions que le Comité a mentionnées dans son rapport spécial, on peut citer l'importance croissante du mouvement syndical dans les

territoires non autonomes ainsi que sa tendance à un regroupement, le nombre croissant des conflits du travail réglés par diverses formes de négociations, et la nécessité d'accorder une attention particulière aux logements ouvriers.

#### d) SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

Etant donné que le Comité, à ses huitième et neuvième sessions, s'est surtout occupé de la situation économique et de la situation sociale, il n'a pu qu'examiner brièvement la situation de l'enseignement. A sa neuvième session, il a examiné la question de l'information des masses. Il a indiqué qu'en 1959, sans préjuger la décision que l'Assemblée générale pourrait prendre au sujet de la reconduction du Comité, il conviendrait que le Secrétaire général fasse surtout porter son analyse des renseignements concernant les territoires non autonomes sur les problèmes de l'enseignement.

### 3. — Questions générales relatives à la communication de renseignements en vertu de l'Article 73, alinéa e, de la Charte

QUESTION POSÉE PAR LA LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN DATE DU 24 FÉVRIER 1956

Seize nouveaux Etats étant devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies, en décembre 1955, le Secrétaire général a, le 24 février 1956, adressé à chacun d'eux une lettre où il appelait leur attention sur le Chapitre XI de la Charte et les invitait à lui faire savoir s'ils assuraient l'administration d'un ou plusieurs des territoires visés à l'Article 73. Des demandes analogues ont été adressées au Japon, au Maroc, au Soudan, à la Tunisie, au Ghana et à la Fédération de Malaisie, lorsqu'ils sont devenus Membres de l'Organisation.

Depuis la parution du rapport précédent, les réponses de l'Espagne, du Japon, du Ghana et de la Fédération de Malaisie sont parvenues au Secrétaire général. L'Espagne a fait savoir au Secrétaire général qu'elle préparait une réponse conformément à l'esprit de la Charte. Les trois autres Etats Membres ont fait savoir qu'ils n'administraient aucun des territoires visés à l'Article 73.

Lors de la douzième session de l'Assemblée générale, la réponse du Japon a été communiquée à la Quatrième Commission. Comme à la session précédente, les membres de la Commission se sont demandé si l'Assemblée était compétente pour se prononcer sur l'application du Chapitre XI de la Charte. Des représentants ont fait valoir que la Charte était un instrument multilatéral et que les obligations découlant du Chapitre XI avaient le même caractère que les autres obligations assumées par les Etats au moment où ils deviennent Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale était donc compétente pour décider au sujet de quels territoires des renseignements doivent être communiqués. Cette compétence découlait de l'Article 10 de la Charte et avait été réaffirmée par l'Assemblée dans ses résolutions 222 (III), du 3 novembre 1948, 334 (VI), du 2 décembre 1949, et 742 (VIII), du 27 novembre 1953. D'autres représentants, par contre, ont soutenu qu'il était incompatible avec le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte que l'Assemblée examine le régime constitutionnel des Etats Membres. Puisque l'Article 73, alinéa e, de la Charte prévoyait la communication de renseignements

sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, les Etats Membres pouvaient seuls décider, conformément à leur constitution, s'ils devaient communiquer des renseignements.

Etant donné les divergences de vues sur l'application du Chapitre XI, il a été proposé que l'Assemblée générale crée un comité chargé d'examiner la question de la communication des renseignements visés à l'Article 73, alinéa e, de la Charte et d'étudier un résumé, préparé par le Secrétaire général, des opinions exprimées dans les réponses des Etats Membres aux communications que leur a adressées le Secrétaire général concernant la communication des renseignements, dans les discussions qui ont eu lieu à ce sujet aux séances plénières de l'Assemblée générale ou aux commissions et comités intéressés, ainsi que dans les études relatives à l'interprétation de la Charte qui traitent de cette question. Par 42 voix contre 27 avec 8 abstentions, la Quatrième Commission a approuvé un projet de résolution présenté à cet effet par 17 puissances. Au cours de la séance plénière de l'Assemblée qui s'est tenue le 26 novembre 1957, des représentants ont indiqué que cette question était une question importante au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte et devait donc être tranchée à la majorité des deux tiers. L'Assemblée générale a été du même avis. Les résultats du vote ont été les suivants : 41 voix pour, 30 voix contre et 10 abstentions ; le projet n'a pas été adopté, n'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers.

### 4. — Question de la procédure de vote applicable, à l'Assemblée générale, aux questions relatives aux territoires non autonomes

Au cours de la discussion générale, dont les territoires non autonomes ont fait l'objet à la Quatrième Commission, pendant la douzième session de l'Assemblée, le Costa-Rica, la Grèce, l'Irak, le Maroc, le Mexique et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale prie la Cour internationale de Justice de rendre un avis consultatif sur la procédure de vote applicable aux questions relatives aux territoires non autonomes. Aux termes du projet de résolution tel qu'il a été modifié avec l'assentiment des auteurs et tel qu'il a été adopté par la Quatrième Commission, la Sixième Commission était priée de donner un avis sur les points suivants : a) quelle est la procédure de vote applicable aux résolutions de l'Assemblée générale concernant les questions relatives aux territoires non autonomes ? b) considérant que les questions relatives aux territoires non autonomes ne figurent pas parmi les questions énumérées au paragraphe 2 de l'Article 18, serait-il conforme à la Charte de soumettre une résolution concernant les territoires non autonomes à un vote à la majorité des deux tiers, sans que soit établie auparavant, à cet effet, une nouvelle catégorie se rapportant aux territoires non autonomes, conformément au paragraphe 3 de l'Article 18 ? Lorsque la Sixième Commission a examiné cette question, ses membres se sont demandé si la Commission était compétente pour se prononcer à ce sujet. Entre-temps, l'Assemblée générale, en séance plénière, s'est prononcée sur le point de l'ordre du jour dont relevait la question soumise à la Sixième Commission (voir sect. 3 ci-dessus). La Sixième Commission a fait savoir à la Quatrième Commission que, puisque l'Assemblée générale en avait terminé avec l'examen du point relatif aux territoires non

autonomes, elle estimait inopportun de donner suite, à la session en cours, à la demande de la Quatrième Commission.

### 5. — Rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes

En application de la résolution 1053 (XI), du 20 février 1957, le Secrétaire général a fait savoir au Comité des renseignements, à ses huitième et neuvième sessions, où en était la préparation du rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Ce rapport comprendra trois grandes parties: l'introduction soulignera l'évolution générale des territoires telle qu'elle ressort des renseignements communiqués et des débats de l'Assemblée générale; la seconde partie analysera les progrès accomplis dans les domaines économique, social et culturel; enfin, la troisième partie consistera en des résumés des renseignements concernant la situation dans chaque territoire, eu égard notamment aux changements survenus de 1946 à 1956. Le Secrétariat de l'ONU et les institutions spécialisées intéressées se sont mis d'accord sur un premier plan de travail ainsi que sur la répartition des diverses sections du rapport. Il a été proposé que le Comité, s'il est maintenu en fonctions dans les mêmes conditions, examine principalement, en 1959, la situation de l'enseignement mais étudie aussi tous les résumés des renseignements remontant jusqu'à la création de l'Organisation, au lieu des résumés triannuels. Il a été indiqué que les première et deuxième parties du rapport devraient être présentées à l'Assemblée générale, à sa quatorzième session.

### 6. — Collaboration internationale en vue du progrès économique et social

#### a) COLLABORATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE TECHNIQUE

A sa huitième session, le Comité des renseignements était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en vue du progrès économique, social et culturel des territoires non autonomes, d'un rapport sur l'assistance technique fournie aux territoires par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que de rapports de l'UNESCO et de l'OMS sur l'activité de ces deux organisations. Les représentants de la FAO, de l'OIT et de l'UNESCO ont également mis le Comité au courant des travaux les plus récents de leurs organisations qui intéressent les territoires non autonomes.

Dans son rapport sur la collaboration internationale, le Secrétaire général donnait un aperçu des décisions du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, ainsi que des résultats scientifiques et techniques obtenus sur le plan de la coopération régionale, grâce à la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, à la Commission des Caraïbes, à la Commission du Pacifique sud, à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et à l'Organisation du plan de Colombo.

Le rapport sur l'assistance technique internationale faisait état de l'assistance que l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et les institutions spécialisées ont fournie aux territoires non auto-

nomes, au cours de la période 1955-1957, au titre de leur programme ordinaire et de leur Programme élargi, ainsi que de l'aide fournie par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

De même, à sa neuvième session, le Comité des renseignements était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique internationale, ainsi que de rapports de l'UNESCO, du FISE et de l'OMS sur leur activité dans les territoires non autonomes. Les représentants de la FAO, de l'OIT et de l'OMS ont fait des déclarations complémentaires sur l'activité de leurs organisations dans les territoires non autonomes.

Les Membres administrants ont reconnu la valeur de l'assistance accordée aux territoires non autonomes par les Nations Unies, notamment par le FISE et les institutions spécialisées, et ils ont donné au Comité de nouveaux renseignements sur l'activité de leur gouvernement dans le cadre d'organisations intergouvernementales.

D'autres Membres ont fait observer que, si de nouveaux programmes avaient été mis au point par l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et les institutions spécialisées, le montant total de l'assistance prévue pour les territoires non autonomes était inférieur à celui de l'année précédente. Certains représentants ont exprimé l'espoir que les territoires bénéficieraient d'une assistance technique accrue, qui les aiderait à instituer des services permanents et à exécuter des programmes intégrés dans les plans nationaux de développement.

#### b) BOURSES D'ÉTUDES

A sa huitième session, le Comité des renseignements a examiné un rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, présenté conformément à la résolution 931 (X), du 8 novembre 1955, et concernant les bourses et moyens de formation offerts aux habitants des territoires en application de la résolution 845 (IX), qui invitait les Etats Membres à mettre des bourses d'études à la disposition des habitants des territoires non autonomes.

Au 28 janvier 1957, le Secrétaire général avait reçu 247 offres de bourses émanant de 15 Etats Membres. La plupart d'entre elles concernaient l'enseignement supérieur; au total, 123 étudiants, dont la plupart étaient originaires de territoires administrés par le Royaume-Uni, avaient fait une demande de bourse. Le Secrétaire général a été informé que 14 bourses avaient été attribuées par les Etats qui avaient fait des offres.

Le Comité a recommandé un projet de résolution que l'Assemblée générale a adopté, à sa douzième session, le 26 novembre 1957, après y avoir apporté certaines modifications de forme [résolution 1154 (XII)]. Par cette résolution, l'Assemblée: 1) a prié les Etats Membres qui présentent des observations sur les titres des candidats, ainsi que ceux qui offrent des moyens d'étude ou de formation, d'accélérer les formalités d'examen des demandes; 2) a prié le Secrétaire général de prêter, dans toute la mesure possible, l'assistance dont les Etats Membres intéressés et les candidats pourraient avoir besoin pour hâter ces formalités; 3) a invité les Etats Membres qui avaient fait des offres à informer le Secrétaire général de la façon dont les candidats auraient utilisé les bourses d'études qui leur étaient offertes; 4) a invité le Secrétaire général à faire figurer, dans ses rapports annuels à l'Assemblée,

des renseignements sur les mesures prises en application de cette résolution.

Un rapport complémentaire, mettant à jour le rapport précédent, a également été présenté à l'Assemblée à sa douzième session. Il donnait aussi des renseignements sur les bourses d'études offertes par les Membres administrants. Au 1er octobre 1957, le Secrétaire général avait reçu 250 offres de bourses qui avaient été faites par 16 Etats Membres en application de la résolution 845 (IX). Ces Etats étaient les suivants: Birmanie, Ceylan, Etats-Unis, Grèce, Inde, Iran, Mexique, Philippines, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, URSS et Yougoslavie. Cent quarante étudiants au total avaient présenté une demande de bourse; 21 bourses avaient été attribuées et 17 autres ne l'avaient pas été.

Au cours des débats qui se sont déroulés à la Quatrième Commission de l'Assemblée, Israël a fait savoir qu'il offrirait également des bourses d'études, au titre de la résolution 845 (IX).

A la neuvième session du Comité des renseignements, certains Membres administrants ont donné au Comité des détails sur les bourses d'études accordées par leurs gouvernements aux habitants des territoires non autonomes, et le représentant du Secrétaire général a donné un aperçu des offres de bourses, des demandes reçues et des attributions de bourses, en application de la résolution 845 (IX), pour la période du 2 octobre 1957 au 6 mai 1958. Au cours de cette période, 10 offres ont été faites, 50 étudiants ont présenté une demande de bourse et 11 bourses ont été accordées.

## C. — QUESTION DU SUD-OUEST AFRICAIN

Au cours de l'année considérée, l'Assemblée générale a déployé de nouveaux efforts en vue de parvenir, par voie de négociations, à une solution de la question du Sud-Ouest Africain.

Par sa résolution 1143 (XII), du 25 octobre 1957, l'Assemblée générale, soulignant que les Etats Membres sont tenus de chercher à résoudre les problèmes internationaux par tous les moyens possibles de négociation, et de conciliation, a décidé de créer un Comité de bons offices pour le Sud-Ouest Africain, qui serait composé des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et d'un troisième membre (Brésil) désigné par le Président, et qui serait chargé de discuter avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "la base d'un accord qui continuerait à reconnaître au Territoire du Sud-Ouest Africain un statut international". Le Comité a été prié de

soumettre à l'Assemblée générale, à sa treizième session, un rapport sur son activité, aux fins d'examen et de décision par l'Assemblée conformément à la Charte.

Le Comité de bons offices a tenu plusieurs séances, en mai, à Londres, en vue d'entreprendre une étude préliminaire de la tâche qui lui était confiée et d'entrer en rapport avec le Gouvernement de l'Union. Celui-ci l'a invité à se rendre à Prétoria le 12 juin 1958 pour examiner le problème.

La question du Sud-Ouest Africain a fait l'objet d'autres décisions à la douzième session de l'Assemblée générale, qui a adopté six autres résolutions à ce sujet le 25 octobre 1957. Le Comité du Sud-Ouest Africain avait présenté un quatrième rapport annuel où il examinait la situation dans le Territoire, dans la mesure où il disposait de renseignements à ce sujet, ainsi que des pétitions. Il avait une fois encore exprimé sa vive inquiétude devant la politique et les méthodes d'administration appliquées dans le Territoire. L'Assemblée a adopté une résolution [1140 (XII)], par laquelle elle approuvait ce rapport, ainsi que deux autres résolutions [1138 (XII) et 1139 (XII)] que le Comité lui avait soumises et qui avaient trait aux pétitions. Dans une autre résolution [1142 A (XII)], l'Assemblée a félicité le Comité d'une étude, préparée à la demande de l'Assemblée et présentée sous forme de rapport spécial, sur l'action juridique à laquelle peuvent avoir recours les organes des Nations Unies, les Etats Membres de l'Organisation ou les anciens Membres de la Société des Nations. Après avoir appelé l'attention des Etats Membres sur le fait que l'Union Sud-Africaine n'avait pas envoyé de rapports annuels à l'Organisation des Nations Unies, et sur l'action juridique prévue à l'article 7 du Mandat envisagé conjointement avec l'Article 37 du Statut de la Cour internationale de Justice, l'Assemblée a décidé de reprendre, à sa treizième session, l'examen du rapport spécial. Par sa résolution 1142 B (XII), elle a demandé au Comité d'étudier plus en détail la possibilité d'obtenir de la Cour internationale de Justice des avis consultatifs en ce qui concerne l'administration du Territoire, et de faire des recommandations touchant les actes de l'Administration que l'on pourrait utilement signaler à la Cour pour lui demander s'ils sont compatibles ou non avec l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations, le Mandat et la Charte.

Par sa résolution 1141 (XII), l'Assemblée générale a réaffirmé la position dont elle ne s'est pas départie depuis 1946, à savoir que le Territoire doit être placé sous le régime de tutelle, et elle a déclaré que, dans l'état actuel du développement politique et économique du Territoire, ce serait là la façon normale de modifier son statut.

# Chapitre IV

## QUESTIONS JURIDIQUES

### I. — Cour internationale de Justice

#### a) COMPÉTENCE DE LA COUR

##### *Acceptation de la juridiction obligatoire*

Depuis le dernier rapport annuel, trois Etats qui n'avaient pas encore accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice ont déposé des déclarations aux termes de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, acceptant la compétence obligatoire de la Cour.

Par déclaration du 18 juillet 1957, déposée entre les mains du Secrétaire général le 22 juillet 1957, le Gouvernement égyptien a reconnu la juridiction obligatoire de la Cour sur tous les différends relevant de l'application du paragraphe 9, b, de la déclaration faite par ce gouvernement le 24 avril 1957 sur le canal de Suez et les arrangements concernant son exploitation.

Par déclaration du 9 septembre 1957, déposée entre les mains du Secrétaire général le 19 septembre 1957, le Gouvernement cambodgien a, sous condition de réciprocité et sous certaines réserves, reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique, pour une période de 10 ans à partir de la date du dépôt de la déclaration et, par la suite, jusqu'à notification contraire.

Par déclaration du 30 décembre 1957, déposée entre les mains du Secrétaire général le 2 janvier 1958, le Gouvernement soudanais a accepté la juridiction obligatoire de la Cour, sous condition de réciprocité et sous certaines réserves, jusqu'à notification de dénonciation.

##### *Instruments conférant compétence à la Cour*

Les traités suivants et autres instruments enregistrés ou classés et inscrits au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies contiennent des clauses conférant compétence à la Cour internationale de Justice dans certains cas :

Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger (multilatérale — conclue à New-York, le 20 juin 1956) ;

Traité d'amitié, de commerce et de navigation — entre les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne (signé à Washington, le 29 octobre 1954) ;

Statut de l'Agence internationale de l'Energie atomique (multilatéral — fait au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 26 octobre 1956, entré en vigueur le 29 juillet 1957) ;

Accord entre le Honduras et le Nicaragua en vue de soumettre à la Cour internationale de Justice leur différend relatif à la sentence arbitrale rendue par S. M. le Roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (signé à Tegucigalpa et à Managua, les 21 et 22 juin 1957) ;

Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Dominicaine relatif à la création de stations de transmission Loran pour l'aide à la navigation (signé à Washington, le 19 mars 1957) ;

Traité de commerce et de navigation entre la Norvège et le Japon (signé à Tokyo, le 28 février 1957) ;

Compromis entre la Belgique et les Pays-Bas soumettant à la Cour internationale de Justice le différend concernant la souveraineté sur certaines parcelles situées à la frontière belgo-néerlandaise (signé à La Haye, le 7 mars 1957) ;

Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran (signé à Téhéran, le 15 août 1955) ;

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique (signé à La Haye, le 27 mars 1956) ;

Traité d'amitié entre les Philippines et la Suisse (signé à Manille, le 30 août 1956) ;

##### *Juridiction de la Cour en matière consultative*

L'article XVII du statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, entré en vigueur le 29 juillet 1957, dispose que la Conférence générale et le Conseil des gouverneurs sont l'une et l'autre habilités, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se posant à propos de l'activité de l'Agence. Par résolution 1146 (XII) du 14 novembre 1957, l'Assemblée générale a autorisé l'Agence à demander à la Cour des avis consultatifs sur les questions juridiques se posant à propos de ses activités autres que les questions relatives aux rapports entre l'Agence et l'Organisation des Nations Unies ou une institution spécialisée.

La Convention sur l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, conclue à Genève le 6 mars 1948, est entrée en vigueur le 17 mars 1958, date à laquelle 21 Etats sont devenus parties à la Convention par dépôt d'un instrument d'acceptation entre les mains du Secrétaire général. L'article 56 dispose que toute question de droit qui ne peut être réglée par les moyens indiqués à l'article 55 est portée, par l'Organisation, devant la Cour internationale de Justice, pour avis consultatif, conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies. L'autorisation de solliciter pareil avis consultatif a été donnée en 1948 par la résolution 204 (III) de l'Assemblée générale.

#### b) AFFAIRES SOUMISES À LA COUR

##### 1. — *Affaire relative à certains emprunts norvégiens* (France c. Norvège)

Le 6 juillet 1957, la Cour internationale de Justice



a rendu son arrêt en l'affaire relative à certains emprunts norvégiens (entre la France et la Norvège).

Dans son arrêt, la Cour rappelle que les emprunts dont il s'agit ont été émis entre 1885 et 1909; le Gouvernement français soutient dans sa requête que ces emprunts sont assortis d'une clause or sous une forme variant de l'un à l'autre, mais qu'il estime suffisante pour chacun, ce que conteste le Gouvernement norvégien. La convertibilité en or des billets de la Banque de Norvège ayant été suspendue à diverses reprises depuis 1914, une loi norvégienne du 15 décembre 1923 a stipulé que "si" un débiteur a légalement consenti à payer en or une obligation pécuniaire en couronnes et que le créancier refuse d'accepter le paiement en billets de la Banque de Norvège d'après la valeur or nominale de ceux-ci, le débiteur pourra demander la prorogation du paiement tant que la banque est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets d'après leur montant". Au cours d'une longue correspondance diplomatique, qui a duré de 1925 à 1955, le Gouvernement français a invoqué qu'une décision unilatérale ne lui semblait pas opposable à des créanciers étrangers et a demandé la reconnaissance des droits auxquels prétendaient les porteurs français des obligations en cause. Le Gouvernement norvégien, refusant de donner suite aux différentes propositions de règlement international formulées par la France, a de son côté maintenu que les réclamations des porteurs étaient du ressort des tribunaux norvégiens et donnaient lieu uniquement à l'interprétation et à l'application des lois norvégiennes. Les porteurs français se sont abstenus de saisir les tribunaux norvégiens. C'est dans ces conditions que le Gouvernement français a porté le différend devant la Cour.

Tels étant les faits, la Cour porte tout d'abord son attention sur les exceptions préliminaires du Gouvernement norvégien, en commençant par la première d'entre elles, qui vise directement la compétence de la Cour et présente deux aspects. En premier lieu, il est argué que la Cour, dont la mission est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis, ne peut être saisie par voie de requête unilatérale que des différends d'ordre juridique qui rentrent dans l'une des quatre catégories énumérées au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut et qui relèvent du droit international; or, de l'avis du Gouvernement norvégien, les contrats d'emprunts sont régis par le droit interne et non par le droit international. En second lieu, le Gouvernement norvégien déclare que, s'il pouvait subsister un doute sur ce point, il se prévaudrait de la réserve formulée en ces termes dans la déclaration française d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour: "Cette déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs à des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale telle qu'elle est entendue par le Gouvernement de la République française." Le Gouvernement norvégien considère qu'en vertu de la clause de réciprocité prévue à l'Article 36, paragraphe 3, du Statut et contenue dans la déclaration norvégienne correspondante, la Norvège a le droit de se prévaloir des restrictions apportées par la France à ses propres engagements. Convaincu que le différend relève de sa compétence nationale, il demande à la Cour de décliner, pour raison d'incompétence, la mission dont le Gouvernement français voudrait la charger.

Examinant le deuxième motif de cette exception, la Cour constate que sa compétence en l'espèce dépend des déclarations faites par les Parties sous condition

de réciprocité; et que, comme il s'agit de deux déclarations unilatérales, cette compétence lui est conférée, seulement dans la mesure où elles coïncident pour la lui conférer. Par conséquent, la volonté commune des parties, base de la compétence de la Cour, existe dans les limites plus étroites indiquées par la réserve française. La Cour a consacré cette méthode de définir les limites de sa compétence déjà suivie par la Cour permanente de Justice internationale. Conformément à la condition de réciprocité, la Norvège est fondée, dans les mêmes conditions que la France, à exclure de la compétence obligatoire de la Cour les différends que la Norvège considère comme relevant essentiellement de sa compétence nationale.

Le Gouvernement français a relevé qu'entre la France et la Norvège il existe un traité qui fait du règlement de toute dette contractuelle une affaire relevant du droit international et que les deux Etats ne peuvent donc en cette matière parler de compétence nationale. Mais la convention dont il s'agit (deuxième Convention de La Haye de 1907 concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes contractuelles) ne vise pas à introduire l'arbitrage obligatoire; la seule obligation qu'elle impose est qu'une puissance intervenante ne doit pas faire usage de la force avant d'avoir tenté la voie d'arbitrage. La Cour ne trouve donc aucune raison pour laquelle le fait que les deux parties ont signé la Convention de La Haye devrait priver la Norvège du droit d'invoquer la réserve contenue dans la déclaration française. Le Gouvernement français a mentionné également la Convention franco-norvégienne d'arbitrage de 1904 et l'Acte général de Genève du 26 septembre 1928. Ni l'une ni l'autre de ces deux mentions ne saurait toutefois être considérée comme suffisante pour établir que la requête du Gouvernement français se fondait sur cette dernière convention ou sur l'Acte général: la Cour ne saurait rechercher, pour établir sa compétence, un fondement autre que celui que le Gouvernement français a lui-même énoncé dans sa requête, et sur lequel l'affaire a été plaidée devant la Cour par deux parties.

La Cour relève que, d'un certain point de vue, on pourrait dire que le deuxième motif de la première exception tiré de la réserve contenue dans la déclaration française n'a qu'un caractère subsidiaire. Mais, de l'avis de la Cour, ce motif ne peut être considéré comme subsidiaire dans ce sens que la Norvège invoquerait la réserve française seulement dans le cas où le premier motif de l'exception fondé sur la nature du différend serait reconnu non fondé en droit. La compétence de la Cour est contestée pour les deux motifs et la Cour est libre de baser sa décision sur celui qui, selon elle, est plus direct et décisif. Non seulement le Gouvernement norvégien a invoqué la réserve française, mais encore il a toujours maintenu le deuxième motif de sa première exception. L'abandon ne saurait être présumé ni déduit; il doit être expressément déclaré.

La Cour n'estime pas devoir examiner la question de savoir si la réserve française est compatible avec le fait d'assumer une obligation juridique et avec l'Article 36, paragraphe 6, du Statut. La validité de la réserve n'a pas été mise en question par les parties. Il est clair que la France maintient entièrement sa déclaration y compris sa réserve, et que la Norvège se prévaut de cette réserve. Dans ces conditions, la Cour se trouve en présence d'une disposition que les deux parties au différend considèrent comme exprimant leur volonté commune quant à sa compétence. Elle applique

la réserve telle qu'elle est, et telle que les parties la reconnaissent.

Par ces motifs, la Cour a déclaré par 12 voix contre 3 qu'elle n'a pas compétence pour statuer sur le différend porté devant elle par la requête du Gouvernement français.

Le juge Moreno Quintana a joint à l'arrêt une déclaration portant qu'il considérait la Cour comme incompétente pour une raison différente de celle qui est énoncée dans l'arrêt. M. Badawi, vice-président, et sir Hersch Lauterpacht, juge, ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion individuelle. Trois juges, MM. Guerrero, Basdevant et Read, y ont joint les exposés de leur opinion dissidente.

## 2. — *Affaire de l'Interhandel* (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)

L'affaire de l'Interhandel avait été introduite par une requête du Gouvernement suisse du 2 octobre 1957, priant la Cour de dire que le Gouvernement des Etats-Unis était tenu de rendre à l'Interhandel, société anonyme inscrite au registre du commerce de Bâle, ses avoirs qui avaient été séquestrés aux Etats-Unis à partir de 1942, et subsidiairement, que le différend est de nature à être soumis à la juridiction, à l'arbitrage ou à la conciliation, dans les conditions qu'il appartiendra à la Cour de déterminer. Le 3 octobre, le Gouvernement suisse avait demandé à la Cour d'inviter le Gouvernement des Etats-Unis, à titre de mesures conservatoires et tant que la procédure est pendante, à ne pas se dessaisir de ces avoirs et, en particulier, à ne pas vendre les actions de la General Aniline and Film Corporation appartenant à l'Interhandel.

Le 11 octobre 1957, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, invoquant l'article 62 du Règlement de la Cour, a déposé une exception préliminaire pour le motif que ce Gouvernement avait décidé que la vente ou la disposition des actions en question relevait essentiellement de sa compétence nationale. La déclaration d'acceptation par les Etats-Unis d'Amérique de la juridiction obligatoire de la Cour contient une réserve qui exclut de cette juridiction les différends relatifs aux questions qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des Etats-Unis d'Amérique, telle qu'elle est fixée par les Etats-Unis d'Amérique.

La Cour, traitant par priorité de la demande en indication de mesures conservatoires, a entendu les plaidoiries le 12 et le 14 octobre 1957. La Cour a également pris note des communications écrites postérieurement soumises par les parties. Celles-ci comprenaient une communication au nom du Gouvernement des Etats-Unis indiquant le développement d'une procédure devant les tribunaux américains à propos de l'Interhandel et déclarant que ce gouvernement n'avait pas "l'intention pour le moment de prendre des mesures en vue de fixer des délais pour la vente" des actions de la General Aniline and Film Corporation.

La Cour a rendu sa décision par une ordonnance du 24 octobre 1957. Elle a jugé que la procédure applicable aux mesures conservatoires est énoncée dans l'article 61 du règlement, alors que l'exception soulevée par les Etats-Unis exige l'emploi d'une procédure différente, à savoir celle fixée par l'article 62 du règlement. En conséquence, tout en indiquant que cette décision ne préjugait en rien la question de compétence, la Cour a traité de la demande en indication de mesures conservatoires et à cette fin, elle a constaté qu'elle devait "apprécier ce que les circonstances exigent pour

sauvegarder les droits de chacun" en attendant qu'elle rende sa décision.

Etant donné qu'il ressortait des informations fournies à la Cour que, d'après la loi américaine, la vente des actions ne pouvait être effectuée qu'à la suite d'une instance judiciaire actuellement pendante aux Etats-Unis et dont la fin prochaine n'était pas annoncée et que, par conséquent, cette vente dépendait d'une décision judiciaire rejetant les demandes de l'Interhandel, et compte tenu de la déclaration du Gouvernement des Etats-Unis qu'il n'avait pas l'intention pour le moment de prendre des mesures en vue de fixer des délais pour la vente des actions, la Cour a déclaré qu'il n'apparaissait pas que les circonstances exigeassent l'indication des mesures conservatoires demandées par la Suisse et a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de les indiquer.

A l'ordonnance sont jointes : l'opinion du juge Klaestad (à laquelle se sont ralliés le président Hackworth et le juge Read) qui considère que la Cour était incompétente ; une opinion individuelle du juge sir Hersch Lauterpacht qui, tout en étant d'accord sur le dispositif de l'ordonnance, a également estimé que la Cour était incompétente ; une déclaration du juge Wellington Koo, qui, tout en se ralliant au dispositif de l'ordonnance, n'en approuve pas les motifs ; une déclaration du juge Kojevnikov, qui ne peut se rallier à l'ordonnance.

L'ordonnance a fixé des délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire ou d'une exception préliminaire. Le mémoire a été déposé au greffe.

## 3. — *Affaire relative au droit de passage sur territoire indien* (Portugal c. Inde)

Le 26 novembre 1957, la Cour a rendu son arrêt en l'affaire relative au droit de passage sur territoire indien (exceptions préliminaires), entre le Portugal et l'Inde.

Cette affaire avait été introduite par requête du Gouvernement portugais qui avait privé la Cour de dire et juger que le Portugal est titulaire ou bénéficiaire d'un droit de passage entre son territoire de Damão (Damão du littoral), ses territoires enclavés de Dadra et de Nagar-Aveli et entre ceux-ci, et que ce droit comprend la faculté de transit pour les personnes et pour les biens, y compris les forces armées, sans restriction ou difficulté, et de la manière et dans la mesure requises par l'exercice effectif de la souveraineté portugaise sur ces territoires, et que l'Inde, ayant empêché et continuant à empêcher l'exercice de ce droit, attentait à la souveraineté portugaise sur les enclaves et violait ses obligations internationales, et de décider que l'Inde devait immédiatement mettre fin à cette situation en permettant au Portugal d'exercer le droit de passage ainsi réclamé. La requête visait expressément l'Article 36, paragraphe 2, du Statut ainsi que les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour déposées par le Portugal et l'Inde.

De son côté, le Gouvernement de l'Inde avait soulevé six exceptions préliminaires à la compétence de la Cour.

La première exception préliminaire tendait à faire déclarer qu'une condition incluse dans la déclaration par laquelle le Portugal a accepté la juridiction de la Cour le 19 décembre 1955, réservant à ce gouvernement le droit "d'exclure du champ d'application de cette déclaration, à tout moment au cours de sa validité, une ou plusieurs catégories déterminées de différends, en adressant au Secrétaire général des Nations Unies une notification prenant effet à la date où elle aurait été

donnée", était incompatible avec l'objet et le but de la disposition facultative, ce qui entraînait la nullité de la déclaration d'acceptation.

La Cour, par 14 voix contre 3, a rejeté cette exception, estimant qu'interprétés dans leur sens ordinaire, les termes de la condition signifient simplement qu'une notification faite en vertu de cette condition s'applique seulement aux différends soumis à la Cour *après* la date de la notification. On ne saurait donc attribuer à cette notification un effet rétroactif. A ce propos, la Cour a rappelé le principe énoncé par elle en l'affaire *Nottebohm* de la manière suivante: "un fait extérieur tel que la caducité ultérieure de la déclaration par échéance du terme ou par dénonciation ne saurait retirer à la Cour une compétence déjà établie". Elle a ajouté que ce principe s'appliquait tant à la dénonciation totale qu'à la dénonciation partielle prévue dans la clause litigieuse de la déclaration portugaise.

L'Inde ayant soutenu que cette clause avait introduit dans la déclaration un certain degré d'incertitude quant aux droits et obligations réciproques, privant l'acceptation de la juridiction de la Cour de toute valeur pratique, la Cour a répondu que les déclarations faites en application de l'Article 36, ainsi que leurs modifications, devant être déposées entre les mains du Secrétaire général, il s'ensuit que, quand une affaire est soumise à la Cour, il est toujours possible de déterminer quelles sont, à ce moment, les obligations réciproques des parties en vertu de leurs déclarations respectives. S'il est vrai que, pendant la période qui s'écoule entre la date d'une notification au Secrétaire général et sa réception par les parties au Statut, il peut y avoir un élément d'incertitude, cette incertitude est inhérente au fonctionnement du système de la disposition facultative et n'affecte pas la validité de la condition énoncée dans la déclaration portugaise. La Cour a constaté que la situation était fondamentalement la même, au point de vue de l'incertitude résultant du droit pour le Portugal d'invoquer à tout moment la condition mise à son acceptation, que celle qui résulte du droit pour de nombreux signataires de la disposition facultative, l'Inde y comprise, de mettre fin à leur déclaration d'acceptation par simple notification sans préavis obligatoire. Elle a rappelé que c'est ce que fit l'Inde le 7 janvier 1956 lorsqu'elle a notifié au Secrétaire général la dénonciation de sa déclaration du 28 février 1940 (invoquée dans la requête portugaise), à laquelle elle avait substitué en même temps une nouvelle déclaration comportant des réserves qui n'existaient pas dans la précédente déclaration. Ce faisant, l'Inde avait atteint, au fond, l'objectif envisagé par la condition de la déclaration portugaise.

Au surplus, de l'avis de la Cour, il n'y a pas de différence fondamentale quant au degré de certitude entre la situation qui résulte du droit de dénonciation totale et celle qui résulte de la condition de la déclaration portugaise qui donne ouverture à une dénonciation partielle. La Cour a déclaré qu'on ne pouvait non plus accepter comme élément de distinction pertinent le fait que dans le cas de dénonciation totale, l'Etat dénonçant ne peut plus invoquer de droits résultant de sa déclaration, alors que dans celui de dénonciation partielle dans le cadre de la déclaration portugaise, ce pays pourrait continuer à d'autres égards à bénéficier de sa déclaration. Le principe de réciprocité permettra en effet aux autres Etats, l'Inde y comprise, d'invoquer contre lui tous les droits dont il pourrait continuer à se prévaloir.

Il avait été soutenu comme troisième motif de nullité de la condition portugaise qu'elle était contraire au principe fondamental de réciprocité qui est à la base de la disposition facultative, en ce qu'elle revendique pour le Portugal un droit refusé en fait aux autres signataires dont la déclaration n'est pas assortie d'une telle condition. La Cour n'a pas accepté cette thèse. Elle a constaté que si la position des parties quant à l'exercice de leurs droits est affectée en quoi que ce soit par le délai inévitable qui s'écoule entre la réception par le Secrétaire général de la notification appropriée et la réception de cette notification par les autres signataires, ce délai joue également pour ou contre tous les signataires de la disposition facultative.

La Cour n'a pas admis non plus le point de vue selon lequel la condition de la déclaration portugaise enfreindrait le principe de réciprocité parce que rendant inefficace la partie du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut qui se réfère à l'acceptation de la disposition facultative à l'égard des Etats acceptant "la même obligation". Il n'est pas nécessaire que "la même obligation" soit définie de façon irrévocable au moment de l'acceptation et pour toute la durée de celle-ci: cette expression signifie simplement que, dans les rapports entre Etats qui adhèrent à la disposition facultative, tous et chacun sont liés par les obligations identiques qui peuvent exister à tout moment tant que l'acceptation les lie réciproquement.

Estimant que la condition incluse dans la déclaration portugaise n'était pas incompatible avec le Statut, la Cour n'a pas eu à examiner si, dans le cas où cette condition serait nulle, cette nullité frapperait la déclaration tout entière.

La *deuxième exception préliminaire* se fondait sur la thèse d'après laquelle la requête introductive d'instance déposée par le Portugal le 22 décembre 1955, ayant été déposée avant que copie de la déclaration par laquelle le Portugal acceptait la juridiction obligatoire de la Cour ait pu être transmise aux autres parties au Statut par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en application de l'Article 36, paragraphe 4, du Statut, le dépôt de cette requête avait enfreint l'égalité, la mutualité et la réciprocité auxquelles l'Inde avait droit en vertu de la disposition facultative et en vertu de la condition expresse de réciprocité contenue dans la déclaration du 28 février 1940 par laquelle elle avait accepté la juridiction de la Cour.

Sur ce point, la Cour a constaté qu'elle devait examiner deux questions: 1) en déposant sa requête le lendemain du jour où il avait déposé sa déclaration d'acceptation, le Portugal avait-il enfreint une disposition du Statut? 2) sinon, avait-il enfreint de la sorte violé un droit que l'Inde tiendrait du Statut ou de sa déclaration?

L'Inde prétendait qu'avant de déposer sa requête au greffe de la Cour, le Portugal aurait dû laisser s'écouler le délai qui aurait raisonnablement permis aux autres Etats signataires de la disposition facultative de recevoir du Secrétaire général notification de la déclaration portugaise.

La Cour a dit ne pouvoir accepter cette thèse. Le rapport contractuel entre les parties, et la juridiction obligatoire de la Cour qui en découle, sont établis "de plein droit et sans convention spéciale" du fait du dépôt de la déclaration. Un Etat qui accepte la compétence de la Cour doit prévoir qu'une requête puisse être introduite contre lui devant la Cour par un nouvel Etat

déclarant, le jour même où celui-ci dépose son acceptation entre les mains du Secrétaire général.

L'Inde soutenait que l'acceptation de la compétence de la Cour n'entraînait en vigueur que quand le Secrétaire général avait communiqué aux parties copie de la déclaration. La Cour a répondu que seul le dépôt aux mains du Secrétaire général concernait l'Etat déclarant, qui n'avait à s'occuper ni du devoir du Secrétaire général ni de la manière dont ce devoir était rempli. La Cour a déclaré ne pouvoir introduire dans la disposition facultative la condition d'un intervalle après le dépôt de la déclaration d'acceptation. Toute condition de ce genre introduirait dans le jeu du système de la disposition facultative un élément d'incertitude.

L'Inde n'ayant pas spécifié quels étaient les droits à elle conférés par le Statut et les déclarations qui avaient été effectivement violés par la manière dont le dépôt de la requête avait été fait, la Cour n'a pu constater quel droit avait ainsi été violé en fait.

Etant arrivé à la conclusion que la requête avait été déposée d'une manière qui n'était ni contraire au Statut, ni en violation d'un droit de l'Inde, la Cour, par 15 voix contre 3, a rejeté la deuxième exception préliminaire.

La Cour a ensuite abordé l'examen de la *quatrième exception préliminaire* qui avait trait, elle aussi, à la manière dont le dépôt de la requête avait été fait.

On soutenait dans cette exception que l'Inde n'ayant pas connu la déclaration du Portugal avant le dépôt de la requête introductive d'instance, elle avait été dans l'impossibilité de se prévaloir, sur la base de la réciprocité, de la condition incluse dans la déclaration portugaise permettant d'exclure de la compétence de la Cour le différend qui faisait l'objet de la requête.

La Cour s'est bornée à rappeler ce qu'elle avait dit à propos de la deuxième exception : que le Statut ne prescrit aucun délai entre le dépôt d'une déclaration d'acceptation et celui d'une requête, et elle a rejeté cette exception par 15 voix contre 2.

La *troisième exception préliminaire* invoquait l'absence de négociations diplomatiques préalables au dépôt de la requête, et qui auraient permis de définir l'objet de la demande.

Sur ce point, la Cour a dit qu'une partie importante des échanges de vues intervenus avant le dépôt de la requête concernait la question de l'accès aux enclaves, que la correspondance et les notes présentées à la Cour révélaient les plaintes réitérées du Portugal à l'occasion du refus des facilités de transit, et que l'examen de la correspondance montrait que les négociations étaient arrivées à une impasse. A supposer que l'Article 36, paragraphe 2, du Statut, qui vise les différends d'ordre juridique, exige que le différend ait été défini par voie de négociations, cette condition avait été remplie. La Cour a donc rejeté cette exception par 16 voix contre une.

La *cinquième exception préliminaire* se fondait sur une réserve que comporte la déclaration d'acceptation de l'Inde et qui exclut de la juridiction de la Cour les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Inde. Le Gouvernement de l'Inde affirmait que les faits et les considérations de droit soumis à la Cour ne permettaient pas de conclure à l'existence d'un argument raisonnablement soutenable à l'appui de la thèse que l'objet du différend est en dehors de sa compétence nationale.

La Cour a constaté que les faits invoqués par le Gouvernement de l'Inde en ses conclusions, et contestés par le Portugal, auraient nécessité pour être élucidés et en tirer les conséquences juridiques, l'examen de la pratique des autorités britanniques indiennes et portugaises à propos du droit de passage, en particulier pour voir si cette pratique montrait que les parties avaient envisagé ce droit comme une question relevant exclusivement, selon le droit international, de la compétence nationale du souverain territorial. L'examen de ces questions et d'autres analogues n'était pas possible au stade préliminaire sans préjuger le fond. La Cour a donc décidé, par 13 voix contre 4, de joindre la cinquième exception au fond.

Enfin, dans sa *sixième exception préliminaire*, le Gouvernement de l'Inde soutenait que la Cour était sans compétence pour le motif que la déclaration indienne d'acceptation se limitait aux "différends nés après le 5 février 1930 concernant des situations ou des faits postérieurs à ladite date". Le Gouvernement de l'Inde prétendait : 1) que le différend soumis à la Cour par le Portugal n'était pas né après le 5 février 1930 ; 2) qu'en tout cas il concernait des situations et des faits antérieurs à cette date.

A propos de cette exception, la Cour a constaté que, pour déterminer à quelle date était né le différend, il fallait examiner si celui-ci était ou non la suite d'un différend, au sujet du droit de passage, antérieur à 1930. Les allégations touchant la nature du passage pratiqué autrefois étant opposées, la Cour a déclaré n'être pas en mesure de déterminer ces deux questions à ce stade.

La Cour n'avait pas davantage d'éléments suffisants pour lui permettre de statuer sur la question de savoir si le différend concernait les situations ou des faits antérieurs à 1930. En conséquence, par 16 voix contre 2, elle a joint au fond la sixième exception.

Le Gouvernement du Portugal, tout en déclarant qu'il n'avait pas l'intention d'invoquer les dispositions de l'Article 41 du Statut (concernant l'indication de mesures conservatoires) avait ajouté l'énoncé d'une demande tendant à obtenir de la Cour qu'elle rappelle aux parties le principe universellement admis d'après lequel elles doivent faciliter l'accomplissement de la mission de la Cour en s'abstenant de toutes mesures pouvant exercer une influence préjudiciable sur l'exécution de ses décisions ou entraîner soit une aggravation, soit une extension du différend. La Cour n'a pas jugé à propos de donner suite à cette demande du Gouvernement du Portugal dans les circonstances de l'affaire.

Enfin, la Cour a déclaré la reprise de la procédure sur le fond et fixé les délais pour le dépôt des pièces ultérieures.

M. Kojevnikov, juge, a déclaré ne pouvoir se rallier ni aux motifs ni au dispositif de l'arrêt parce que, à son avis, la Cour aurait dû, dès à présent, rejeter ou même plusieurs des exceptions préliminaires. M. Badawi, vice-président, et M. Klaestad, juge, ont joint à l'arrêt les exposés de leurs opinions dissidentes. M. Fernandes, juge *ad hoc*, s'est rallié à l'opinion de M. Klaestad et M. Chagla, juge *ad hoc*, a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente.

4. — *Affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs* (Pays-Bas c. Suède)

Cette affaire a été introduite par requête déposée par le Gouvernement des Pays-Bas le 10 juillet 1957. Cette

requête vise le cas d'une mineure née en Suède en 1945 d'un père néerlandais et d'une mère de nationalité suédoise avant son mariage. La requête expose que l'enfant possède la nationalité néerlandaise et qu'après la mort de sa mère survenue en 1953, les autorités suédoises ont pris à son égard des mesures de tutelle dites *skyddsuppfostran*, tandis que les autorités néerlandaises pourvoient également à la tutelle selon la législation des Pays-Bas. En dépit des appels interjetés par les tuteurs néerlandais et malgré les démarches entreprises par le Gouvernement des Pays-Bas, ces mesures ont été maintenues. Le Gouvernement néerlandais estime que les autorités suédoises ont agi contrairement aux dispositions de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs, et que les autorités suédoises doivent mettre fin à ces mesures.

Pour établir la compétence de la Cour en l'espèce, la requête du Gouvernement néerlandais invoque l'acceptation par les deux parties de la juridiction obligatoire de la Cour aux termes des déclarations qu'elles ont faites en application de l'Article 36 du Statut (déclaration de la Suède du 6 avril 1957; déclaration des Pays-Bas du 1er août 1956).

Des délais ont été fixés pour le dépôt des pièces de la procédure et le mémoire et le contre-mémoire ont déjà été déposés. Il y a lieu de penser que l'affaire sera en état d'être plaidée à l'automne de 1958.

5. — *Affaire concernant l'incident aérien du 27 juillet 1955* (Israël c. Bulgarie).

Le 16 octobre 1957, une requête a été déposée au nom du Gouvernement d'Israël pour introduire une instance contre la Bulgarie.

L'affaire se rapporte à un incident aérien survenu le 27 juillet 1955, alors qu'un avion appartenant à une compagnie aérienne israélienne a été abattu sur territoire bulgare par une unité des troupes de sécurité bulgares. Les 51 passagers et les sept membres de l'équipage ont été tués. Le Gouvernement israélien a demandé réparation au Gouvernement bulgare par la voie diplomatique. Les négociations n'ayant pas abouti, il prie la Cour de juger qu'en droit international la Bulgarie est responsable des dommages causés et de fixer le montant de la compensation due.

Pour fonder la compétence de la Cour, la requête invoque les déclarations par lesquelles les deux États en cause ont accepté sa juridiction obligatoire, à savoir la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire par Israël en date du 3 octobre 1956 et l'acceptation par la Bulgarie de la juridiction obligatoire le 29 juillet 1921, à l'occasion du dépôt de l'instrument de ratification par ce pays du Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Des délais ont été fixés pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire et le premier de ces deux documents a déjà été déposé.

6. — *Affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955*

(Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)

Le 28 octobre 1957, une requête a été déposée au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour introduire une instance contre la Bulgarie.

L'affaire vise un incident aérien survenu le 27 juillet 1955, lorsqu'un avion appartenant à une compagnie aérienne israélienne a été abattu sur territoire bulgare par les forces bulgares. Tous les passagers, parmi les-

quels se trouvaient plusieurs ressortissants des Etats-Unis d'Amérique ont été tués.

Aux termes de la requête et des documents qui y sont annexés (échange de notes entre les deux gouvernements intéressés), le Gouvernement bulgare aurait admis sa responsabilité envers le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour le dommage ainsi causé à ses ressortissants et promis de verser une indemnité, mais il aurait ultérieurement décliné toute responsabilité. Le Gouvernement des Etats-Unis demande à la Cour de dire que le Gouvernement bulgare est responsable du dommage causé et réclame des dommages et intérêts.

En ce qui est de la juridiction de la Cour, le Gouvernement des Etats-Unis fait remarquer que le différend concerne des questions relevant des catégories énoncées au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour et se soumet à la compétence de celle-ci aux fins de cette instance. Il invoque, en outre, l'acceptation par la Bulgarie de la juridiction obligatoire de la Cour du fait de la signature apposée par son représentant au Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale et soutient que cette acceptation a pris effet à l'égard de la juridiction de la Cour internationale de Justice en vertu de l'Article 36, paragraphe 5, du Statut, à la date de l'admission de la Bulgarie à l'Organisation des Nations Unies.

Des délais ont été fixés pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire.

7. — *Affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955* (Royaume-Uni c. Bulgarie)

Une requête a été déposée le 21 novembre 1957 par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour introduire une instance contre la Bulgarie.

L'affaire se rapporte à un incident aérien survenu le 27 juillet 1955, lorsqu'un avion qui appartenait à une compagnie israélienne d'aviation civile a été abattu en territoire bulgare par les forces bulgares. Tous les passagers et les membres de l'équipage ont été tués. Parmi eux se trouvaient des sujets britanniques.

Aux termes de la requête et des documents qui y sont annexés (échange de notes entre les deux gouvernements intéressés), le Gouvernement bulgare aurait admis sa responsabilité envers le Gouvernement du Royaume-Uni pour le dommage ainsi causé à ses ressortissants et promis de verser une indemnité, mais il serait ultérieurement revenu sur cette décision. Le Gouvernement du Royaume-Uni demande à la Cour de déclarer que le Gouvernement bulgare est responsable, en vertu du droit international, des pertes de vies et des dommages causés et réclame l'octroi de dommages-intérêts.

Pour fonder la compétence de la Cour, la requête invoque les déclarations d'acceptation par les deux États en cause de la juridiction obligatoire de la Cour, à savoir la déclaration du Royaume-Uni datée du 18 avril 1957 et l'acceptation par la Bulgarie de la juridiction obligatoire de la Cour faite le 29 juillet 1921, lors du dépôt de l'instrument de ratification par la Bulgarie du Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale. La requête soutient que cette acceptation a pris effet, à l'égard de la juridiction de la Cour internationale de Justice, en vertu de l'Article 93, paragraphe 1, de la Charte et de l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de

la Cour, à la date de l'admission de la Bulgarie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Des délais ont été fixés pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire.

8. — *Affaire concernant la souveraineté sur certaines parcelles frontalières (Belgique/Pays-Bas)*

Le 27 novembre 1957, la Cour a reçu notification d'un compromis entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 7 mars 1957 et ratifié à Bruxelles le 19 novembre 1957. Par ce compromis, les Pays-Bas et la Belgique défèrent à la Cour un différend qui les oppose concernant la souveraineté sur certaines parcelles cadastrales situées dans la région frontalière de Baerle-Nassau et Baerle-Duc.

La Cour est invitée à dire auquel des deux Etats appartient la souveraineté sur ces parcelles.

Des délais ont été fixés pour le mémoire et le contre-mémoire et le premier de ces documents a déjà été déposé.

c) AUTRES ACTIVITÉS

Un certain nombre d'instruments enregistrés, ou classés et inscrits au Secrétariat des Nations Unies au cours de l'année écoulée contiennent des dispositions conférant au Président de la Cour le pouvoir de procéder à certaines désignations dans les cas prévus par ces instruments. Il s'agit généralement du pouvoir de nommer des arbitres et surarbitres aux tribunaux d'arbitrage institués en cas de différends entre les parties. Les instruments suivants contiennent des exemples de dispositions de ce genre :

Accords conclus par l'Organisation des Nations Unies (par voie d'échange de lettres) relatifs à l'affectation à la Force d'urgence des Nations Unies de contingents nationaux fournis par les Gouvernements de Finlande, de la Suède, de la Norvège, du Canada, du Danemark, du Brésil, de l'Inde et de la Yougoslavie ;

Accord relatif aux transports aériens entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Inde (signé à New-Delhi, le 3 février 1956) ;

Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et le Paraguay relatif à la garantie des investissements privés (signé à Assomption, le 28 octobre 1955) ;

Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'exploitation de certaines installations radiophoniques situées sur le territoire de la République fédérale (signé à Bonn, le 11 juin 1952) ;

Accord relatif aux transports aériens entre les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne (signé à Washington, le 7 juillet 1955) ;

Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme (multilatérale — conclue à New-York, le 4 juin 1954) ;

Echange de notes constituant un accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la Jordanie relatif à l'octroi des garanties prévues par la loi de 1954 relative à la sécurité mutuelle (signé à Amman, le 10 juillet et le 24 septembre 1956) ;

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés (multilatérale — conclue à New-York, le 4 juin 1954) ;

Convention entre l'Italie et la France relative à la construction et à l'exploitation d'un tunnel sous le mont Blanc (signée à Paris, le 14 mars 1953) ;

Accord relatif aux réparations entre les Philippines et le Japon (signé à Manille, le 9 mai 1956) ;

Accord relatif aux transports aériens entre les Etats-Unis d'Amérique et la Corée (signé à Washington, le 24 avril 1957) ;

Contrats de garantie et contrats d'emprunts conclus entre divers Etats et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

d) COMPOSITION DE LA COUR  
ET DE LA CHAMBRE DE PROCÉDURE SOMMAIRE

Le 1er octobre 1957, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont élu cinq juges pour remplir les vacances résultant de l'expiration, le 5 février 1958, des mandats de MM. Winiarski (Pologne), Zoričić (Yougoslavie), Badawi (Egypte), Read (Canada) et Wellington Koo (Chine). Ont été élus : MM. Winiarski (Pologne), Badawi (Egypte), Wellington Koo (Chine), sir Percy Spender (Australie) et Spiropoulos (Grèce).

Le Président de la Cour est M. Helge Klaestad, le Vice-Président est sir Muhammad Zafrulla Khan. Ils ont été élus à ces fonctions le 17 avril 1958 pour une période de trois ans.

A la même date, la Cour a constitué sa Chambre de procédure sommaire pour l'année suivante. Les juges dont les noms suivent ont été élus pour constituer cette chambre :

*Membres* : M. Klaestad, président ; sir Muhammad Zafrulla Khan, vice-président ; MM. Basdevant, Winiarski, Armand-Ugon, juges.

*Membres suppléants* : MM. Hackworth, Badawi, juges.

## 2. — Commission du droit international

### a) NEUVIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La Commission du droit international a tenu sa neuvième session à Genève du 23 avril au 28 juin 1957 ; on trouvera ci-après des renseignements qui complètent ceux donnés dans le rapport précédent sur le début de la session.

Après avoir terminé l'examen de la question des relations et immunités diplomatiques, sur la base d'un rapport présenté par M. A. E. F. Sandström, rapporteur spécial, la Commission a adopté à titre provisoire un projet accompagné de commentaires qui, à la demande de la Commission, a été ensuite transmis aux gouvernements pour qu'ils fassent connaître leurs observations. La Commission a prié le rapporteur spécial de lui soumettre un rapport sur le problème de la "diplomatie *ad hoc*", c'est-à-dire sur les questions relatives aux envoyés itinérants, aux conférences diplomatiques et aux missions spéciales.

La Commission a procédé à la discussion générale du deuxième rapport sur la responsabilité des Etats, établi par le rapporteur spécial, M. F. V. García Amador, et a prié ce dernier de poursuivre ses travaux sur la question.

En ce qui concerne la procédure arbitrale, un Comité de neuf membres que la Commission a chargé de présenter un rapport sur les questions soulevées par la résolution 989 (X) adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1955 a conclu que, pour pouvoir faire œuvre utile et précise, il fallait que la Commission elle-même décide si le projet qu'elle avait établi à sa cinquième session (1953) devait finalement prendre la



forme d'une convention ou d'un ensemble de règles qui pourrait guider les Etats lorsqu'ils rédigerait des dispositions destinées à figurer dans les traités internationaux ou dans les compromis. L'ensemble de la Commission s'est prononcé en faveur de la seconde solution. La Commission a ensuite examiné certains articles essentiels du projet révisé présenté par le rapporteur spécial, M. Georges Scelle. Elle a pris certaines décisions provisoires et renvoyé la question à la dixième session pour dernier examen.

La Commission a prié les rapporteurs spéciaux pour la question du droit des traités et pour celle des relations et immunités consulaires, sir Gerald Fitzmaurice et M. Jaroslav Žourek, de poursuivre leurs travaux.

En ce qui concerne la collaboration avec d'autres organismes, le Secrétaire de la Commission du droit international a signalé à la Commission qu'il avait été informé que la quatrième réunion du Conseil inter-américain de juristes, qui devait avoir lieu à Santiago de Chili en 1958 et à laquelle la Commission l'avait prié d'assister en qualité d'observateur, devrait être renvoyé à 1959.

Pour répondre au Comité juridique consultatif asien, créé en 1956 par les Gouvernements birman, ceylanais, indien, indonésien, irakien, japonais et syrien, qui avait demandé à collaborer avec la Commission, cette dernière a autorisé le Secrétaire: 1) à déclarer que la Commission demanderait au Secrétaire général d'inscrire le Comité juridique consultatif asien sur la liste des organisations qui reçoivent les documents de la Commission; 2) à inviter le Comité consultatif à lui faire parvenir les observations qu'il voudrait formuler au sujet des questions étudiées par la Commission; 3) à exprimer l'intérêt que porte la Commission aux travaux du Comité.

#### b) EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES TRAVAUX DE SA NEUVIÈME SESSION

A la douzième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a examiné le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa neuvième session. La Sixième Commission a consacré la plus grande partie de ses débats à l'étude du projet d'articles que la Commission avait adopté à titre provisoire au sujet des relations et immunités diplomatiques (voir sect. a ci-dessus). Elle s'est préoccupée notamment des rapports entre ce projet et les questions suivantes: 1) la "diplomatie *ad hoc*"; 2) les relations entre les Etats et les organisations internationales; 3) les relations et immunités consulaires, question dont la Commission du droit international était également saisie.

Certains représentants ont estimé que la Commission, comptant maintenant plus de membres, devrait adopter de nouvelles méthodes de travail, plus efficaces, en créant, par exemple, deux sous-commissions ou davantage, qui étudieraient chacune de leur côté des problèmes différents, tandis que d'autres représentants ont pensé que l'efficacité de la Commission pouvait être accrue par l'adoption d'une procédure en vertu de laquelle le rapporteur spécial chargé d'une question donnée servirait, entre les sessions, de coordonnateur d'un petit sous-comité, dont les membres commenteraient par écrit ses travaux préliminaires. D'autres représentants se sont déclarés hostiles à l'idée de scinder la Commission en sous-commissions. Le 11 décembre 1957, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1185 (XII) par laquelle elle a pris acte du rapport de la

Commission du droit international sur les travaux de sa neuvième session, félicité la Commission des travaux qu'elle avait accomplis et prié le Secrétaire général de transmettre à la Commission les comptes rendus des débats que la Sixième Commission avait consacrés audit rapport.

#### c) PRÉPARATION DE LA DIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION

Tenant compte des débats que la Commission a consacrés à la procédure arbitrale au cours de sa neuvième session (voir sect. a ci-dessus), M. Georges Scelle, rapporteur spécial, a présenté un rapport contenant notamment un projet de clauses types sur la procédure arbitrale.

M. A. E. F. Sandström, rapporteur spécial chargé de la question des relations et immunités diplomatiques, a présenté à la Commission un rapport contenant le résumé des observations transmises par les gouvernements (voir sect. a ci-dessus) et ses propres conclusions. Il a également présenté, sous forme d'additif audit rapport, un projet d'articles révisé établi par ses soins.

Sir Gerald Fitzmaurice, rapporteur spécial pour le droit des traités, a présenté un troisième rapport sur cette question, spécialement consacré à la question de la validité substantielle des traités.

M. F. V. García Amador, rapporteur spécial pour la question de la responsabilité des Etats, a présenté un troisième rapport, relatif à la responsabilité de l'Etat à raison des dommages causés sur son territoire à la personne ou aux biens des étrangers (Deuxième partie. — La réclamation internationale).

#### d) DIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La dixième session de la Commission du droit international s'est ouverte à Genève le 28 avril 1958. Les questions suivantes étaient inscrites à l'ordre du jour de la session: nomination à un siège devenu vacant après élection (art. 11 du statut); procédure arbitrale: résolution 989 (X) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1955; relations et immunités diplomatiques; droit des traités; responsabilité des Etats; relations et immunités consulaires.

La Commission a élu son Bureau qui est composé de la manière suivante: M. Radhabinod Pal, président; M. Gilberto Amado, premier vice-président; M. Gregory Tounkine, second vice-président; sir Gerald Fitzmaurice, rapporteur général.

La Commission a élu M. Ricardo Alfaro (Panama) au siège devenu vacant à la suite de l'élection de M. Jean Spiropoulos à la Cour internationale de Justice.

Elle a examiné en premier lieu le point de son ordre du jour relatif à la "procédure arbitrale" en se fondant sur le nouveau projet du rapporteur spécial, M. Georges Scelle (voir sect. c ci-dessus) et, après une première lecture, a renvoyé le projet à son Comité de rédaction.

La Commission a entrepris ensuite l'examen du point de son ordre du jour intitulé "relations et immunités diplomatiques" en se fondant sur le deuxième rapport du rapporteur spécial, M. Sandström (voir sect. c ci-dessus).

### 3. — Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

Dans le rapport de l'an dernier, il était question de la résolution 1105 (XI) du 21 février 1957, par la-

quelle l'Assemblée générale avait décidé de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires chargée d'examiner le droit de la mer en tenant compte non seulement des aspects juridiques, mais aussi des aspects techniques, biologiques, économiques et politiques du problème et de consacrer le résultat de ses travaux dans une ou plusieurs conventions internationales ou dans tels autres instruments qu'elle jugerait appropriés.

L'Assemblée générale a soumis à la Conférence les articles relatifs au droit de la mer que la Commission du droit international avait adoptés à sa huitième session, en 1956, pour qu'elle s'en serve comme base de ses travaux lorsqu'elle examinerait les divers problèmes que soulèvent le développement et la codification du droit de la mer. Elle lui a également soumis le compte rendu *in extenso* des débats pertinents de l'Assemblée générale pour qu'elle les examine en même temps que le projet de la Commission.

Après avoir consulté un groupe de dix experts que le Secrétaire général avait invités à l'aider et à le conseiller pour la préparation de la Conférence, le Secrétariat a publié, avant la Conférence, plus de 30 documents préparatoires destinés à assister la Conférence dans ses travaux.

Dans son rapport, la Commission du droit international n'avait pas traité la question du libre accès à la mer des pays qui n'ont pas de littoral. Une conférence préliminaire d'Etats sans littoral, tenue à Genève du 10 au 14 février 1958, a présenté à la Conférence un mémoire sur cette question.

La Conférence sur le droit de la mer s'est réunie à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 24 février au 27 avril 1958. Sur les 86 Etats représentés, 79 étaient Membres de l'Organisation des Nations Unies et sept, quoique n'étant pas membres de l'ONU, étaient membres d'institutions spécialisées.

La Conférence a constitué cinq Grandes Commissions, un Bureau, un Comité de rédaction et une Commission de vérification des pouvoirs. Voici quelles étaient les Grandes Commissions. La Première Commission (Mer territoriale et zone contiguë); la Deuxième Commission (Haute mer: régime général); la Troisième Commission (Haute mer: pêche; Conservation des ressources biologiques); la Quatrième Commission (Plateau continental); la Cinquième Commission (Libre accès à la mer des pays sans littoral). Cette dernière commission a utilisé comme base de ses travaux le mémoire de la Conférence préliminaire d'Etats sans littoral ainsi que des propositions présentées par des Etats au cours des séances. Les articles rédigés par la Commission du droit international ont été répartis entre les autres Grandes Commissions. Chacune des Grandes Commissions a soumis à la Conférence un rapport où elle résumait les résultats de ses travaux; pour les quatre premières Grandes Commissions, le texte des articles adoptés par la Commission était joint au rapport.

La Conférence a décidé de faire figurer ces articles dans quatre conventions distinctes, savoir: une convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, une convention sur la haute mer, une convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, et une convention sur le plateau continental.

Celles des recommandations de la Cinquième Commission que la Conférence a adoptées figurent à l'article 14 de la Convention sur la mer territoriale et la

zone contiguë et aux articles 2, 3 et 4 de la Convention sur la haute mer.

La Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer prévoit, comme la Commission du droit international l'avait proposé, une procédure spéciale pour l'arbitrage des différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la convention.

Sans préjudice de cette procédure, la Conférence a aussi adopté un Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends. Ce protocole est ouvert à la signature de tous les Etats qui deviendront parties à l'une quelconque des conventions adoptées par la Conférence, qui devront, le cas échéant, le ratifier.

La Conférence a également adopté neuf résolutions sur les sujets suivants: expériences nucléaires en haute mer; pollution de la haute mer par des matériaux radioactifs; conventions internationales relatives à la conservation des ressources en poisson; coopération aux mesures de conservation; emploi de méthodes humaines pour la mise à mort de la faune marine; situations spéciales touchant les pêcheries côtières; régime des eaux historiques; convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; hommage à la Commission du droit international.

N'ayant fait figurer, dans la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, aucune disposition fixant la largeur de la mer territoriale, la Conférence a, par sa résolution relative à la convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, prié l'Assemblée générale d'étudier la question de l'opportunité de convoquer une autre conférence, qui examinerait plus avant cette question et d'autres questions laissées sans solution.

L'Acte final de la Conférence a été signé le 29 avril 1958. Les conventions adoptées par la Conférence sont, jusqu'au 31 octobre 1958, ouvertes à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale à devenir partie. Après cette date, les conventions seront ouvertes à l'adhésion de tous ces Etats.

Au 15 juin 1958, l'Acte final, les diverses conventions et le Protocole de signature facultative avaient reçu le nombre de signatures ci-après:

Acte final .....	72
Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë .....	21
Convention sur la haute mer .....	24
Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer ...	21
Convention sur le plateau continental .....	22
Protocole de signature facultative .....	18

#### 4. — Question de la définition de l'agression et questions connexes

##### a) QUESTION DE LA DÉFINITION DE L'AGRESSION

A sa douzième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Comité spécial de 1956 pour la question de la définition de l'agression.

Pendant les débats de la Sixième Commission, il est apparu que la majorité des délégations n'étaient pas en faveur de l'élaboration d'une définition de l'agression à la session en cours, mais désiraient que l'examen de la question soit ajourné indéfiniment ou du moins renvoyé à la quatorzième session de l'Assemblée.

Parmi les délégations qui préconisaient la deuxième solution, beaucoup ont déclaré qu'il fallait donner aux Etats nouvellement admis à l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Etats Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs observations, la possibilité de le faire; plusieurs délégations se sont prononcées pour le rétablissement du Comité spécial, mais avec une composition élargie, notamment par l'addition de certains nouveaux Etats Membres.

Une autre proposition déposée vers la fin du débat a été très favorablement accueillie; le 29 novembre 1957, l'Assemblée générale l'a adoptée et c'est la résolution 1181 (XII). Par cette résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à faire connaître leur opinion en la matière et de transmettre les réponses à un Comité composé des Etats Membres dont les représentants auraient fait partie du Bureau à la session ordinaire la plus récente de l'Assemblée générale. Le nouveau Comité devait étudier les réponses en vue de déterminer à quel moment il conviendrait que l'Assemblée examinât à nouveau la question de la définition de l'agression.

Par la même résolution, l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général à inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale, au plus tôt à sa quatorzième session, lorsque le Comité lui aurait fait savoir qu'à son avis, le moment est venu de le faire; elle l'invitait également à convoquer la première réunion du Comité avant la quatorzième session de l'Assemblée générale.

En conséquence, le Secrétaire général a, le 10 mars 1958, demandé aux nouveaux Etats Membres et redemandé aux autres Etats Membres de lui communiquer, avant le 1er mars 1959, les observations qu'ils souhaiteraient présenter sur la question de la définition de l'agression.

#### b) PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DE L'HUMANITÉ

L'Assemblée générale a examiné cette question à sa douzième session. Dans sa résolution 1186 (XII), du 11 décembre 1957, elle a exprimé l'opinion que le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité soulève des problèmes liés à celui de la définition de l'agression et elle a ajourné l'examen de la question jusqu'au moment où elle reprendrait la question de la définition de l'agression.

Par la même résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de transmettre aux Etats Membres, pour observations, le texte du projet de code, et de soumettre ces observations à l'Assemblée lorsque la question serait inscrite à son ordre du jour provisoire.

En conséquence, le Secrétaire général a, le 14 mars 1958, transmis le texte du projet de code aux Etats Membres en les invitant à lui faire parvenir, avant le 1er mars 1959, les observations qu'ils souhaiteraient présenter.

#### c) JURIDICTION CRIMINELLE INTERNATIONALE

Par sa résolution 1187 (XII), du 11 décembre 1957, l'Assemblée générale a décidé d'ajourner l'examen de cette question jusqu'au moment où elle reprendrait la question de la définition de l'agression et celle du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

## 5. — Traités et conventions multilatérales

### a) ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITÉS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Au cours de l'année qui s'est terminée le 15 juin 1958, 715 traités et accords internationaux ont été enregistrés au Secrétariat, dont 36 d'office, 640 à la demande de 29 gouvernements et 39 à la demande de 6 institutions spécialisées. Trois traités et accords ont été classés et inscrits au répertoire, dont un à la demande d'un gouvernement, un à la demande d'une institution spécialisée et un par le Secrétariat. Au total, le nombre des traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du 14 décembre 1946 au 15 juin 1958, s'élève maintenant à 6.560. En outre, le Secrétariat a enregistré, au cours de la même année, 206 déclarations certifiées, portant ainsi à 1.467 le nombre des déclarations certifiées enregistrées ou classées et inscrites au répertoire à la date du 15 juin 1958.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le Secrétariat a publié 36 volumes du *Recueil des Traités* (jusqu'au volume 225, plus les volumes 244, 245 et 246).

En application de la résolution 1092 (XI) de l'Assemblée générale en date du 27 février 1957, le Secrétariat a mis en application un programme accéléré d'impression du *Recueil* au rythme de 48 volumes par an, grâce à quoi l'intervalle entre l'enregistrement et la publication doit être ramené à moins de trois ans. Le programme d'impression de 1957 a été exécuté et les 48 volumes sont sortis à la date prévue. Sur les 48 volumes dont la publication est prévue pour 1958, cinq sont déjà parus et 41 sont en cours d'impression.

### b) NOUVELLES CONVENTIONS CONCLUES SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Depuis la publication du dernier rapport, les instruments ci-après, dont le Secrétaire général est dépositaire, ont été établis sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies:

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), avec protocole de signature, en date, à Genève, du 30 septembre 1957;

Accord européen relatif aux marques routières, en date, à Genève, du 14 décembre 1957;

Convention douanière relative aux pièces de rechange utilisées pour la réparation des wagons EUROP, en date, à Genève, du 15 janvier 1958;

Protocole modifiant l'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive, en date, à Genève, du 3 avril 1958;

Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, en date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention sur la haute mer, en date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, en date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention sur le plateau continental, en date, à Genève, du 29 avril 1958;

Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, en date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, en date, à New-York, du 10 juin 1958.

c) SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS:  
ENTRÉE EN VIGUEUR

Le nombre des accords internationaux dont le Secrétaire général est dépositaire s'élève maintenant à 147.

Au total, 172 signatures ont été données à ces accords et 254 instruments de ratification, d'adhésion ou de notification ont été communiqués au Secrétaire général. Quatre-vingt-quinze accords sont entrés en vigueur dont quatre depuis le 16 juin 1957; ces quatre instruments sont les suivants:

Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, en date, à New-York, du 4 juin 1954 (entrée en vigueur le 11 septembre 1957);

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés, en date, à New-York, du 4 juin 1954 (entrée en vigueur le 15 décembre 1957);

Convention relative à la création d'une Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, en date, à Genève, du 6 mars 1948 (entrée en vigueur le 17 mars 1958);

Protocole modifiant l'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive, en date, à Genève, du 3 avril 1958 (entrée en vigueur le 11 avril 1958).

d) ACTE GÉNÉRAL REVISÉ POUR LE RÈGLEMENT  
PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

Les listes suivantes correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion prévues à l'article 38 de l'Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux, adopté par l'Assemblée générale le 28 avril 1949, sont publiées conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 43 dudit acte:

ADHÉSIONS

A. — *Ensemble de l'Acte (chap. Ier, II, III et IV)*  
Belgique ..... 23 décembre 1949  
Norvège ..... 16 juillet 1951  
Danemark ..... 25 mars 1952

B. — *Dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chap. Ier et II) et dispositions générales concernant ces procédures (chap. IV)*  
Suède ..... 22 juin 1950

Sous les réserves prévues à l'article 39, paragraphe 2, alinéa a, ayant pour effet d'exclure des procédures décrites dans l'Acte les différends nés de faits antérieurs à l'adhésion.

C. — *Dispositions relatives à la conciliation (chap. Ier) et dispositions générales concernant cette procédure (chap. IV)*

Néant.

e) CONVENTION POUR LA RECONNAISSANCE  
ET L'EXÉCUTION  
DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES

La Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international s'est tenue au Siège, du 20 mai au 10 juin 1958. Quarante-cinq gouvernements y avaient envoyé des représentants plénipotentiaires et trois gouvernements des observateurs. Les représentants de trois organisations intergouvernementales et de dix organisations non gouvernementales dotées du statut

consultatif auprès du Conseil économique et social ont également participé à la Conférence sans droit de vote.

En vue de la Conférence, le Secrétaire général avait publié un rapport d'ensemble sur les activités des organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de l'arbitrage commercial international, ainsi que deux notes. La première de ces notes mettait en lumière certains des problèmes soulevés par le projet de convention que le Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales avait établi en mars 1955. La deuxième note contenait un examen des autres mesures que l'on pourrait prendre pour faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé.

Le 10 juin 1958, la Conférence a adopté et ouvert à la signature la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Aux termes de la Convention, les Etats contractants s'engagent à reconnaître l'autorité et à accorder l'exécution des sentences arbitrales rendues sur le territoire d'autres Etats ou non considérées par eux comme sentences nationales. Les Etats contractants reconnaissent également les conventions d'arbitrage passées par écrit, et leurs tribunaux, saisis d'un litige à l'égard duquel les parties ont conclu une telle convention, sont tenus de renvoyer les parties à l'arbitrage, lorsque l'une d'elles le demande. La Convention indique les pièces que doit produire à l'appui de sa demande la partie qui demande la reconnaissance et l'exécution d'une sentence arbitrale et énumère les motifs pour lesquels la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales peuvent être refusées.

Au 20 juin 1958, la Convention avait été signée par dix Etats. Elle restera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1958 et entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'adhésion.

La Conférence a aussi adopté une résolution dans laquelle elle a exprimé ses avis et ses souhaits quant aux autres mesures que l'on pourrait prendre pour faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé et elle a prié le Secrétaire général de communiquer cette résolution aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.

f) CONVENTION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE L'APATRIDIE ET LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES CAS D'APATRIDIE

Jusqu'ici, 21 Etats ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils étaient disposés à participer à la Conférence projetée. La condition fixée par la résolution 896 (IX) du 4 décembre 1954 se trouvant ainsi remplie, il est prévu pour le moment que la Conférence se réunira à Genève pour quatre semaines à partir du 4 mars 1959.

## 6. — Privilèges et immunités

a) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS  
DES NATIONS UNIES

Depuis le dernier rapport annuel, trois nouveaux Etats ont déposé des instruments d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies; ce sont, dans l'ordre chronologique de leur adhésion, la Jordanie, l'Italie et l'Albanie. L'adhésion de l'Albanie a été assortie d'une réserve touchant la section 30. En outre, la Fédération de Malaisie a informé le Secrétaire général qu'elle se considérait comme liée par la Convention à laquelle le Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avait adhéré le 17 septembre 1946, étant donné que l'ordonnance de 1949 relative aux privilèges diplomatiques (Organisation des Nations Unies et Cour internationale de Justice) faisait partie intégrante de la législation de la Fédération que l'article 162 de la Constitution fédérale avait maintenue en vigueur après l'accession du pays à l'indépendance, le 31 août 1957 (*Merdeka Day*). Cinquante-huit Etats sont donc maintenant parties à la Convention.

#### b) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Au cours de la période considérée, trois Etats ont déposé les instruments d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées: la Tunisie, la Libye et le Maroc. En outre, la République fédérale d'Allemagne, qui avait précédemment présenté au Secrétaire général un instrument d'adhésion assorti d'une réserve, a retiré cette réserve et est ainsi devenue partie à la Convention. Vingt-cinq Etats sont donc maintenant parties à la Convention.

#### c) ACCORDS SPÉCIAUX RELATIFS AUX PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le statut et les privilèges et immunités du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban ont été définis dans des lettres échangées le 13 juin 1958 entre le Secrétaire général et le Ministre des affaires étrangères du Liban. Des arrangements conclus avec le Liban en janvier 1958 prévoient certaines facilités et immunités touchant l'organisation postale de la Force d'urgence des Nations Unies et un service de transit de la Force d'urgence à l'aéroport international de Beyrouth.

### 7. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies

#### a) RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A sa douzième session, l'Assemblée générale a élu à titre spécial un neuvième Vice-Président pour ladite session. Par la suite, elle a décidé d'augmenter le nombre de ses vice-présidents et de modifier en conséquence la composition de son Bureau. A la demande de la Tchécoslovaquie, un point intitulé "Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale" a été inscrit à l'ordre du jour et renvoyé pour examen à la Commission politique spéciale.

Donnant suite aux recommandations de la Commission, l'Assemblée générale a adopté, le 12 décembre 1957, sa résolution 1192 (XII); aux termes de cette résolution, l'Assemblée, tenant compte de l'accroissement considérable du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'importance qu'il y avait à décider que les Membres du Bureau devaient être choisis de façon à assurer son caractère représentatif par une répartition géographique équilibrée des sièges, a modifié les articles 31 et 38 de son règlement intérieur de façon à prévoir l'élection, à chaque session, de 13 vice-présidents. Une annexe à la résolution indique la façon dont les 13 vice-présidents seront choisis dans les diverses régions du monde. La résolution confirme aussi la pratique suivie en ce qui concerne la répartition des présidences des grandes commissions de l'Assemblée et leur attribution à des représentants de diverses régions: parmi les présidents, il doit y avoir deux représentants d'Etats d'Amérique

latine, deux représentants d'Etats d'Asie et d'Afrique, deux représentants d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats et un représentant d'un Etat d'Europe orientale.

#### b) RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE TUTELLE

A sa vingtième session, le Conseil de tutelle a modifié l'article 19 de son règlement intérieur et décidé que son Président et ses vice-présidents seraient élus au début de la session de janvier et non plus à la session de juin.

Le Conseil a également examiné, à sa vingtième session, le rapport du Comité chargé d'étudier la procédure relative aux pétitions. Par sa résolution 1713 (XX) du 8 juillet 1957, le Conseil a décidé, à titre de mesure temporaire, sous réserve de révision à l'expiration d'un délai d'un an et sans préjudice du règlement intérieur actuel, de créer un Comité composé de deux membres ayant pour mandat de procéder, avec l'assistance du Secrétariat, au classement provisoire de toutes les communications reçues, conformément à la procédure établie dans l'annexe à ladite résolution. Rien n'a été changé au règlement intérieur. Le Conseil a inscrit à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session l'étude de l'application de cette résolution.

### 8. — Tribunal administratif des Nations Unies

#### a) TRAVAUX DU TRIBUNAL

Le Tribunal administratif a siégé à Genève en août 1957 pour statuer sur trois affaires.

La première affaire (jugement No 68) concernait la requête d'un ancien consultant en matière de service social de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies qui attaquait la décision de mettre fin à son engagement de durée déterminée. Avant son licenciement, le requérant s'était vu refuser une nomination à titre permanent et avait reçu un préavis de résiliation de l'engagement temporaire de durée indéfinie dont il était titulaire à l'époque. Le requérant avait saisi la Commission paritaire de recours, qui avait recommandé son maintien au service de l'Organisation jusqu'à l'âge normal de la retraite, par un engagement de durée déterminée. Le Secrétaire général avait accepté la recommandation de la Commission en ce sens qu'il avait accordé à l'intéressé un engagement d'une durée déterminée étant entendu qu'il serait mis fin audit engagement s'il se révélait impossible de trouver au requérant, dans un avenir rapproché, un poste de spécialiste des services sociaux. Au bout de six mois, le requérant a été licencié par le motif qu'il était impossible de lui trouver un poste lui convenant. Le Tribunal a jugé que l'accord par lequel le requérant avait été maintenu en fonctions ne permettait à l'Administration de recourir au licenciement que s'il était établi qu'aucune affectation convenable ne pouvait lui être trouvée. A ce propos, il a constaté que l'Administration n'avait proposé le nom du requérant que pour un poste seulement et il a estimé qu'en décidant qu'il n'y avait pas d'autre poste lui convenant, elle avait agi avec une hâte excessive, sans tenir compte des titres du requérant et sous l'influence de certaines lettres confidentielles contenant des remarques défavorables sur le travail de l'intéressé au cours d'une période bien antérieure de sa carrière à l'Organisation des Nations Unies. Le Tribunal a estimé en conséquence que l'Administration n'avait pas fait preuve d'une diligence suffisante pour trouver, comme elle y était obligée, un poste au requérant et a accordé à ce dernier une indemnité égale à un an de

traitement moins trois mois de traitement que le requérant avait déjà reçus sous forme d'indemnité de licenciement.

Dans la deuxième affaire (jugement No 69), la requête émanait d'un ancien expert en développement communautaire, de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies en Haïti, qui attaquait la décision du Secrétaire général de ne pas renouveler, pour des raisons de santé, son engagement de durée déterminée. La requérante soutenait que la décision était fondée sur une conclusion erronée du Directeur du service médical et demandait au Tribunal de recueillir de nouveaux témoignages de médecins pour établir si elle était apte à continuer de travailler dans un pays tropical. Au cas où le Tribunal constaterait qu'elle n'était pas apte à exercer ses fonctions au moment de sa cessation de service, la requérante demandait une indemnité pour maladie imputable au service et contractée alors qu'elle était en poste en Haïti. Le Tribunal a jugé qu'il n'était compétent ni pour remettre en question la décision du Secrétaire général fondée sur l'avis du Directeur du service médical ni pour revoir la décision pour des motifs d'ordre médical. Comme aucun parti pris n'était prouvé en l'espèce, le Tribunal a rejeté les conclusions de la requérante. La demande subsidiaire d'indemnité pour maladie imputable au service a également été rejetée parce que la procédure régulière prévue dans le règlement du personnel n'avait pas été suivie.

La troisième affaire (jugement No 70) concernait la requête d'un ancien fonctionnaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui contestait le bien-fondé de son licenciement pour des raisons médicales. Le requérant soutenait que l'Office avait fondé sa décision sur un diagnostic erroné de sa maladie qui, affirmait-il, n'était pas due à une affection incurable mais avait été provoquée par deux accidents dont il avait été victime alors qu'il était en fonctions. L'Office contestait que le requérant, en tant qu'ancien fonctionnaire de l'Office, eût le droit de saisir le Tribunal en vertu de l'article 2 de son statut et soutenait qu'en tout état de cause le mandat de la Commission paritaire de recours *ad hoc* instituée pour connaître de son cas lui interdisait de le faire. Le Tribunal a constaté toutefois que cette procédure n'était devenue de règle pour le personnel local de l'Office qu'après la cessation de service du requérant. Par conséquent, en l'absence d'une disposition réglementaire quelconque instituant une autre procédure, le Tribunal a jugé qu'il était compétent pour connaître de la demande sur la base de l'accord établi en 1950 entre l'Organisation et l'Office en application de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949 et qui, selon l'interprétation donnée par le Tribunal dans un jugement précédent (jugement No 57), permettait au requérant d'invoquer les dispositions du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies relatives au droit de recours devant le Tribunal. En ce qui concerne les affirmations du requérant, le Tribunal a jugé que, sur la base des faits qui lui avaient été communiqués et indépendamment des preuves de caractère médical qui avaient été pro-

duites, il n'était pas en mesure de conclure que l'épilepsie dont souffrait le requérant avait été provoquée par un événement survenu alors qu'il était au service de l'Office. Il a aussi jugé que la décision de l'Office de mettre fin à l'engagement du requérant pour raisons de santé avait été prise sur l'avis du chef de la Division médicale sans parti pris ni pour des motifs illégitimes. La requête a en conséquence été rejetée.

Comme il n'y avait pas d'affaires pendantes à la fin de l'année, le Tribunal n'a pas tenu de session plénière annuelle en 1957.

En mai 1958, la Présidente du Tribunal, assistée d'un vice-président, a pris à Genève des mesures d'instruction en application du paragraphe 3 de l'article 9 du règlement du Tribunal. Elle a entendu les parties dans une série d'affaires intéressant cinq correcteurs d'épreuves de l'Office européen des Nations Unies et dans une affaire concernant un fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

#### b) RÉFORMATION DE JUGEMENTS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Une seule demande de réformation d'un jugement du Tribunal administratif a été présentée pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, conformément à la procédure établie par l'Assemblée générale à sa dixième session [résolution 957 (X) du 8 novembre 1955; art. 11 du Statut du Tribunal administratif]. Le jugement No 68 (voir sect. a ci-dessus) avait été rendu par le Tribunal le 22 août 1957. Le fonctionnaire intéressé a présenté une demande de réformation le 21 mai 1958. Le Comité, qui s'est réuni le 16 juin 1958, a conclu à l'unanimité que, n'ayant pas été présentée dans les 30 jours suivant le jugement, comme le prescrit l'article 11 du statut, la demande était irrecevable. Le Comité a aussi décidé qu'à l'avenir, lorsqu'une demande parviendrait après l'expiration du délai de 30 jours, le Secrétaire du Comité ne devrait pas l'accepter mais devrait en informer les membres du Comité, chacun de ceux-ci pouvant alors, s'il le désire, demander la réunion du Comité.

### 9. — Question de la révision de la Charte

Par sa résolution 1136 (XII) du 14 octobre 1957, l'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte institué par la résolution 992 (X) de l'Assemblée générale, du 21 novembre 1955, 1) a décidé de maintenir en fonctions le Comité et de le prier de présenter à l'Assemblée générale, au plus tard à sa quatorzième session, un rapport contenant des recommandations et 2) a prié le Secrétaire général de poursuivre les travaux visés au paragraphe 4 de la résolution 992 (X).

Ce paragraphe prévoyait notamment la préparation de suppléments au *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*. Le supplément No 1, portant sur la période de deux ans allant du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1956, a déjà été publié en anglais. Le supplément No 2 portera sur la période du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1959 et paraîtra en 1960.



# Chapitre V

## PROGRES DE LA COMPREHENSION DU PUBLIC A L'EGARD DES NATIONS UNIES

### a) OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Au cours de l'année écoulée, l'intérêt manifesté par le public envers les Nations Unies ne s'est pas démenti. La presse et la radio ont fait une large place à des questions importantes dont l'Organisation était saisie, telles que le désarmement, la question de Hongrie, le Moyen-Orient, Chypre, le Cachemire, le développement économique et la situation dans les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes. Les gouvernements et les services qui dirigent l'enseignement se montrent de plus en plus désireux d'assurer que des cours soient donnés sur les Nations Unies dans les établissements scolaires des divers degrés. Des organisations non gouvernementales ont tenu des conférences et effectué des études sur divers aspects des travaux de l'Organisation. Grâce à l'initiative des gouvernements et des organisations non gouvernementales, la célébration annuelle de la Journée des Nations Unies a été marquée par des manifestations encore plus nombreuses, s'étendant à de nouveaux territoires et touchant de nouveaux groupes de population. L'action menée par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans un cadre local ou régional, notamment les opérations effectuées sur place par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions ont continué à figurer en bonne place parmi les nouvelles locales et à susciter un intérêt considérable dans un grand nombre de régions. On peut en dire autant des divers projets d'assistance technique et des études effectuées par les commissions économiques régionales. La création de l'Agence internationale de l'énergie atomique a été favorablement accueillie dans le monde entier et les débats qui ont eu lieu devant l'Organisation des Nations Unies sur les effets des radiations ionisantes ont été suivis attentivement. La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a elle aussi suscité un grand intérêt qui ne s'est pas limité aux pays maritimes.

Plus encore peut-être que les années précédentes, l'Organisation des Nations Unies s'est vu reconnaître un rôle permanent et essentiel dans les affaires mondiales. Dans bien des cas l'action des Nations Unies est entrée dans les mœurs. Il est arrivé que, prenant fait et cause en faveur de l'une des parties à un différend, on déclare que cette partie était la seule à se conformer aux buts et aux principes de la Charte. Souvent, ceux qui ont critiqué la manière dont fonctionne l'Organisation ont souligné en même temps la nécessité de sauvegarder, de soutenir et de renforcer cette organisation. On a fréquemment entendu dire que l'Organisation des Nations Unies devrait non seulement continuer à faire face à ses engagements actuels, mais encore assumer

plus de responsabilités. Au vrai, de l'avis général, loin de réduire son activité, l'Organisation devrait participer davantage aux affaires mondiales. Ceux qui préconisent pour l'Organisation des réformes de structure le font dans le but avoué de la rendre plus efficiente.

Selon d'autres avis, toutefois, l'Organisation des Nations Unies serait elle-même mal équipée pour faire régner la paix et ses possibilités à cet égard seraient limitées; et c'est donc en dehors d'elle qu'il faut trouver des moyens parallèles pour maintenir la paix. Mais il semble que le désir se fasse jour de plus en plus de lier à l'action de l'Organisation mondiale la politique internationale des gouvernements et des organisations régionales de façon à lui conférer la force et l'autorité des actes qui servent la collectivité mondiale.

La tendance à associer l'Organisation des Nations Unies à tous les aspects de la vie internationale a été renforcée par les progrès rapides accomplis en ce qui concerne les découvertes scientifiques, l'exploration de l'espace, l'utilisation des possibilités de l'énergie atomique et la mise au point de nouvelles armes puissantes de destruction massive. Il est apparu de plus en plus clairement à des personnes d'opinions très diverses que les problèmes créés par cette évolution ne peuvent être résolus sans le secours d'institutions mondiales. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui estiment que, puisque l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées fournissent un dispositif international, ce dispositif devrait être utilisé pour tâcher de traiter ces questions pressantes.

Beaucoup ont été déçus de l'absence de progrès en matière de désarmement. En devenant plus aiguë, la conscience du pouvoir destructeur des armes modernes et des dangers que l'on courrait dans ce domaine si l'on ne parvenait pas à sortir de l'impasse a fait sentir de plus en plus nettement l'urgence du problème et incité de toutes parts à réclamer qu'on agisse d'une manière ou d'une autre. Les négociations qui paraissent traîner en longueur et n'aboutir à aucun résultat tangible ont donc causé une impatience considérable. Il va de soi que cette impatience ne se limite nullement à la question du désarmement ni même à l'ensemble des problèmes soumis à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'elle traduit une réaction aux changements rapides de notre époque. Elle s'explique aussi en partie par le rôle que l'Organisation a joué dans la crise du Moyen-Orient au cours de l'hiver de 1956-1957 et qui a conduit à penser que l'Organisation pourrait entreprendre une action décisive du même genre dans d'autres domaines. Le décalage inévitable qui sépare le moment où une politique recueille l'adhésion générale et le moment où cette politique peut entrer dans les faits est presque toujours, et pour des raisons évidentes, plus long dans les affaires

internationales que dans les affaires nationales. Là où l'opinion peut aider à précipiter l'évolution dans le sens de l'intérêt général, elle représente à notre époque dangereuse une force très utile.

Reste la tendance inévitable à blâmer l'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle fait des recommandations ou qu'elle entreprend une action qui gêne les intérêts nationaux ou locaux et, inversement, à la louer lorsque ses recommandations ou ses actes paraissent aller dans le sens de la politique nationale. L'attitude adoptée envers l'Organisation des Nations Unies et les espoirs qu'elle suscite varient aussi selon le pays et la région considérés. C'est un fait, par exemple, que les grands pays souhaitent une organisation internationale efficiente capable d'assurer la sécurité collective. Les petits pays, de leur côté, voudraient que la collectivité internationale protègeât leur indépendance, leur intégrité territoriale et leur droit à se développer selon leurs propres conceptions. Les pays sous-développés comptent sur l'Organisation des Nations Unies pour leur fournir une assistance financière et technique qui leur permette d'exploiter leurs propres ressources et les pays industrialisés comptent sur elle pour donner à leur industrie et à leur commerce de nouvelles possibilités d'expansion. De même, on peut observer des divergences entre pays ayant des idéologies politiques opposées ou entre les anciennes puissances "coloniales" et les nouveaux Etats indépendants d'Asie et d'Afrique. Cependant, tous les pays reconnaissent que l'Organisation des Nations Unies constitue un forum utile où l'on peut confronter les divers points de vue et résoudre les conflits, et qu'elle est le seul instrument commun qui permette de maintenir la paix et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans l'esprit de la Charte.

Certains milieux ont tendance à considérer que l'Organisation des Nations Unies est capable d'intervenir de façon décisive dans les litiges internationaux. Dans la mesure où l'on reconnaît par là même que les politiques nationales ont besoin d'être justifiées dans un forum international, cette tendance est à l'avantage des Etats Membres et conforme au but pour lequel l'Organisation a été créée. Mais dans la mesure où l'on croit que l'Organisation des Nations Unies peut se substituer aux gouvernements pour ce qui est des grandes décisions politiques, cette opinion trahit une certaine confusion, qui n'est pas nouvelle, sur la nature et le but de l'Organisation. Partant de l'idée que l'Organisation des Nations Unies a une personnalité propre, on oublie parfois que cette personnalité procède de la volonté collective des Etats Membres. Là où la volonté de s'entendre fait défaut, on ne saurait parvenir à un accord simplement parce qu'il existe un dispositif à cette fin; là où un terrain d'entente n'existe pas, les efforts faits pour résoudre les conflits sont voués à l'échec.

Tout compte fait cependant, il existe aujourd'hui une meilleure compréhension des possibilités véritables de l'Organisation et des limites politiques et constitutionnelles dans lesquelles elle doit agir. On se rend compte de mieux en mieux que l'action et les méthodes de l'Organisation des Nations Unies sont fonction de l'équilibre actuel des forces dans le monde et que l'Organisation ne peut adopter une attitude plus internationale que celle qui règne aujourd'hui. Beaucoup acceptent l'Organisation pour ce qu'elle peut offrir et l'on insiste — ce qui est une réaction saine — pour que soient élargis les domaines où l'accord international est réalisé et qui forment la base de son action.

## b) DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION

L'action des Nations Unies dans le domaine de l'information s'est poursuivie dans les directions fixées les années précédentes; on s'est efforcé principalement de faciliter et de compléter la tâche des Etats Membres et des agences d'information non officielles en ce qui concerne la publication des informations relatives à l'Organisation.

Par suite des restrictions budgétaires, il a cependant fallu procéder à des remaniements pour pouvoir entreprendre les nouvelles tâches indispensables. C'est ainsi que les postes de directeur des nouveaux centres d'information créés à Tokyo et à Rome sont remplis par prélèvement sur les effectifs du Siège; que le travail considérable d'information préparatoire nécessaire à la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques a été accompli par le personnel existant; que les services de cinématographie ont concentré leurs efforts sur la production d'un plus petit nombre de films d'un métrage plus long; que les services de radiodiffusion ont limité leur production aux programmes les plus demandés; et que le *Daily Report* (bulletin quotidien) a été remplacé par une lettre hebdomadaire adressée aux centres d'information et complétée par des notes explicatives.

La décentralisation s'est poursuivie. En plus des nouveaux centres de Rome et de Tokyo, un centre a été ouvert à Accra à l'occasion du premier anniversaire de l'admission du Ghana à l'Organisation des Nations Unies. Cette création a été rendue possible grâce au concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui continue d'assurer le service d'information des Nations Unies au Libéria avec l'aide d'un fonctionnaire recruté localement. A la suite de l'expérience que l'on avait tentée en désignant un cinéaste régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient, il a été décidé d'affecter aussi un cinéaste régional à l'Europe. Ce sont maintenant les centres d'information qui fournissent aux organisations non gouvernementales nationales les services dont elles ont besoin. Dans la mesure où le budget le permet, les publications des Nations Unies sont distribuées, par l'intermédiaire des centres, dans les langues respectives des pays considérés. Les services extérieurs, ainsi que les services de langue française, de langue espagnole et de langue arabe s'occupent de fournir aux centres des renseignements et de la documentation utilisables dans les régions qu'ils desservent. On a composé des jeux de matériel d'exposition photographique spécialement conçus pour être distribués par l'intermédiaire des centres.

Au mois de mai, le Secrétaire général a annoncé certaines modifications de structure devant prendre effet le 1er juillet 1958. Ainsi que l'Assemblée générale en a connu la proposition à sa douzième session, le Département de l'information devient le Service de l'information, conformément au principe qui consiste à réserver le mot "département" aux services directement liés au Conseil de sécurité, au Conseil économique et social et au Conseil de tutelle. Une nouvelle division, dite Division des relations extérieures, sera créée.

Le Comité que l'Assemblée générale a institué à sa douzième session [résolution 1177 (XII) du 26 novembre 1957], pour étudier l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, s'est réuni au Siège, aux mois de mars et avril 1957, et a ensuite visité les centres d'information de diverses

régions. Des fonctionnaires du Secrétariat ont fourni des renseignements au Comité, tant verbalement que par écrit, et les membres du Comité se sont également entretenus avec des personnes utilisant le matériel d'information. L'Assemblée générale sera saisie du rapport du Comité à sa treizième session.

On trouvera ci-après un exposé général des principaux changements intervenus dans les différents services au cours de l'année considérée.

On a poursuivi les efforts entrepris en vue de favoriser la publication dans les journaux du monde entier d'articles complets et bien documentés sur les activités des Nations Unies. Parmi les services fournis aux correspondants étrangers accrédités au Siège de l'Organisation des Nations Unies (en juin 1958, on en comptait 347 venant de 39 pays), il faut citer les communiqués de presse, les réunions d'information concernant les activités des Nations Unies, le service de documentation qui permet notamment aux journalistes de se procurer des documents de base et des textes qui ne sont pas encore distribués, les conférences de presse et les installations matérielles. Les centres et services d'information des Nations Unies se trouvant dans 26 pays ont reçu, de façon régulière, du matériel documentaire sur les questions d'actualité et des articles de fond présentés sous une forme telle que les moyens d'information du pays considéré puissent les reproduire ou les adapter. Il convient de mentionner particulièrement à cet égard la lettre hebdomadaire rédigée en anglais et en français, qui donne une vue d'ensemble de ce qui se passe à l'Organisation des Nations Unies et que l'on complète en envoyant des aperçus historiques sur les questions traitées et, si besoin est, en télégraphiant le texte de décisions importantes.

Les délégations ont eu largement recours aux facilités qui leur sont offertes en ce qui concerne la distribution des communiqués de presse et l'organisation des conférences de presse. Les services d'information des Nations Unies ont continué à collaborer avec ceux des institutions spécialisées dont les communiqués de presse sont également publiés au Siège et par les centres d'information. Des fonctionnaires des services de presse du Siège ont été affectés, en qualité d'administrateurs chargés de l'information, à la Force d'urgence des Nations Unies, à la Mission des Nations Unies au Togo sous administration française et au Groupe d'observation des Nations Unies au Liban.

On s'est tout spécialement attaché aux dispositions à prendre pour permettre à la grande presse et aux publications scientifiques de tenir le public au courant des travaux de la deuxième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui doit avoir lieu prochainement.

Dans le cadre du programme des publications, on s'efforce de faire face, dans toute la mesure possible, à la demande croissante de documentation imprimée dans de nombreuses langues. En 1957, on a imprimé dans les diverses langues 398 éditions des 94 publications qui ont paru. La brochure sur la Journée des Nations Unies a paru en 70 langues. Des dispositions ont été prises, par l'intermédiaire des centres d'information, pour que les publications fondamentales soient autant que possible imprimées dans les pays où elles doivent être principalement distribuées. Comme par le passé, les textes publiés dans la *Revue des Nations Unies* ont constitué une source commode et économique pour la publication de brochures documentaires

sur les Nations Unies, soit qu'on les ait reproduits tels quels, soit qu'on les ait traduits dans d'autres langues.

Au cours de l'année passée, les deux principaux objectifs des services de radiodiffusion de l'Organisation des Nations Unies sont restés les mêmes: tenir le public constamment au courant de l'activité que déploient jour après jour les organes principaux et subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et diffuser des programmes documentaires conçus de manière à présenter et expliquer l'action des Nations Unies en fonction des buts fixés par la Charte.

Pour atteindre le premier objectif, Radio-Nations Unies a diffusé, sur une base quotidienne ou hebdomadaire, des bulletins d'information, des revues de l'actualité et des résumés des nouvelles dans 30 langues, ces programmes étant relayés ou retransmis dans 47 pays. Toutes les séances de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont fait l'objet de reportages directs diffusés en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe et au Moyen-Orient.

Pour atteindre le deuxième objectif, Radio-Nations Unies a diffusé, en 33 langues, 39 reportages hebdomadaires de 15 minutes et 12 émissions documentaires mensuelles d'une demi-heure, qui ont été retransmis par les réseaux nationaux de 56 pays. De plus, on a réalisé des programmes spéciaux pour commémorer l'anniversaire de la Charte, la Journée des Nations Unies, la Journée des droits de l'homme et la Journée mondiale de la santé.

Les services de télévision des Nations Unies ont communiqué aux réseaux abonnés des divers pays des actualités télévisées concernant les activités du Siège; ils ont également mis au point des programmes documentaires qui sont distribués dans le monde entier, et fourni certaines facilités aux stations de télévision qui émettent directement des programmes depuis le Siège de l'Organisation des Nations Unies.

En 1957, 144 programmes enregistrés ont été distribués en 10 langues, 179 séances ont été télévisées au moyen du kinescope à l'attention des réseaux abonnés et d'autres usagers, et 130 commentaires de l'actualité faits par des correspondants accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies ont été présentés sur demande. Le premier de la série des programmes d'une demi-heure en langue anglaise a été consacré au désarmement et diffusé aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Le deuxième, concernant la situation des réfugiés européens, représentait le programme le plus ambitieux que les studios de l'Organisation aient produit à ce jour. Parallèlement, la série intitulée "Perspectives 58" comprend cinq programmes de 15 minutes chacun sur l'espace interplanétaire, l'éradication du paludisme, les radiations ionisantes, le droit de la mer et les réfugiés arabes. Le texte dont la lecture accompagne chacun de ces programmes a été établi en anglais, en français, en italien, en espagnol, en allemand et en japonais. Sous l'égide de l'Educational Television and Radio Centre, 35 éditions de la "UN Review" — hebdomadaire télévisé en anglais — ont été diffusées aux Etats-Unis d'Amérique par 40 stations à but éducatif et commercial. En outre, 36 programmes ont pu être diffusés dans le cadre de l'émission de la CBS intitulée "United Nations in Action" et 13 autres dans la série des programmes de 15 minutes que Radio-Canada présente sous le titre "UN Review".

Dans le domaine du cinéma, on s'est attaché à produire des films moins nombreux et plus longs. Les

principaux sont les suivants: "Power Among Men", film de 90 minutes en couleurs et en noir et blanc traitant des niveaux de vie, des possibilités et des dangers de l'énergie atomique ainsi que de la nécessité d'assurer un contrôle international de cette nouvelle force; "Overture", film d'une bobine en noir et blanc, réalisé sur le thème de l'ouverture d'*Egmont* de Beethoven; "All Our Lives", film de trois bobines en noir et blanc qui expose les moyens par lesquels l'Organisation des Nations Unies s'efforce de pourvoir aux besoins de l'humanité.

Parmi les autres productions cinématographiques de l'année passée, il faut citer les films qui retracent les travaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de la Commission économique pour l'Europe, la visite de la reine Elisabeth II et du roi Mohammed V au Siège de l'Organisation, et un film d'une heure sur la Force d'urgence des Nations Unies, tourné en liaison avec l'Office national du film du Canada.

Les services de cinématographie ont également tourné des films sur les activités importantes au Siège de l'Organisation; ils ont produit une bande publicitaire en 36 langues sur la Journée des Nations Unies et huit films éducatifs.

En vue de disposer d'une documentation visuelle plus abondante sur les activités régionales, une mission photographique a été organisée dans plusieurs pays d'Amérique latine, en Birmanie et en Malaisie, ainsi que dans plusieurs territoires d'Afrique; dans ce dernier cas, il s'agissait de prendre des photographies dont on se servirait au moment où serait créée la nouvelle commission économique régionale. Le nécessaire a été fait pour que les usagers des bandes pour projection fixe, et notamment les services scolaires d'Australie, de Belgique, de Ceylan, de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande, reçoivent un total d'environ 50 négatifs à la place de reproductions et se chargent eux-mêmes de tirer des épreuves.

Une nouvelle orientation a été donnée en ce qui concerne les expositions: on a fourni aux centres d'information des photographies d'exposition montées sur carton, ce qui leur permet d'assembler les éléments prêts aux fins d'exposition en fonction de leurs besoins particuliers dans tel ou tel cas. Une documentation photographique analogue a été utilisée pour plusieurs expositions organisées à l'intention d'un public spécialisé.

De la documentation et du matériel d'information ont été fournis aux ministères de l'éducation, aux organisations internationales et nationales de professeurs, aux établissements scolaires et aux organisations non gouvernementales, pour les aider à instituer des cours sur les Nations Unies. On s'est attaché davantage à assurer une plus large place aux questions intéressant les Nations Unies dans les programmes de formation pédagogique et à fournir aux membres du corps enseignant les ouvrages de référence nécessaires. On a préparé, en collaboration avec les institutions spécialisées, une bibliographie de la documentation relative aux Nations Unies pouvant être utilisée dans l'enseignement, bibliographie qui sera publiée en anglais, en français et en espagnol par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les associations de professeurs et autres groupements intéressés ont été invités à faire connaître leur point de vue sur la qualité et l'utilité de la documentation et des autres moyens d'information audio-visuels dont on dispose actuellement sur les Nations Unies et, compte tenu de leurs avis, on a préparé plusieurs brochures

spécialement conçues pour être utilisées dans les établissements scolaires. On s'emploie à donner de l'extension au programme entrepris en 1957, qui prévoyait la création, par les organisations internationales de professeurs, de comités nationaux chargés d'étudier et d'adapter le matériel d'information relatif aux Nations Unies aux fins d'utilisation dans les écoles. Le Service de l'information a fourni une assistance en vue d'organiser, à l'intention des membres du corps enseignant, des cycles d'études nationaux et régionaux sur des sujets intéressant les Nations Unies. Le programme de stage exécuté au Siège a permis la mise au point d'un plan de conférences destiné à ces cycles d'études.

Le Service de l'information a continué à collaborer activement avec les organisations non gouvernementales. En plus des 49 organisations internationales et des 178 organisations des Etats-Unis officiellement agréées au Siège, un grand nombre d'autres organisations non gouvernementales nationales ont prêté leur concours aux centres d'information.

Une conférence d'organisations non gouvernementales s'est tenue au Siège les 26 et 27 février 1958; les 441 représentants de 170 organisations qui y assistaient ont discuté la question intitulée "Le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme". D'autres conférences se tiendront en octobre à Bogota et Buenos-Aires.

Des réunions d'information hebdomadaires ont été instituées au Siège à l'intention des organisations non gouvernementales, et des réunions spéciales ont été prévues pour la mise au courant des groupes de visiteurs appartenant à des organisations non gouvernementales. Des représentants d'organisations non gouvernementales d'Argentine, de Cuba, d'Irlande, de Nouvelle-Zélande, des Philippines, de Suède et de Tchécoslovaquie ont été invités à venir participer au Siège, en octobre et novembre 1957, à un programme d'études de 30 jours.

Pour coordonner les activités en vue de célébrer le dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, on a fait paraître, en février 1958, une notice d'information dont trois autres numéros seront publiés ultérieurement dans l'année.

Au 30 juin 1958, 4.313.723 personnes avaient visité le Siège sous la conduite des guides. Pour l'année civile 1957, le nombre de visiteurs a atteint le chiffre record de 860.683. Les visiteurs venant de régions autres que l'Amérique du Nord sont de plus en plus nombreux, d'où la nécessité de prévoir des guides parlant des langues autres que l'anglais. Avec le personnel actuel, les visites peuvent être commentées en une vingtaine de langues. On a reçu plus de 60.000 demandes de renseignements relatifs aux Nations Unies et organisé des réunions pour 2.605 groupements comptant au total 271.000 personnes.

La vente de toutes les publications des Nations Unies a progressé; elle se fait par l'intermédiaire de 86 dépositaires, ce chiffre comprenant ceux qui se trouvent dans 10 des nouveaux Etats Membres. Quatre nouvelles publications qui couvrent leurs frais sont venues s'ajouter aux 19 actuellement en librairie. Au cours de l'année passée, plus de 500.000 personnes ont fait des achats à la librairie des Nations Unies. On a aidé des imprimeries commerciales et des entreprises industrielles à publier, sans frais ni obligation pour les Nations Unies, des ouvrages et des brochures en diverses langues concernant l'Organisation et ses travaux.

# Chapitre VI

## QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

### I. — Conférences et services de documentation

#### a) PROGRAMME DES CONFÉRENCES

Le plan des conférences que, par la résolution 694 (VII) de 1952, l'Assemblée générale avait arrêté pour une période de quatre ans à compter du 1er janvier 1954, s'est révélé bien conçu du point de vue de la répartition rationnelle et économique des réunions entre le Siège et Genève et a permis une utilisation judicieuse du personnel et des services de conférences, tant à New-York qu'à Genève. L'Assemblée générale a donc décidé, à sa douzième session, de maintenir en vigueur le plan des conférences pour une nouvelle période de cinq ans, à partir de 1958. Cependant, aux termes de la nouvelle résolution [1202 (XII), du 13 décembre 1957], le Secrétaire général est prié de présenter chaque année à l'Assemblée un programme de base des conférences pour l'année suivante, établi dans le cadre du plan en question et il est autorisé à décider, sous réserve de ne pas dépasser un certain plafond, de la date et du lieu de réunion de tout organe ou de toute conférence spéciale dont la session n'est pas prévue dans le programme de base annuel. L'application de ce nouveau système semblerait jusqu'ici indiquer qu'il y a là un moyen de se conformer plus étroitement au programme de base annuel, ce qui devrait assurer une réduction des dépenses imprévues et extraordinaires ainsi qu'une utilisation plus rationnelle du personnel et des services.

#### b) SERVICES DE DOCUMENTATION

La section du contrôle de la rédaction a poursuivi la tâche, exposée dans les rapports précédents, eu égard spécialement à la résolution 1203 (XII) que l'Assemblée générale a adoptée le 13 décembre 1957. On a réussi, dans une certaine mesure, à rationaliser les normes de documentation et de rédaction, à New-York comme dans les bureaux régionaux, ainsi qu'à éliminer des documents d'importance secondaire et à rendre les textes plus lisibles et plus concis. Ces résultats ont été obtenus, non seulement par les méthodes habituelles et antérieurement décrites, mais aussi grâce à l'organisation de cycles d'études sur les questions de rédaction, à la publication d'instructions relatives à la rédaction et à la refonte complète de certains manuscrits. Il est encore trop tôt pour déterminer jusqu'à quel point on est parvenu à opérer dans la documentation la réduction de 25 pour 100 jugée souhaitable, mais il apparaît déjà clairement que, dans plusieurs domaines, le degré de compression maximum que puissent accepter les délégations a été atteint. Le volume de la documentation sur laquelle le Secrétariat peut exercer un contrôle absolu ou une influence quelconque étant relativement faible, la possibilité d'effectuer de nouvelles réductions au cours des années à venir dépendra essentiellement des recommandations concrètes que le Comité du con-

trôle et de la limitation de la documentation et l'Assemblée générale jugeront opportun de formuler et d'adopter respectivement.

En ce qui concerne les publications, la période considérée a été marquée par de nouveaux efforts en vue d'aller au-delà même des buts indiqués dans les rapports précédents. Pour la première fois, les travaux contractuels d'imprimerie effectués dans la région de New-York ont représenté moins de 50 pour 100 du budget total. On estime que, même compte tenu de cette amélioration, le volume des commandes passées dans des pays à monnaie faible n'a pas encore atteint le chiffre maximum et que, d'ici à la fin de 1959, il devrait augmenter encore. Les résultats déjà obtenus ou escomptés à cet égard sont et seront attribuables, en grande partie, à l'accroissement du nombre des contrats passés en Asie et au Moyen-Orient. Toutes les versions chinoises des documents officiels sont actuellement imprimées en Extrême-Orient. A la suite des efforts faits pour utiliser les services d'imprimeurs d'Amérique latine, le Secrétariat a passé, dans cette région, des contrats prévoyant l'application des normes quantitatives et qualitatives fixées par l'Organisation des Nations Unies.

On fait, plus encore que par le passé, appel aux services de reproduction du Secrétariat pour soulager le budget des travaux contractuels d'imprimerie. Sur la base des tarifs en vigueur, l'impression à l'extérieur de la documentation dont la reproduction a été prise en charge par le Secrétariat au cours de l'année considérée aurait coûté environ 170.000 dollars. On se propose d'aller plus loin dans cette voie au cours du prochain exercice pendant lequel on compte réaliser une économie de 180.000 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie. L'exécution de ce programme se poursuit sous la direction et avec l'approbation du Comité des publications, et les résultats mentionnés ont pu être obtenus sans que la reproduction des textes établis à l'occasion des séances ou celle d'autres documents divers en souffre.

Les arrangements relatifs à la distribution sont constamment revus, de manière que le Secrétariat puisse fournir aux Etats Membres, dans des conditions satisfaisantes, tous les documents dont ils ont besoin, sans perdre de vue pour autant la nécessité de faire un maximum d'économies. Pour assurer une liaison plus étroite entre les services de distribution et les Etats Membres, on a organisé, en novembre 1957, un cycle d'études à l'intention des membres des délégations. Ce cycle d'études a été bien accueilli et s'est révélé utile, en ce sens qu'il a permis aux délégations de mieux déterminer les documents dont elles ont effectivement besoin.

#### c) BIBLIOTHÈQUE

Le fait marquant, au cours de la période considérée est qu'il a été bien davantage fait appel à la bibliothèque

et à ses services de documentation. Le nombre des demandes de références bibliographiques auxquelles la bibliothèque a répondu a augmenté d'environ 30 pour 100 par rapport aux trois années précédentes, pour atteindre le chiffre record de 87.000; le nombre des prêts s'est accru de 15 pour 100 et celui des documents des Nations Unies reçus et indexés de 25 pour 100.

L'effectif de son personnel n'ayant pas augmenté dans des proportions comparables, la bibliothèque n'a pu faire face qu'aux tâches quotidiennes. Elle a dû interrompre ou différer l'exécution de tous les travaux de longue haleine qu'impliquent l'évaluation, l'arrangement et la description des collections.

Au cours de l'année, la bibliothèque a acquis environ 9.000 livres, 73.000 numéros de journaux et de périodiques, 90.000 documents de divers gouvernements, 82.000 documents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, 1.400 cartes et 5.000 enregistrements sonores, soit un total de plus de 250.000 documents de toutes sortes, plus environ 8 mètres cubes d'archives. En revanche, la bibliothèque a retiré plus de 2.000 livres et cartes des collections cataloguées et s'est défaite de plus de 125.000 journaux, périodiques et autres documents qui ne présentaient plus d'utilité.

Les plus importants des travaux bibliographiques achevés au cours de l'année sont le premier *Cumulative Index to the United Nations Treaty Series*, portant sur les volumes 1 à 100 du *Recueil des Traités*, et l'index provisoire des volumes 101 à 175. En outre, la bibliothèque a été en mesure de poursuivre l'établissement de plusieurs séries bibliographiques — *United Nations Documents Index*, *Index to Proceedings*, *List of Selected Articles and New Publications in the United Nations Headquarters Library* — ainsi que de mettre au point un certain nombre de brèves bibliographies par matières et de répertoires d'archives.

## 2. — Services généraux

Comme l'année précédente, les opérations en dehors du Siège et plus spécialement au Moyen-Orient ont eu, au cours de la période considérée, d'importantes répercussions sur les activités des services généraux. La période d'organisation initiale de la Force d'urgence des Nations Unies ayant pris fin, les services du Siège ont été en mesure de s'attacher davantage à la régularisation des arrangements administratifs nécessaires, notamment dans les domaines des achats et des communications, pour continuer à pourvoir aux besoins de la Force. En même temps, on a pris des dispositions en vue d'assurer une coordination plus poussée des services généraux des bureaux extérieurs ordinaires.

### a) SERVICE DES ACHATS ET DES TRANSPORTS

Dans le domaine des achats, il s'est surtout agi de fournir un appui logistique à la Force d'urgence des Nations Unies, ce qui fait que la valeur en dollars des achats a augmenté de plus de 36 pour 100 par rapport à l'année précédente. Pour assurer, sur le plan des méthodes et des normes, la coordination permettant de tirer le profit maximum des achats effectués dans le Proche-Orient, en Europe et dans l'hémisphère occidental, les services des achats de la Force d'urgence, de Genève et de New-York ont procédé à des échanges de fonctionnaires. Le programme d'approvisionnement a fait l'objet d'une mise au point constante, ce qui a permis un examen plus minutieux des besoins et un contrôle administratif plus étroit que durant la période initiale d'urgence.

S'agissant des achats réguliers de l'Organisation et des achats intéressant l'assistance technique, on a entrepris d'étudier systématiquement les besoins des bureaux extérieurs et de formuler des avis sur la standardisation du matériel et des fournitures utilisés dans ces bureaux.

### b) SERVICE DES MISSIONS

Comme l'année précédente, le Service des missions a dû s'occuper avant tout de relier et de coordonner les services administratifs nécessaires au fonctionnement de la Force d'urgence, pour ce qui est notamment du personnel, des finances, des transports et des achats. On a mis au point des dispositions en vue d'organiser d'avance les remplacements et la rotation du personnel et de prévoir les fournitures, les services et le matériel nécessaires pour une longue période, ce qui devrait permettre de réaliser de sensibles économies.

En outre, pour améliorer les services administratifs normalement fournis aux missions de conciliation, de médiation et d'observation, on a procédé à une inspection des bureaux extérieurs intéressés en faisant un examen critique de leur organisation et de leur fonctionnement. Il en est résulté des recommandations relatives à diverses améliorations touchant les effectifs, à la standardisation du matériel et à la tenue à jour des dossiers, et l'on a aussi proposé d'installer à Karachi un émetteur de radio plus puissant afin d'étendre le champ du réseau radiophonique du Service mobile; cette installation, qui est en cours, et une utilisation plus fréquente de la radiotéléphonie viendront encore améliorer le système de télécommunications tout en libérant un certain nombre de fonctionnaires.

Compte non tenu des troupes de la Force d'urgence, le personnel des missions politiques et des missions de tutelle a maintenant un effectif de 480 personnes. Cet effectif comprend, outre les fonctionnaires du Secrétariat, 12 représentants d'Etats Membres et 111 observateurs militaires.

### c) SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DES ARCHIVES

Les installations de communications par radio dont ce service assure le fonctionnement, en liaison avec le réseau radiophonique du Service mobile, sont restées le principal moyen de contact avec les éléments avancés et ont fonctionné pratiquement sans arrêt, de jour et de nuit. On a continué de faire largement usage de la valise aérienne, le nombre des expéditions par semaine augmentant sensiblement.

On s'est particulièrement attaché à coordonner les méthodes d'enregistrement des archives appliquées au Siège, d'une part, et dans les bureaux extérieurs, d'autre part, et l'on s'est plus spécialement préoccupé de supprimer les archives qui n'ont pas d'intérêt d'actualité ni d'intérêt historique. Pour faciliter cette tâche, des fonctionnaires versés dans les questions d'enregistrement des archives ont été détachés auprès de diverses missions, et des secrétaires ont reçu, avant d'être affectés à des bureaux extérieurs, une formation poussée destinée à les familiariser avec les méthodes d'enregistrement.

Dans les salles de conférence, le système de télécommunications a été amélioré grâce à l'installation, sur les écouteurs destinés aux représentants, de commutateurs spéciaux permettant d'éliminer les bruits de fond. En outre, on a mis au point, pour les réunions qui se tiennent en dehors du Siège, un modèle léger et portatif d'appareil d'interprétation simultanée, dont la construc-



tion est en cours. L'intérêt que suscitent les reportages télévisés des débats de l'Assemblée générale s'est encore accru, et l'on dispose maintenant des moyens nécessaires pour téléviser simultanément deux séances.

#### d) SERVICE DES BÂTIMENTS

Au cours de la période considérée, il n'a pas été entrepris de gros travaux de construction ou d'amélioration, mais la décoration de la salle de méditation a été améliorée et l'on a fait à l'intention des représentants quelques aménagements peu importants. Dans le cadre du programme d'entretien préventif, il a été procédé au rejointement des murs nord et sud du bâtiment du Secrétariat, et le système de climatisation a été modifié. A la suite d'une étude des normes d'entretien, il a été possible de réduire les frais relatifs au nettoyage, au service des ascenseurs et à l'entretien du site.

Le nombre des personnes désireuses de visiter le Siège de l'ONU et d'assister à des séances est resté très élevé et, en certaines occasions, la foule était si dense qu'il a fallu prendre des mesures de sécurité spéciales afin d'éviter les accidents ou les incidents. Au cours de la période considérée, on a reçu jusqu'à 1.500 appels téléphoniques par jour, de la part de personnes qui s'informaient du programme des séances ou souhaitaient obtenir d'autres renseignements d'ordre général; la moyenne pour toute l'année s'est établie à 900 appels téléphoniques par jour.

#### e) SERVICE DE GESTION COMMERCIALE

On a reconnu qu'il était souhaitable de centraliser la direction de certaines activités productrices de recettes, et c'est à quoi a répondu l'organisation du Service de gestion commerciale, en mars 1958. La tâche de ce service, qui incombait antérieurement à d'autres services du Bureau des services généraux, consiste à administrer les restaurants et services annexes, le garage, les comptoirs de souvenirs et l'Administration postale de l'ONU.

Les timbres-poste des Nations Unies continuent à être très demandés, et le montant brut des recettes pour la période considérée a dépassé 1.350.000 dollars. Au Siège, le volume des ventes a été moins important que l'année précédente mais, en revanche, il s'est sensiblement accru dans les bureaux extérieurs. Cet accroissement est probablement le résultat de la publicité organisée à l'Office de Genève et dans certains centres d'information, et l'on se propose de faire davantage encore à cet égard.

### 3. — Administration du personnel

Les mouvements de personnel se sont poursuivis, mais à un rythme un peu moins rapide que l'année précédente. Dans la zone d'opérations de la Force d'urgence des Nations Unies, on a pu, en faisant successivement appel aux fonctionnaires d'autres bureaux, laisser en permanence une quarantaine de fonctionnaires de carrière. Au cours de l'année passée, l'Organisation des Nations Unies a détaché une vingtaine de fonctionnaires expérimentés à Vienne, pour aider la nouvelle Agence internationale de l'énergie atomique dans ses travaux.

L'application des recommandations du Comité d'étude du régime des traitements, adoptées par l'Assemblée générale et acceptées par les chefs des secrétariats des organisations participantes, a été étendue à la quasi-totalité des bureaux et des programmes des Nations Unies, notamment au Programme élargi d'assistance technique.

Le nouveau régime a été appliqué au Programme d'assistance technique, avec effet au 1er janvier 1958, après que l'Assemblée générale eut décidé d'instituer un nouveau régime de participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — le régime de la participation associée — dans le cas des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée [résolution 1201 (XII) du 13 décembre 1957].

En même temps, on a entrepris, en liaison avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et en collaboration avec le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel, l'étude de la question de la rémunération soumise à retenue pour pension, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1095 (XI), du 27 février 1957.

Le recrutement d'experts qualifiés pour l'exécution du Programme d'assistance technique s'est poursuivi à un rythme un peu plus rapide. L'Organisation s'est assurée les services d'environ 360 experts originaires de 46 pays, à qui elle a confié des tâches très variées dans 61 pays différents.

Après de longues consultations avec les représentants du personnel, on a mis sur pied un nouveau système pour la nomination et l'avancement des fonctionnaires. Le Comité central que prévoit ce système et qui est assisté d'une commission et d'organes subsidiaires, a commencé à étudier méthodiquement le cas des divers fonctionnaires en vue de faire au Secrétaire général des recommandations sur les décisions à prendre à l'expiration de la période de stage ainsi que dans le cas des fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent qui comptent cinq ans de service, et d'indiquer les fonctionnaires qui paraissent le plus mériter de l'avancement. Le Comité a également donné des avis concernant la nomination de nouveaux fonctionnaires en tenant compte, non seulement des qualités de travail, de compétence et d'intégrité, mais aussi du principe de la répartition géographique. Le Comité, de même que la commission et les organes subsidiaires, comprennent des fonctionnaires que le Secrétaire général choisit parmi les personnes dont les représentants du personnel proposent la candidature.

On a commencé à examiner le cas des agents du Service mobile ayant beaucoup d'ancienneté, en vue d'accorder un statut permanent à un groupe assez important d'agents expérimentés dont, vraisemblablement, on aura constamment besoin pour les missions des Nations Unies et dans les bureaux extérieurs.

Le Comité consultatif de la fonction publique internationale s'est réuni à New-York du 17 au 21 mars 1958 et a présenté deux rapports au Comité administratif de coordination. Ces rapports traitaient, d'une part, des méthodes à suivre pour mettre au point des normes communes de classement dans les Secrétariats des diverses organisations participantes et, d'autre part, de la création d'un groupe d'experts chargé d'étudier certains des problèmes que pose l'administration du système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions). Au cours du printemps de 1958, le Secrétaire général a accepté, à regret, la démission de M. Thanassis Aghnidès des fonctions de Président du Comité consultatif de la fonction publique internationale. M. Aghnidès était Président du Comité depuis la création du Comité, en 1949.

Les auxiliaires bénévoles (*Volunteer Services*) ont continué de ne ménager ni leur peine, ni leurs talents pour mettre au point des programmes d'intérêt culturel

et social, à l'intention notamment des fonctionnaires récemment arrivés à New-York.

#### DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Parmi les mesures administratives que l'Assemblée générale a prises à sa douzième session, il faut citer la décision de fixer le montant brut des émoluments des Sous-Secrétaires à 23.000 dollars par an (soit un montant net de 15.000 dollars après application du barème des contributions du personnel). Le système d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) devient également applicable aux Sous-Secrétaires qui, en outre, ont droit à toutes les autres indemnités ou prestations dont les fonctionnaires bénéficient d'une manière générale. Le Statut du personnel a été modifié en conséquence [résolution 1234 (XII)].

L'Assemblée générale est revenue sur la question de la définition des personnes à charge que le Comité d'étude du régime des traitements avait mentionnée dans son rapport. Elle a accepté une proposition du Secrétaire général tendant à ce que l'on applique, à titre d'essai, un système mis au point au cours de discussions entre les organisations participantes, sous réserve d'une révision après douze mois d'expérience. Un nouvel alinéa a été ajouté au paragraphe 4 de l'article III du Statut du personnel [résolution 1225 (XII)].

Le Secrétaire général peut désormais accorder deux échelons d'ancienneté aux administrateurs de 2ème classe qui sont depuis longtemps dans cette classe et qui, à son avis, possèdent les qualités voulues pour être promus mais ne peuvent l'être faute de postes vacants [résolution 1225 (XII)].

L'Assemblée a approuvé l'application au Siège d'un plan d'assurance-groupe soins dentaires, l'Organisation et les fonctionnaires assurés prenant respectivement à leur charge un tiers et deux tiers du coût total.

L'Assemblée générale a également apporté plusieurs amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, après avoir examiné un rapport du Comité mixte de la Caisse [résolution 1201 (XII)].

Aux termes de ces amendements, la base de calcul de la pension de retraite, d'invalidité ou de décès, n'est plus le soixantième, mais le cinquante-cinquième du traitement moyen final de l'intéressé. Un minimum est fixé pour les pensions d'invalidité et les pensions de veuve. Le taux d'intérêt annuel appliqué à toutes les opérations de la Caisse a été porté de 2,5 à 3 pour 100 à partir du 31 décembre 1957. La définition du "traitement moyen final" a été modifiée, cette expression désignant désormais la rémunération annuelle moyenne soumise à retenue que le participant a perçue pendant les cinq dernières années de sa période d'affiliation ou la rémunération annuelle moyenne soumise à retenue qu'il a perçue pendant les 10 dernières années de sa période d'affiliation, si le second chiffre est plus élevé.

Un régime de participation associée à la Caisse des pensions est maintenant applicable aux fonctionnaires engagés en vertu d'un contrat d'une durée déterminée d'un an au moins mais de moins de cinq ans. Ce régime prévoit des prestations de décès et d'invalidité.

Il a été décidé qu'aux fins des statuts de la Caisse des pensions, l'Agence internationale de l'énergie atomique devait être considérée comme une institution spécialisée.

## 4. — Questions financières

### a) SITUATION BUDGÉTAIRE

Ainsi qu'il ressort du rapport financier et des comptes pour l'exercice 1957, les dépenses budgétaires de l'exercice se sont élevées à 53.172.964 dollars au total; compte tenu des recettes accessoires et des autres recettes, l'excédent budgétaire atteignait, à la fin de 1957, 551.170 dollars qui viendront en déduction des contributions des Etats Membres pour l'exercice 1959.

L'avant-propos du projet de budget pour 1959 contient un résumé des prévisions pour cet exercice et de la situation budgétaire pour 1958. Le projet de budget initial pour 1959 prévoit un total de 58.906.370 dollars de dépenses, et les recettes, compte non tenu des contributions du personnel, sont évaluées à 5.066.880 dollars; pour 1958, les crédits ouverts atteignaient 55.062.850 dollars et les recettes étaient évaluées à 3.250.000 dollars. Un certain nombre de facteurs qui expliquent l'augmentation des crédits demandés pour 1959 influenceront aussi sur les dépenses de 1958.

### b) FONDS DE ROULEMENT

Par sa résolution 1232 (XII) du 14 décembre 1957, l'Assemblée générale a fixé le montant du fonds de roulement à 22 millions de dollars pour 1958, et le montant des avances des Etats Membres a été ajusté d'après le barème des quotes-parts adopté pour le budget de 1958. Au 31 mai 1958, les sommes restant à verser au titre des avances au fonds pour 1958 s'élevaient à 127.200 dollars. A cette même date, le Secrétaire général, usant des pouvoirs que lui conférait la résolution précitée, avait avancé, par prélèvement sur le fonds de roulement, les sommes suivantes:

*Dollars des Etats-Unis*

1) Exécution du budget, en attendant le recouvrement des contributions.....	17.846.846
2) Prêt à des commissions préparatoires...	630.239
3) Achats et opérations amortissables.....	361.282
4) Avances pour dépenses imprévues et extraordinaires .....	12.278
	<hr/> 18.850.645

Outre ces avances, les prêts autorisés en vertu de la résolution 1232 (XII) et ayant reçu l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, mais dont le montant n'avait pas encore été versé, s'élevaient à 230.092 dollars.

### c) CONTRIBUTIONS

Au 31 mai 1958, l'état des contributions au budget de 1958 et de l'arriéré des contributions dues pour les exercices 1955, 1956 et 1957 (compte non tenu des contributions des nouveaux Membres pour 1956 et 1957) s'établissait comme suit:

	<i>Contributions pour l'exercice</i>			
	1958	1957	1956	1955
	<i>(Dollars des Etats-Unis)</i>			
Total .....	51.500.000	49.088.050	48.330.000	39.640.000
Versements et autres sommes inscrites au crédit des Etats.....	11.481.558	44.604.919	46.866.207	39.624.078
A recevoir.....	40.018.442	4.483.131	1.463.793	15.922

Les contributions aux budgets antérieurs sont maintenant intégralement versées.

Les contributions pour l'exercice 1958 ont été fixées d'après le barème des quotes-parts adopté par l'Assemblée générale [résolution 1223 (XII) en date du 14 dé-

cembre 1957]. En vertu de la résolution 970 (X) du 15 décembre 1955, qui l'autorise à accepter que les Etats Membres versent une partie de leurs contributions pour les exercices financiers 1956, 1957 et 1958 en devises autres que le dollar des Etats-Unis, le Secrétaire général, après avoir consulté le Président du Comité des contributions, a fait connaître aux Etats Membres qu'ils pourraient verser 18,65 pour 100 de leurs contributions de 1958 en francs suisses, 10,30 pour 100 en livres sterling et 5,80 pour 100 en diverses monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. En conséquence, 34,75 pour 100 au total des contributions de 1958 peuvent être versés en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

Grâce à un accord conclu avec le Royaume-Uni, l'Organisation des Nations Unies pourra convertir des livres sterling en certaines autres devises, avec l'assentiment des pays dans la monnaie desquels cette conversion sera envisagée.

Le montant des contributions que les Etats Membres pourront verser pour l'exercice 1958 en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis représente la contre-partie de 10.440.000 dollars, à savoir : l'équivalent de 5.600.000 dollars en francs suisses, l'équivalent de 3.100.000 dollars en livres sterling et l'équivalent de 1.740.000 dollars en diverses monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Vingt-huit Etats Membres ont décidé d'user de la faculté de faire des versements dans une ou plusieurs de ces devises.

#### d) COMITÉ DE NÉGOCIATION DES FONDS EXTRA-BUDGÉTAIRES

Le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires que l'Assemblée générale a nommé à sa onzième session [résolution 1091 (XI) du 27 février 1957] a été créé afin d'aider l'Organisation des Nations Unies à obtenir des fonds pour mettre en œuvre des programmes qui ne sont pas inscrits à son budget ordinaire et dont le financement est assuré au moyen de contributions volontaires.

Outre le Programme élargi d'assistance technique, ces programmes sont ceux du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Dans le rapport qu'il a soumis à l'Assemblée à sa douzième session, le Comité a commenté les résultats obtenus grâce à la nouvelle procédure consistant à tenir une conférence spéciale des appels de fonds pour l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et pour le Fonds pour les réfugiés, et il a recommandé de continuer d'appliquer ladite procédure. (La situation financière de ces deux organismes est étudiée aux chapitres pertinents du présent rapport.)

Tenant compte de cette recommandation, l'Assemblée, par sa résolution 1197 (XII) du 13 décembre

1957, a décidé que pendant sa treizième session elle réunirait une commission spéciale, composée de tous les membres de l'Assemblée, devant laquelle les contributions volontaires aux deux programmes intéressant les réfugiés seront annoncées. Elle a constitué un nouveau Comité de négociation des fonds extra-budgétaires dont le mandat est le même que celui des comités des années précédentes et qui doit présenter un rapport sur ses travaux à la treizième session de l'Assemblée générale.

### 5. — Ecole internationale des Nations Unies et locaux pour les délégations

Pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1228 (XII) du 14 décembre 1957, le Secrétaire général a usé de ses bons offices pour aider le Conseil d'administration de l'Ecole internationale à trouver des locaux satisfaisants pour l'Ecole.

Grâce à la coopération des autorités compétentes de la Ville de New-York, des arrangements ont été pris qui permettront au Conseil d'administration de louer un immeuble approprié à Manhattan; l'Ecole pourra donc être transférée de Parkway Village à Manhattan et accueillir ainsi un plus grand nombre d'enfants de fonctionnaires et de membres des délégations. Aux termes de l'accord conclu, l'Ecole internationale des Nations Unies pourra utiliser, pendant une période transitoire pouvant atteindre trois ans, un bâtiment scolaire que le Board of Education de la Ville de New-York est en train d'évacuer. On continuera de se préoccuper d'acquérir des locaux permanents où l'Ecole pourra s'installer à Manhattan.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de rechercher s'il existe des moyens pratiques de mettre des locaux à la disposition des délégations à proximité du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

En conséquence, le Secrétaire général s'est mis en rapport avec une agence immobilière de New-York qui propose d'acquérir un terrain situé en bordure nord du Siège de l'Organisation et d'y construire des bâtiments. Les bâtiments comprendraient des bureaux et des appartements; ils seraient conçus en fonction des besoins particuliers des délégations et l'on pourrait s'y rendre directement du bâtiment de l'Organisation des Nations Unies. On construirait aussi des appartements pour le personnel des délégations compte tenu des désirs exprimés par les délégations au moment de l'établissement des plans des bâtiments. C'est une entreprise commerciale, et non l'Organisation, qui aurait la propriété et la gestion des bâtiments en question; toutefois, le Secrétaire général continuerait de fournir ses bons offices aux délégations, dans leurs rapports avec l'agence immobilière, jusqu'au moment où elles prendraient possession des locaux.